



République du Burundi
Ministère de l'Éducation Nationale
et de la Recherche Scientifique



Tous les enfants à l'école

Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés

Rapport de l'étude sur les enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école (EADE) au Burundi

JUIN 2021



Bureau du BURUNDI

Sigles et abréviations

| | |
|-----------|--|
| AGR | Activités Génératrices de Revenus |
| BEPC | Brevet d'Études du Premier Cycle |
| CAE | Communauté d'Afrique de l'Est |
| CMF | Conceptual and Methodological Framework (cadre conceptuel et méthodologique) |
| 5DE | Cinq dimensions de l'exclusion |
| EADE | Enfants et les Adolescents en Dehors de l'École |
| ECVMB | Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi |
| EDS | Enquête Démographique et de Santé |
| EFTP | Enseignement et Formation Techniques et Professionnels |
| EPT | Éducation Pour Tous |
| GPE | Global Partnership for Education |
| ISTEEBU | Institut de Statistiques et d'études économiques du Burundi |
| ISU (UIS) | Institut de Statistique de l'UNESCO (UNESCO Institute for Statistics) |
| MEFTP | Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle |
| ODD | Objectifs du Développement Durable |
| OIT | Organisation Internationale du Travail |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PSDEF | Plan Sectoriel de développement de l'Éducation et de la Formation |
| PTF | Partenaires Technique et Financier |
| RESEN | Rapport d'État du Système Éducatif National |
| RGPH | Recensement général de la population et de l'habitat |
| SIGE | Système d'information et de gestion de l'éducation |
| TBS | Taux Brut de Scolarisation |
| UCW | Understanding Children's Work |
| UNESCO | Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |

Avant-propos

Depuis l'introduction de la politique de gratuité de l'éducation en 2005, les données actuelles révèlent une augmentation constante de la population scolaire à tous les niveaux d'enseignement. La réforme de l'enseignement fondamental introduite en 2003 a renforcé l'augmentation des effectifs scolaires. Le préscolaire, quoiqu'encore faible au regard de la demande sociale, a vu ses effectifs presque doubler entre 2013 et 2019, passant de 66 972 à environ 125 667 élèves. Les trois premiers cycles de l'Enseignement Fondamental ont vu leurs effectifs augmenter de 12% sur la même période, passant de 2 046 794 à 2 302 280, dont moins de 2% sont dans les structures privées. Cela s'est traduit par un maintien au-dessus de 100% du Taux Brut d'Accès comme du Taux Brut de Scolarisation depuis plus d'une décennie. Ces taux sont respectivement de 121,7% en 2019/2020 et de 112,7% au cours de la même période. Le quatrième cycle du fondamental a, quant à lui, connu une évolution modérée de ses effectifs (passant de 377 712 à 383 553) consécutive à l'effet conjugué de la suppression de la 10^{ème} année et du concours national d'admission en fin de 6^{ème} année. Le post-fondamental général et pédagogique a vu aussi ses effectifs s'accroître de plus de 190%, passant de 97 967 à 291 527 respectivement en 2013 et 2019, pendant que les effectifs du post-fondamental technique sont passés de 35 075 à 58 122, soit un accroissement de 66% sur la même période. Pour ce dernier palier, plus de la moitié des effectifs sont scolarisés dans des structures privées. En matière d'achèvement, le RESEN 2018 fait ressortir une nette amélioration du taux d'achèvement des trois premiers cycles du fondamental (taux d'accès en 6^{ème}) qui est estimé en 2013-2014 à 71% alors qu'il n'était que de 54% en 2010.

Ces progrès ne doivent pas cependant masquer des questions fondamentales qui continuent de peser sur le système éducatif burundais et qui méritent impérativement d'être solutionnées pour donner une chance à l'aboutissement des objectifs de la réforme. Il s'agit principalement :

- Des entrées tardives : le RESEN 2021 rapporte qu'en 2018/2019, seulement 30% des nouveaux entrants en 1^{ère} année du fondamental avaient l'âge officiel d'accès à ce niveau (6 ans). En 2019-2020, la base de données du Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education (BPSE) montre que seulement 37,5% des nouveaux entrants en 1^{ère} année ont 6 ans, 51,8% des nouveaux entrants en 1^{ère} année ont déjà deux ans de plus que l'âge légal d'entrée et 7% des effectifs de 5^{ème} année ont plus de 15 ans ;
- Des taux de redoublement élevés : les redoublants représentaient respectivement 27,7% des effectifs des trois premiers cycles du fondamental (primaire), 28,7% de ceux du 4^{ème} cycle du fondamental et 16,6% de ceux du post-fondamental général et pédagogique (second cycle du secondaire), en 2019/2020 ;
- D'un nombre élevé d'enfants en dehors de l'école : le rapport de la présente étude montre qu'une proportion importante d'enfants, environ 38,8% des enfants âgés de 4 à 9 ans sont soit jamais scolarisés, ou ont été scolarisés mais ont abandonné. Ce taux est de 17,8% chez les enfants de 7 à 12 ans contre 79,2% chez les enfants en âge préscolaire ;
- Des risques et vulnérabilités qui affectent le système éducatif et qui impactent négativement la poursuite de la scolarisation des enfants: On peut citer, les violences basées sur le genre, les risques sanitaires tels ceux liés aux grossesses précoces, les effets néfastes du changement climatique qui altèrent l'environnement éducatif, etc.
- Du nombre important d'enfants réfugiés, déplacés et rapatriés qui sont fréquemment confrontés à des problèmes d'inscription (faute de document d'état-civil) ou d'interruption de scolarité, dû à la difficulté de s'adapter aux langues d'apprentissage pour ceux qui rentrent du Rwanda ou de la Tanzanie où l'anglais est la langue d'enseignement, etc.

A ces obstacles s'ajoutent les moyens financiers précaires des ménages burundais qui contrastent avec le coût élevé de la scolarisation (matériel scolaire, uniformes, transport, etc.) malgré la politique de gratuité de l'enseignement fondamental. Le travail des enfants lié aux moyens précaires des parents, les travaux domestiques généralement réservés aux filles, et un phénomène nouveau qui a vu le jour dans les provinces frontalières où les enfants, filles et garçons sont envoyés dans les pays limitrophes en pleine année scolaire pour exécuter des travaux saisonniers ont amplifié le phénomène de déperdition scolaire. Dans la commune de Giharo de la province de Rutana par exemple, plus de 2 000 enfants ont abandonné l'école à la fin du premier trimestre de l'année scolaire 2015-2016, selon le rapport de la Direction Provinciale de l'Enseignement (DPE).

La persistance de ces fléaux contribue à freiner la réalisation du droit à l'éducation de tous les enfants, tel que stipulé dans l'article 53 de la Constitution du Burundi qui dispose que : « *Tout citoyen a droit à l'égal accès à l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès* ». Considérant ce qui précède, l'UNICEF qui a pour mandat la promotion des droits de l'enfant, dont le droit à l'éducation, s'est proposé d'appuyer le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique dans la conduite d'une étude sur les Enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE). Cette étude avait pour objectif de permettre au MENRS d'identifier les goulots d'étranglement et les obstacles qui, non seulement empêchent la scolarisation des enfants, mais aussi la rétention des enfants dans l'enseignement fondamental.

L'étude sur les Enfants et Adolescents en dehors de l'école (EADE), réalisée par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) avec l'appui technique et financier de l'UNICEF à travers l'Institut Supérieur des Sciences de la population (ISSP) de l'Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou au Burkina Faso, présente l'état des lieux des enfants et adolescents en dehors de l'école au Burundi et couvre les sous-secteurs préscolaire, fondamental, post-fondamental général et pédagogique.

L'analyse secondaire des données dans le cadre de l'étude sur les EADE a contribué à alimenter l'analyse sectorielle réalisée en 2021 (RESEN 2021) et l'évaluation de la réforme de l'enseignement fondamental dont la préparation du plan sectoriel décennal de l'éducation 2022-2030 est tributaire.

Prof. HAVYARIMANA François

**Ministre de l'Education Nationale et de
la Recherche Scientifique**



Remerciements

Le rapport sur les Enfants et Adolescents en dehors de l'école (EADE) n'aurait pas été possible sans les contributions techniques et/ou financière (temps, ressources humaines et financières) de l'UNICEF Burundi et du MENRS pour sa réalisation. Nous tenons à remercier l'UNICEF et le comité de pilotage du MENRS dirigé par son président Monsieur **NIYONGABO Tharcisse** et sa vice-présidente **Madame BAJINYURA Chantal**, pour leur engagement dans le cadre des activités de l'étude EADE. Notre gratitude va spécialement à l'endroit du groupe de relecture de l'Université du Burundi, qui a travaillé d'arrache-pied pour des amendements qualitatifs au rapport sous l'égide de son Président **Professeur NDUWIMANA André**, ainsi qu'aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur participation fructueuse pendant les grandes phases de l'étude EADE et dont les contributions ont permis l'enrichissement du rapport.

Nos remerciements vont également aux personnes dont la contribution a été déterminante dans la réalisation de cette étude d'envergure nationale.

Il s'agit de :

- Madame Neema NDAYISHIMYE, Directrice sortante du BPSE du MENRS ;
- M. Patrice MANENGERI, Directeur du BPSE du MENRS ;
- M. Sylvestre BWATEMBA, Conseiller au BPSE du MENRS ;
- Pr Jean-François KOBIANE, coordonnateur de l'étude, ISSP/UJKZ, Burkina Faso ;
- Dr Bilampoa GNOUMOU-THIOMBIANO, membre de l'équipe, ISSP/UJKZ, Burkina Faso ;
- M. Idrissa KABORE, membre de l'équipe, ISSP/UJKZ, Burkina Faso ;
- M. Ibrahima DIALLO, Chef du Programme Education UNICEF ;
- Mme Yolande TIENDREBEOGO, Spécialiste Education UNICEF ;
- M. Charles NZEYIMANA, Chargé de Programme Education UNICEF.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Sigles et abréviations..... | 1 |
| Avant-propos..... | 3 |
| Remerciements..... | 5 |
| Sommaire..... | 6 |
| Liste des tableaux..... | 8 |
| Liste des figures et graphiques..... | 11 |
| Résumé..... | 12 |
| Introduction..... | 17 |
| I. Contextes économique, démographique et sociopolitique du Burundi..... | 19 |
| 1.1 Contexte économique..... | 19 |
| 1.2 Population..... | 20 |
| 1.3 Contexte sociopolitique et administrative..... | 22 |
| II. Approche méthodologique de l'étude..... | 22 |
| 2.1 Rappel du cadre méthodologique des dimensions de l'exclusion recommandées (aspects conceptuels et méthodologiques des dimensions de l'exclusion)..... | 23 |
| 2.2 Adaptation dans l'étude EADE du Burundi..... | 25 |
| 2.3 Démarche méthodologique pour répondre aux objectifs..... | 26 |
| 2.3.1 Analyse des bases de données..... | 26 |
| 2.3.2 Analyse des politiques..... | 30 |
| 2.4 Définition des principaux concepts..... | 30 |
| III. Système éducatif du Burundi..... | 32 |
| 3.1 Organisation du système éducatif..... | 32 |
| 3.1.1 L'enseignement formel..... | 32 |
| 3.1.2 L'enseignement non formel..... | 32 |
| 3.2 Historique des politiques et stratégies éducatives..... | 33 |
| 3.3 Offre et demande éducatives..... | 35 |
| IV. Ampleur et profil des enfants et adolescent(e)s en dehors du système éducatif..... | 40 |
| 4.1 Ampleur des enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école..... | 40 |
| 4.1.1 Effectif et distribution des groupes d'âges par sexe, par milieu de résidence, par province : 40 | |
| 4.1.2 Répartition des enfants et adolescent(e)s par statut scolaire selon l'âge et le sexe..... | 41 |
| 4.1.3 Distribution des enfants et adolescents par statut scolaire selon le milieu de résidence..... | 49 |
| 4.2 Profil des enfants et adolescents en dehors de l'école..... | 61 |
| 4.2.1 Les enfants d'âge du préscolaire et du 1er au 3ème cycle du fondamental qui ne sont pas à l'école : Dimensions 1 et 2..... | 61 |
| 4.2.2 Les enfants et adolescents ayant l'âge du 4e cycle du fondamental du post-fondamental : Dimensions 3 et 6..... | 66 |
| 4.3 Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école et à risque d'abandon : Dimensions 4, 5 et 7..... | 70 |
| 4.3.1 Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école..... | 70 |
| 4.3.2 Les enfants et adolescents fréquentant les premiers cycles du fondamental, le 4e cycle du fondamental et le post-fondamental à risque d'abandonner : Dimensions 4, 5 et 7..... | 71 |

| | | |
|------------|---|------------|
| 4.4 | Une analyse synthétique des profils des enfants et adolescents en dehors de l'école..... | 82 |
| 4.4.1 | Comparaison des différents types d'inégalité..... | 82 |
| 4.4.2 | Synthèse de l'ampleur des EADE | 83 |
| V. | Barrières et goulots d'étranglement..... | 86 |
| 5.1 | Déterminants de la non scolarisation des enfants et adolescent(e)s liés à la demande éducative | 86 |
| 5.1.1 | Déterminants socio-démographiques de la demande | 86 |
| 5.1.2 | Capital éducatif : un déterminant culturel majeur de la demande | 92 |
| 5.1.3 | Déterminants économiques de la demande | 93 |
| 5.1.4 | Déterminants d'ordre contextuel relevant de la demande | 94 |
| 5.2 | Facteurs de la non-scolarisation des enfants et adolescent(e)s liés à l'offre éducative..... | 95 |
| 5.2.1 | Évolution et répartition spatiale des infrastructures et du personnel enseignant..... | 95 |
| 5.2.2 | Variations provinciales de la disponibilité du personnel enseignant et des supports pédagogiques..... | 98 |
| 5.2.3 | L'environnement d'apprentissage : Disponibilité de l'eau potable, de l'électricité et des latrines | 100 |
| 5.2.4 | Distance à l'infrastructure scolaire | 102 |
| 5.2.5 | La question de la langue d'enseignement..... | 102 |
| 5.3 | Facteurs liés aux politiques éducatives..... | 103 |
| 5.3.1 | Caractère inclusif des stratégies proposées dans les politiques éducatives | 103 |
| 5.3.2 | Financement du secteur de l'éducation | 103 |
| 5.3.3 | Gouvernance du système éducatif..... | 104 |
| 5.4 | Raisons de non scolarisation..... | 105 |
| VI. | Politiques et stratégies..... | 108 |
| 6.1 | Une vue synthétique des politiques actuelles..... | 108 |
| 6.1.1 | Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation | 108 |
| 6.1.2 | Plan Transitoire de l'Education au Burundi 2018-2020..... | 108 |
| 6.1.3 | Stratégies visant les EADE dans le PSDEF 2012-2020 | 109 |
| 6.1.4 | Stratégies visant les EADE dans le PTE 2018-2020 | 110 |
| 6.2 | Stratégies à mettre en œuvre ou à renforcer..... | 111 |
| 6.2.1 | Enseignements issus de l'étude EADE-Burundi 2020 | 111 |
| 6.2.2 | Suggestions pour un plan d'actions..... | 114 |
| | Conclusion..... | 120 |
| | Bibliographie..... | 122 |
| | Annexes | 124 |
| | Annexe 1 : La régression logistique | 124 |
| | Annexe 2 : Les tableaux et graphiques..... | 126 |

Liste des tableaux

| | | |
|--------------|---|----|
| Tableau 1 : | Informations générales sur les trois sources d'enquêtes auprès des ménages..... | 27 |
| Tableau 2 : | Répartition (en %) de la population scolarisable par sexe, par milieu de résidence et par province selon le groupe d'âges..... | 41 |
| Tableau 3 : | Statut scolaire des enfants de 4-19 ans par groupe d'âges et sexe (en %). | 43 |
| Tableau 4 : | Statut scolaire des enfants de 4-19 ans par groupe d'âges et milieu de résidence (en %). | 50 |
| Tableau 5 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (4-6 ans et 7-12 ans) selon le sexe, le milieu de résidence et la province..... | 63 |
| Tableau 6 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (4-6 ans et 7-12 ans) selon le statut familial et la survie des parents | 64 |
| Tableau 7 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (7-12 ans et 13-16 ans) selon certaines caractéristiques du chef de ménage, le niveau de vie du ménage..... | 66 |
| Tableau 8 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon le sexe, le milieu de résidence et la province..... | 67 |
| Tableau 9 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon le statut familial et la survie des parents | 69 |
| Tableau 10 : | Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon certaines caractéristiques du chef de ménage, le niveau de vie du ménage..... | 70 |
| Tableau 11 : | Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés du 1 ^{er} au 3 ^e cycle du fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence, et par province | 74 |
| Tableau 12 : | Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés au 4 ^e cycle du fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province | 75 |
| Tableau 13 : | Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés au post-fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province | 76 |
| Tableau 14 : | Proportions de redoublants (en %) du 1 ^{er} au 3 ^e cycle fondamental, du 4 ^e cycle fondamental 1 ^{er} cycle et du post-fondamental par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province..... | 77 |
| Tableau 15 : | Ampleur de la population à risque d'abandonner (en %). | 79 |
| Tableau 16 : | Profil de la population à risque d'abandonner (en %). | 81 |
| Tableau 17 : | Synthèse de l'ampleur des EADE selon les sept dimensions..... | 84 |
| Tableau 18 : | Proportions (en %) et distribution (en %) des élèves ayant un handicap par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018..... | 91 |
| Tableau 19 : | Répartition (en %) des infrastructures scolaires par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018..... | 98 |
| Tableau 20 : | Répartition du personnel enseignants et des ratios Elèves/Maîtres par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018..... | 99 |

| | |
|---|-----|
| Tableau 21 : Proportions d'élèves ne disposant pas de certains manuels scolaires par groupe d'âge et milieu de résidence en 2013-2014..... | 100 |
| Tableau 22 : Disponibilité de l'eau potable et de l'électricité (proportions) dans les établissements scolaires par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018..... | 101 |
| Tableau 23 : Répartition des raisons de non scolarisation de la population de 7-19 ans jamais scolarisée par groupe d'âge et par sexe..... | 105 |
| Tableau 24 : Proportions de la population de 7-19 ans selon la raison de non inscription en 2014 par groupe d'âge et par sexe..... | 106 |
| Tableau 25 : Synthèse de pistes de stratégies visant les EADE et les enfants à risque d'abandonner l'école [Hachurer la case correspondante à l'action] | 115 |
| Tableau A1 : Répartition des redoublants en 2017-2018 par province et par cycle..... | 126 |
| Tableau A2 : Répartition des abandons en 2017-2018 par province et par cycle | 126 |
| Tableau A3 : Nouveaux inscrits en 1ère année par province, par commune, par âge et par sexe..... | 127 |
| Tableau A4 : Répartition des élèves en 2017-2018 par province et par cycle | 127 |
| Tableau A5 : Inégalités de genre par province de la proportion des enfants et adolescents de 4-19 ans en dehors de l'école | 128 |
| Tableau A6 : Proportions et effectifs des EADE de 4-19 ans par groupes d'âge et par province..... | 129 |
| Tableau A7 : Distribution (en %) des enfants et adolescents de 6-13 ans selon la typologie des EADE par sexe, milieu de résidence par dimension..... | 130 |
| Tableau A8 : Probabilités cumulées d'entrée à l'école selon le milieu de résidence et selon le sexe (Courbes de Kaplan-Meier)..... | 130 |
| Tableau A9 : Répartition (en %) de la population de 4-19 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique | 131 |
| Tableau A10 : Répartition (en %) de la population de 4-6 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique | 132 |
| Tableau A11 : Répartition (en %) de la population de 7-12 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique | 133 |
| Tableau A12 : Répartition (en %) de la population de 13-15 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique | 134 |
| Tableau A13 : Répartition (en %) de la population de 16-19 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique | 135 |
| Tableau A14 : VIF des variables d'analyse pour les enfants de 7-12 ans et pour les adolescents de 13-19 ans | 136 |
| Tableau A15 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans et de 7-12 ans | 137 |
| Tableau A16 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 13-15 ans et des enfants de 16-19 ans..... | 138 |
| Tableau A17 : Hiérarchisation des variables selon le pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école par groupe d'âge et par milieu de résidence..... | 139 |
| Tableau A18 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans par province..... | 140 |
| Tableau A19 : Hiérarchisation des variables selon le pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans par province..... | 142 |

| | |
|--|-----|
| Tableau A20 : Proportions des EADE de 7-19 ans selon la distance à l'infrastructure scolaire (km) par groupe d'âge et par milieu de résidence..... | 143 |
| Tableau A21 : Evolution de l'offre scolaire du public par cycle de 2009 à 2018 | 144 |
| Tableau A22 : Ecart annuel de l'offre scolaire (différences annuelles) | 145 |
| Tableau A23 : Répartition (en %) de la population scolarisable par groupes d'âges selon le sexe, le milieu de résidence, la province..... | 146 |
| Tableau A24 : Vue synoptique des domaines d'intervention des politiques et réformes dans le secteur de l'éducation au Burundi | 147 |

Liste des figures et graphiques

| | | |
|----------------|--|-----|
| Figure 1 : | Illustration des cinq dimensions de l'exclusion (5DE) | 23 |
| Figure 2 : | Le modèle de visibilité des enfants et adolescents en dehors de l'école | 25 |
| Figure 3 : | Illustration des sept dimensions de l'exclusion (7DE) | 26 |
| Figure 4 : | Circuit éducatif burundais à partir de l'année scolaire 2013/14 | 33 |
| Graphique 5 : | Nouveaux inscrits en 1ère année par province, par commune, par âge et par sexe (Tous statuts) | 37 |
| Graphique 6 : | Evolution de la proportion (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école selon la tranche d'âges | 44 |
| Graphique 7 : | Evolution de la proportion (en %) des enfants de 4-19 ans en dehors de l'école par milieu | 45 |
| Graphique 8 : | Proportion (en %) d'enfants de 7-19 ans en dehors de l'école par sexe et selon la province | 47 |
| Graphique 9 : | Participation scolaire par âge et niveau d'études des enfants et adolescents de 4-19 ans en 2014 (en %) | 49 |
| Graphique 10 : | Carte des EADE de 4-19 ans par province | 52 |
| Graphique 11 : | Carte des EADE de 4-6 ans par province | 53 |
| Graphique 12 : | Carte des EADE de 7-12 ans par province | 55 |
| Graphique 13 : | Carte des EADE de 13-15 ans par province | 57 |
| Graphique 14 : | Carte des EADE de 16-19 ans par province | 59 |
| Graphique 15 : | Une vue synthétique du classement des provinces sur les deux types d'ampleur (relative et absolue) | 60 |
| Graphique 16 : | Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école | 71 |
| Graphique 17 : | Probabilités cumulées d'entrée à l'école des enfants de 10-19 ans selon le sexe, selon le milieu de résidence et selon le groupe d'âge (Courbes de Kaplan-Meier) | 72 |
| Graphique 18 : | Profil scolaire des enfants et adolescents de 3-19 ans en 2017 selon certaines caractéristiques (en %) | 83 |
| Graphique 19 : | Proportion (en %) des enfants scolarisables (7-19 ans) en dehors de l'école selon le statut d'orphelin par sexe, par milieu de résidence | 88 |
| Graphique 20 : | Proportion (en %) des enfants et adolescents de 7-19 ans en dehors de l'école selon le type de handicap en 2014 | 89 |
| Graphique 21 : | Proportion (en %) des enfants scolarisables (7-19 ans) en dehors de l'école selon le handicap par sexe, par milieu de résidence en 2014 | 90 |
| Graphique 22 : | Travail et scolarisation des enfants | 94 |
| Graphique 23 : | Evolution de l'offre scolaire public par cycle de 2009 à 2018 | 96 |
| Graphique 24 : | Dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation (% du PIB), Burundi | 104 |
| Graphique A1 : | Carte des EADE de 13-19 ans par province | 151 |

Résumé

Sur le plan économique, le Burundi, comme la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, se caractérise par une faible diversification de sa structure économique avec une prépondérance du secteur agricole. En effet, selon les données de l'EDS 2016-2017, 84 % des femmes et 66 % des hommes actifs travaillent dans le secteur agricole. L'économie reste vulnérable aux chocs externes et aux aléas liés au changement climatique. Après un accroissement du revenu par tête entre 2016 et 2017, il apparaît une stabilisation au cours des deux dernières années. Globalement, la croissance économique est faible, mais une légère reprise se dessine depuis 2018. Par conséquent, le seuil de pauvreté demeure encore très élevé au Burundi : 64,6 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté. Cette situation économique et sociale du pays se reflète sur le classement du pays en matière d'indice de développement humain puisqu'en 2019, le pays était classé au 185^e rang sur 189 pays au monde. Avec la pandémie de la COVID-19 apparue en début d'année 2020 et les mesures sociales et économiques prises pour limiter sa propagation, il est à craindre que la croissance économique connaisse à nouveau un ralentissement.

Au plan démographique, la population du Burundi est caractérisée par une forte croissance démographique, une forte densité démographique et une forte jeunesse. Les enfants (les moins de 15 ans) et les adolescents (les 15-19 ans) représentent respectivement 49 % et 10,4 % de la population, ce qui pose des défis de développement en termes de satisfaction des besoins sociaux. Les projections démographiques, issues du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2008, donne, pour l'année 2017, une estimation de la population burundaise de 10 953 317 en 2019 dont 50,9 % de femmes et 49,1 % d'hommes. En mettant cet effectif de population en rapport avec la superficie du pays, le Burundi se présente comme l'un des pays à très forte densité

démographique au monde avec 394 habitants au km². Selon les mêmes projections, la population d'âge scolaire du fondamental (7-15 ans) et celle d'âge du post-fondamental représentaient respectivement 22,9 % et 6,3 % de la population totale en 2017.

Des progrès ont été observés dans l'éducation au Burundi au cours de la dernière décennie : le taux brut de scolarisation au primaire (qui couvre depuis la rentrée 2013-2014 les 1^{er}, 2^e et 3^e cycles du fondamental) est resté au-dessus de 100 %, passant de 130,4 % en 2008-2009 à 115,2 % en 2016. Mais une certaine stabilisation du taux brut de scolarisation au primaire s'observe ces dernières années : 112,9 % en 2017-2018 et 111,0 % en 2018-2019. Toutefois, ces indicateurs grossiers de participation scolaire ne permettent pas de rendre compte des nombreux autres défis auxquels fait face le système éducatif, notamment la part importante d'enfants et adolescents en dehors de l'école, soit parce qu'ils n'ont pas eu la chance d'aller à l'école (c'est la plus grande proportion), soit parce qu'ils ont abandonné l'école.

L'objectif général de l'étude est « *d'améliorer la compréhension des goulots d'étranglement et des barrières à l'éducation, d'identifier les réponses politiques en vue de meilleurs taux d'inscription et de rétention des enfants et adolescents à l'école, et enfin d'alimenter le prochain plan sectoriel* ».

De manière plus spécifique, il s'agit :

- de documenter l'ampleur et les profils des enfants et adolescents en dehors du système éducatif au Burundi ;
- d'analyser les obstacles et goulots d'étranglement de l'éducation qui freinent la scolarisation et la rétention des enfants et adolescents à l'école ;
- d'analyser les politiques et stratégies et leurs limites pour assurer une éducation pour tous
- d'informer les programmes futurs pour améliorer leur impact.

Combien sont-ils ?

Selon les données de l'EDS-2016-17, l'effectif des enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE), en 2017, était estimé à 1.987 432, soit environ 38,8 % de l'ensemble des 4-19 ans qui étaient estimés à 5 126 686. Quand on analyse suivant les diverses dimensions définies dans le document du cadre conceptuel et méthodologique de l'UNICEF, l'UIS, le GPE et l'UCW de 2015, les enfants de la dimension 1 (préscolaire) sont proportionnellement les plus nombreux à être en dehors de l'école (79,2 %), soit un chiffre absolu de 932 350, un résultat qui s'explique par le faible accès au préscolaire qui reste l'apanage des villes. Les enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) de 7-12 ans sont au nombre de 392 933 (Dimension 2), ce qui correspond à 17,8 % des enfants d'âge du primaire. C'est la tranche d'âge ayant la plus faible proportion d'EADE, ce qui est certainement le reflet de la priorité accordée à l'enseignement primaire au cours des dernières années. La proportion d'EADE au sein des 13-15 ans (Dimension 3) est de 26,5 % (effectif de 231 190). La proportion d'EADE la plus élevée est observée au niveau des 16-19 ans (Dimension 6), soit 49,3 % pour un effectif absolu de 430 959 EADE. Il n'existe pas de différence de genre en ce qui concerne la proportion des EADE (39,0 % et 38,5 %, respectivement pour les garçons et les filles), mais l'ampleur est près de deux fois plus élevée en milieu rural (40,5 %) qu'en milieu urbain (23,7 %).

Quel que soit le groupe d'âge considéré, l'analyse de l'ampleur relative des EADE (proportion d'EADE), fait ressortir une classification des provinces selon un gradient allant du Nord-Est (plus fortes ampleurs relatives) vers le Sud-Ouest (plus faibles ampleurs relatives), une situation qu'on pourrait nommer de « *gradient nord-est/sud-ouest de l'exclusion scolaire* ». Ainsi, par exemple, les provinces de Kirundo et de Muyinga au Nord-Est sont caractérisées par de fortes ampleurs relatives d'EADE, alors que celles de Bujumbura Mairie (à l'ouest) et de Bururi (au Sud), sont caractérisées par de faibles ampleurs.

Avec l'adaptation du cadre conceptuel pour l'étude des cinq dimensions de l'exclusion au Burundi, ce sont trois dimensions qui sont à considérer pour l'analyse de la population à risque d'abandonner : dimension 4 pour les trois premiers cycles du fondamental, dimension 5 pour le dernier cycle du fondamental et dimension 7 pour le post-fondamental. Le risque d'abandonner pour un enfant ou un adolescent scolarisé dépend de plusieurs facteurs. Pour estimer la population à risque d'abandonner, nous avons considéré les élèves qui répondaient à l'un ou l'autre des critères suivants (certains pouvant en combiner plusieurs à la fois) :

- Retard scolaire de deux années par rapport à la classe actuelle ;
- Redoublement l'année scolaire 2016-2017 ;
- Avoir effectué un travail au sens strict (UCW) au cours de la semaine précédant l'enquête.

Sur cette base nous avons estimé à 1.218.147, les élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental à risque d'abandonner (dimension 4) en 2016-2017, ce qui correspond à 53,5 % des élèves scolarisés au primaire en 2016-2017. Ce risque d'abandonner aux trois premiers cycles du fondamental est un peu plus élevé chez les garçons (55,7 %) que chez les filles (51,2 %). La population à risque d'abandonner du 4^e cycle du fondamental (dimension 5), est estimée à 362 371, soit à 72,0 % des élèves de ce cycle. Les filles courent moins de risque d'abandonner (69,2 %) que les garçons (75,3 %). Quant à la population à risque d'abandonner du post-fondamental (dimension 7), le risque est estimé à 77,2 % en 2016-2017 et l'effectif des élèves à risque d'abandonner est estimé à 110 450.

L'analyse de l'évolution de la proportion des EADE entre 2010 et 2017 (EDS 2010, ECVM 2013-2014 et EDS 2017) révèle que la proportion des EADE est demeurée stable entre 2010 et 2014 et que la baisse intervient dans la période récente, entre 2014 et 2017. Pour l'ensemble de 4-19 ans, la proportion des EADE passe de 44,4 % en 2010 à 38,8 % en 2017. Si pour les 4-6 ans et les 7-12 ans, il y a une tendance à la

baisse, pour les 13-15 ans et les 16-19 ans, la tendance est plutôt à la hausse.

Où sont-ils ?

La répartition des EADE selon le milieu de résidence révèle que quelle que soit la dimension, ceux-ci résident principalement en milieu rural (Plus de neuf EADE sur dix) : 94,9 % EADE du cycle préscolaire (Dimension 1), 97,0 % des EADE des trois premiers cycles du fondamental (Dimension 2), 93,1 % des EADE de la dimension 3 (13-15 ans) et 89,1 % des EADE de la dimension 6 (16-19 ans).

La distribution des EADE de 4-19 ans par province révèle que huit provinces sur les dix-huit regroupent à elles seules près des deux tiers (61,2 %) des EADE. Il s'agit de Kirundo (10,2 %), de Muyinga (9,6 %), de Ngozi (8,9 %), de Gitega (6,8 %), de Ruyigi (6,6 %), Kayanza (6,5 %), Karusi (6,5 %) et Cibitoke (6,3 %).

Cinq provinces présentent une situation assez problématique en termes de phénomène des EADE, dans la mesure où quel que soit le groupe d'âge, l'ampleur relative (proportion des EADE) et l'ampleur absolue (effectif absolu des EADE), sont très élevées ou élevées. Il s'agit de Karuzi, Kirundo, Muyinga, Ngozi et Ruyigi. La situation de Cankuzo est aussi spécifique, dans la mesure où l'ampleur relative est très élevée quel que soit le groupe d'âge, même si l'ampleur absolue est moyenne du fait de sa faible population par rapport aux autres provinces.

Qui sont-ils ?

La répartition des EADE selon le sexe montre, qu'excepté au niveau des adolescents d'âge du 4^e cycle du fondamental (dimension 3) où les garçons (52,9 %) sont plus nombreux que les filles (47,1 %), dans toutes les autres dimensions, les filles sont un peu plus nombreuses que les garçons parmi les EADE : elles représentent 50,1 % des EADE de la dimension 1 (préscolaire), 51,1 % de ceux de la dimension 2 (1^{er} au 3^e cycles du fondamental) et 52,3 % au niveau du post-fondamental (dimension 6).

Près de la moitié des EADE des dimensions 1 et 2 réside dans des ménages où le chef n'a aucun niveau d'instruction, soit respectivement 45,6 % et 49,6 %. Pour les dimensions 3 et 6, plus de la moitié des EADE vive dans des ménages où le chef n'a aucun niveau d'instruction : 58,4 % pour la dimension 3 et 58,9 % pour la dimension 6.

La distribution des EADE selon le niveau de vie montre que quelle que soit la dimension, il y a une sur-représentation des EADE dans les ménages pauvres par rapport au poids des enfants et adolescents d'âge scolaire dans ces ménages pauvres.

Quelle que soit la dimension considérée (4, 5 ou 7), les élèves à risque d'abandonner sont davantage des enfants du chef de ménage (86,6 %, 80,6 % et 64,7 % respectivement pour les dimensions 4, 5 et 7) et davantage des non orphelins (86,6 %, 77,2 % et 78 % respectivement pour les dimensions 4, 5 et 7). C'est aussi dans les ménages les plus nantis que l'on trouve l'essentiel des élèves à risque d'abandonner et cela quelle que soit la dimension. On trouve plus d'enfants à risque d'abandonner dans les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction. Plus de la moitié des élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental à risque d'abandonner réside avec un chef de ménage sans aucun niveau d'instruction.

Pourquoi sont-ils en dehors de l'école ?

Les raisons pour lesquelles les enfants et adolescents sont en dehors de l'école peuvent être classées en trois grands groupes : les facteurs liés à la demande, les facteurs liés à l'offre et les facteurs relevant des politiques éducatives.

Au niveau des facteurs relevant de la demande, l'analyse a distingué les facteurs socio-démographiques de la demande, le rôle du capital éducatif, le rôle des facteurs économiques et le rôle des facteurs contextuels. Au niveau des facteurs socio-démographiques de la demande, il ressort que les inégalités de genre ne sont

significatives qu'aux âges du post-fondamental, notamment en milieu rural. Les inégalités intra-familiales en fonction du statut familial de l'enfant sont apparues également importantes : les autres enfants du chef de ménage courent un plus grand risque d'être en dehors de l'école que les propres enfants du chef du ménage, un effet plus important en milieu urbain qu'en milieu rural. Par ailleurs, l'exclusion scolaire est d'autant plus forte que l'enfant est orphelin des deux parents. Elle est aussi forte lorsque l'enfant vit avec un handicap, avec des différences de risque d'être en dehors de l'école en fonction du type de handicap.

Au niveau du capital éducatif, il ressort que les enfants et adolescents dont le chef de ménage est instruit courent un risque moins important d'être en dehors de l'école comparativement à ceux dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction et cet effet est encore plus important lorsque le chef de ménage a le niveau secondaire ou plus. En ce qui concerne le niveau de vie du ménage, plus celui-ci est nanti, moins les enfants courent un risque d'être en dehors de l'école, un résultat qui est en cohérence avec les raisons avancées pour justifier la non scolarisation des enfants et adolescents où le coût trop élevé de l'éducation est le plus cité, surtout pour les plus âgés. Par ailleurs, la participation scolaire et le travail des enfants semblent antinomiques, dans la mesure où la proportion des EADE au travail est très élevée et croît avec l'âge, alors que la proportion des élèves au travail est très faible.

Au niveau des facteurs liés à l'offre, il ressort que quel que soit le niveau d'enseignement, il y a eu un accroissement des infrastructures éducatives au cours des dix dernières années et que cet accroissement a été plus important au préscolaire. Si le rapport élèves/maître semble s'améliorer au niveau du fondamental, par contre au niveau du post-fondamental, le ratio élèves/enseignant augmente, ce qui dénote entre autres d'une offre encore insuffisante ou inégalement répartie. Le nombre de personnel enseignant augmente quasiment au même rythme que les infrastructures ; toutefois, les départs

importants d'enseignants en 2016 ont eu un effet sur l'offre d'enseignants, ce qui a impacté négativement l'évolution des effectifs scolaires.

Au-delà de l'amélioration de l'offre d'infrastructures scolaires (écoles et classes), un défi important du système éducatif burundais est l'environnement d'apprentissage. Quel que soit le niveau d'enseignement, la disponibilité de l'eau potable et encore davantage celle de l'électricité, fait défaut. En effet, dans plusieurs provinces, moins de la moitié des établissements scolaires disposent de source d'eau potable et moins du tiers dispose de l'électricité. Un autre défi énorme de l'environnement d'apprentissage est la question de la disponibilité des manuels scolaires pour les élèves et des guides pédagogiques pour les enseignants. Une très large majorité (entre 8 et 9 élèves sur dix selon le cycle et selon le manuel), ne dispose pas de manuels scolaires, ce qui pose la question de la qualité des apprentissages.

En ce qui concerne les facteurs relevant des politiques éducatives, se posent le défi de la prise en compte effective des groupes vulnérables par l'adaptation de l'offre éducative à leurs besoins spécifiques, le défi de la gouvernance en termes d'allocation rationnelle des ressources tant humaines, matérielles que financières aux établissements scolaires et le défi de la mobilisation des ressources financières pour répondre aux besoins énormes.

Quelles politiques et stratégies ?

L'analyse des stratégies contenues dans les documents de politique, notamment le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) 2012-2020 et le Plan Transitoire de l'Éducation 2018-2020, révèle que globalement, les stratégies proposées ont été plus des politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage (21 stratégies) que des politiques de promotion de l'accessibilité (14 stratégies) ou des politiques assurant les droits et opportunités (12 stratégies). Ces stratégies contenues dans les politiques actuelles sont déclinées de façon précise en actions visant différents aspects du

système éducatif, allant du développement de l'offre, au renforcement de la qualité et à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage. Mais se pose alors la question de savoir si ces stratégies sont en lien avec l'ampleur réelle du phénomène des enfants et adolescents en dehors de l'école et dans quelle mesure les spécificités provinciales sont prises en compte.

L'étude EADE qui vient d'être réalisée donne des éclairages chiffrés sur l'ampleur des EADE, leurs différents profils, les barrières et goulots d'étranglement ainsi que les spécificités

provinciales. L'ensemble de ces informations doivent être pris en compte afin de réviser les stratégies actuelles ou d'en proposer d'autres afin de régler la question des enfants et adolescents exclus du système éducatif. A cet effet un canevas de structuration des stratégies et actions est proposé et distinguant les actions en fonction des différents groupes spécifiques d'EADE : i) les EADE qui entreront peut-être un jour à l'école (les plus jeunes, par exemple moins de 10 ans), ii) les EADE qui n'entreront peut-être jamais à l'école (les plus âgés, 10-19 ans), iii) les déscolarisés et iv) les enfants et adolescents scolarisés mais à risque d'abandonner.

Introduction

Il y a de nos jours un consensus mondial sur l'impact positif de l'éducation, tant au niveau individuel en termes de meilleures perspectives de vie, qu'au niveau collectif ou national en termes de développement socio-économique des Nations (World Bank, 2006 ; NRC, 2005 ; Bloom, 2005 ; Joshi et David, 2002). Le Rapport mondial de suivi de l'éducation de 2016 souligne également le pouvoir que détient l'éducation pour favoriser les progrès de tous les Objectifs de développement durable (ODD). Il montre également que pour réaliser ce potentiel et relever les défis du développement, l'éducation doit se transformer radicalement afin d'accélérer les progrès dans ce domaine (UNESCO, 2016).

Au niveau du continent africain, la question de l'accès universel à l'éducation s'est posée depuis les indépendances, notamment avec la Conférence des ministres en charge de l'éducation à Addis-Abeba en 1961. Cette volonté politique de promouvoir l'éducation a été manifestée dans divers fora au niveau mondial, notamment à la Conférence mondiale sur l'éducation à Jomtien en Thaïlande en 1990 et au Forum mondial sur l'éducation pour tous à Dakar en 2000. L'éducation pour tous était l'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) lancés en 2000 (notamment l'objectif 2) et les Objectifs du Développement Durable (ODD) définis en 2015, ont constitué une occasion supplémentaire de rappeler le rôle fondamental que joue l'éducation dans le développement, à travers l'ODD 4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

Les différents rapports de suivi de l'éducation, notamment les rapports mondiaux de suivi sur l'Éducation pour tous (jusqu'en 2015) et les Rapports mondiaux de suivi sur l'éducation (depuis 2016), ont montré que la réalisation de l'éducation primaire universelle a connu des progrès notables dans les pays en développement

et notamment en Afrique. Toutefois, malgré ces progrès, plusieurs enfants et adolescent(e)s, notamment ceux des couches sociales les plus vulnérables et des zones rurales demeurent encore en dehors du système éducatif. En vue de répondre à ces défis et réaliser le droit à l'éducation pour tous les enfants, l'UNICEF et l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), ont lancé en 2010 une initiative mondiale sur les Enfants et Adolescents en Dehors de l'Ecole (EADE), dont l'objectif est d'améliorer le système d'information statistique et d'analyse sur les EADE et la compréhension des facteurs d'exclusion de l'école ainsi que les politiques nécessaires en vue de l'amélioration de la participation scolaire.

Dans un bilan de l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés, (Institut de Statistique de l'UNESCO et UNICEF, 2015), il ressort que malgré les progrès réalisés, 58 millions d'enfants d'âge primaire sont non scolarisés à l'échelle mondiale et le tiers d'entre eux vivent en Afrique de l'ouest et du centre. Au niveau des adolescents d'âge scolaire du premier cycle du secondaire, ils étaient 63 millions en dehors de l'école au niveau mondial dont le tiers (21 millions) en Afrique sub-saharienne et, à l'intérieur de l'Afrique sub-saharienne, l'Afrique de l'ouest et du centre représente 60 % des effectifs d'enfants non scolarisés.

Des progrès ont été observés dans l'éducation au Burundi au cours de la dernière décennie : le taux brut de scolarisation au primaire (qui couvre les 1^{er}, 2^e et 3^e cycles du fondamental) est resté au-dessus de 100 %, passant de 130,4 % en 2008-2009 à 115,2 % en 2016. Mais une certaine stabilisation du taux brut de scolarisation au primaire s'observe ces dernières années : 112,9 % en 2017-2018 et 111,0 % en 2018-2019. Toutefois, ces indicateurs grossiers de participation scolaire ne permettent pas de rendre compte des nombreux autres défis auxquels fait face le système éducatif, notamment la part importante d'enfants et adolescents en dehors de l'école, soit parce qu'ils n'ont pas eu la chance d'aller à l'école (c'est la plus grande proportion), soit parce qu'ils ont abandonné l'école. Les

résultats de l'enquête sur les conditions de vie des ménages de (ECVMB) de 2013-2014 révèlent que plus d'un enfant de 7-16 ans sur cinq (20 %) était en dehors de l'école et parmi ceux-ci, neuf sur dix (93 %) n'avaient jamais été à l'école. En plus de cela, le système éducatif burundais fait face à de nombreux autres défis qui contribuent à exacerber la problématique des EADE. Parmi ceux-ci, il y a les entrées tardives à l'école, les taux de redoublement élevés, les difficultés d'accès à la scolarisation des enfants et adolescents en situation de vulnérabilité (ceux vivant dans les catégories socio-économiques les plus démunies, ceux vivant avec un handicap, ceux qui sont réfugiés, déplacés ou rapatriés, les enfants et adolescents dans la rue, etc.).

Dans le contexte actuel de préparation d'un nouveau plan sectoriel (à la suite du plan transitoire 2018-2020), la réalisation d'une étude sur les enfants et adolescents en dehors de l'école revêt une importance capitale. L'objectif général de l'étude est donc *« d'améliorer la compréhension des goulots d'étranglement et des barrières à l'éducation, d'identifier les réponses politiques en vue de meilleurs taux d'inscription et de rétention des enfants et adolescents à l'école, et enfin d'alimenter le prochain plan sectoriel »*.

De manière plus spécifique, il s'agit :

- de donner l'ampleur et les profils des enfants et adolescents en dehors du système éducatif au Burundi ;
- d'analyser les obstacles et goulots d'étranglement de l'éducation qui freinent la scolarisation et la rétention des enfants et adolescents à l'école ;
- d'analyser les politiques et stratégies et leurs limites pour assurer une éducation pour tous.

Conformément au Manuel opérationnel de l'initiative mondiale sur les enfants en dehors de l'école (UNICEF, USI, GPE, UCW, 2015), le présent document, fruit d'un travail de recherche, est organisé en six (6) chapitres. Le premier chapitre expose les éléments liés au contexte et le chapitre 2 présente la méthodologie de l'étude. Le chapitre 3 décrit le système éducatif du Burundi. Le chapitre 4 présente l'ampleur et les profils des enfants et adolescents en dehors de l'école, alors que le chapitre 5 est consacré aux barrières et goulots d'étranglement. Enfin, le chapitre 6 aborde les politiques et stratégies éducatives orientées vers les EADE.

I. Contextes économique, démographique et sociopolitique du Burundi

Le Burundi est un pays situé à cheval entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale. D'une superficie de 27 834 km² incluant la surface des eaux territoriales, il est frontalier avec le Rwanda au Nord, avec la Tanzanie au Sud et à l'Est et avec la République Démocratique du Congo (RDC) à l'Ouest. Le pays a connu des crises socio-politiques et économiques répétitives qui ont engendré des conséquences néfastes sur tous les secteurs de la vie y compris son système éducatif.

Cette section décrit les contextes économique, démographique et sociopolitique du Burundi.

1.1 Contexte économique

Le Burundi se caractérise par une faible diversification de sa structure économique avec une prépondérance du secteur rural, notamment agricole. En effet, selon les données de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) 2016-2017, 84 % des femmes et 66 % des hommes actifs travaillent dans le secteur agricole. L'économie reste vulnérable aux chocs externes et aux aléas liés au changement climatique (République du Burundi, 2015). Aussi, bien que les efforts de développement aient produit un impact sur le bien-être des burundais, d'autres progrès sont nécessaires pour palier à l'insuffisance d'opportunités d'emplois et de création de richesses monétaires. En effet, après un accroissement du revenu par tête entre 2016 et 2017 (de 298 \$ US à 312 \$ US), on note une stagnation de ce revenu au cours des deux dernières années, soit 307 \$ US et 301 \$ US respectivement en 2018 et en 2019¹. Globalement, la croissance économique est

faible : après avoir enregistré des taux de -0,6 % en 2016 et de 0,5 % en 2017, la croissance du PIB a atteint 1,6 % en 2018. Cette légère reprise économique demeure en deçà des 4,2% enregistrés entre 2004 et 2014². En conséquence de cette tendance économique, le seuil de pauvreté demeure encore très élevé au Burundi. En effet, les résultats de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi (ECVMB) 2013-2014 révèlent que 58,3 % des ménages étaient en dessous du seuil de pauvreté et ce chiffre est de 64,6 % au niveau de la population. Cette situation pose le défi de l'accès aux services sociaux de base.

La pauvreté est davantage accentuée en milieu rural, et on note des écarts importants entre les provinces. Les provinces de Cankuzo, Kirundo, Ruyigi et Karusi sont les plus défavorisées avec des taux de pauvreté monétaire supérieurs à 80%, des niveaux de pauvreté nettement supérieurs à celui du niveau national. Un phénomène en lien avec la pauvreté, c'est le travail des enfants : près d'un tiers des enfants de 5-17 ans avaient travaillé durant la semaine précédant l'EDS de 2016-2017. Pourtant, il est bien reconnu que le travail des enfants a des effets négatifs sur leur scolarisation. Les résultats de l'étude sur la pauvreté des enfants au Burundi (UNICEF, 2017) donnent une autre image de la déprivation chez les enfants. Il ressort en effet de cette étude que 78,2 % des enfants de 0-17 ans étaient pauvres en termes de pauvreté non monétaire multidimensionnelle³, un niveau de pauvreté plus élevé que lorsqu'on considère le niveau de pauvreté monétaire chez les enfants qui est de 69,0 %. En outre, une forte proportion d'enfants (59,3 %) cumule à la fois la pauvreté monétaire et la pauvreté non monétaire.

¹ <https://fr.statista.com/statistiques/710669/pib-burundi-par-habitant/>

² <https://www.banquemondiales.org/fr/country/burundi/overview>.

³ Cette pauvreté non monétaire multidimensionnelle prend en compte la déprivation dans les domaines suivants : alimentation, santé, éducation, eau, assainissement, protection, logement et accès à l'information.

Cette situation économique et sociale du pays se reflète sur le classement du pays en matière d'Indice de Développement Humain (IDH). En effet, selon le Rapport sur l'IDH2019, le Burundi est classé au 185^e rang sur 189 pays au monde.

Selon le Rapport du « Forum Économique Mondial sur la compétitivité » de 2013, l'offre insuffisante de l'énergie ainsi que les difficultés de financement bancaire constituent les contraintes majeures à l'investissement. Il en résulte un secteur privé peu développé et faisant face à des coûts de production peu compétitifs. En effet, moins de 5 % de la population ont accès à l'électricité contre 16 % pour l'Afrique subsaharienne (Burundi, 2015). Toutefois, le pays dispose d'importantes ressources naturelles, notamment des gisements miniers et un potentiel hydroélectrique dont la valorisation pourrait engendrer la création d'emplois et la croissance économique.

Sur le plan stratégique, le pays s'est doté, depuis 2010, de la « Vision Burundi 2025 » et du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CLSPII) dont l'un des axes est la « Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emplois » et d'un plan national de développement du Burundi (PND Burundi 2018-2027). Dans le PND Burundi 2018-2027, il est retenu comme enjeu, « une croissance soutenue et inclusive pour une résilience économique et un développement durable » (enjeu 1), avec une *Orientation stratégique* qui est de "*Développer le capital humain*" (*stratégie 2*).

Dans le domaine des inégalités de genre, en considérant l'Indice des Inégalités de Genre (IIG), qui résume les inégalités fondées sur le sexe dans trois dimensions (santé reproductive, autonomisation et activité économique), le Burundi, avec une valeur de l'IIG de 0,471, était classé 114^e sur 160 pays au monde en 2017 (UNDP, 2018).

⁴ Calcul à partir des projections de l'ISTEEBU (2013) : Rapport des projections démographiques 2008-2030.

1.2 Population

La population du Burundi est caractérisée par une forte croissance démographique, une forte densité démographique et une forte jeunesse. Les enfants (âgés de moins de 15 ans) et les adolescents (âgés de 15-19 ans) représentent respectivement 49 % et 10,4 %⁴ de la population. Ceci pose des défis de développement en termes de satisfaction des besoins sociaux. Les projections démographiques, issues du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 2008, donnent une estimation de la population burundaise de 10 953 317 en 2019 dont 50,9 % de femmes et 49,1 % d'hommes (MFPDE/ISTEEBU, 2013). Par rapport à la superficie du pays, le Burundi se présente comme l'un des pays à très forte densité démographique au monde avec 394 habitants au km². La forte croissance démographique de la population, estimée à 3,7 % par an en 2018, est le reflet d'une fécondité encore élevée, d'une mortalité infanto-juvénile et d'une mortalité générale élevées⁵. Selon l'EDS III, l'indice synthétique de fécondité est de 5,5 enfants en moyenne par femme. On note cependant des disparités entre le milieu urbain (4,1 enfants par femme) et le milieu rural (5,7 enfants par femme).

Ces disparités apparaissent aussi entre les provinces. En 2016-2017, les provinces du Muyinga (6,6 enfants par femme), Cankuzo (6,5 enfants par femme), Bubanza (6,4 enfants par femme), Rumonge (6,4 enfants par femme), Ruyigi (6,3 enfants par femme) et Makamba (6,2 enfants par femme), avaient des indices synthétiques de fécondité les plus élevés. Cette forte fécondité est accompagnée d'une forte mortalité infanto-juvénile : le taux de mortalité infanto-juvénile est estimé à 78 ‰ à la même date. Ce portrait démographique a pour reflet une forte proportion d'enfants, d'adolescents et de jeunes et donc une forte demande potentielle dans les investissements sociaux. En considérant

⁵ L'espérance de vie à la naissance est estimée à 61,2 ans en 2018.

les demandes de scolarisation, la population d'âge scolaire du fondamental (7-15 ans)⁶ et celle d'âge du post-fondamental (16-18 ans) représentaient respectivement 2 511 770 (soit 22,9 % de la population totale) et 689 421 (soit 6,3 % de la population totale). Autrement dit, la population d'âge du fondamental et du post-fondamental représente à elle seule près du tiers de la population du pays (29,2 %). Bien que constituant un défi en termes de satisfaction de ses besoins fondamentaux, cette population d'enfants et d'adolescents constituent également un atout majeur pour le développement. En effet, si des investissements adéquats et d'envergure sont faits en termes d'éducation et de formation de qualité, d'accès à la santé (y compris la santé sexuelle et reproductive) et de création d'emplois productifs, le pays pourrait tirer profit d'un *dividende démographique*⁷, consécutif au changement de structure par âge qui interviendra à la suite de la baisse de la fécondité.

Un des facteurs importants à la base des changements au niveau démographique est le niveau d'alphabétisation et d'instruction de la population. Le niveau de l'alphabétisation, mesuré par la capacité à lire et à écrire dans une langue donnée (Kirundi ou autres langues), était estimé en 2016-2017 à 61,6 % chez les personnes âgées de 15 ans et plus. Ce taux diffère selon le sexe. Les femmes (54,7 %) sont moins alphabétisées que les hommes (69,6 %). En matière d'instruction, une forte proportion des hommes (26 %) et des femmes (36 %) sont sans aucun niveau d'instruction ; 50% des femmes ont le niveau d'instruction primaire, contre 57 %

des hommes. Une très faible proportion de la population a un niveau d'instruction supérieur, soit respectivement une femme et trois hommes sur cent. On relève des disparités entre les milieux urbain et rural et entre les régions du pays. Les proportions de femmes sans aucun niveau d'instruction sont davantage élevées dans les régions de Kirundo (50 %), Muyinga (43 %), Karusi (43 %) et Cibitoke (41 %). Un déterminant de la fécondité qui est très lié au niveau d'instruction et tout particulièrement celui des femmes est l'utilisation de la contraception qui demeure globalement faible : la prévalence contraceptive était de 29 % en 2016-2017 (EDS III), avec des disparités régionales, variant de 9 % dans la province de Bururi à 39 % dans celle de Ngozi. Par ailleurs, les résultats issus de la même source révèlent que 30 % des femmes en union avaient des besoins non satisfaits en matière de planification familiale en 2016-2017.

Dans le domaine de la santé, la forte mortalité infanto-juvénile montre qu'il y a des défis majeurs en termes d'accès à des services de santé de qualité. La malnutrition qui explique une part importante de la mortalité infantile demeure très élevée au Burundi : le taux de malnutrition chronique est estimé à 56 % chez les enfants de moins de 5 ans à l'EDS 2016-2017, avec un niveau plus élevé en milieu rural (59 %) (ISTEEBU, 2017). Or, comme l'ont montré plusieurs travaux (Glewwe et al., 2001 ; Alderman et al., 2006 ; Yamauchi 2008 ; Todd et Winters, 2011) les conditions de santé dans l'enfance (notamment en termes de croissance et

⁶ Avec la nouvelle organisation du système éducatif burundais en œuvre depuis 2013 (Loi No. 1/19 du 10 septembre 2013 portant organisation de l'enseignement de base et secondaire), le cycle fondamental qui regroupe l'ancien cycle primaire et l'ancien collège dure 9 ans et l'âge d'entrée est désormais de 6 ans. En termes de groupes d'âge on devrait considérer les tranches 6-14 ans et 16-18 ans respectivement pour les trois premiers cycles du fondamental et le quatrième cycle fondamental. Les projections démographiques datant d'avant 2013, les estimations ont considéré les anciens groupes d'âge. Nous revenons dans la méthodologie sur cette question des groupes d'âge à considérer dans l'opérationnalisation des 7 dimensions de l'exclusion.

⁷ Le *dividende démographique*, concept devenu central dans les politiques de développement en Afrique, est l'*accélération de la croissance économique qui pourrait intervenir à la suite d'un changement de la structure par âge de la population*. Avec les perspectives de baisse de la fécondité, interviendra une phase où la population d'âge actif sera proportionnellement plus nombreuse que la population dépendante (enfants et personnes âgées). Ayant en moyenne moins d'une personne à charge, si ces actifs ont accès à des emplois décents et productifs, ils peuvent investir davantage dans la santé et l'éducation au niveau familial, épargner et investir, ce qui contribuera au niveau macro-économique à plus de création de richesses au niveau national.

d'état nutritionnel) influencent énormément plus tard l'accès à la scolarisation et le déroulement du parcours scolaire.

1.3 Contexte sociopolitique et administrative

Après une période de crise politique, le Burundi est entré dans un processus démocratique depuis la signature et l'application de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation de 2000. Le Burundi est une république dirigée par un Président élu au suffrage universel pour un mandat de sept ans. Malgré les difficultés politiques, le Burundi est une démocratie avec un certain nombre d'institutions prévues par la Constitution (de 2005 et révisée en 2018). Le pays dispose d'une Assemblée nationale et d'un Sénat dont les membres sont élus pour cinq ans. La constitution du Burundi reconnaît les droits fondamentaux de chaque individu et le droit de fonder des organisations syndicales. Selon l'enquête sur la Gouvernance, la Paix et la Sécurité réalisée en 2014, trois quarts (76 %) de la population soutiennent que la démocratie fonctionne bien. Depuis 2007, le pays a adhéré à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) qui regroupe l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le

Rwanda et le Soudan du Sud. Les événements socio-politiques de 2015 ont eu des effets non seulement sur l'accès aux services sociaux, mais aussi sur les ressources financières à mobiliser par l'État. Mais de nouveaux événements sont intervenus depuis lors, notamment avec les élections de 2020. Cette transition politique intervient au moment où le pays, comme plusieurs autres pays sur le continent et au monde, est touché par la pandémie de la COVID-19. Cette crise sanitaire au regard des mesures restrictives prises pour limiter la propagation du virus, a eu un impact sur les autres domaines de la vie sociale et économique, notamment sur les revenus des ménages mais aussi à terme sur l'investissement dans le secteur de l'éducation.

Sur le plan administratif, le Burundi est subdivisé en 18 provinces, elles-mêmes divisées en 119 communes. Les communes sont subdivisées en zones et en collines. Les provinces sont dirigées par des gouverneurs et les communes sont gérées par des administrateurs communaux. D'un point de vue culturel, la langue officielle est le Kirundi, mais trois autres principales langues coexistent avec la langue officielle, ce sont le français, le Kiswahili et l'anglais.

II. Approche méthodologique de l'étude

La démarche méthodologique repose sur le cadre conceptuel de l'étude des enfants et adolescents en dehors de l'école développé par l'Institut de Statistique de l'UNESCO et l'UNICEF et notamment la version révisée de 2015 (UNICEF, UIS, GPE, UCW, 2015).

Nous rappelons dans un premier temps les aspects conceptuels et méthodologiques de l'analyse des différentes dimensions de l'exclusion des enfants et adolescents du système éducatif tels que cela ressort du manuel opérationnel.

Ensuite, nous abordons les adaptations ou attentes dans le cadre de cette étude sur le Burundi et enfin nous présentons la démarche méthodologique pour répondre aux différents objectifs de l'étude.

2.1 Rappel du cadre méthodologique des dimensions de l'exclusion recommandées (aspects conceptuels et méthodologiques des dimensions de l'exclusion)

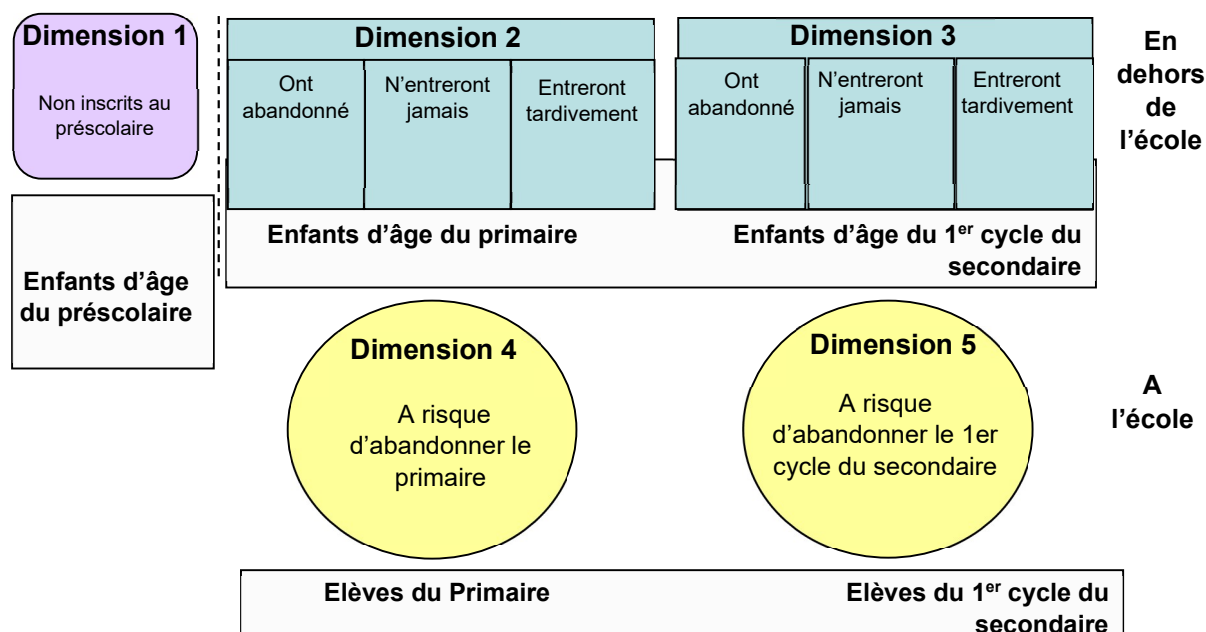
La méthodologie du manuel opérationnel pour l'étude des enfants et adolescents en dehors de l'école repose sur trois questions de recherche fondamentales que sont :

- Qui sont les enfants et adolescents en dehors de l'école et où se trouvent-ils ? (ampleur et profils) ;
- Pourquoi sont-ils en dehors de l'école ? (obstacles et goulots d'étranglement) ;
- Comment peuvent-ils être (r)amenés et maintenus à l'école ? (politiques et stratégies).

Pour répondre à la première question, un cadre conceptuel définissant cinq dimensions de l'exclusion (5DE) a été proposé (UNICEF et UNESCO Institute of Statistics, 2011 ; UNICEF, UIS, GPE, UCW, 2015). Ces cinq dimensions (Figure 1) sont les suivantes :

- Dimension 1 : les enfants d'âge scolaire pré-primaire qui ne sont pas scolarisés en pré primaire ;
- Dimension 2 : les enfants d'âge scolaire primaire qui ne sont pas scolarisés ni au primaire ni à un degré supérieur ;
- Dimension 3 : les enfants d'âge scolaire du premier cycle du secondaire qui ne sont pas scolarisés ni au secondaire ni à un degré supérieur, ni à un degré inférieur ;
- Dimension 4 : les enfants scolarisés au primaire et qui risquent d'abandonner ;
- Dimension 5 : les enfants scolarisés au premier cycle du secondaire et qui risquent d'abandonner.

Figure 1 : Illustration des cinq dimensions de l'exclusion (5DE)



Source : UNICEF et UNESCO Institute of Statistics (2011) ; UNICEF, UIS, GPE, UCW (2015, p. 13)

En plus des cinq dimensions de l'exclusion, la révision du manuel opérationnel a pris en compte une dimension supplémentaire à savoir le « modèle de visibilité » (UNICEF, UIS, GPE, UCW, 2015).

Le modèle de visibilité vient en complément au modèle des 5DE, en ce sens qu'il vise à améliorer l'exhaustivité et la qualité des données sur la mesure de l'ampleur des EADE. Trois groupes de

visibilité sont proposés : i) les EADE visibles ; ii) les EADE à moitié invisibles et iii) les EADE invisibles (Figure 2). Le manuel opérationnel définit ces trois groupes comme suit :

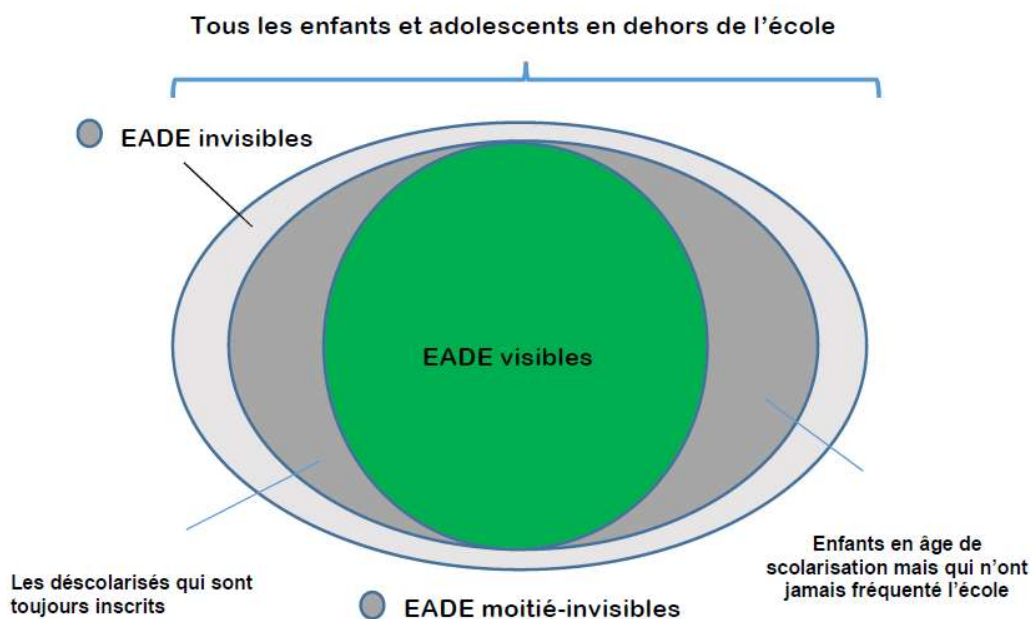
- EADE visibles : ceux qui peuvent être identifiés à partir des statistiques scolaires (SIGE ou autres sources de données sur l'éducation). Il s'agit donc de ceux qui étaient inscrits et ont abandonné, puisque ceux qui n'ont jamais été à l'école ne sont pas enregistrés dans les bases de données scolaires ;
- EADE à moitié invisibles : ceux qui pourraient être identifiés à travers un croisement de différentes bases de données gouvernementales ou bases de données éducatives. Le manuel en distingue deux sous-groupes :
 - Les élèves qui ont abandonné mais qui n'ont jamais été enregistrés dans les bases de données en tant que tels comme des abandons : ils peuvent être identifiés par une amélioration du flux d'informations vertical, du niveau école au niveau national, en utilisant notamment les cahiers d'absence des élèves ;
 - Les EADE qui n'ont jamais été scolarisés : ils pourraient être identifiés à travers un croisement horizontal de diverses sources de données gouvernementales, utilisant un numéro d'identifiant unique, comme celui du certificat de naissance. En liant par exemple

des bases de données d'état civil ou d'autres registres locaux, on pourrait donc identifier les enfants et adolescents qui ne sont pas dans les registres du ministère de l'éducation.

- EADE invisibles : ceux qu'on ne retrouve dans aucune base de données gouvernementales, que ce soit les registres scolaires ou d'autres bases de données et qui sont complètement invisibles.

Dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne où il existe très peu de bases de données administratives exhaustives et encore moins d'identifiant unique permettant de lier ces sources de données, les enquêtes auprès des ménages constituent une source de données importante permettant de donner un éclairage sur les EADE. Ces données d'enquêtes auprès des ménages permettent d'estimer l'ampleur des enfants et adolescents en dehors de l'école aussi bien ceux qui n'ont jamais été à l'école que ceux qui ont abandonné. Le défi majeur qui subsiste est celui des enfants qui n'ont pas d'attachement familial et qu'il est donc difficile de saisir à travers les enquêtes auprès des ménages. Il s'agit des enfants dans la rue, des enfants des populations nomades, des enfants en situation de migration (déplacés, réfugiés, rapatriés...), des enfants vivants avec un handicap (qui dans certains cas sont cachés par les ménages), etc. En l'absence de sources de données alternatives existantes sur ces populations spécifiques d'enfants, il faut dans certains cas envisager dans la mesure du possible une collecte spécifique de données.

Figure 2 : Le modèle de visibilité des enfants et adolescents en dehors de l'école



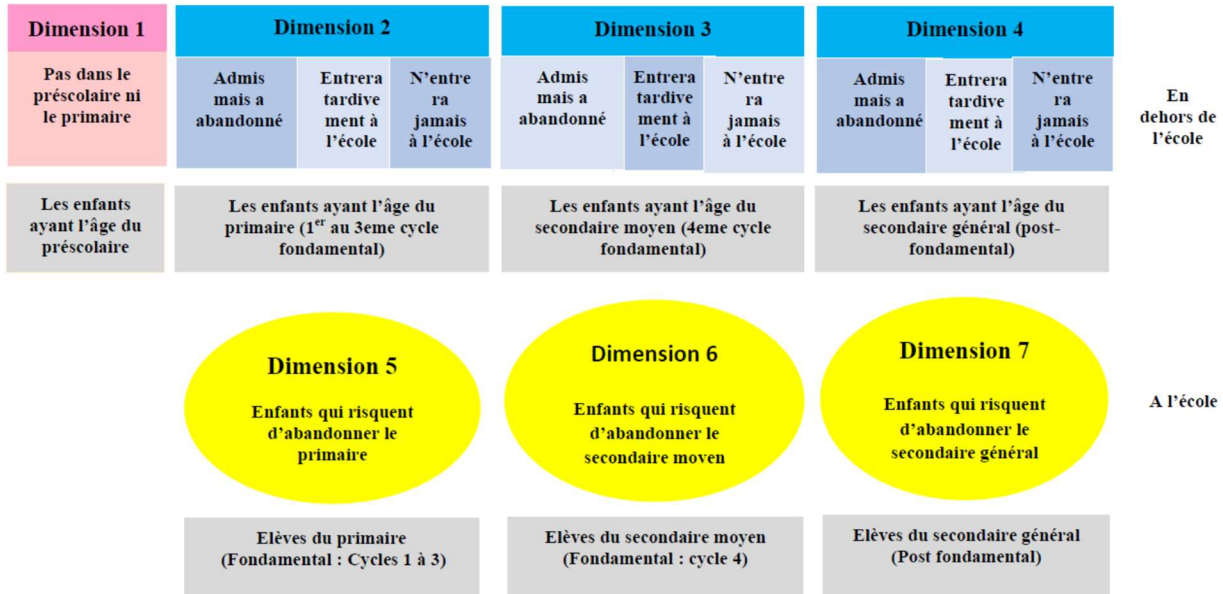
Source : UNICEF, UIS, GPE, UCW (2015, p. 19)

2.2 Adaptation dans l'étude EADE du Burundi

Le Burundi, comme la plupart des pays de l'Afrique, fait face à un faible taux de scolarisation au secondaire, malgré les progrès importants observés ces dernières années au niveau de la couverture scolaire au niveau du fondamental. Ainsi, il a été décidé d'inclure dans l'étude sur les EADE le niveau correspondant au second cycle de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire le post-fondamental. Cette prise en compte du secondaire a pour implication la prise en compte de deux dimensions supplémentaires, faisant passer ainsi le modèle des 5DE à un modèle des 7DE (Figure 3). Ainsi, les 7 dimensions de l'exclusion se définissent comme suit :

- Dimension 1 : Les enfants ayant l'âge du préscolaire qui ne sont pas au préscolaire ou primaire;
- Dimension 2 : Les enfants ayant l'âge du primaire (cycles 1 à 3 du fondamental) qui ne sont ni au primaire ni à un niveau supérieur ;
- Dimension 3 : Les enfants et adolescents ayant l'âge du secondaire moyen (cycles 4 du fondamental) qui ne sont ni au primaire ou au secondaire moyen, ni à un niveau supérieur ;
- Dimension 4 : Les enfants scolarisés au primaire (cycles 1 à 3 du fondamental) mais qui sont en risque d'abandonner ;
- Dimension 5 : Les enfants et adolescents qui sont scolarisés au secondaire moyen (cycles 4 du fondamental) mais qui sont à risque d'abandonner ;
- Dimension 6 : Les adolescents ayant l'âge du secondaire général qui ne sont ni au primaire, ni au secondaire moyen, ni au secondaire général, ni à un niveau supérieur ;
- Dimension 7 : Les adolescents qui sont scolarisés au secondaire général mais qui sont à risque d'abandonner.

Figure 3 : Illustration des sept dimensions de l'exclusion (7DE)



Source : Adapté de UNICEF, UIS, GPE, UCW (2015, p. 19)

Prise en compte du modèle de visibilité

L'un des défis majeurs de cette étude réside dans cet objectif de prendre en compte le « modèle de visibilité ». Si le recours aux enquêtes auprès des ménages permet de saisir les EADE « visibles » et ceux à « moitié invisibles », par contre, identifier les EADE « invisibles » requiert le croisement d'un nombre important de sources ou à défaut de collectes spécifiques. Pour les enfants vivant dans les institutions d'accueil, en l'absence de bases de données déjà bien organisées au niveau du gouvernement (par exemple à travers le ministère en charge des affaires sociales), il faut alors procéder à une collecte spécifique de données. De même, pour les enfants dans la rue, en l'absence de bases de données existantes (comme un recensement récent des enfants dans la rue), il faut également envisager une collecte spécifique de données.⁸

Toutefois, les ressources n'étant pas prévues dans le cadre de l'étude EADE du Burundi pour des collectes de données primaires, il s'est alors agi de faire un état des lieux des sources de données existantes et provenant de diverses institutions (Ministère en charge de l'action sociale, ONG et associations, organisations internationales). Cette

revue des sources des données a été faite avec l'appui de l'UNICEF et du Ministère en charge de l'éducation.

2.3 Démarche méthodologique pour répondre aux objectifs

2.3.1 Analyse des bases de données

a.) Inventaire des bases de données

Produire l'ampleur des EADE selon les sept dimensions de l'exclusion (7DE) et les différents profils des EADE, suppose la disponibilité d'une base de données d'une enquête auprès des ménages de portée nationale. Un inventaire des bases de données au Burundi montre l'existence de plusieurs enquêtes auprès des ménages au cours des dix dernières années. Pour celles qui permettent d'aborder la problématique des EADE, il y a les Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) de 2010 et 2016-2017 et l'Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVMB) de 2013-2014. Ces enquêtes comportent une série de questions sur la fréquentation scolaire, les caractéristiques individuelles des individus, les

⁸ C'est cette démarche que nous avons adoptée en 2012 dans le cadre de l'étude EADE en République

Démocratique du Congo (UNICEF-ISU-DFID-ISSP, 2013).

caractéristiques du ménage et les variables contextuelles, permettant de produire des résultats sur la base de l'approche méthodologique des 7DE.

Ces trois sources de données sont toutes également représentatives au niveau national et provincial et

au niveau du milieu de résidence (urbain/rural). Pour mettre en évidence l'évolution de l'ampleur des EADE au niveau de l'ensemble du pays, nous avons eu recours aux trois bases de données. Le tableau 1 donne quelques informations d'ordre général sur les trois sources de données.

Tableau 1: Informations générales sur les trois sources d'enquêtes auprès des ménages

| Source | Année | Échant. ménages | Population totale | Pop. 6-17 ans |
|--------|-----------|-----------------|-------------------|---------------|
| EDS | 2010 | 8 596 | 42 420 | 13 456 |
| ECVMB | 2013-2014 | 7 006 | 33 969 | 11 666 |
| EDS | 2016-2017 | 15 977 | 78 367 | 26 904 |

Si les données d'enquête ont été celles utilisées principalement, un recours a été fait aux projections de population issues du dernier recensement (RGPH 2008), afin de calibrer les coefficients d'extrapolation de l'enquête la plus récente (EDS 2016-2017) pour avoir des effectifs d'EADE comparables à l'échelle nationale et provinciale.

En plus de l'ampleur des EADE et de leurs profils (qui peuvent être produits à partir de l'EDS 2016-2017, la source de données la plus récente), l'un des objectifs de l'étude étant d'analyser les obstacles et goulots d'étranglement, il est important de recourir à une base de données qui fournit le plus d'informations sur les déterminants de l'éducation. L'ECVMB de 2013-2014⁹s'avère à cet égard la base de données la mieux fournie. En plus des questions sur la fréquentation scolaire, les caractéristiques individuelles et du ménage que l'on retrouve dans les EDS, elle a l'avantage de collecter, entre autres, des données sur l'âge d'entrée à l'école, sur les dépenses de consommations permettant une mesure de la pauvreté monétaire¹⁰.

Les statistiques scolaires, produites par les ministères en charge de l'éducation en particulier provenant du SIGE, donnent un ensemble d'informations sur les effectifs scolaires, les

infrastructures, le corps enseignant, l'environnement d'apprentissage. L'analyse des informations sur l'offre et l'environnement d'apprentissage permet de rendre compte des progrès mais aussi de la pression en termes de rapport entre offre et demande scolaire. Ces données sont utilisées pour rendre compte des contraintes et des politiques au niveau de l'offre.

b.) Choix des tranches d'âge à considérer pour les différentes dimensions de l'exclusion

Depuis 2013, le système éducatif burundais a connu une réforme, notamment à travers la Loi No. 1/19 du 10 septembre 2013 portant organisation de l'enseignement de base et secondaire. Le cycle préscolaire qui concerne les enfants de 3-5 ans, le cycle fondamental qui dure 9 ans et qui regroupe l'ancien cycle primaire et l'ancien collège et le cycle secondaire qui dure 3 à 4 ans selon le type de formation. L'âge d'entrée au fondamental est désormais de 6 ans, alors qu'il était de 7 ans dans le système précédent. La décision a été prise de commun accord avec les acteurs du système éducatif, de recourir aux groupes d'âge suivants :

- 4-6 ans pour le préscolaire ;
- 7-12 ans pour le primaire ;

⁹ Les données de l'ECVMB 2017 n'étaient pas encore disponibles au moment de la réalisation de cette étude.

¹⁰ Les EDS ne collectent pas de données sur les revenus ou les dépenses de consommation des ménages. Le

niveau de vie du ménage est approximé par des variables relatives aux caractéristiques du logement et les biens durables possédés par le ménage (Montgomery *et al.*, 2000 ; Filmer et Pritchett, 2001; Kobian, 2004...).

- 13-15 ans pour le collège ;
- 16-19 ans pour le secondaire.

c.) Méthodes d'analyse statistique

Plusieurs techniques ou méthodes d'analyse des données quantitatives sont utilisées pour répondre aux objectifs de la recherche sur les enfants et les adolescents en dehors de l'école (EADE). Ces méthodes d'analyse sont aussi bien descriptives qu'explicatives.

Analyse descriptive univariée

L'analyse statistique commence par l'analyse univariée, c'est-à-dire l'examen de la distribution de chacune des variables d'étude. Cette étape permet d'examiner la complétude des variables, de procéder si nécessaire à des imputations de valeurs manquantes, de procéder à des recodifications de variables ou à la création de nouvelles variables, de donner une série d'indicateurs statistiques sur les variables d'étude. Cette analyse univariée permet également de préparer les variables objet d'étude.

Analyse bivariée : production des tableaux de contingence

L'analyse bivariée permettra notamment :

- d'estimer le niveau et l'évolution des effectifs des enfants en dehors de l'école dans les différentes catégories des principales variables d'étude (sexe, milieu de résidence) et selon les différents groupes d'âge d'enfants ;
- d'examiner au niveau bivarié, la relation entre chaque variable indépendante prise isolément avec la variable dépendante¹¹.

Analyse explicative

L'analyse explicative permet d'aller au-delà des analyses de nature descriptive, pour mieux apprécier l'effet net des différentes variables explicatives (ou facteurs). En effet, l'un des objectifs de la recherche est d'évaluer le poids

respectif de chacun des facteurs intervenant dans l'explication de la situation des EADE. Pour répondre à un tel objectif, il faut nécessairement procéder à des analyses explicatives multivariées qui permettent d'identifier l'effet net de chaque facteur et de pouvoir ainsi les hiérarchiser en fonction de leur pouvoir explicatif.

Le choix des méthodes d'analyse multivariée explicatives dépend de la nature de la variable dépendante. Etant donné que la variable dépendante est dichotomique (« est à l'école ou pas ») une des méthodes adaptées est la régression logistique (Cf. annexe 1 pour plus de détails).

En plus de l'analyse des déterminants de l'exclusion scolaire, nous avons procédé à une hiérarchisation des déterminants afin d'apprécier ceux qui influent davantage sur le risque d'être en dehors de l'école et comment cette hiérarchisation se présente selon le milieu de résidence. Dans un contexte de ressources limitées, la hiérarchisation permet de faire des choix prioritaires des leviers sur lesquels il faut agir pour avoir de meilleurs résultats pour résorber le problème des EADE (Cf. annexe 1 pour plus de détails).

Logiciels d'analyse des données

Pour l'analyse des données, l'équipe de recherche a eu recours à un certain nombre de logiciels d'analyse des données quantitatives couramment utilisés en sciences sociales, notamment SPSS et Stata. Ces logiciels statistiques permettent de réaliser les travaux prévus dans l'étude, toutefois les commodités offertes par chaque logiciel pour certains procédés spécifiques nous ont amené à utiliser les deux.

Construction du fichier d'analyse des données quantitatives

Une étape importante est la construction du fichier d'analyse des données comportant les principales variables de l'étude : la variable dépendante a deux formulations. Une première formulation permet de distinguer les trois catégories de statut scolaire : i) enfants scolarisés au moment de l'enquête, ii) enfants déscolarisés et iii) enfants n'ayant jamais

¹¹ Pour les relations impliquant des variables ordinales, il a été fait recours au *d de Somers*, et pour les relations

impliquant au moins une variable nominale, le *V de Cramer* a été utilisé.

été scolarisés. La deuxième formulation de la variable dépendante distingue les enfants à l'école (catégorie « i ») et les enfants hors de l'école (catégories « ii » et « iii »).

Sur la base de la revue de littérature sur les facteurs explicatifs de la scolarisation, une série de variables indépendantes (ou variables explicatives) ont été construites ou recodifiées. Ce sont, au niveau des caractéristiques individuelles de l'enfant, son âge, son sexe et son statut familial ; au niveau des caractéristiques du chef de ménage, le sexe et le niveau d'instruction ; en ce qui concerne les caractéristiques du ménage, le nombre d'enfants d'âge scolaire dans le ménage et son statut économique. Au niveau des variables qui sont d'ordre contextuel, la religion du chef de ménage et son milieu de résidence.

Le statut familial a été mesuré de deux manières : en termes de distance de la parentèle par rapport au chef de ménage distinguant les enfants biologiques du chef de ménage, les enfants apparentés et les enfants sans lien de parenté avec le chef de ménage et en termes de survie des parents distinguant les enfants non orphelins, les enfants orphelins de père, les enfants orphelins de mère et les enfants orphelins des deux parents.

Un profil de pauvreté monétaire basée sur les dépenses de consommation a été construit dans le cadre de l'analyse de l'ECVMB 2013-2014 et celui-ci sera utilisé dans les analyses multivariées basées sur ces données. Pour ce qui est des données de l'EDS III de 2016-2017, recours sera fait au proxy de niveau de vie construit sur la base des avoirs du ménage et des caractéristiques de l'habitat et disponible dans la base de données de l'EDS.

Production des indicateurs de profils des enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE)

Une fois le fichier d'analyse des données constitué, il s'est agi de produire les différents indicateurs de profil des EADE suivant le cadre méthodologique des 7DE. L'analyse des données sur les profils des enfants et adolescents en dehors de l'école vise à répondre aux trois questions principales suivantes :

- Combien d'enfants et d'adolescents sont en dehors de l'école ?
- Qui sont ces enfants et adolescents en dehors de l'école ?
- Et quels sont les enfants et adolescents scolarisés à risque d'abandonner ?

Les dimensions 1, 2, 3 et 6 concernent les populations d'âge scolaire alors que les dimensions 4, 5 et 7 concernent des enfants scolarisés à un niveau d'éducation donné, indépendamment de leur âge. La notion « d'enfants à risque d'abandonner » qui caractérisent les enfants des dimensions 4, 5 et 7, renvoie au fait que ces enfants bien que scolarisés font face à un certain nombre de contraintes au niveau familial ou des pratiques et attitudes discriminatoires au sein du système éducatif (UNICEF/UNESCO Institute of Statistics, 2015). Il existe plusieurs indicateurs permettant de caractériser la population des enfants à risque d'abandonner : la scolarisation au préscolaire est apparue dans la littérature comme pouvant réduire la probabilité de déperdition scolaire plus tard dans le parcours scolaire (Hammond *et al.*, 2007), le retard scolaire, le travail des enfants, ainsi que certaines caractéristiques familiales sont des facteurs de risque d'abandon (Potvin *et al.*, 1999 ; HTSPE – EUROPE, 2012 ; Diagne, 2006). L'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) dans la note méthodologique de juin 2011 sur l'analyse des dimensions 4 et 5 arrive à la conclusion que la meilleure approche pour mesurer l'effectif des élèves du primaire et du premier cycle du secondaire à risque d'abandonner est de recourir aux taux d'abandon de ceux qui ont déjà quitté le système scolaire. Les statistiques sur le retard scolaire peuvent être également présentées, mais il convient de s'en tenir aux enfants ayant deux années de retard scolaire par rapport à leur classe, pour éviter de surestimer le nombre d'enfants à risque d'abandonner.

Une fois l'ampleur des dimensions 1, 2, 3 et 6 estimée, il s'agit ensuite de présenter le profil suivant un certain nombre de caractéristiques démographiques, socio - culturelles et économiques.

2.3.2 Analyse des politiques

Cette section s'appuie sur les deux précédentes et vise à fournir une analyse plus ciblée et plus précise des politiques et stratégies concernant le problème des EADE, qui articule les profils des EADE et les raisons de leur exclusion pour des interventions plus efficaces. Nous avons procédé à une revue des politiques et stratégies menées dans le pays au cours des dix dernières années.

La compréhension de la problématique des EADE requiert une attention particulière sur les politiques et stratégies mises en œuvre par le gouvernement et ses partenaires en vue de répondre à cette problématique. Ainsi, dans le cadre de la réalisation de l'étude EADE-Burundi, une analyse approfondie des politiques et stratégies visant les EADE au Burundi a été réalisée. Cette étape de l'étude vise à fournir des informations claires sur les politiques et stratégies visant les enfants et adolescents en dehors de l'école (objectifs des politiques, différentes stratégies et leur nature, difficultés de mise en œuvre, défis et les perspectives). Aussi, les documents de politiques, les rapports d'exécution, les rapports d'évaluation, les documents de capitalisation, etc. ont été collectés.

Deux canevas d'analyse sont utilisés à cette étape: un canevas vise à caractériser les domaines d'intervention des différentes stratégies (i. Politiques de promotion de l'accessibilité, ii. Politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage, iii. Politiques assurant les droits et opportunités), un autre canevas vise à apprécier quelle population spécifique des EADE est visée par la stratégie.

Sur la base de l'analyse effectuée, des recommandations sont ensuite faites en vue de mettre fin à l'exclusion et de renforcer le maintien des enfants dans le système scolaire. Pour y parvenir deux démarches ont été adoptées :

- La première a consisté, sur la base des barrières et goulots d'étranglement identifiés (objectif 2) et sur la base des résultats de l'objectif 3, à examiner les politiques et interventions qui ont fait leur preuve dans des contextes similaires à

celui du Burundi, afin de faire quelques premières recommandations ;

- La deuxième démarche est participative : à travers l'atelier d'examen du premier draft du rapport, la contribution de l'ensemble des acteurs sera demandée afin de faire des choix éclairés et contextualisés des recommandations.

2.4 Définition des principaux concepts

La définition des concepts est une étape particulièrement importante dans toute démarche de production de connaissances. Nous rappelons ainsi quelques principaux concepts utilisés dans cette étude.

Enfants et adolescents scolarisés

C'est la catégorie d'enfants et d'adolescents en âge d'aller à l'école et qui sont effectivement inscrits à un moment donné dans les différents cycles du système éducatif (préscolaire, fondamental, post-fondamental et supérieur). A travers les enquêtes auprès des ménages, ce sont les enfants, adolescents et jeunes qui fréquentent l'école au moment de l'enquête. Dans le cadre de cette étude, le supérieur n'est pas pris en compte.

Enfants et adolescents « jamais scolarisés »

C'est la catégorie d'enfants et d'adolescents d'âge scolaire qui n'ont jamais été à l'école au moment de l'enquête et cela pour diverses raisons relevant de la demande ou de l'offre. Parmi eux, certains (es) iront probablement un jour à l'école.

Enfants et adolescents déscolarisés

Cette catégorie concerne les enfants et les adolescents qui ont l'expérience de l'école mais qui sont hors du système à un moment donné pour plusieurs raisons : faible rendement scolaire, barrières liées à la demande (pauvreté, analphabétisme des parents, etc.) ou barrières liées à l'offre.

Statut familial de l'enfant

La distanciation sociale qui existe entre un enfant et le chef de ménage est un facteur qui détermine ses chances d'accès aux ressources du ménage. Celle-ci peut être mesurée à travers le degré de

parentèle (lien de parenté avec le chef de ménage) mais aussi le statut d'orphelin. La première définition distingue les propres enfants du chef de ménage (ou enfants biologiques), les enfants d'autres apparentés et les enfants non apparentés. La deuxième définition distingue les non orphelins, les orphelins de père, les orphelins de mère et les orphelins des deux parents.

Niveau de vie du ménage/pauvreté

Le niveau de vie ou la pauvreté sont des concepts multidimensionnels. La pauvreté peut être monétaire, elle peut également être non monétaire comme la privation quant à un certain nombre de services sociaux. Qu'elle soit monétaire ou non monétaire, la mesure du niveau de vie ou de la pauvreté peut se faire soit de manière absolue, soit de manière relative, soit de manière subjective. La pauvreté absolue consiste à identifier un seuil absolu en dessous duquel, les individus ou ménages sont considérés comme pauvres. L'approche relative consiste à classer les ménages

ou les individus sur une échelle de niveau de vie et de les comparer les uns aux autres : une approche relative courante de mesure de la pauvreté est le recours aux quintiles : les ménages ou les individus sont subdivisés en cinq classes d'effectifs égaux (20 % chacune), les classes en bas de l'échelle (Q1 et Q2) étant les plus pauvres et les classes en haut de l'échelle (Q4 et Q5) les plus nanties et une classe est considérée comme intermédiaire (Q3). La pauvreté est dite subjective lorsqu'il s'agit d'apprécier soi-même sa situation économique par rapport aux autres.

Dans le cadre de cette étude l'approche relative des quintiles a été utilisée. Avec les données de l'EDS III, le niveau de vie est un proxy calculé à partir des caractéristiques de l'habitat et des biens possédés par le ménage. Avec l'ECVMB de 2013-2014, il s'agit d'un indicateur de pauvreté monétaire basée sur les dépenses de consommation.

III. Système éducatif du Burundi

3.1 Organisation du système éducatif

Le système éducatif burundais est constitué de l'enseignement formel et de l'enseignement non formel. Ces deux types d'enseignement sont gérés depuis avril 2018 par deux Ministères à savoir, le Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle et celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Depuis le 28 juin 2020, les deux ministères ont été refusionnés pour donner le ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique qui gère seul le système éducatif burundais (Décret N0 100/008 du 28 juin 2020).

3.1.1 L'enseignement formel

L'enseignement formel comprend 5 paliers de formation à savoir : le préscolaire, le fondamental, le post-fondamental, les métiers et la formation professionnelle ainsi que le supérieur. Au niveau des trois premiers sous-secteurs (paliers), certains établissements scolaires se trouvent sous convention c'est-à-dire que leur gestion est confiée à une organisation religieuse ayant signé une convention avec l'Etat. Les ressources humaines et matérielles dans ces établissements sont assurées essentiellement par l'Etat. Il y a divers types d'établissement au regard de leur statut public ou privé et leur organisation : pour le public, on distingue le public étatique, le public sous convention et le public communal ; pour le privé, le privé classique et le privé consulaire.

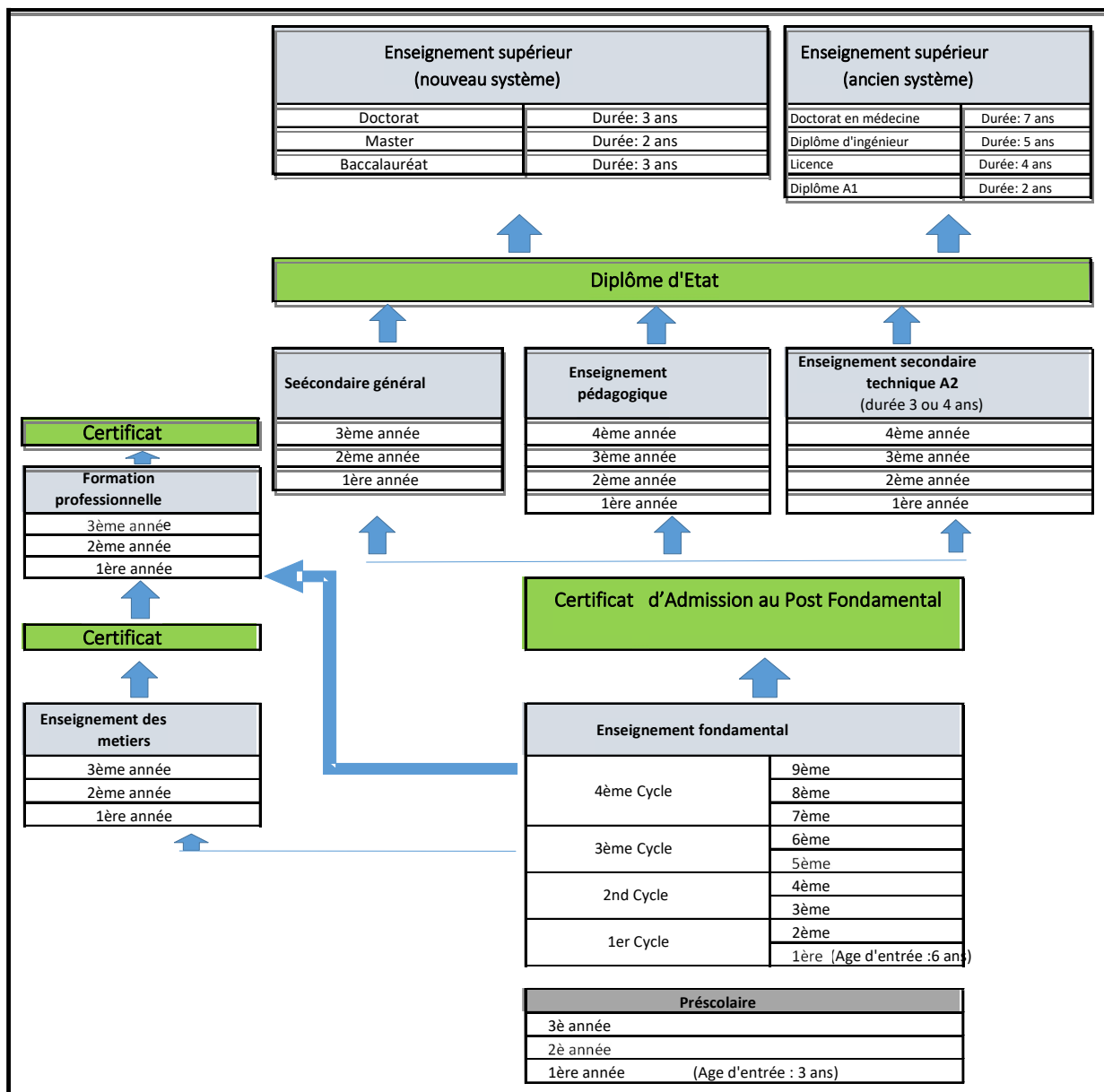
Notons qu'au niveau du formel, une éducation spéciale est assurée à l'endroit des enfants en situation de handicap et que, à part quelques écoles publiques pilotes accueillant plus particulièrement les élèves ayant des déficiences physiques, auditives et visuelles, les établissements qui s'occupent de ce volet appartiennent en général à des organisations privées. L'objectif principal de cette éducation est de dispenser un enseignement et une formation adaptés aux besoins spécifiques des élèves/apprenants en vue de les préparer à un avenir socio professionnel décent.

3.1.2 L'enseignement non formel

L'enseignement non formel est constitué en général par les activités d'alphabétisation qui sont organisées à l'endroit des enfants non scolarisés ou déscolarisés et des adultes analphabètes. Elles sont en grande partie supportées par des organisations privées (confessions religieuses et ONG). Des activités post-alphabétisation sont organisées par certains intervenants notamment en donnant de la documentation, en accordant aux post-alphabétisés des financements pour constituer des associations de production, etc.

La figure 4 décrit le circuit que peut emprunter un élève à partir de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur, en passant par l'enseignement fondamental et post-fondamental. Les options possibles y sont sommairement indiquées. C'est une schématisation des parcours scolaires potentiels de l'enseignement au Burundi.

Figure 4 : Circuit éducatif burundais à partir de l'année scolaire 2013/14



Source : Annuaire des statistiques scolaires 2018/2019, Tome 1

3.2 Historique des politiques et stratégies éducatives

Le système éducatif burundais a été mis en place dès l'indépendance. C'est un héritage de l'organisation religieuse qui prévalait. Il était un peu calqué sur le modèle belge au regard du contenu des enseignements et des structures de l'éducation. L'accès à l'enseignement formel était

très sélectif, très coûteux en particulier pour le secondaire.

C'est en 1973, que les premières grandes réformes ont vu le jour. En effet, la réforme scolaire de 1973 prévoyait que 84 % des enfants de sept ans, l'âge légal d'enrôlement à l'école primaire, soient inscrits à l'école en 1989. L'objectif de cette réforme était de développer une éducation qui tienne compte des spécificités culturelles nationales en vue de remplacer celle héritée de la colonisation. L'impact de cette stratégie qui tienne

compte de la culture, devait être très important sur les performances scolaires.

En 1982, il y a eu la réforme qui a introduit la double vacation des maîtres et des locaux. Elle a marqué un pas décisif dans la promotion de l'accès à l'éducation au Burundi. En effet, elle a permis de doubler les effectifs scolaires au niveau primaire en moins de 10 ans (PASEC 2014). Au niveau du secondaire, on note la création des Écoles de Formation des Instituteurs (EFI), remplaçant les Écoles Normales et des Écoles Moyennes Pédagogiques. Par la suite, les EFI ont été remplacées par les Lycées Pédagogiques avec une formation de deux ans après le tronc commun. Au niveau du supérieur, la création de l'université du Burundi a vu le jour en 1977 avec la fusion de l'École Normale Supérieure et l'Université Officielle de Bujumbura.

Les programmes en vigueur aujourd'hui, basés sur la pédagogie par objectifs (PPO) au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, sont issus du colloque de 1989. Le colloque national de 2003 sur les programmes de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire général et pédagogique a ciblé la mise en place de nouveaux programmes axés sur l'approche par les compétences (APC), mais les coûts énormes impliqués ont empêché leur implantation dans les écoles. En 2005, il y a eu la suppression effective des frais de scolarité pour l'accession au primaire et en 2006, l'introduction au niveau de l'enseignement primaire de nouveaux cours, «Anglais», «Kiswahili» et «Formation civique et humaine», a occasionné le réaménagement de la charge horaire des disciplines existantes, à savoir le kirundi, le français, les mathématiques, l'étude du milieu (qui intègre les notions des sciences d'observation, d'histoire et de géographie), l'Éducation physique et sportive ainsi que l'expression plastique et musicale.

¹² L'ancien système qui comprenait un niveau primaire de six ans et un niveau collège de 4 ans a été remplacé par un cycle complet d'éducation de base ou fondamental subdivisé en 4 cycles. Il s'agit de trois cycles de deux ans qui recouvrent l'ancien enseignement primaire et le quatrième cycle qui va de la 7^e à la 9^e année. L'enseignement fondamental couvre donc 9 années d'enseignement, l'ancienne 4^e année du collège a été définitivement supprimée à la rentrée 2016.

Avec la guerre civile de 1993, le système éducatif burundais a été profondément touché, occasionnant une baisse des dotations, une baisse des salaires des enseignants et la non scolarisation d'une partie de la population. Ce qui a laissé des traces au-delà de la réforme du système scolaire de 1997. On note ainsi qu'en 2004, le niveau des dépenses publiques en matière d'éducation n'avait encore pas atteint celui d'avant la crise de 1993 (Banque mondiale, 2008).

Depuis 2012, le Burundi s'est engagé dans une profonde réforme de son système éducatif dans le cadre d'un nouveau plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation professionnelle (PSDEF) 2012-2020. Cette nouvelle stratégie¹², qui consacre notamment le passage à un enseignement fondamental de 9 années, est soutenue par les partenaires techniques et financiers de l'état, notamment à travers le Fonds commun pour l'éducation (FCE). Elle a occasionné en 2016 une double cohorte d'élèves vers le post-fondamental : La première promotion des 9^e années issues du cycle fondamental et la dernière promotion du collège. Malgré cette réforme qui visait la scolarisation de tous les enfants, force est de constater qu'un certain nombre d'enfants reste en dehors du système éducatif burundais. Il est donc important de bien comprendre ce phénomène et c'est l'objet de la présente étude.

Au cours du mois de Septembre 2016, le ministre de l'éducation a annoncé la création de six écoles¹³ d'excellence qui sont des écoles à régime d'internat (lycées). Dans ces écoles, les élèves seront regroupés en fonction de leur province d'origine. Ce sont les sortants du primaire (entamant le 4^{ème} cycle du fondamental) et ceux sortant du cycle fondamental (entamant l'enseignement post-fondamental (donc le lycée) qui sont orientés.

¹³ Musenyi en province de Ngozi (pour les élèves des provinces de Ngozi, Kayanza, Kirundo et Muyinga) ; - Lycée MUSINZIRA (pour les élèves des provinces Gitega, Karuzi, Muramvya et Mwaro) ; - Kiremba sud en province de Bururi (pour les élèves des provinces Rumonge, Bururi et Makamba) ; - Rusengo en province de Ruyigi (pour les élèves des provinces de Ruyigi, Cankuzo et Rutana) ; - Saint Marc en mairie de Bujumbura et Ngagara en mairie de Bujumbura (pour les élèves des provinces de Bujumbura, la mairie de Bujumbura, Bubanza et Cibitoke).

3.3 Offre et demande éducatives

a) Une offre limitée

L'offre éducative s'est améliorée au Burundi, mais elle reste encore limitée, notamment en milieu rural. Alors que 56% des élèves de 7-12 ans réalisent au moins 30 minutes pour atteindre l'établissement le plus proche, cette proportion est de 21 % en milieu urbain et l'accès est limité lorsque le parcours du domicile à l'école dépasse 45 minutes (Burundi, 2012¹⁴)

Le ratio élèves/maître demeure élevé, soit de 56 élèves pour un enseignant au niveau national en 2016, avec une grande disparité entre les directions provinciales de l'enseignement. Les provinces de Cibitoke, Kirundo, Ngozi, Kayanza et Muyinga, les plus défavorisées, avaient des ratios élèves/maitre avoisinant 70 (Burundi Eco, 2018).

b) Une demande qui s'améliore

Selon PASEC, (2014), le taux d'accès au primaire pour les filles est, en 2014, supérieur à celui des garçons et le taux d'achèvement des filles s'est aussi amélioré progressivement au niveau national, passant de 47,8 % en 2010 à 70,3 % en 2014, et est désormais supérieur à celui des garçons.

Suite à la mesure politique de suppression des frais scolaires et la mobilisation des communautés pour la construction des écoles sur leurs collines, cela a facilité l'accès des enfants et surtout des filles à l'école. Les effectifs des filles ont continué à augmenter sensiblement jusqu'à dépasser ceux des garçons (Nzohabonayo et Bajinyura, 2014).

Les données à la disposition du Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle pour l'année scolaire 2018-2019, montrent qu'au niveau du préscolaire le TBS est de 11,6 % et **la parité entre filles et garçons est observée depuis 2009**. Ce taux cache cependant des disparités au niveau des provinces. Ainsi, sept provinces sur 18 enregistrent des taux supérieurs à 10 % avec la Mairie de Bujumbura qui vient en tête

(47,3 %), grâce au privé qui est plus développé à ce palier d'enseignement. Suivent ensuite Gitega (20,0 %), Bururi (17,3 %), Ngozi (15,4 %), Rumonge (11,8 %) et Bujumbura (10,4 %). Au cours des trois années scolaires de 2016 à 2019, au niveau national, les effectifs de filles sont supérieurs à ceux des garçons car les parités sont supérieures à 1. Au niveau des provinces, les parités sont atteintes sauf dans 4 provinces en 2016/2017, 6 provinces au cours de l'année scolaire 2017/2018 et seulement dans deux provinces pour l'année scolaire 2018/2019. En 2018-2019, au total 120 163 écoliers sont inscrits à l'école dont 56,4 % dans le public, 30,0 % au niveau du privé et 13,5 % dans le communautaire.

Dans les 3 premiers cycles du fondamental, les TBA et les TBS sont au-dessus de 100. En effet, pour l'année scolaire 2015/2016 et jusqu'à l'année scolaire 2018/19, sur 18 provinces, seules trois provinces dont Bujumbura, Bururi et Rutana sont en dessous de 100. Il s'y ajoute la province de Mwaro au cours de l'année scolaire 2018/2019.

Dans les 3 premiers cycles du fondamental, le TBA est de 120,3 % et le TNS (7-12 ans) est de 85,1 % en 2018/2019 (Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle, 2019). La parité entre filles et garçons a été aussi observée au fondamental depuis 2009. C'est seulement au niveau du cycle post-fondamental général et pédagogique et post-fondamental technique A2 que les parités ne sont pas atteintes. Une grande attention devrait être portée sur les déperditions scolaires chez les filles au niveau du post-fondamental. Selon le rapport des indicateurs sur l'enseignement au Burundi 2018/2019, les provinces qui enregistrent de faibles TNS sont Kirundo (78,9 %), Muyinga (79,6 %) et Ruyigi (79,8 %) et ce sont ces mêmes provinces qui enregistrent les taux d'abandon les plus élevés, respectivement de 18,9 %, 15 % et 16,3 %.

c) Mais un phénomène important d'entrées tardives

En 2013, s'est opérée une politique d'harmonisation du système éducatif dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC, [East African Community]) dont le Burundi fait partie. Cette harmonisation a fixé une durée de

¹⁴ Burundi, (2018), Plan Transitoire de l'Éducation au Burundi 2018-2020, 93p.

l'enseignement de base de 9 ans (Fondamental) et il est réservé aux enfants de 6-7 ans à 14-15 ans (Innocent Ntwari, 2018). Paradoxalement, un nombre assez important d'élèves de moins de 6 ans et de plus de 15 ans fréquentent l'école fondamentale. La loi N°1 /19 du 10 septembre 2013 sur l'enseignement fixe l'âge légal d'admission en première année à 6 ans, que l'enfant ait fréquenté le préscolaire ou non. Néanmoins au cours de l'année scolaire 2018/2019, des moins de 6 ans et même des plus de 15 ans fréquentent la première année. On trouve que 3 % des élèves entrent en première année avant 6 ans alors que seulement 30 % s'inscrivent à l'âge de 6 ans. Cependant, selon les rapports sur les indicateurs de l'enseignement au Burundi de 2016 à 2019, la majorité (43 %) des enfants au Burundi commence encore l'école fondamentale à 7 ans en 2018 (graphique 5), comme en témoigne l'âge moyen global pour les nouveaux inscrits qui est de 7,1 ans pour les années scolaires 2016/17 et 2017/18 et 7,0 ans pour l'année scolaire 2018/19.

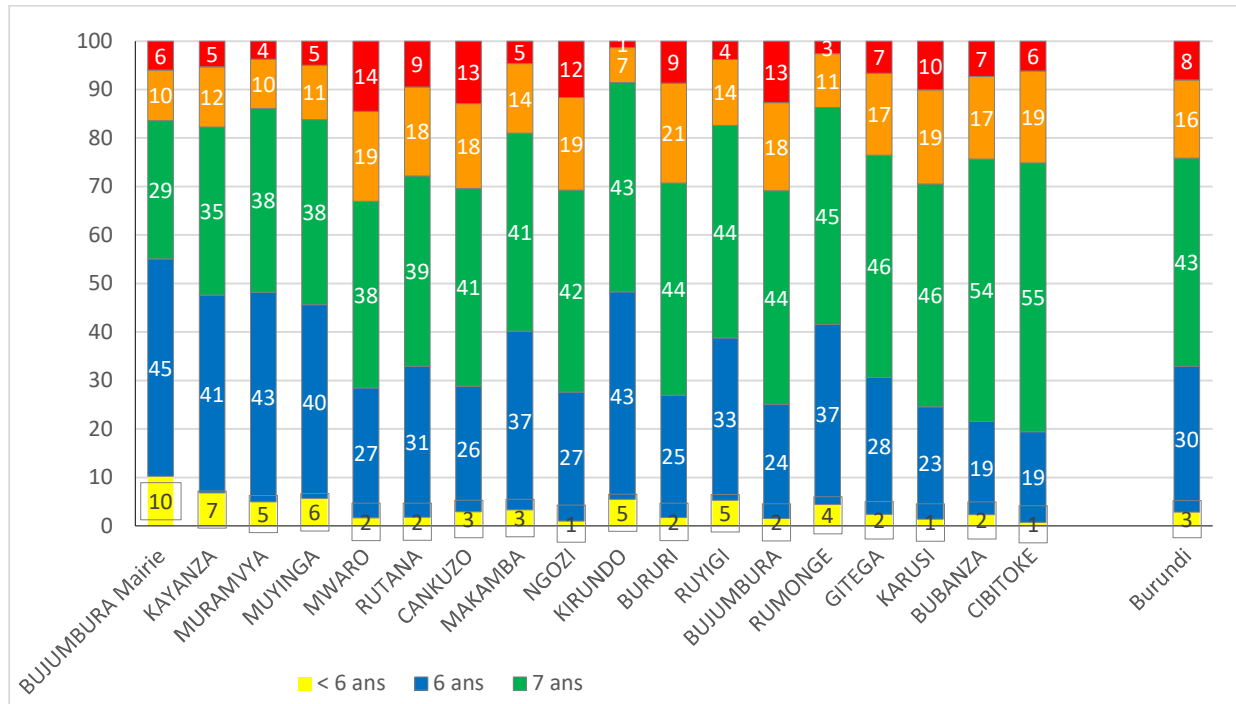
Le taux brut d'admission (TBA) reste toujours au-dessus de 100 avec 121,0 % et 120,3 %

respectivement pour le TBA à 6 ans et le TBA à 7 ans marquant ainsi une continuité dans le processus de rattrapage amorcé depuis plusieurs années. Cela montre que les enfants admis en 1^{ère} année sont encore en dehors de l'âge légal d'admission (graphique 5).

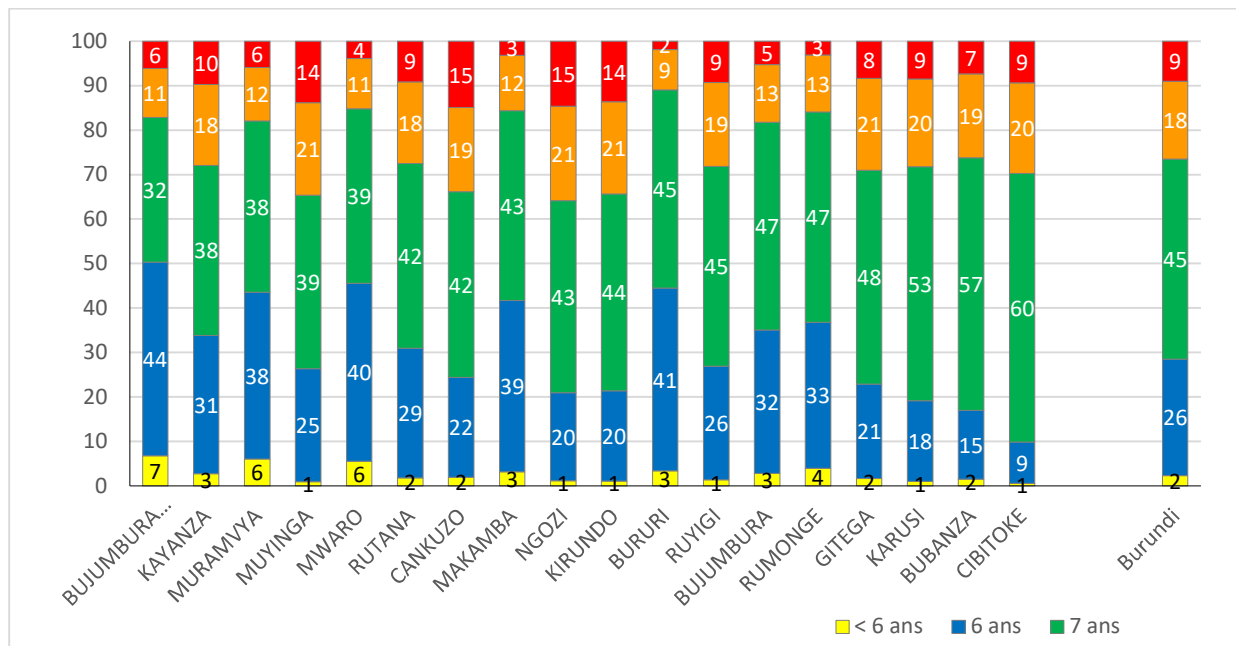
En tablant donc sur les âges moyens à l'entrée en 1^{ère} année, l'élève devrait normalement entrer en 6^e à 12,0 ans, mais le constat est qu'il y accède à l'âge moyen de 13,6 ans pour les années scolaires 2016/17 et 2017/18 et à 13,4 ans pour l'année scolaire 2018/19, du fait des redoublements et des réintégrations après abandons scolaires. Considérant 6 ans comme l'âge légal pour entrer en première année du fondamental, le taux net d'admission à 6 ans est de 31,1 % contre 54,3 % à 7 ans pour l'année scolaire 2017/2018 et respectivement 36,4 % à 6 ans et 51,7 % à 7 ans au cours de l'année 2018/2019 (graphique 5). Cela montre que les élèves qui commencent l'école à 7 ans sont encore nombreux au Burundi.

Graphique 5 : Nouveaux inscrits en 1ère année par province, par commune, par âge et par sexe (Tous statuts)

2018-2019



2017-2018



Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

- a) Une qualité encore problématique au regard du taux d'achèvement et des forts taux de redoublement

Même si l'accès à l'école fondamentale s'est amélioré, le Burundi n'est pas encore parvenu à amener tous les enfants d'une classe d'âge à la fin de l'enseignement primaire. Le taux d'achèvement surtout dans les trois premiers cycles reste toujours problématique. Le taux d'achèvement connaît une variation depuis 2010. Cet indicateur a connu une amélioration de 2010 à 2014 passant ainsi de 51,3 % en 2010 à 71,2 % en 2014 (PASEC, 2016). Mais depuis 2015 il commence à chuter progressivement, ce qui laisse penser à la dégradation des conditions d'apprentissage dans ces trois premiers cycles.

Les taux d'achèvement régressent au fur et à mesure du temps mais laissent entrevoir que ceux des filles sont supérieurs à ceux des garçons. Ce résultat serait le reflet de l'engagement des autorités politiques et la forte mobilisation des communautés (Nzohabonayo et Bajinyura, 2014) en faveur de la scolarisation des filles, surtout à partir des années 2005.

Les taux d'achèvement cachent des disparités au niveau provincial. En effet, la mairie de Bujumbura et la province de Bubanza présentent les taux les plus élevés. Par contre, les provinces de Karusi (39,7 %), Kirundo (32,8 %) Muyinga (36,8 %), Rutana (43,9 %) et Ruyigi (37,2 %) affichent les taux d'achèvement les plus faibles. Dans ces mêmes provinces, les taux d'abandon sont alarmants avec 11,0 % à Karusi, 11,0 % à Kirundo, 10,5 % à Muyinga, 13,5 % à Rutana et 12,8 % à Ruyigi, si l'on compare à la moyenne nationale qui est de 7,9 %.

Les taux de redoublement et d'abandon élevés sont une préoccupation des autorités du secteur de l'éducation. Leur objectif est de réduire les déperditions scolaires jusqu'à atteindre un taux de redoublement de 10 % en 2020 et de supprimer les abandons. C'est dans ce cadre que des actions de sensibilisation auprès des acteurs éducatifs principalement des enseignants ont été faites et de

nouvelles lignes de passage ou de redoublement ont été définies. Cela a eu comme résultat des progrès sur la période 2011-2015 avec un taux de redoublement qui est passé de 33,4 % à 22,3 %. Ce taux reste toujours élevé car il était attendu un taux de 18 % en 2015. Les taux de redoublement en 9^e restent élevés (23,2 %, 16,0 % et 22,3 % respectivement en 2016-2017, 2-17-2018 et 2018-2019) alors que le PSDEF envisageait sa quasi-suppression en 2020. La réalisation de l'objectif de la quasi-suppression du redoublement passera notamment par l'accroissement des capacités d'accueil de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle et une formation/sensibilisation des parents et des élèves sur la pertinence de cette orientation du Gouvernement. Les taux de redoublement au fondamental 4 sont plus élevés dans les classes de 7^e (28 %, 25,6 % et 29,7 % respectivement en 2016-2017, 2-17-2018 et 2018-2019)¹⁵.

Dans les trois premiers cycles du fondamental, les taux de redoublement sont de 24,4 % en 2016, 27,7 % en 2017 et 26,3 % en 2018 contre 22,3 % en 2015 et les taux d'abandon sont de 15,1 % en 2016, 11,9 % en 2017 et 11,3 % en 2018 contre 10,4 % en 2015. De façon globale, ces taux de redoublement et d'abandon sont plus élevés comparativement à ceux de 2015 et ce sont les classes de 1^{ère}, 2^e et de 5^e année qui enregistrent des taux de redoublement et d'abandon les plus élevés. Les tableaux A1 et A2 en annexe montrent que la distribution des redoublements par province ne suit pas celles des abandons.

Si des progrès ont été faits au Burundi pour un meilleur accès des plus jeunes à l'éducation, plus de la moitié des enfants scolarisés aux trois premiers cycles du fondamental sortent encore du système scolaire avant la 5^e année d'enseignement. La scolarisation primaire universelle au Burundi n'est donc pas encore à portée de main. Le taux de rétention dans les trois premiers cycles du fondamental avoisine les 37 %, ce qui veut dire qu'environ 63 % de ceux qui commencent ce cycle d'étude ne le terminent pas. Pour les familles, la décision d'envoyer un enfant à l'école et de l'y laisser jusqu'à ce qu'il termine le cycle commencé

¹⁵ MEFTP, Indicateurs sur l'enseignement au Burundi 2017/2018 et 2018/2019.

dépend de l'équilibre entre les bénéfices attendus et les coûts que ceci entraîne.

Résumé analytique

Le Burundi a connu ces dernières décennies des crises politiques et économiques ayant eu des conséquences sur tous les secteurs de la vie y compris son système éducatif. Malgré cela, le Burundi est entré dans un processus démocratique depuis la signature et l'application de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation de 2000.

Ce contexte socio-politique et économique du Burundi a une influence sur son système éducatif tant en termes d'accès et de qualité que de

mobilisation des ressources pour son financement. Au cours de la dernière décennie, des progrès ont été observés dans l'éducation. Cependant, la part des enfants et adolescents en dehors de l'école est encore importante. Par ailleurs, le système éducatif est confronté à des défis majeurs comme les entrées tardives à l'école, les taux de redoublement élevés, les difficultés d'accès à la scolarisation des enfants et adolescents en situation de vulnérabilité et ceux des zones rurales.

Face à ces défis, une bonne connaissance du phénomène des EADE est importante afin d'envisager les solutions idoines pour y remédier.

IV. Ampleur et profil des enfants et adolescent(e)s en dehors du système éducatif

4.1 Ampleur des 4.2 enfants et adolescent(e)s en dehors de l'école

4.2.1 Effectif et distribution des groupes d'âges par sexe, par milieu de résidence, par province :

Selon les données de l'EDS de 2017, le Burundi comptait environ 5126 686 enfants et adolescents âgés de 4 à 19 ans, ce qui représente 44,2 % de la population totale estimée à 11 495 438 habitants (tableau 2 et tableau A23, annexes). Avec un effectif de 2 522 993, les garçons représentent 49,2 % de la population scolarisable et 21,9 % de la population totale. Les filles sont légèrement plus nombreuses avec un effectif de 2 603 695, soit 50,8 % de la population scolarisable et 22,7 % de la population totale.

Au sein de l'ensemble de la population scolarisable de 4 à 19 ans, ceux d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (7-12 ans), avec un effectif de 2 203 477 (dont 1 075 929 garçons et 1 127 548 filles) sont les plus nombreux, soit 43 % de la population scolarisable. Quant aux adolescents d'âge du 4^e cycle du fondamental (13-15 ans), ils

sont estimés à 872 241 (17 % de la population d'âge scolaire) et comprennent 439 159 garçons (50,3 %) et 433 053 filles (49,7 %). Les adolescents de 16-19 ans (âge du post-fondamental) sont dans les mêmes proportions mais avec un effectif estimé à 873 831 individus avec une part plus importante de filles (52,1 %).

La population scolarisable est nettement plus importante en milieu rural (10 227 668) qu'en milieu urbain (1 267 770). Cette demande potentielle de scolarisation est inégalement répartie au niveau provincial ; huit provinces regroupent à elles seules plus de la moitié de la population des 4-19 ans, soit 55,6 % (tableau 2). Une attention particulière devra être accordée à ces provinces lorsqu'il s'agira d'examiner l'ampleur absolue (les effectifs) des enfants et adolescents en dehors de l'école. En effet, si ces provinces qui regroupent les plus grands effectifs d'enfants et adolescents d'âge scolaire sont aussi celles qui regroupent les effectifs les plus élevés d'enfants en dehors de l'école, alors il y a lieu d'envisager des ressources importantes pour venir à bout du phénomène.

Tableau 2 : Répartition (en %) de la population scolarisable par sexe, par milieu de résidence et par province selon le groupe d'âges

| Rubriques | Population des 4-19 ans | | | | | Effectif | Population totale | |
|----------------------------|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|-------------------|------------|
| | 4-6 ans | 7-12 ans | 13-15 ans | 16-19 ans | Total | | | |
| Sexe | | | | | | | | |
| Garçons | 50,1 | 48,8 | 50,3 | 47,9 | 49,2 | 2 522 993 | 46,0 | 5 488 682 |
| Filles | 49,9 | 51,2 | 49,7 | 52,1 | 50,8 | 2 603 694 | 43,3 | 6 006 756 |
| Milieu de résidence | | | | | | | | |
| Urbain | 9,4 | 8,8 | 10,2 | 13,7 | 10,0 | 514 550 | 40,6 | 1 267 770 |
| Rural | 90,6 | 91,2 | 89,8 | 86,3 | 90,0 | 4 612 137 | 45,1 | 10 227 668 |
| Provinces | | | | | | | | |
| Bubanza | 5,3 | 5,0 | 4,5 | 4,3 | 4,9 | 250 042 | 44,2 | 566 035 |
| Bujumbura Mairie | 5,4 | 4,8 | 5,6 | 7,4 | 5,5 | 282 741 | 38,0 | 744 114 |
| Bujumbura | 5,6 | 6,0 | 5,9 | 5,5 | 5,8 | 297 189 | 45,6 | 651 192 |
| Bururi | 3,1 | 3,4 | 3,8 | 4,4 | 3,6 | 183 260 | 46,5 | 393 845 |
| Cankuzo | 3,1 | 3,1 | 2,8 | 3,0 | 3,0 | 155 180 | 45,1 | 344 247 |
| Cibitoke | 6,2 | 6,1 | 6,5 | 5,6 | 6,1 | 312 190 | 46,3 | 674 071 |
| Gitega | 7,8 | 7,4 | 7,4 | 7,8 | 7,5 | 386 447 | 42,1 | 918 145 |
| Karusi | 5,7 | 5,3 | 4,9 | 4,0 | 5,1 | 261 404 | 44,9 | 582 045 |
| Kayanza | 6,0 | 7,2 | 8,6 | 7,0 | 7,1 | 364 655 | 44,7 | 815 872 |
| Kirundo | 8,2 | 7,7 | 7,2 | 6,1 | 7,4 | 381 846 | 45,1 | 846 338 |
| Makamba | 6,0 | 6,3 | 6,6 | 6,5 | 6,3 | 324 449 | 47,7 | 679 846 |
| Muramvya | 3,6 | 3,5 | 3,3 | 3,7 | 3,5 | 180 018 | 43,0 | 418 513 |
| Muyinga | 7,8 | 7,6 | 7,0 | 6,6 | 7,4 | 379 133 | 44,2 | 857 677 |
| Mwaro | 3,1 | 2,8 | 3,3 | 3,4 | 3,0 | 155 701 | 43,5 | 358 106 |
| Ngozi | 7,9 | 7,9 | 6,8 | 7,6 | 7,6 | 391 975 | 43,3 | 906 236 |
| Rutana | 4,2 | 4,5 | 4,5 | 5,5 | 4,6 | 235 483 | 47,0 | 501 410 |
| Ruyigi | 5,3 | 5,1 | 5,2 | 5,2 | 5,2 | 264 851 | 45,5 | 582 139 |
| Rumonge | 5,7 | 6,6 | 6,2 | 6,3 | 6,2 | 320 121 | 48,8 | 655 608 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | | | |
| Burundi | 23,0 | 43,0 | 17,0 | 17,0 | 100,0 | 5 126 687 | 44,6 | 11 495 438 |

Source des données de base : EDS 2017

4.2.2 Répartition des enfants et adolescent(e)s par statut scolaire selon l'âge et le sexe

- a) Plus d'un enfant et adolescent sur trois est en dehors de l'école et parmi eux, deux sur trois n'ont jamais été scolarisés.

Le statut scolaire des enfants et adolescents renvoie à trois catégories à savoir : i) les enfants et adolescents qui n'ont jamais été à l'école au moment de l'enquête en 2017 (appelés « jamais scolarisés »); ii) ceux qui ne fréquentent plus l'école au moment de l'enquête (les « déscolarisés »); et iii) ceux qui fréquentent

l'école au moment de l'enquête (les « scolarisés »).

Les « jamais scolarisés » et les « déscolarisés » forment la catégorie des « enfants et adolescents en dehors de l'école » (EADE).

Sur la base de cette classification, le tableau 3 donne le statut scolaire par sexe en 2017. Il montre que plus de la moitié des enfants et adolescents âgés de 4-19 ans, soit 61,2 % des 5 126 687 enfants et adolescents sont scolarisés. Il existe cependant des différences énormes selon les tranches d'âges : 87,2 % sont scolarisés dans la tranche d'âges de 7-12 ans, , 73,5 % dans la tranche d'âges de 13-15

ans et 50,7 % dans la tranche d'âges de 16-19 ans. Dans l'ensemble, les inégalités de genre semblent aplanies, puisque les filles et les garçons sont scolarisés dans les mêmes proportions, avec respectivement 61,5 % et 61,0 %. Cette absence de différence liée au genre s'observe au niveau de tous les groupes d'âge excepté pour les âges du 4^e cycle du fondamental, où l'inégalité de genre est au profit des filles. Pour les enfants d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (7-12 ans), la proportion de garçons et de filles scolarisés est respectivement de 82,1 % et de 82,2 %. Au niveau de l'enseignement post-fondamental, la proportion de scolarisés est de 50,5 % et de 50,9 % respectivement pour les filles et les garçons. Par contre, pour les adolescent(e)s du 4^e cycle du fondamental (13-16 ans), les filles sont un peu plus scolarisées (74,8 %) que les garçons (72,2 %).

En 2017, l'effectif des enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) était estimé à 1 987 432

soit 38,8 % de l'ensemble des enfants de 4-19 ans. Les EADE de 7-12 ans (Dimension 2) étaient au nombre de 392 933, soit 19,8 % de l'ensemble des EADE de 4-19 ans et 37,2 % des EADE de 7-19 ans (1 055 082). Toutefois, c'est au sein de la population d'âge du primaire, c'est-à-dire des trois premiers cycles du fondamental (7-12 ans) que l'ampleur des EADE est la plus faible (tableau 3, soit 17,8 %, alors que les adolescents de 13-15 ans en dehors de l'école (Dimension 3) représentent 26,5 % des adolescents d'âge du 4^e cycle du fondamental (231 190 sur 872 241). Ce constat résulte d'un accroissement de l'accès au primaire mais aussi d'un accès limité au niveau post-fondamental, du fait de la sélectivité du système éducatif et d'une déscolarisation croissante avec l'âge. Avec les adolescents de 16-19 ans (Dimension 6), on a un effectif de 430 959 des EADE sur 873 831, soit 49,3 %.

Tableau 3 : Statut scolaire des enfants de 4-19 ans par groupe d'âges et sexe (en %)

| Caractéristiques | Statut scolaire | | | | EADE | | |
|------------------|-----------------|-------------|------------------|--------------|------------------|-------------|------------------|
| | Scolarisé | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Total | Effectifs | % | Effectifs |
| Garçons | | | | | | | |
| 4-6 ans | 21,1 | 0,9 | 78,0 | 100,0 | 589 531 | 78,9 | 465 270 |
| 7-12 ans | 82,1 | 5,0 | 12,9 | 100,0 | 1 075 929 | 17,9 | 192 104 |
| 13-15 ans | 72,2 | 22,5 | 5,4 | 100,0 | 439 159 | 27,8 | 122 187 |
| 16-19 ans | 50,9 | 44,0 | 5,1 | 100,0 | 418 374 | 49,1 | 205 578 |
| 4-19 ans | 61,0 | 13,6 | 25,5 | 100,0 | 2 522 993 | 39,0 | 985 139 |
| Filles | | | | | | | |
| 4-6 ans | 20,5 | 0,7 | 78,8 | 100,0 | 587 607 | 79,5 | 467 080 |
| 7-12 ans | 82,2 | 5,1 | 12,7 | 100,0 | 1 127 548 | 17,8 | 200 829 |
| 13-15 ans | 74,8 | 19,0 | 6,2 | 100,0 | 433 082 | 25,2 | 109 003 |
| 16-19 ans | 50,5 | 42,3 | 7,2 | 100,0 | 455 457 | 49,5 | 225 381 |
| 4-19 ans | 61,5 | 12,9 | 25,6 | 100,0 | 2 603 694 | 38,5 | 1 002 293 |
| Ensemble | | | | | | | |
| 4-6 ans | 20,8 | 0,8 | 78,4 | 100,0 | 1 177 138 | 79,2 | 932 350 |
| 7-12 ans | 82,2 | 5,1 | 12,8 | 100,0 | 2 203 477 | 17,8 | 392 933 |
| 13-15 ans | 73,5 | 20,7 | 5,8 | 100,0 | 872 241 | 26,5 | 231 190 |
| 16-19 ans | 50,7 | 43,1 | 6,2 | 100,0 | 873 831 | 49,3 | 430 959 |
| 4-19 ans | 61,2 | 13,2 | 25,5 | 100,0 | 5 126 687 | 38,8 | 1 987 432 |

Source des données de base : EDS 2017

Les filles en dehors de l'école sont au nombre de 1 002 293, soit (50,4 %) des EADE, contre 985 139 (49,6 %) de garçons. Comme l'illustre le tableau 3, les enfants et adolescents déscolarisés constituaient une faible proportion des enfants et adolescents (13,2 %) en 2017 ; il ressort que les inégalités de genre ne sont pas significatives (13,6 % pour les garçons et 12,9 % pour les filles. En outre, quel que soit le sexe, la déscolarisation était un phénomène qui touchait essentiellement les adolescents de 13-15 ans (20,7 %) et de 16-19 ans (43,1 %), avec un niveau légèrement plus élevé chez les garçons que chez les filles.

Au regard de la distribution des EADE selon le statut scolaire, il apparaît que le phénomène des exclus du système éducatif au Burundi est essentiellement un problème d'accès. En effet, 65,8 % des EADE de 4-19 ans sont des enfants et adolescents qui n'ont jamais fréquenté l'école

(« jamais scolarisés »). Selon l'EDS 2017, cela correspond à un effectif de 1 308 325, des enfants et adolescents d'âge scolaire, soit 25,5 % de l'ensemble des enfants de 4-19 ans. Ainsi, plus d'un enfant sur quatre n'a jamais été scolarisé. Il n'y a pas non plus de différence entre filles et garçons.

En somme, l'accès à l'école et la participation scolaires sont identiques pour les garçons et pour les filles, mais la déscolarisation touche légèrement plus les garçons (13,6 %) que les filles (12,9 %).

b) Évolution de la proportion des EADE : une baisse globale sensible à partir de 2014

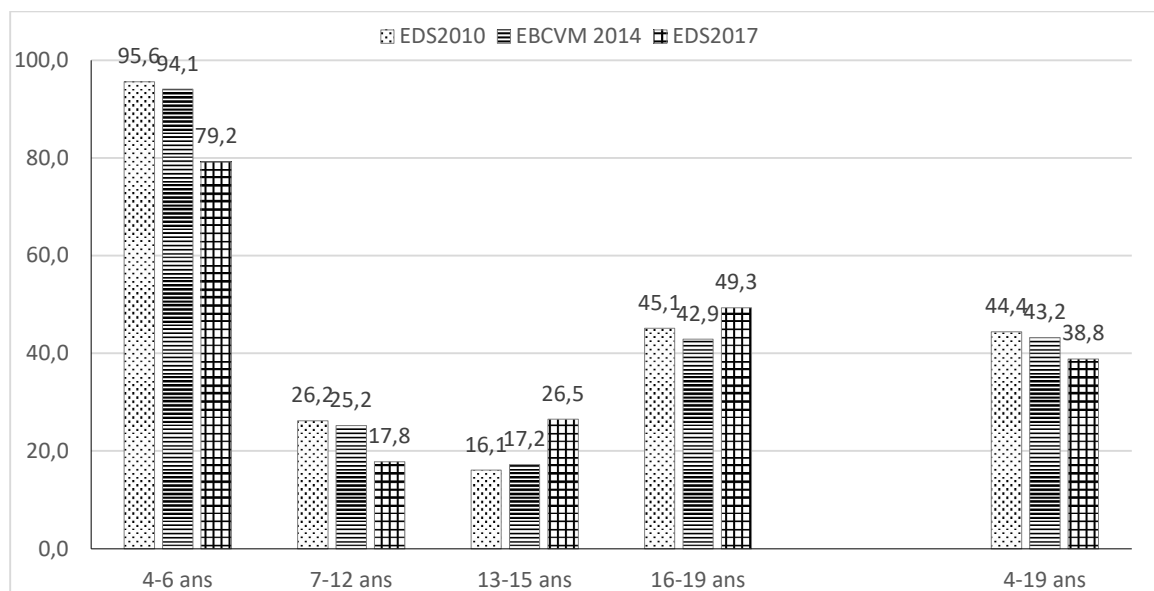
L'analyse de l'évolution de la proportion des EADE entre les trois sources de données (EDS 2010, ECVMB 2013-2014 et EDS 2017) révèle que la proportion des EADE est demeurée stable

entre 2010 et 2014 et que la baisse intervient dans la période récente, entre 2014 et 2017 (graphique 6). Pour l'ensemble des enfants âgés 4-19 ans, la proportion des EADE passe de 44,4 % en 2010 à 38,8% en 2017. Si pour les enfants âgés de 4-6 ans et ceux âgés de 7-12 ans, il y a une tendance à la baisse ; pour les enfants âgés 13-15 ans et les 16-19 ans, la tendance est plutôt à la hausse. La baisse globale de la proportion des EADE reste cependant assez faible. Au cours de la période 2010-2017, le rythme de baisse moyen de la proportion des EADE a été de 0,8 % par an. Cette amélioration du rythme de réduction de la part des enfants et adolescents en dehors de l'école est liée à l'engagement fort de l'État et la mobilisation de l'ensemble des partenaires en faveur de la promotion de la préscolarisation et de la

scolarisation pour tous. Avec l'instauration de la réforme du système d'enseignement fondamental sur neuf ans, le rythme de baisse de la proportion des EADE pourrait s'améliorer.

Sur la période de sept ans (2010-2017), la baisse relative¹⁶ de la proportion des EADE a été de 12,5 % pour l'ensemble de la tranche d'âges 4-19 ans. Mais cette baisse se présente différemment d'une tranche d'âges à une autre. La baisse a été la plus importante dans la tranche d'âge des 7-12 ans (32,1 % de baisse), suivie de la tranche d'âges des 4-6 ans (17,2 %). Dans la tranche d'âges des 13-15 ans et des 16-19 ans, c'est plutôt une tendance à la hausse : respectivement -64,6 % et -9,3 % car on est passé de 16,1 % à 26,5 % d'EADE de 13-15 ans et de 45,1 % à 49,3 % d'EADE de 16-19 ans.

Graphique 6 : Evolution de la proportion (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école selon la tranche d'âges



Source des données de base : EDS 2010, ECVMB2013-2014 et EDS 2017

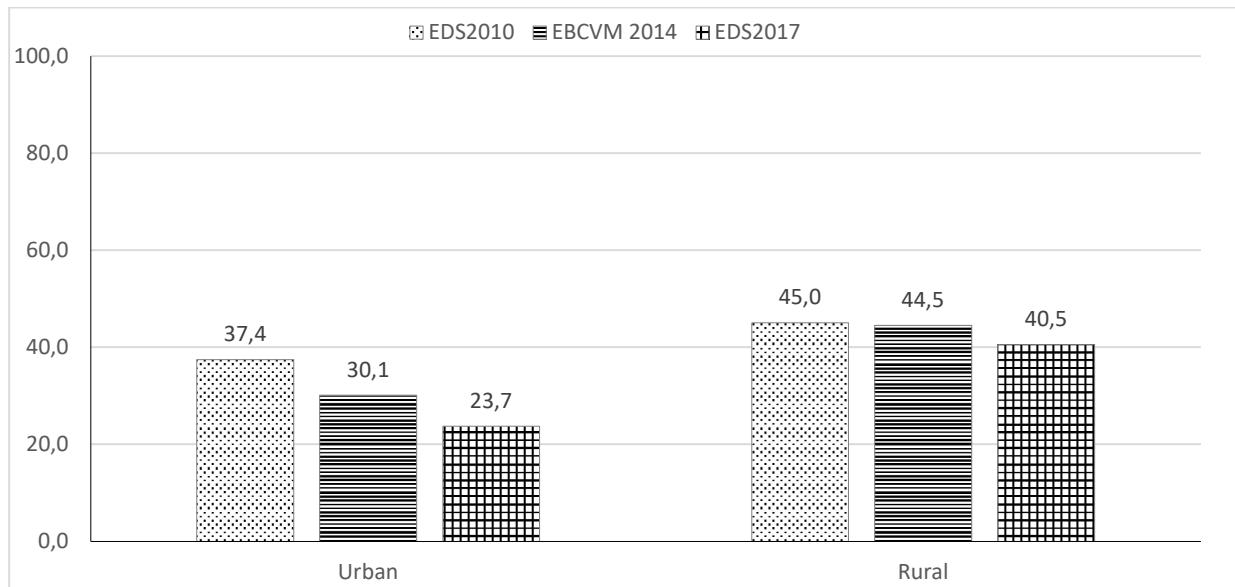
¹⁶ La baisse relative est égale à la baisse absolue (différence entre la proportion des EADE en 2010 et la proportion des EADE en 2017) rapportée à la proportion des EADE en 2010.

Cet indicateur permet de mieux rendre compte des progrès par rapport au niveau initial (en 2010), notamment dans une perspective comparative.

L'évolution de la proportion des EADE de 2010 à 2017 selon le milieu de résidence montre une baisse notable en milieu urbain et une faible baisse en milieu rural (graphique 7). La proportion des

EADE en milieu urbain passe de 37,4 % en 2010 (EDS 2010), à 23,7 % en 2017 ; alors qu'en milieu rural elle est passée de 45 % à 40,5 % pour la même période (EDS 2017)¹⁷.

Graphique 7 : Evolution de la proportion (en %) des enfants de 4-19 ans en dehors de l'école par milieu



Source des données de base : EDS 2010, ECVMB2013-2014 et EDS 2017

Proportion des EADE selon la province : des situations assez diverses et la nécessité de nuancer la question des inégalités de genre

Les différences provinciales font ressortir quatre groupes en lien avec le niveau des écarts entre filles et garçons comme le montre le graphique 8.

- Groupe 1 : les provinces de Cankuzo, de Cibitoke, de Makamba, de Ngozi, de Bujumbura Mairie et de Kirundo sont celles dans lesquelles la proportion de filles en dehors de l'école est supérieure à celle des garçons. Les écarts varient de 1 à 4 points de pourcentage de moins en faveur des garçons (tableau A5, annexes).

Les filles y sont donc moins à l'école que les garçons ;

- Groupe 2 : les provinces de Bujumbura, de Rumonge, de Karusi, de Mwaro et de Rutana sont celles où on peut considérer qu'il n'y a pas d'inégalité entre garçons et filles. Les écarts sont inférieurs à 1 point de pourcentage. Les filles y sont autant à l'école que les garçons ;
- Groupe 3 : les provinces de Bubanza, de Gitega, de Muyinga et de Ruyigi enregistrent une proportion de filles en dehors de l'école qui est plus faible que celle des garçons (avec des différences toutefois relativement faibles)

¹⁷ Le calcul de l'intervalle de confiance à 95 % de la différence entre les proportions des EADE des années successives

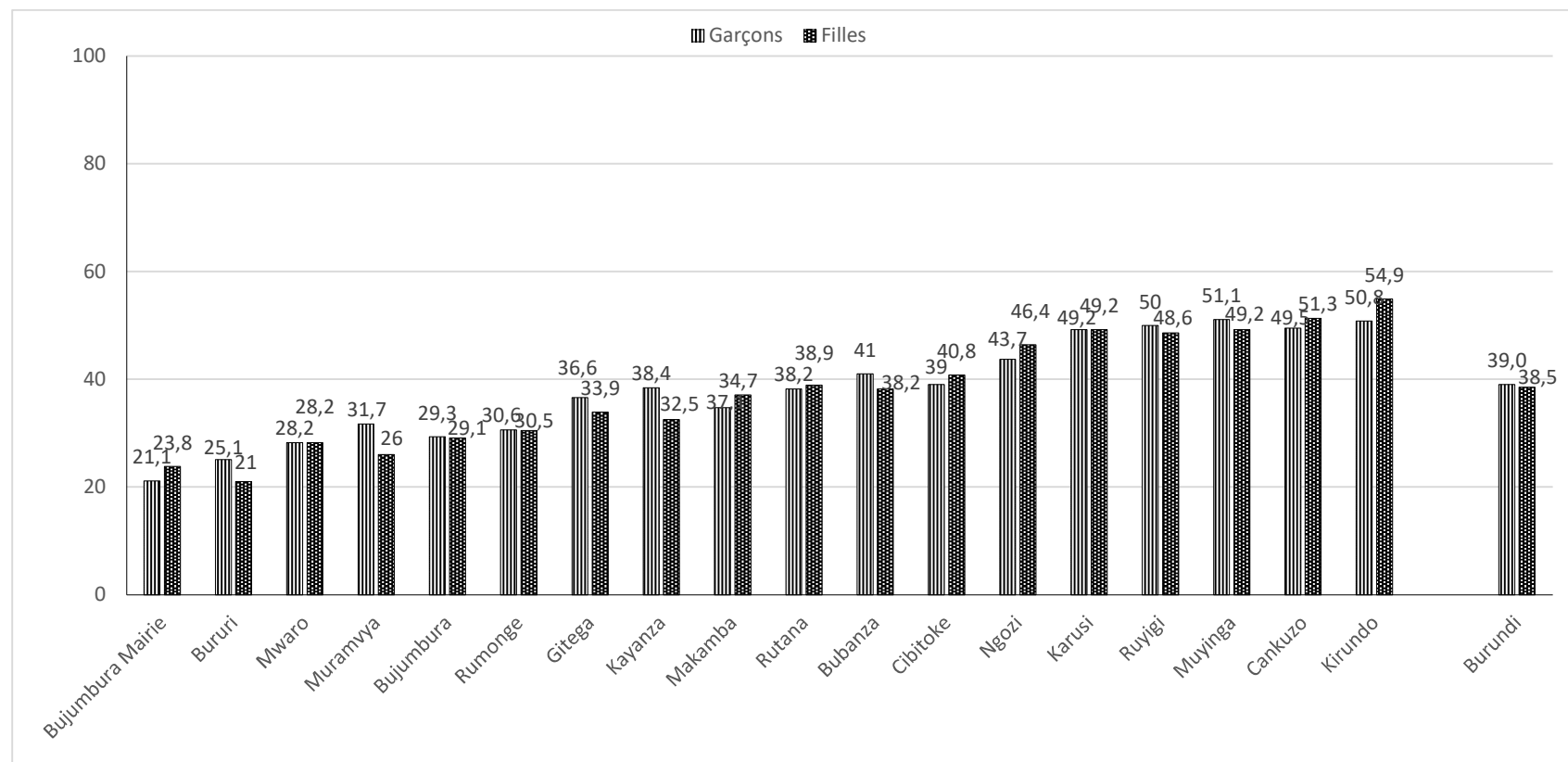
(Annexe 2), révèle que les écarts observés entre 2010, 2014 et 2017 sont statistiquement significatifs.

contrairement au groupe 1. Les écarts varient de 1 à 3 points de pourcentage en faveur des filles.

- Groupe 4 : les provinces de Kayanza, de Muramvya et de Bururi dont la situation est similaire à celle du groupe 3, sauf que les écarts sont plus accentués, soit plus de 4 points de pourcentage en faveur des filles. Les filles y sont encore plus à l'école que les garçons.

Ces résultats permettent de relativiser la question des inégalités entre garçons et filles en termes de non scolarisation au Burundi. Dans les groupes 3 et 4, les inégalités de genre semblent s'inverser au détriment des garçons. L'analyse multivariée qui va être abordée au chapitre 5 sur les obstacles à la scolarisation permettra de voir si ces variations selon le genre se maintiennent ou pas, après contrôle d'autres variables

Graphique 8 : Proportion (en %) d'enfants de 7-19 ans en dehors de l'école par sexe et selon la province



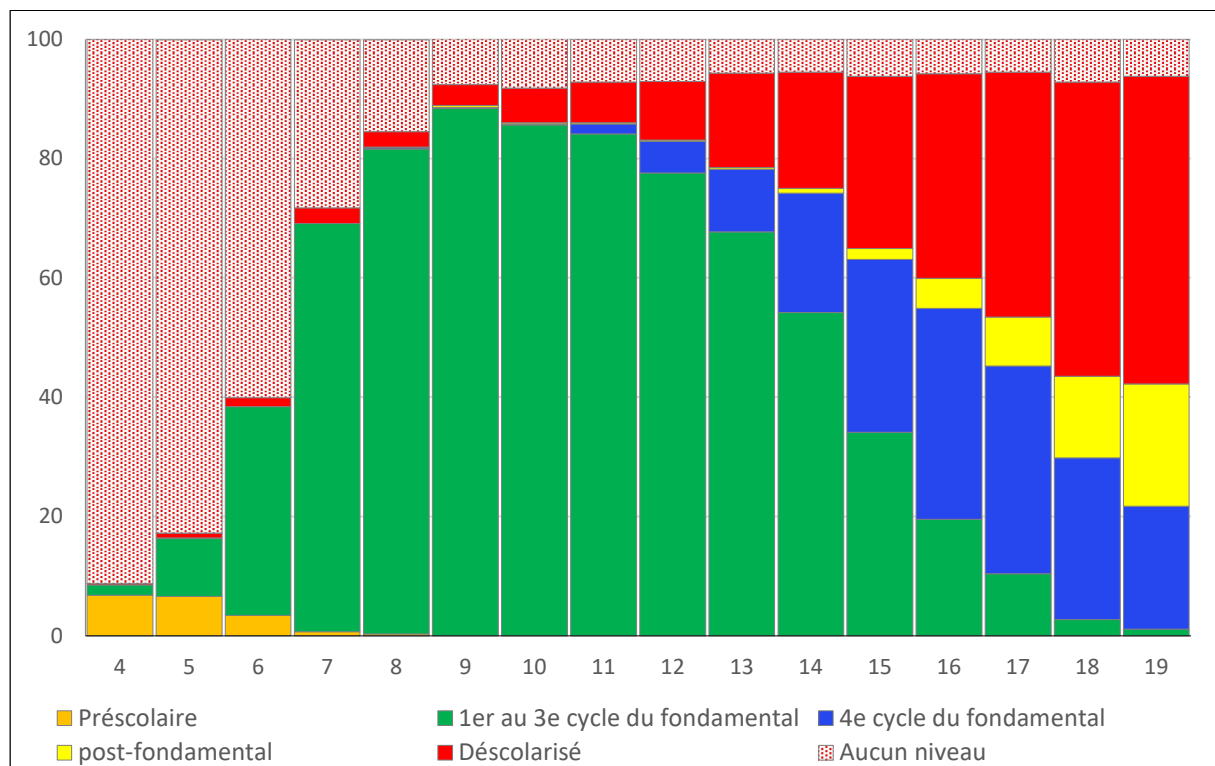
Source des données de base : EDS 2017

- c) Participation scolaire selon l'âge et le niveau d'enseignement : un phénomène important d'entrées tardives et de déscolarisation

Le graphique 9 présente la participation scolaire des enfants et adolescents par âge et par statut scolaire. Pour ceux qui sont scolarisés, la distinction est faite selon le niveau d'enseignement (préscolaire, 1^{er} au 3^e cycle du fondamental, 4^e cycle du fondamental et post-fondamental). Les enseignements suivants peuvent être tirés :

- La participation scolaire est d'abord essentiellement concentrée dans les trois premiers cycles de l'enseignement fondamental et atteint son niveau le plus élevé à 9 ans, et ensuite connaît une baisse du fait d'une forte déperdition scolaire ;
- Alors que la tranche d'âge officiel pour les trois premiers cycles du fondamental est de 7-12 ans, il ressort que plus de la moitié des enfants et adolescents de 13-14 ans sont toujours scolarisés dans ces trois premiers cycles du fondamental, ce qui dénote un phénomène de retard scolaire. A 7 ans, 28,2 % des enfants ne sont pas encore au primaire) ;
- L'entrée précoce à l'école est aussi assez courante puisque 9,7 % des enfants de 5 ans et 35,0 % des enfants de 6 ans sont scolarisés au fondamental ;
- La participation au 4^e cycle du fondamental demeure globalement faible et augmente à partir de 15 ans pour atteindre son niveau le plus élevé à 16 ans ;
- On note que la part des enfants déscolarisés augmente avec l'âge et particulièrement à partir de 15 ans (plus du tiers), au moment où les enfants et adolescents devraient entrer au post-fondamental ;
- Enfin, il ressort que jusqu'à l'âge de 8 ans une forte proportion d'enfants n'a pas encore eu la chance d'entrer à l'école (« aucun niveau »).

Graphique 9 : Participation scolaire par âge et niveau d'études des enfants et adolescents de 4-19 ans en 2014 (en %)



Source des données de base : EDS 2017

4.2.3 Distribution des enfants et adolescents par statut

4.2.4 scolaire selon le milieu de résidence

a) *Comparaison des milieux de résidence : une ampleur d'EADE près de deux fois plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain*

La distribution des enfants et adolescents par statut scolaire selon le milieu de résidence montre des écarts nets entre milieux urbain et rural en termes de participation scolaire. La proportion des EADE de 4-19 ans est de 40,5 % en milieu rural contre 23,7 % en milieu urbain (tableau 4).

On relève aussi que les « jamais scolarisés » sont proportionnellement plus nombreux en milieu % en milieu rural.

rural (27 %) qu'en milieu urbain (12 %). Quant aux déscolarisés, leurs proportions sont relativement proches. Si en milieu urbain il y a presque autant de « déscolarisés » que de « jamais scolarisés » (11,7 % et 12 %), en milieu rural on passe du simple au double (déscolarisés 13,4 % et jamais scolarisés 27 %). Les différences sont presque dans le même ordre au niveau des âges du primaire et du post-primaire. En effet, la proportion des EADE de 7-12 ans est de 6,1 % en milieu urbain contre 19 % en milieu rural alors que la proportion des EADE de 13-15 ans est de 17,9 % en milieu urbain contre 27,5

Tableau 4 : Statut scolaire des enfants de 4-19 ans par groupe d'âges et milieu de résidence (en %)

| Caractéristiques | Statut scolaire | | | Total | Effectifs | EADE | |
|------------------|-----------------|-------------|------------------|-------|-----------|------|-----------|
| | Scolarisé | Déscolarisé | Jamais scolarisé | | | % | Effectifs |
| Urbain | | | | | | | |
| 4-6 ans | 57,5 | 1,1 | 41,4 | 100,0 | 111 037 | 42,5 | 47 148 |
| 7-12 ans | 93,9 | 2,6 | 3,5 | 100,0 | 194 568 | 6,1 | 11 872 |
| 13-15 ans | 82,1 | 13,8 | 4,1 | 100,0 | 88 799 | 17,9 | 15 861 |
| 16-19 ans | 61,0 | 34,7 | 4,4 | 100,0 | 120 146 | 39,0 | 46 895 |
| 4-19 ans | 76,3 | 11,7 | 12,0 | 100,0 | 514 550 | 23,7 | 121 776 |
| Rural | | | | | | | |
| 4-6 ans | 17,0 | ,8 | 82,3 | 100,0 | 1 066 103 | 83,0 | 885 204 |
| 7-12 ans | 81,0 | 5,3 | 13,7 | 100,0 | 2 008 908 | 19,0 | 381 060 |
| 13-15 ans | 72,5 | 21,5 | 6,0 | 100,0 | 783 442 | 27,5 | 215 329 |
| 16-19 ans | 49,0 | 44,5 | 6,5 | 100,0 | 753 684 | 51,0 | 384 063 |
| 4-19 ans | 59,5 | 13,4 | 27,0 | 100,0 | 4 612 137 | 40,5 | 1 865 656 |
| Ensemble | | | | | | | |
| 4-6 ans | 20,8 | ,8 | 78,4 | 100,0 | 1 177 140 | 79,2 | 932 352 |
| 7-12 ans | 82,2 | 5,1 | 12,8 | 100,0 | 2 203 476 | 17,8 | 392 932 |
| 13-15 ans | 73,5 | 20,7 | 5,8 | 100,0 | 872 241 | 26,5 | 231 190 |
| 16-19 ans | 50,7 | 43,1 | 6,2 | 100,0 | 873 830 | 49,3 | 430 958 |
| 4-19 ans | 61,2 | 13,2 | 25,5 | 100,0 | 5 126 687 | 38,8 | 1 987 432 |

Source des données de base : EDS 2017

b) *Comparaison des provinces : un*

⇒ *gradient nord-est/sud-ouest de l'exclusion scolaire*

Les graphiques 10 à 14 présentent une cartographie des ampleurs relatives (proportion des EADE) et absolues (effectif des EADE) au niveau provincial pour les enfants âgés de 4-19 ans, les 4-6 ans, les 7-12 ans, les 13-15 ans et les 16-19 ans. Ces deux types d'ampleur ont des implications différentes en termes de politique. En effet, une province peut présenter une ampleur relative (prévalence) faible mais compte tenu de son poids démographique, elle peut avoir un effectif absolu important d'enfants en dehors de l'école : dans ce cas, l'effort en termes de changement de comportement au niveau de la demande sera relativement plus limité, mais il faudra des ressources plus importantes pour assurer la participation scolaire d'un nombre élevé d'enfants. A l'inverse, une forte prévalence d'EADE peut être associée à un effectif absolu

relativement faible : dans ce cas il faudra des efforts énormes et des actions d'envergure en termes de changement de comportement au niveau de la demande, même si en termes d'enfants et adolescents concernés, les ressources à allouer seront relativement plus faibles. En plus de ces deux situations, on peut avoir deux situations extrêmes : celle des provinces où l'ampleur relative et l'ampleur absolue sont toutes les deux élevées et celle des provinces où l'ampleur relative et l'ampleur absolue sont toutes les deux faibles. L'examen de ces différentes réalités permet de mieux orienter les politiques et stratégies pour résorber le phénomène des EADE.

Quel que soit le groupe d'âge considéré, l'analyse de l'ampleur relative des EADE (proportion d'EADE), fait ressortir une classification des provinces selon un gradient allant du Nord-Est

(plus fortes ampleurs relatives) vers le Sud-Ouest (plus faibles ampleurs relatives). On pourrait ainsi parler d'un « gradient nord-est/sud-ouest de l'exclusion scolaire ». Pour l'ensemble des 4-19 ans, l'analyse de l'ampleur relative fait ressortir 4 groupes de provinces (graphique 10.a). Le groupe 1 est celui des provinces où plus de la moitié des enfants et adolescents d'âge scolaire sont des EADE : Kirundo (52,8 %), Cankuzo (50,4 %) et Muyinga (50,1 %). Les provinces de Ruyigi (49,3 %), Karusi (49,2 %) et Ngozi (45 %) forment le 2^e groupe. Le troisième groupe est constitué des provinces avec des proportions variant entre 30,5 % et 35,3 %. On y trouve le plus grand nombre de provinces (7). Enfin, le groupe 4 est constitué des provinces ayant les plus faibles proportions d'EADE (moins de 30 %), avec le niveau le plus faible observé dans la province de Bujumbura Mairie (22,5 %) suivi de Bururi (22,9 %).

L'analyse des effectifs absolus des EADE de 4-19 ans par province (graphique 10.b) donne un regroupement différent car la classification précédente des provinces selon l'ampleur relative ne se retrouve pas nécessairement quand bien même certaines provinces aux extrêmes restent identiques sur les deux types d'ampleur. En effet, Kirundo (201 781 EADE) et Muyinga (190 086 EADE) sont deux provinces où l'ampleur absolue comme l'ampleur relative sont très élevées. A l'opposé, Muramvya (52 132 EADE), Mwaro (43 971 EADE) et Bururi (41 945 EADE) sont des

provinces où l'ampleur absolue et l'ampleur relative sont faibles.

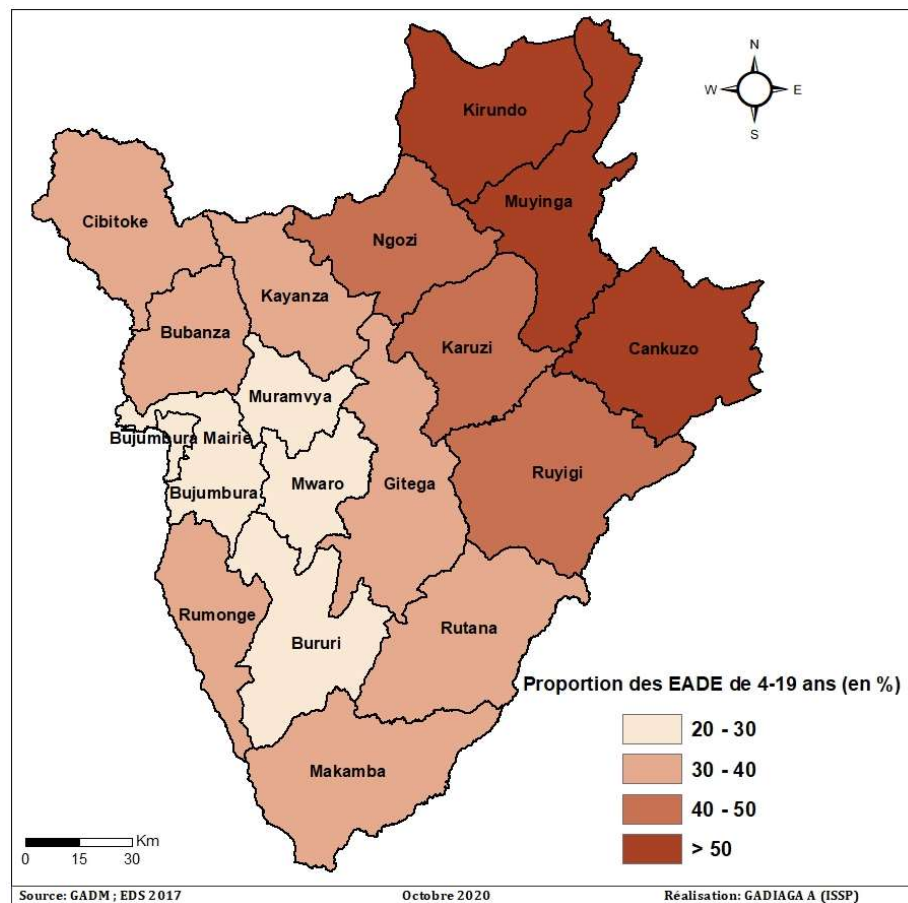
Si globalement les provinces qui ont les proportions d'EADE les plus élevées¹⁸ ont aussi les effectifs les plus élevés, il apparaît que trois provinces s'en démarquent. En effet, Gitega qui occupe la 12^e position avec une faible proportion d'EADE (35,2 %), se retrouve cependant être en 4^e position avec un effectif d'EADE important (135 899). Il en est de même de Kayanza qui occupe la 11^e position en termes de proportion d'EADE (35,3 %) mais se place en 6^e rang en termes d'effectif d'EADE (tableau A6, annexes). A l'opposé, Cankuzo qui occupe le 2^e rang de proportion élevée d'EADE (50,4 %), occupe la 14^e position en termes d'effectif (78 255). C'est bien l'illustration de l'importance de la distinction à faire entre l'ampleur relative et l'ampleur absolue.

Les graphiques 11.a et 11.b présentent respectivement la proportion et les effectifs des EADE d'âge préscolaire (4-6 ans) par province. La province de Ngozi qui apparaît avec la proportion d'EADE la plus élevée (90,5 %), se présente aussi avec l'effectif d'EADE le plus élevé (83 889), alors que Bururi qui présente une des plus faibles proportions d'EADE de 4-6 ans (59,9 %) après Bujumbura Mairie (41,0 %), présente l'effectif le plus faible d'EADE de 4-6 ans (21 807). Entre ces deux extrêmes, les situations restent variées sans pour autant que la représentation spatiale des provinces soit considérablement modifiée.

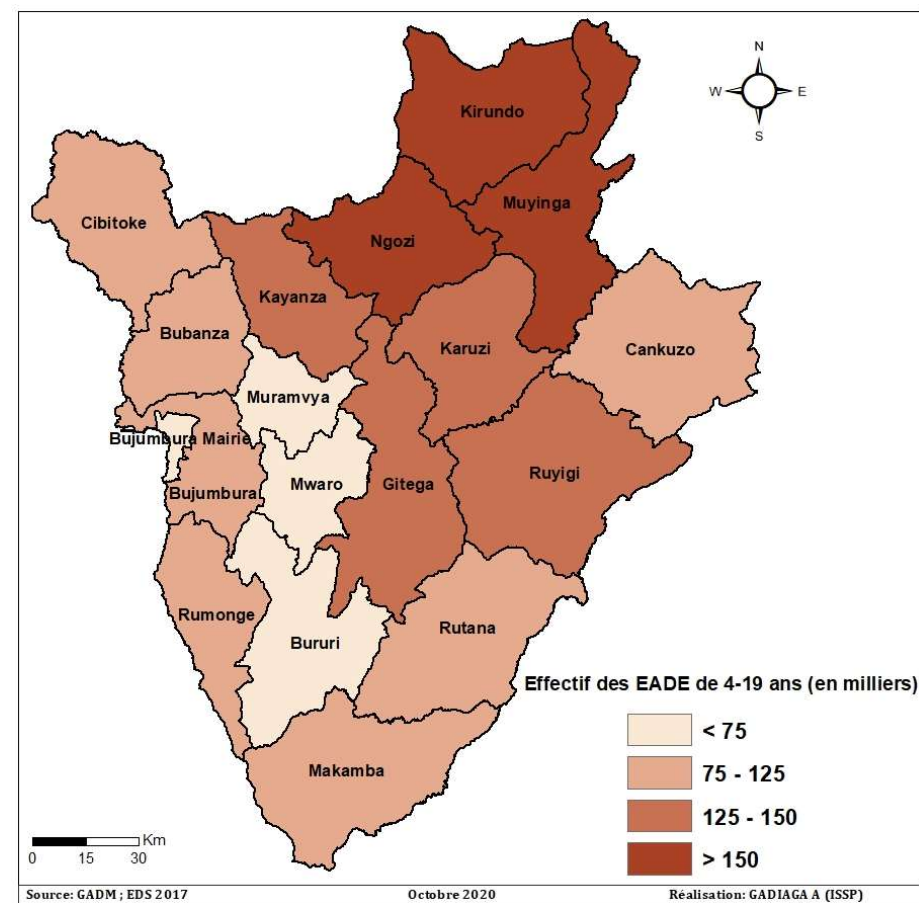
¹⁸ En considérant les deux classes « très élevé » et « élevé ».

Graphique 10 : Carte des EADE de 4-19 ans par province

Graphique 10.a : Proportions (en %) des EADE de 4-19 ans

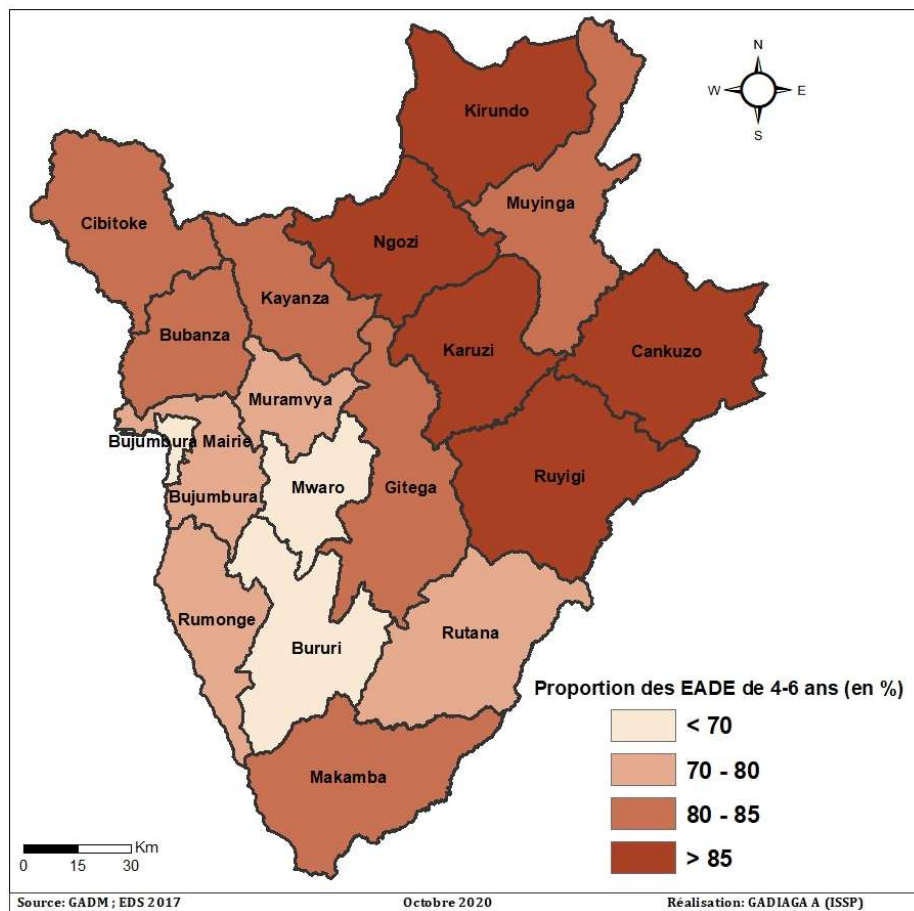


Graphique 10.b : Effectifs des EADE de 4-19 ans

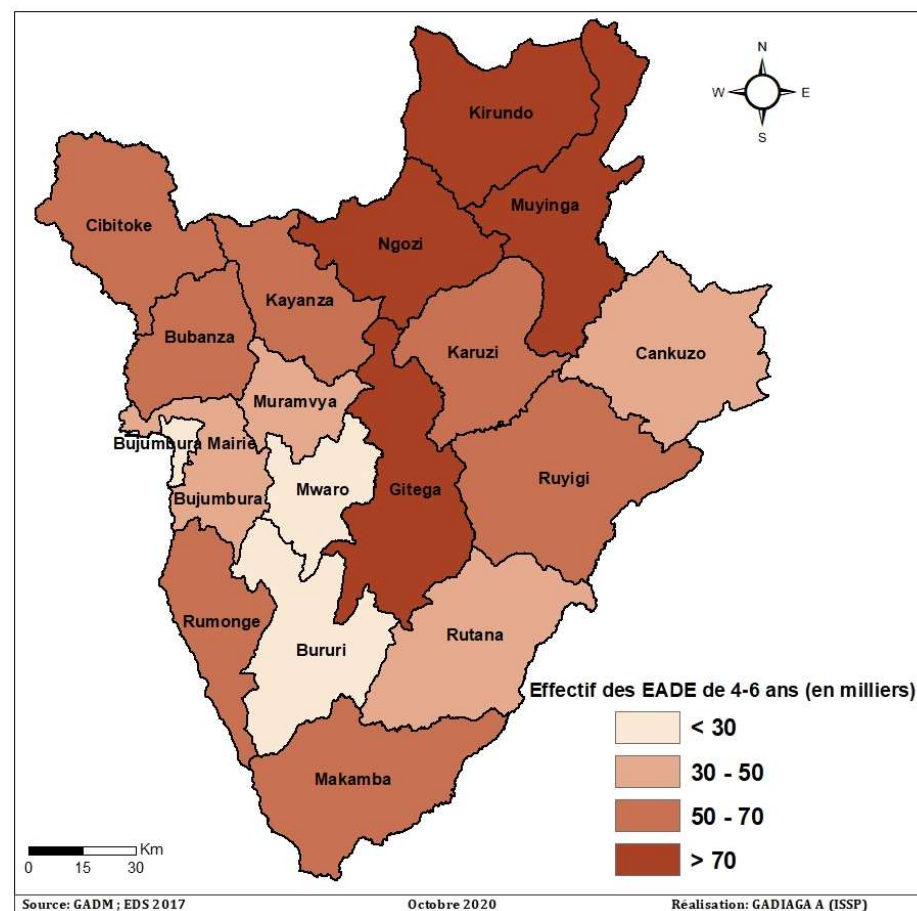


Graphique 11 : Carte des EADE de 4-6 ans par province

Graphique 11.a : Proportions (en %) des EADE de 4-6 ans



Graphique 11.b : Effectifs des EADE de 4-6 ans

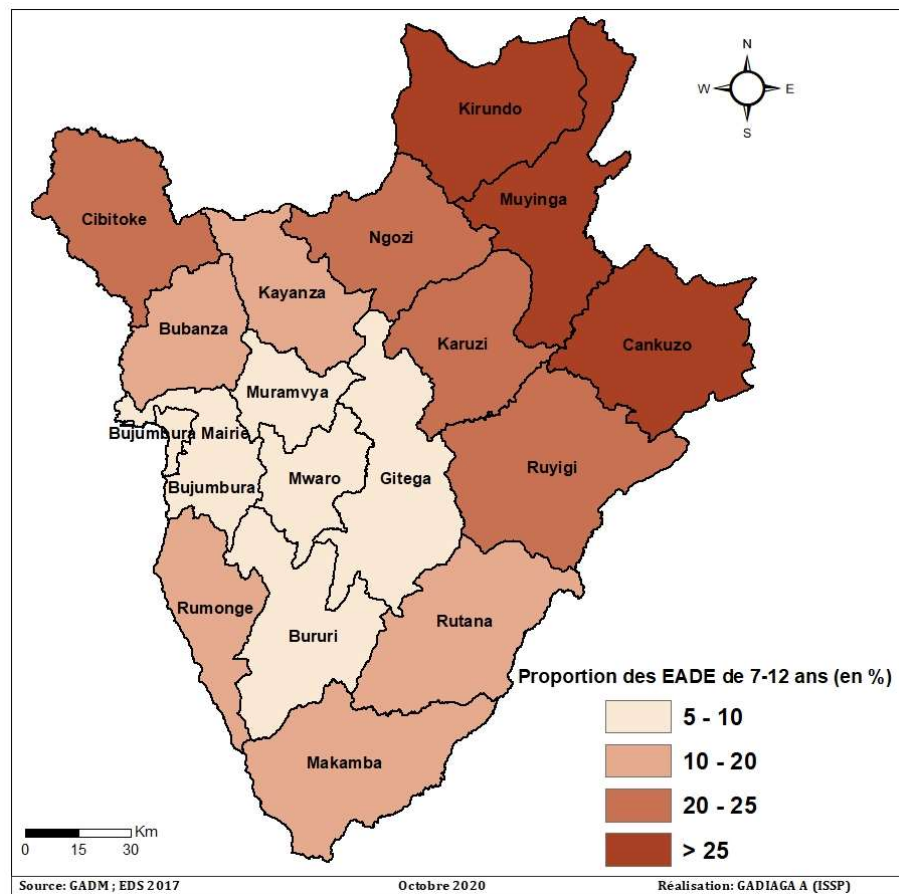


Le graphique 12.a présente les inégalités provinciales suivant la proportion des enfants de 7-12 ans en dehors de l'école. On retient que la province où on rencontre proportionnellement le moins d'enfants d'âge du primaire en dehors de l'école est Bujumbura Mairie (avec 4,0 %) qui constitue avec cinq autres (Bururi, Gitega, Muramvya, Mwaro et Bujumbura), le groupe de provinces avec les proportions les plus faibles (moins de 10 %). Ensuite, trois autres groupes se distinguent avec les mêmes tranches de proportions qu'on observe pour les 4-19 ans. Le groupe 2 avec cinq provinces (Bubanza, Kayanza, Makamba, Rumonge et Rutana) a des proportions d'EADE variant entre 11,5 % et 20,0 %. Le groupe 3 avec quatre provinces (Cibitoke, Ngozi, Karuzi et Ruyigi) a des proportions d'EADE variant entre 20 % et 25 %. Enfin le groupe 4 avec trois provinces (Cankuzo, Muyinga et Kirundo) où les proportions d'EADE de 7-12 ans sont les plus élevées, au-delà de 25 %.

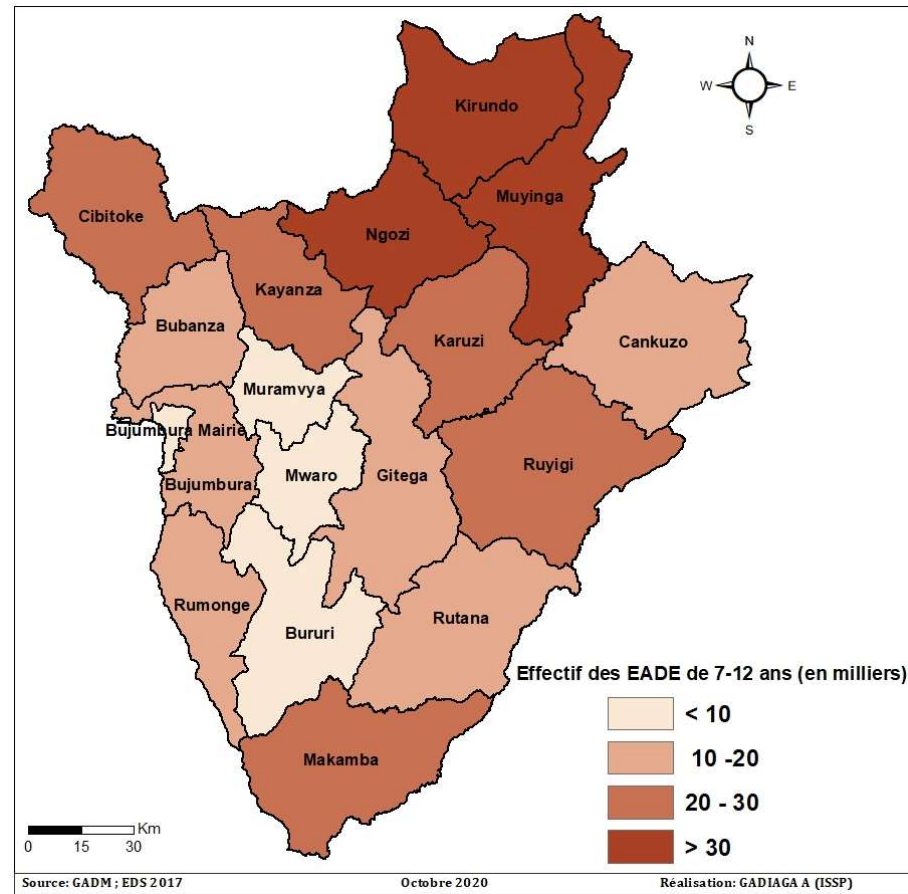
Pour les inégalités provinciales en termes d'effectifs absolus d'EADE de 7-12 ans (graphique 12.b), c'est la province de Bujumbura Mairie qui vient en tête avec un effectif de 6 015 enfants et adolescents en dehors de l'école. Elle constitue avec Bururi, Mwaro et Muramvya, le groupe des provinces avec les effectifs les plus faibles avec moins de 10 000 EADE. Le groupe 2 est constitué de sept provinces avec des effectifs d'EADE variant entre 11 009 (Bujumbura) et 19 763 (Rutana). Le 3^e groupe est composé de cinq provinces avec des proportions variant entre 21 987 (Makamba) et 28 391 (Karuzi). Enfin, le 4^e groupe avec les effectifs les plus élevés est constitué de trois provinces : Kirundo (59 322), Muyinga (48 705) et Ngozi (38 316).

Graphique 12 : Carte des EADE de 7-12 ans par province

Graphique 12.a : Proportions (en %) des EADE de 7-12 ans



Graphique 12.b : Effectifs des EADE de 7-12 ans

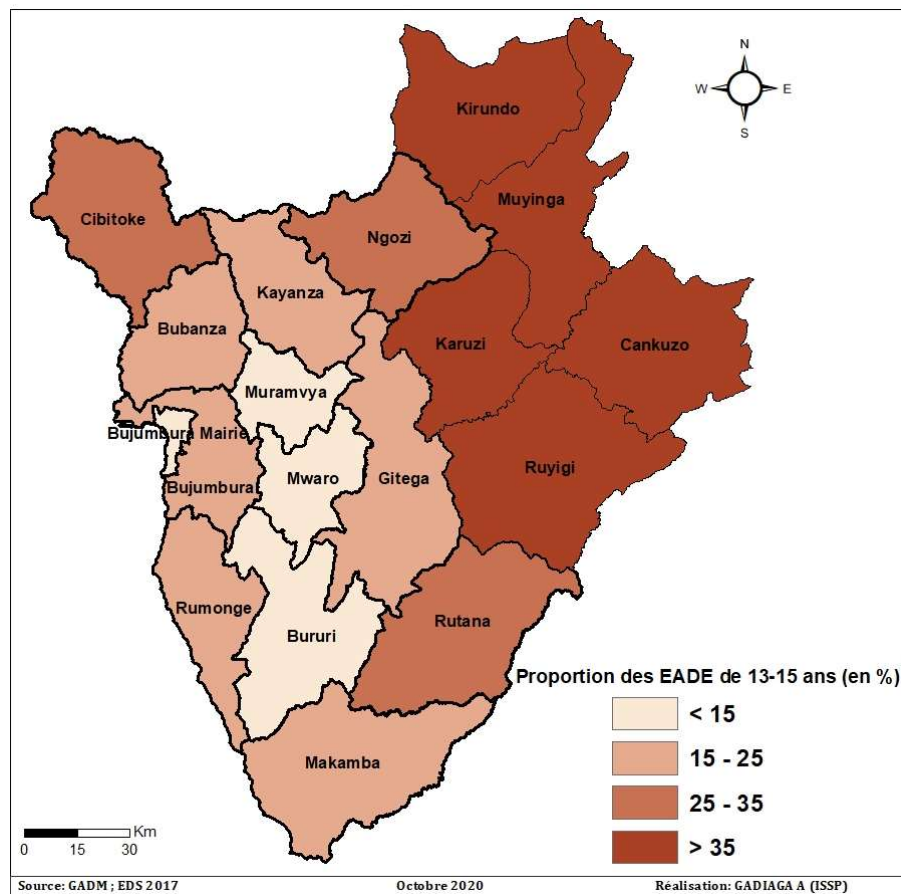


Le graphique 13.a est une illustration des inégalités provinciales de la dimension 3. Il présente la répartition spatiale de la proportion des adolescents de 13-15 ans en dehors de l'école. La province où on rencontre proportionnellement le moins d'adolescents de la dimension 3 en dehors de l'école est Bururi (13,4 %). Elle constitue avec Bujumbura Mairie, Mwaro et Muramvya le groupe de provinces avec les proportions d'EADE les plus faibles (moins de 15 %). Le groupe 2 regroupe six provinces (Bujumbura, Kayanza, Makamba, Bubanza, Gitega et Rumonge) présentent des proportions d'EADE variant entre 15,2 % et 22,9 %. Dans le groupe 3 ce sont quatre provinces (Gitega, Bubanza, Makamba et Kayanza), avec des proportions variant de 18,8 % à 22,9 %. Le 4^e groupe est constitué de huit provinces avec des proportions d'EADE les plus élevées, allant de 28,7 % (Cibitoke) à 46,9 % (Cankuzo).

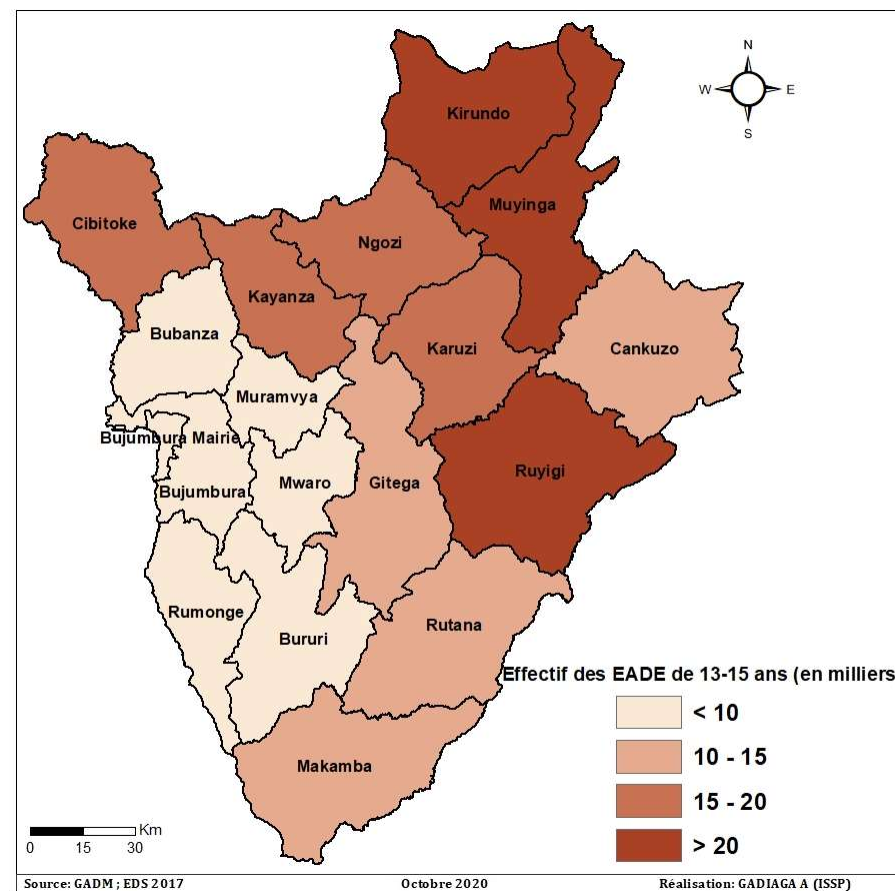
En ce qui concerne les effectifs d'EADE de 13-19 ans, les inégalités provinciales font apparaître aussi quatre groupes, avec des provinces qui se retrouvent dans les mêmes groupes issus des proportions d'EADE (graphique 13.b). Le groupe 1 avec les effectifs les plus faibles (moins de 10 000) est constitué de Mwaro (3 893), de Muramvya (4 121), de Bururi (4 393), de Bujumbura Mairie (7 070), de Bujumbura (7 868), de Rumonge (8 226) et de Bubanza (8 873). Le groupe 2 regroupe les provinces avec les effectifs compris entre 10 000 et 15 000 et compte cinq provinces (Bujumbura, Cankuzo, Gitega, Makamba et Rutana). Le groupe 3 contient les provinces avec des effectifs compris entre 15 000 et 20 000 et on y retrouve Cibitoke, Karusi, Kayanza, et Ngozi. Le groupe 4 enfin est constitué des provinces avec les effectifs d'EADE au-delà de 20 000 (Kirundo, Muyinga, et Ruyigi).

Graphique 13 : Carte des EADE de 13-15 ans par province

Graphique 13.a : Proportions (en %) des EADE de 13-15 ans



Graphique 13.b : Effectifs des EADE de 13-15 ans

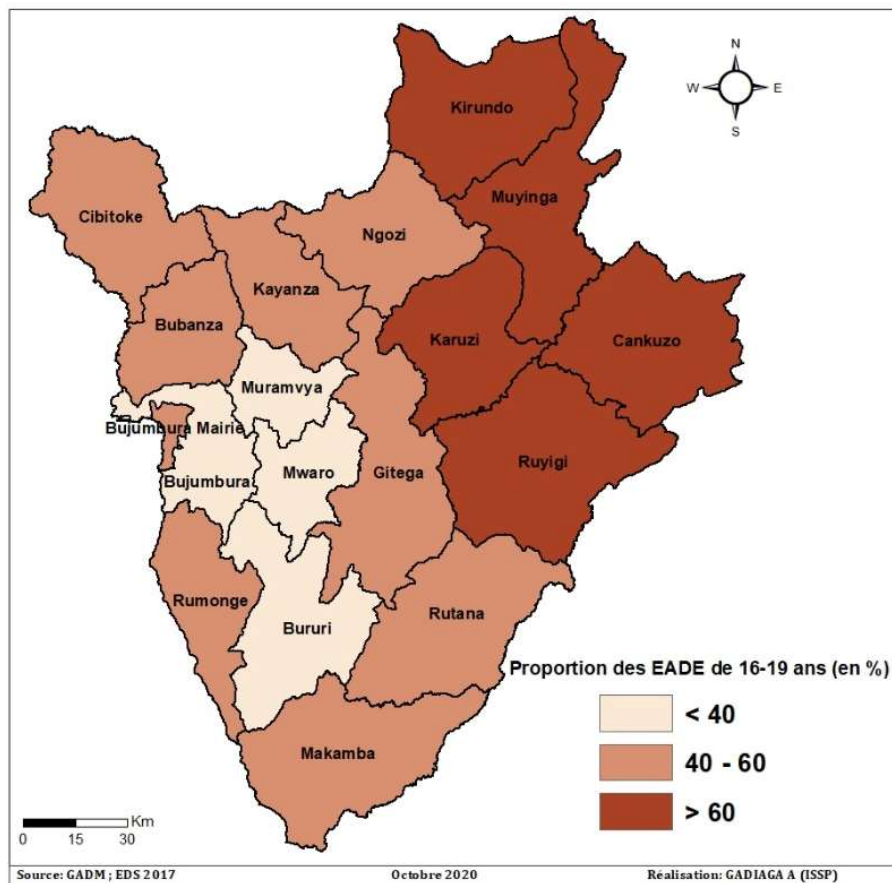


Les graphiques 14.a et 14.b présentent l'ampleur relative et l'ampleur absolue des EADE d'âge du post-fondamental (16-19 ans) par province. Bururi se distingue une fois encore positivement en termes de classement pour les deux types d'ampleur : la plus faible proportion d'EADE de 16-19 ans (25,1 %) et l'effectif le plus faible (9°730).

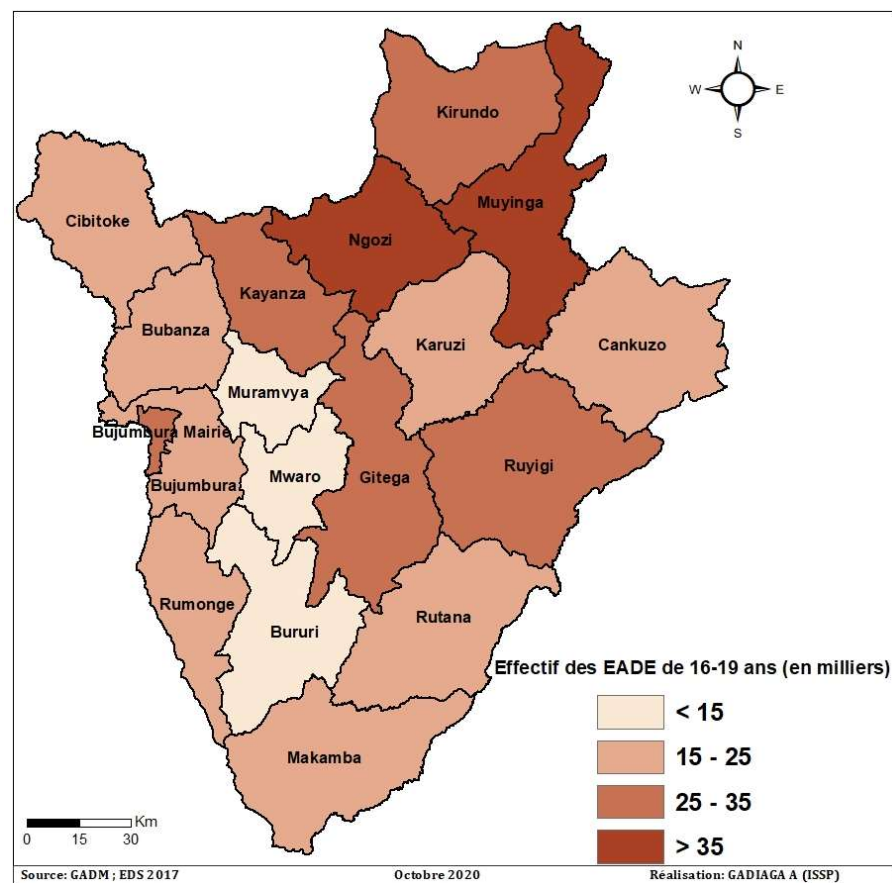
Si le groupe formé par les provinces avec les proportions d'EADE les plus élevées est aussi essentiellement concentré au Nord (Kirundo, Muyinga, Karuzi, Cankuzo, et Ruyigi), en ce qui concerne les effectifs, la situation est plus disparate. On retrouve en effet dans le groupe des provinces avec des effectifs très élevés d'EADE de 16-19 ans, Bujumbura Mairie, Bujumbura, Ngozi et Muyinga. Par contre, les provinces avec les plus faibles effectifs sont aussi, en général, celles qui ont les plus faibles proportions d'EADE de 16-19 ans.

Graphique 14 : Carte des EADE de 16-19 ans par province

Graphique 14.a : Proportions (en %) des EADE de 16-19 ans



Graphique 14.b : Effectifs des EADE de 16-19 ans

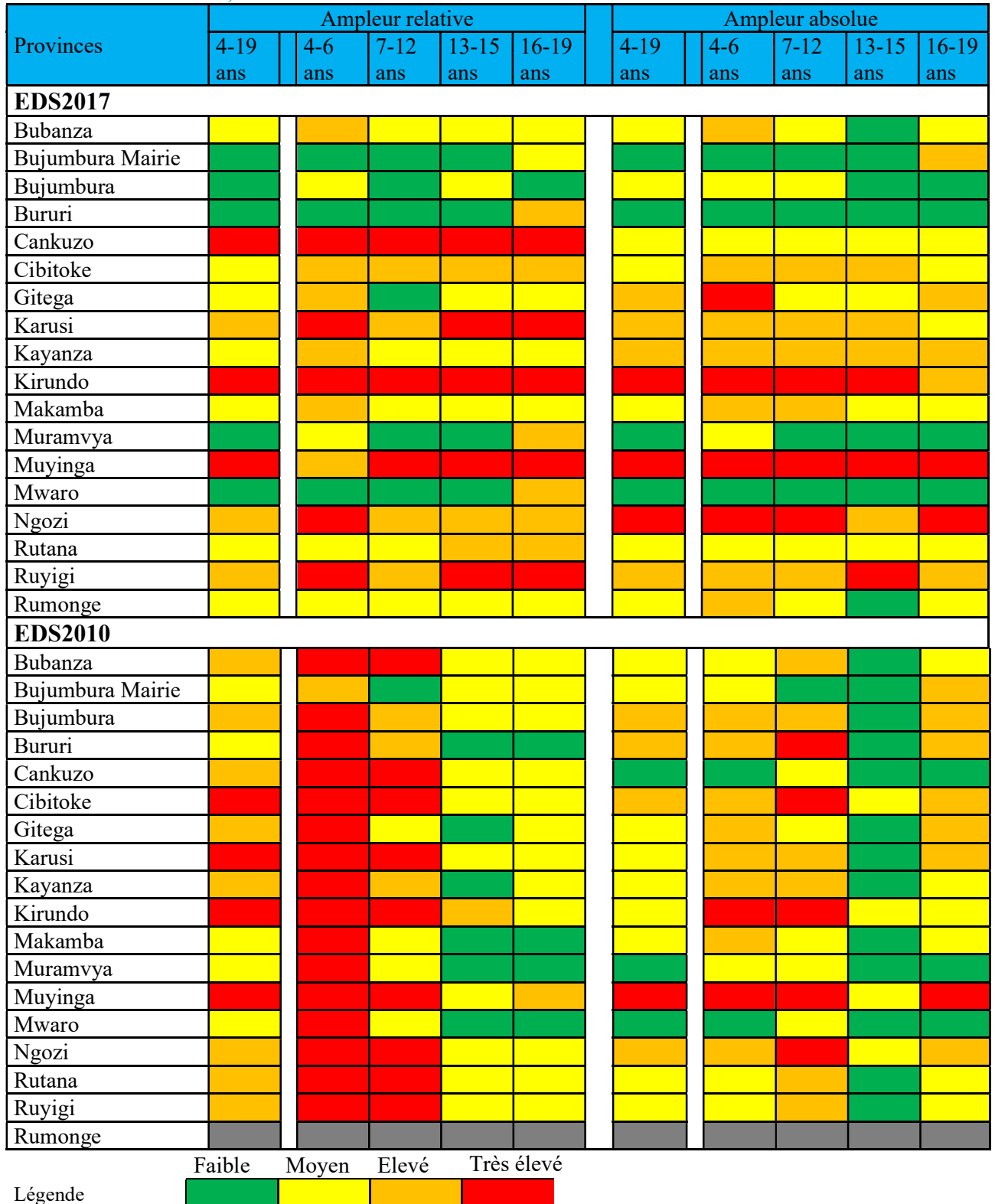


d) Une vue synthétique du classement des provinces sur les deux échelles d'ampleur

aux deux types d'ampleur (relative et absolue) pour les années 2010 et 2017. Cette visualisation permet d'identifier des groupes spécifiques de provinces sur l'ensemble des groupes d'âge et de mettre ainsi en évidence des zones de priorité.

Le graphique 15 présente une visualisation simultanée de la situation des provinces par rapport

Graphique 15 : Une vue synthétique du classement des provinces sur les deux types d'ampleur (relative et absolue)



Nous commençons d'abord par les résultats de l'année 2017. Cinq provinces présentent une situation assez problématique en termes de phénomène des EADE, dans la mesure où quel que soit le groupe d'âge, l'ampleur relative et l'ampleur absolue sont, soit très élevées soit élevées : Karuzi¹⁹, Kirundo, Muyinga, Ngozi et Ruyigi. La situation de Cankuzo est aussi spécifique, dans la mesure où bien que l'ampleur absolue soit moyenne, l'ampleur relative (proportion des EADE) est très élevée quel que soit le groupe d'âge. Toutes ces six provinces sont situées dans la partie est et nord-est du pays. Quant aux provinces de Bujumbura Mairie, de Bururi et de Mwaro, l'ampleur relative et l'ampleur absolue sont partout faibles, à l'exception quelquefois du post-fondamental.

L'examen des ampleurs relative et absolue d'EADE selon la province en 2010 révèle que la situation des provinces présentées précédemment s'est en réalité détériorée. En effet, en termes d'ampleur relative, pour l'ensemble des 4-19 ans, la province de Ruyigi est restée stable en termes de niveau, soit élevé. Mais alors qu'en 2010, l'ampleur relative était de niveau très élevé (deux groupes d'âge) ou moyen (un groupe d'âge), en 2017 le niveau de l'ampleur relative des EADE est de niveau très élevé dans trois groupes d'âge et élevé dans un groupe d'âge. Il en est de même de Muyinga, de Kirundo, de Karuzi et de Cankuzo où on observe une détérioration de l'ampleur relative entre 2010 et 2017. A l'opposé, les provinces de Bururi et de Bujumbura Mairie ont vu leur situation s'améliorer davantage.

¹⁹ L'ampleur absolue dans cette province au niveau des 16-19 ans est « moyenne ». A part cette situation, pour l'ensemble des groupes d'âge, l'ampleur est « très élevée » ou « élevée ».

²⁰ Le profil des EADE répond à la question de savoir « qui sont-ils? », autrement dit qu'est-ce qui les caractérise? Quelles sont les caractéristiques dominantes, dans quels types de ménages se retrouvent-

4.3 Profil des enfants et adolescents en dehors de l'école

4.3.1 Les enfants d'âge du préscolaire et du 1er au 3ème cycle du fondamental qui ne sont pas à l'école : Dimensions 1 et 2

Selon le cadre méthodologique et conceptuel sur les cinq dimensions de l'exclusion et les âges scolaires au Burundi tels que définis dans la présente étude, les enfants et adolescents en dehors de l'école d'âge du cycle préscolaire sont ceux du groupe d'âge 4-6 ans (dimension 1) et ceux du cycle primaire sont du groupe d'âge 7-12 ans (dimension 2). Le profil²⁰ des EADE de ces deux dimensions est décrit dans cette section suivant les caractéristiques des enfants et celles des ménages dans lesquels ils résident en distinguant les enfants « déscolarisés » et ceux qui n'ont « jamais été scolarisés ». On dénombre 932 350 EADE (dont 9 486 déscolarisés et 922 864 jamais scolarisés) au cycle préscolaire et 392 933 EADE (dont 111 758 déscolarisés et 281 175 jamais scolarisés) au cycle primaire au Burundi en 2017.

a) Sexe de l'enfant et répartition spatiale des EADE de 4-6 ans et de 7-12 ans

La répartition des EADE selon le milieu de résidence montre que quelle que soit la dimension (1 ou 2), ceux-ci résident principalement en milieu rural. En effet, plus de neuf EADE sur dix du cycle préscolaire (94,9 %) et du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (97 %), résident en milieu rural. L'analyse selon la province de résidence révèle que quatre provinces regroupent chacune plus de huit EADE sur cent de la dimension 1 (4-6 ans). Il s'agit des provinces du Ngozi (9 %), Kirundo (8,9 %), Muyinga (8,4 %), et Gitega (8 %). Ces quatre provinces regroupent 34,3 % des EADE du pays. Ce sont aussi ces provinces qui rassemblent

ils ? Dans l'étude des profils, la population de référence est celle des EADE. La question du profil est différente de celle des barrières et goulots d'étranglement qui cherche à savoir quels sont les facteurs qui contribuent au phénomène de l'exclusion scolaire : dans ce cas, la population de référence est l'ensemble des enfants et adolescents (dans laquelle on distinguera ceux et celles qui sont en dehors de l'école et ceux et celles qui sont à l'école).

une grande proportion (34,3 %) des enfants qui n'ont jamais fréquenté l'école, c'est-à-dire les « jamais scolarisés » au cycle préscolaire. Pour la dimension 2 (7-12 ans), ce sont encore les mêmes provinces qui regroupent les plus grandes parts des EADE, soit 15,1 % pour Kirundo, 12,4 % des pour Muyinga et Ngozi 9,8 % des EADE. Ces trois provinces regroupent ensemble près de quatre EADE sur dix et 38 % des jamais scolarisés. Les provinces qui regroupent les faibles proportions des EADE (moins de deux EADE sur cent pour chacune) sont : Bujumbura Mairie (1,1 %), Mwaro (1,2 %), Muramvya (1,4 %) et Bururi (1,5 %), elles rassemblent quatre EADE de la dimension 2 sur cent (tableau 5).

La répartition des EADE selon le sexe montre que quelle que soit la dimension (1 ou 2) les filles sont un peu plus nombreuses que les garçons parmi les EADE. Elles représentent 50,1 % des EADE de la dimension 1 et 51,1 % de ceux de la dimension 2. C'est aussi le cas quand on considère les jamais scolarisés (50,8 %) et les déscolarisés (51,8 %) du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental et aussi les jamais scolarisés du préscolaire (50,2 %). En revanche, les filles sont moins nombreuses (41,4 %) que les garçons parmi les déscolarisés du préscolaire (tableau 5).

Tableau 5 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (4-6 ans et 7-12 ans) selon le sexe, le milieu de résidence et la province

| Caractéristiques | Dimension 1 (4-6 ans) | | | Dimension 2 (7-12 ans) | | |
|------------------|-----------------------|------------------|----------------|------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Sexe | | | | | | |
| Garçons | 58,6 | 49,8 | 49,9 | 48,2 | 49,2 | 48,9 |
| Filles | 41,4 | 50,2 | 50,1 | 51,8 | 50,8 | 51,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Milieu | | | | | | |
| Urbain | 12,6 | 5,0 | 5,1 | 4,5 | 2,5 | 3,0 |
| Rural | 87,4 | 95,0 | 94,9 | 95,5 | 97,5 | 97,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Provinces | | | | | | |
| Bubanza | 1,6 | 5,8 | 5,7 | 3,8 | 5,4 | 5,0 |
| Bujumbura Mairie | 9,8 | 2,7 | 2,8 | 2,2 | 0,6 | 1,1 |
| Bujumbura | 9,4 | 5,3 | 5,3 | 2,8 | 2,8 | 2,8 |
| Bururi | 6,7 | 2,3 | 2,3 | 1,9 | 1,4 | 1,5 |
| Cankuzo | 2,8 | 3,4 | 3,4 | 4,6 | 4,3 | 4,4 |
| Cibitoke | 1,7 | 6,4 | 6,4 | 6,8 | 7,2 | 7,1 |
| Gitega | 4,8 | 8,1 | 8,0 | 2,6 | 4,4 | 3,9 |
| Karusi | 2,9 | 6,4 | 6,4 | 6,8 | 7,4 | 7,2 |
| Kayanza | 9,0 | 6,1 | 6,1 | 5,2 | 6,0 | 5,7 |
| Kirundo | 12,9 | 8,8 | 8,9 | 12,1 | 16,3 | 15,1 |
| Makamba | 7,1 | 6,2 | 6,2 | 7,9 | 4,7 | 5,6 |
| Muramvya | 3,2 | 3,3 | 3,3 | 1,3 | 1,4 | 1,4 |
| Muyinga | 8,5 | 8,4 | 8,4 | 14,0 | 11,7 | 12,4 |
| Mwaro | 5,9 | 2,7 | 2,7 | 2,2 | ,8 | 1,2 |
| Ngozi | 9,3 | 9,0 | 9,0 | 9,2 | 10,0 | 9,8 |
| Rutana | 3,8 | 4,0 | 4,0 | 5,8 | 4,7 | 5,0 |
| Ruyigi | - | 5,8 | 5,7 | 6,8 | 6,6 | 6,6 |
| Rumonge | 0,6 | 5,5 | 5,4 | 3,9 | 4,4 | 4,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 9 486 | 922 864 | 932 350 | 111 758 | 281 175 | 392 933 |

Source des données de base : EDS 2017

b) Statut familial : lien de parenté avec le chef de ménage et survie des parents des EADE de 4-6 ans et de 7-12 ans

Le tableau 6 présente la répartition des EADE des dimensions 1 et 2 selon le statut familial, saisi de deux manières : le lien de parenté avec le chef de ménage et le statut d'orphelin (déterminé par la survie des parents).

La distribution des 4-6 ans et des 7-12 ans révèle²¹ que la grande majorité des enfants dans les ménages sont les enfants du chef de ménage, respectivement 88,6 % et 85,7 %. Cette structure se reflète dans le profil des EADE. En effet, il ressort du tableau 6 que les EADE sont dans une très large majorité des enfants du chef de ménage. En effet, 88,7 % des EADE d'âge du préscolaire (dimension 1) et 79,7 % de ceux du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (dimension 2) sont des enfants qui

²¹ Les tableaux dont sont issus ces résultats ne sont pas présentés dans le texte.

vivent dans un ménage dirigé par l'un de leur parents (père ou mère). Quel que soit le statut scolaire (déscolarisé ou jamais scolarisé), les EADE sont en majorité les enfants du chef de ménage. Pour les enfants d'âge du primaire, huit enfants sur dix parmi les déscolarisés et les « jamais scolarisés » sont ceux du chef de ménage. Un peu plus d'un EADE sur dix (respectivement 11 % et 16,2 % des EADE du préscolaire et du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental) sont des enfants apparentés au chef de ménage. Les EADE sans lien de parenté avec le chef de ménage sont un phénomène quasi-résiduel au Burundi, ils ne représentent respectivement que 0,3 % et 4,1 % des EADE d'âge du préscolaire et d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (tableau 6).

Il ressort de la distribution des 4-6 ans et celle des 7-12 ans selon le statut d'orphelin, que la large majorité des enfants sont non orphelins (94,5 % et 89,4 % respectivement)²². Étant donné que dans la

plupart des populations humaines, les hommes vivent en moyenne moins longtemps que les femmes et qu'en plus, il y a un écart d'âge énorme entre les conjoints (les hommes en général plus âgés), on a par conséquent proportionnellement plus d'orphelins de père que de mère et encore moins d'orphelins des deux parents : les chiffres sont respectivement de 4,2 %, 1,1 % et 0,2 % pour les 4-6 ans et 7,6 %, 2,3 % et 0,6 % pour les 7-12 ans. La même structure s'observe chez les EADE : quelle que soit la dimension, on observe une nette prédominance des non orphelins parmi les EADE : environ neuf EADE sur dix. Selon la dimension, les orphelins regroupent respectivement 5,7 % et 15,2 % des EADE d'âge du préscolaire et du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental. Cette distribution des EADE selon le statut d'orphelin reste quasiment la même que ce soit chez les EADE déscolarisés ou chez ceux n'ayant jamais été scolarisés (tableau 6).

Tableau 6 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (4-6 ans et 7-12 ans) selon le statut familial et la survie des parents

| Caractéristiques | Dimension 1 (4-6 ans) | | | Dimension 2 (7-12 ans) | | |
|-----------------------------|-----------------------|------------------|----------------|------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Statut familial | | | | | | |
| Enfant du CM | 89,3 | 88,7 | 88,7 | 77,8 | 80,5 | 79,7 |
| Enfant apparenté | 10,7 | 11,0 | 11,0 | 16,5 | 16,1 | 16,2 |
| Enfant sans lien | - | 0,3 | 0,3 | 5,7 | 3,4 | 4,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Statut d'orphelin | | | | | | |
| Non orphelin | 86,1 | 94,4 | 94,3 | 84,8 | 84,8 | 84,8 |
| Orphelin de père | 11,8 | 4,3 | 4,3 | 10,2 | 10,2 | 10,2 |
| Orphelin de mère | 2,2 | 1,2 | 1,2 | 4,2 | 3,4 | 3,6 |
| Orphelin de père et de mère | - | 0,2 | 0,2 | 0,9 | 1,5 | 1,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 9 486 | 922 864 | 932 350 | 111 758 | 281 175 | 392 933 |

Source des données de base : EDS 2017

c) Caractéristiques du chef de ménage et niveau de vie du ménage

La distribution des enfants de 4-6 ans et ceux de 7-12 ans suivant les caractéristiques du chef de ménage²³ révèlent que 78,3 % et 76,3 % d'entre eux sont dans ménages dirigés par un homme. En ce qui concerne le niveau d'instruction du chef de ménage, pour les enfants de 4-6 ans, 45,8 % sont

des ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, 45,6 % dans des ménages dont le chef a le niveau primaire et seulement 8,6 % dans un ménage où le chef a le niveau secondaire ou plus. Pour les 7-12 ans, les chiffres sont du même ordre, soit respectivement 49,6 %, 42,5 % et 7,9 %.

²² Les tableaux dont sont issus ces résultats ne sont pas présentés dans le texte.

²³ Les tableaux dont sont issus ces résultats ne sont pas présentés dans le texte.

Cette distribution des enfants selon les caractéristiques du chef de ménage se reflète dans celle des EADE. La distribution des EADE selon le sexe du chef de ménage, révèle que la majorité des EADE des dimensions 1 et 2 réside dans des ménages dirigés par un homme. En effet, plus de 7 EADE sur dix vivent dans des ménages ayant un homme à leur tête : respectivement 79,2 % et 73,9 % des EADE d'âge du préscolaire et ceux d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental. Quel que soit le statut (déscolarisé ou jamais scolarisé), la majorité des EADE vivent dans des ménages dirigés par un homme.

Il en est de même pour le niveau d'instruction du chef de ménage, où il ressort que les EADE d'âge du préscolaire et ceux d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental sont en grande majorité dans des ménages où le chef est soit sans instruction, soit de niveau du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental : respectivement 50,3 % et 45,5 % pour le préscolaire et 66,1 % et 31,2 % pour les trois premiers cycles du fondamental. Inversement, les EADE sont peu nombreux dans les ménages où le chef a au moins le niveau secondaire : 4,3 % pour les EADE d'âge du préscolaire et 2,7 % pour ceux des âges du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (tableau 7).

Le niveau de vie du ménage est mesuré dans l'EDS 2017 à partir d'un proxy (caractéristiques de

l'habitat et biens durables du ménage). L'indicateur est construit au niveau ménage et l'approche relative par les quintiles devrait donner théoriquement 20 % de ménages pour chaque classe de quintile. Mais la distribution des enfants selon le niveau de vie de leur ménage²⁴ révèle qu'il y a un peu plus d'enfants dans les ménages pauvres que dans les ménages nantis : en effet, pour les 4-6 ans, 22,6 % des enfants sont dans le quintile 1 (« Très pauvres ») et 21,0 % dans le quintile 2 (« Pauvres »), alors 19,1 % d'entre eux sont dans le quintile 4 (« riches ») et 17,2 % dans le quintile 5 (« Très riches »). L'équilibre des fréquences est plus observé pour les 7-12 ans : les chiffres sont respectivement de 20,4 %, 19,9 %, 21,2 % et 18,3 %. La distribution des EADE des dimensions 1 et 2 selon le niveau de vie du ménage révèle cependant qu'il y a plus d'EADE dans les ménages pauvres comparativement à la distribution d'ensemble des enfants d'âge scolaire (tableau 7). En effet, près de la moitié (49,9 %) des EADE de 4-6 ans sont dans les ménages pauvres (quintiles 1 et 2) (contre 43,6 % lorsqu'on considère l'ensemble des 4-6 ans). Lorsqu'on considère la tranche d'âge des 7-12 ans, 65,1 % des EADE sont concentrés dans les quintiles pauvres (1 et 2) (contre 40,3 % lorsqu'on considère l'ensemble des 7-12 ans).

²⁴ Les tableaux dont sont issus ces résultats ne sont pas présentés dans le texte.

Tableau 7 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (7-12 ans et 13-16 ans) selon certaines caractéristiques du chef de ménage, le niveau de vie du ménage

| Caractéristiques | Dimension 1 (4-6 ans) | | | Dimension 2 (7-12 ans) | | |
|-----------------------------------|-----------------------|------------------|----------------|------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Sexe du chef de ménage | | | | | | |
| Hommes | 64,7 | 79,3 | 79,2 | 71,0 | 75,1 | 73,9 |
| Femmes | 35,3 | 20,7 | 20,8 | 29,0 | 24,9 | 26,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | |
| Aucun | 30,1 | 50,5 | 50,3 | 63,0 | 67,3 | 66,1 |
| Primaire | 60,3 | 45,3 | 45,5 | 32,7 | 30,7 | 31,2 |
| Secondaire et plus | 9,6 | 4,2 | 4,3 | 4,3 | 2,1 | 2,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau de vie du ménage | | | | | | |
| Très pauvres | 20,9 | 26,6 | 26,6 | 36,6 | 43,4 | 41,5 |
| Pauvres | 14,3 | 23,4 | 23,3 | 23,9 | 23,4 | 23,6 |
| Intermédiaires | 23,7 | 21,4 | 21,5 | 16,2 | 16,0 | 16,1 |
| Nantis | 21,2 | 18,7 | 18,7 | 12,6 | 12,6 | 12,6 |
| Très nantis | 19,9 | 9,8 | 9,9 | 10,7 | 4,5 | 6,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 9 486 | 922 864 | 932 350 | 111 758 | 281 175 | 392 933 |

Source des données de base : EDS 2017

4.3.2 Les enfants et adolescents ayant l'âge du 4e cycle du fondamental du post-fondamental : Dimensions 3 et 6

Conformément au cadre méthodologique et conceptuel sur les cinq dimensions de l'exclusion et aux âges scolaires tels que définis dans la présente étude, les enfants et adolescents en dehors de l'école d'âge du 4^e cycle du fondamental (premier cycle du secondaire) sont ceux du groupe d'âges 13-15 ans (dimension 3) et ceux d'âge du post-fondamental (second cycle du secondaire) sont du groupe d'âges 16-19 ans (dimension 6). Dans cette section, le profil des EADE de ces 2 dimensions et selon le statut scolaire (déscolarisé ou jamais scolarisé), est décrit suivant les caractéristiques des enfants et celles des ménages dans lesquels ils résident.

a) Sexe de l'enfant et répartition spatiale des EADE de 13-15 ans et de 16-19 ans : les

EADE résident dans une très large majorité en milieu rural

Les mêmes tendances observées au niveau des dimensions 1 et 2 en ce qui concerne le profil des EADE, se maintiennent également pour les dimensions 3 et 6. La répartition des EADE selon le milieu de résidence montre que quelle que soit la dimension, ceux-ci résident essentiellement en milieu rural. En effet, plus de neuf EADE de la dimension 3 (13-15 ans) sur dix (93,1 %) et près de neuf EADE de la dimension 6 (16-19 ans) sur dix (89,1 %) résident en milieu rural. C'est aussi la même tendance quand on considère les enfants déscolarisés et ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école (tableau 8).

L'analyse selon la province de résidence révèle que sur les dix-huit provinces du Burundi, deux provinces regroupent chacune plus de dix EADE sur cent de la dimension 3 (13-15 ans) : il s'agit des provinces de Muyinga (11 %) et de Kirundo (10,8 %). Ces deux provinces regroupent plus d'un cinquième des EADE (21,8 %) de la dimension 3 (tableau 8). Les provinces de Ruyigi (8,8 %),

Ngozi (7,8 %), Kayanza (7,4 %), Karusi (7,1 %) et Cibitoke (7 %) rassemble entre sept et neuf EADE sur cent chacune. Les provinces de Bururi (1,9 %), Muramvya (1,8 %) et Mwaro (1,7 %) abritent les plus faibles proportions des EADE du premier

cycle du secondaire avec des proportions de moins de 2 %. Les autres provinces se situent entre les deux groupes en termes de proportions des EADE de la dimension 3 (tableau 8).

Tableau 8 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon le sexe, le milieu de résidence et la province

| Caractéristiques | Dimension 3 (13-15 ans) | | | Dimension 6 (16-19 ans) | | |
|------------------|-------------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Sexe | | | | | | |
| Garçons | 54,5 | 46,8 | 52,9 | 48,9 | 39,6 | 47,7 |
| Filles | 45,5 | 53,2 | 47,1 | 51,1 | 60,4 | 52,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Milieu | | | | | | |
| Urbain | 6,8 | 7,2 | 6,9 | 11,1 | 9,7 | 10,9 |
| Rural | 93,2 | 92,8 | 93,1 | 88,9 | 90,3 | 89,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Provinces | | | | | | |
| Bubanza | 4,0 | 3,4 | 3,8 | 4,1 | 3,5 | 4,0 |
| Bujumbura Mairie | 2,9 | 3,6 | 3,1 | 6,2 | 5,3 | 6,1 |
| Bujumbura | 3,6 | 2,5 | 3,4 | 4,4 | 3,8 | 4,3 |
| Bururi | 2,0 | 1,6 | 1,9 | 2,1 | 3,4 | 2,3 |
| Cankuzo | 5,3 | 3,2 | 4,9 | 4,1 | 4,7 | 4,2 |
| Cibitoke | 6,2 | 9,9 | 7,0 | 4,4 | 8,7 | 4,9 |
| Gitega | 5,7 | 3,8 | 5,3 | 8,2 | 5,2 | 7,8 |
| Karusi | 7,0 | 7,6 | 7,1 | 5,4 | 6,9 | 5,6 |
| Kayanza | 7,4 | 7,3 | 7,4 | 8,0 | 4,3 | 7,5 |
| Kirundo | 9,2 | 16,7 | 10,8 | 7,3 | 13,4 | 8,1 |
| Makamba | 6,5 | 2,3 | 5,6 | 5,8 | 3,9 | 5,6 |
| Muramvya | 2,1 | ,5 | 1,8 | 2,9 | 1,9 | 2,7 |
| Muyinga | 11,4 | 9,4 | 11,0 | 8,6 | 9,8 | 8,7 |
| Mwaro | 1,7 | 1,5 | 1,7 | 2,5 | 1,4 | 2,3 |
| Ngozi | 6,7 | 11,8 | 7,8 | 8,5 | 7,4 | 8,4 |
| Rutana | 5,2 | 4,6 | 5,1 | 5,1 | 5,6 | 5,2 |
| Ruyigi | 9,5 | 6,3 | 8,8 | 7,0 | 8,2 | 7,1 |
| Rumonge | 3,4 | 4,0 | 3,6 | 5,5 | 2,9 | 5,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 180 894 | 50 296 | 231 190 | 376 969 | 53 990 | 430 959 |

Source des données de base : EDS 2017

Pour ce qui concerne la dimension 6 (16-19 ans), c'est la province de Muyinga qui abrite la plus forte proportion des EADE du second cycle du secondaire avec un peu plus de dix EADE sur cent (8,7 %). Elle est suivie des provinces de Ngozi (8,4 %) et Kirundo (8,1 %) qui abrite chacune plus de huit EADE sur cent du second cycle du

secondaire. Les provinces qui rassemblent les plus faibles proportions des EADE de la dimension 6 avec moins de trois EADE sur cent sont : Muramvya (2,7 %), Bururi (2,3 %) et Mwaro (2,3 %). On constate que trois provinces rassemblent des fortes proportions d'EADE à la fois d'âge du 4^e cycle du fondamental et d'âge du

post-fondamental, il s'agit des provinces du Muyinga, Ngozi et Kirundo.

L'analyse selon le sexe montre que plus de la moitié des EADE d'âge du 4^e cycle du fondamental sont des garçons. En effet, 52,9 % des EADE d'âge du 4^e cycle du fondamental sont des garçons, contre 47,1 % pour les filles. En revanche, au niveau du post-fondamental, les filles EADE (52,3 %) sont plus nombreuses que les garçons (47,7 %). C'est aussi le cas parmi les déscolarisés et ceux qui n'ont jamais été à l'école. Les filles sont également plus nombreuses parmi les enfants d'âge du 4^e cycle du fondamental qui n'ont jamais été scolarisés.

b) Lien de parenté avec le chef de ménage et survie des parents des EADE de 13-15 ans et de 16-19 ans

Le statut familial des enfants, rappelons-le, a été mesuré de deux manières : à travers le lien de parenté avec le chef de ménage et à travers la survie des parents. Le tableau 9 présente la répartition des EADE des dimensions 3 et 6 selon ces deux caractéristiques.

Comme observé au niveau des tranches d'âge du préscolaire et du primaire, la distribution des EADE d'âge du 4^e cycle du fondamental et du post-fondamental selon le lien de parenté avec le chef de ménage révèle que quelle que soit la dimension, les enfants du chef de ménage sont plus nombreux que les autres : plus de sept enfants sur dix (72,1 %) pour la dimension 3 et près de sept enfants sur dix (69,9 %) pour la dimension 6. Cette même tendance s'observe aussi bien pour les

déscolarisés que pour ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école. Toutefois, comparé aux dimensions 1 et 2, les enfants sans lien de parenté avec le chef de ménage sont plus nombreux pour le 4^e cycle du fondamental et du post-fondamental (dimension 3 et 6) : 14,1 % pour la dimension 3 et 12,4 % pour la dimension 6 (tableau 9). Cette plus forte présence des EADE des dimensions 3 et 6 sans lien de parenté avec le chef de ménage s'expliquerait par le fait qu'à ces âges, la migration des adolescents pour emploi, notamment vers les centres urbains, comme à être plus fréquente.

De même, en ce qui concerne le statut d'orphelin, quelle que soit la dimension, on observe une nette prédominance des non orphelins parmi les EADE. En effet, que ce soit pour la dimension 3 (13-15 ans) ou la dimension 6 (16-19 ans) et quel que soit le statut scolaire des EADE (déscolarisé ou jamais scolarisé), les EADE demeurent dans une très large majorité des non orphelins, soit respectivement 74,8 % et 71,4 % des EADE âgés de 13-15 ans et 16-19 ans. Les EADE orphelins de père (17,5 % pour la dimension 3 et 18,2 % de la dimension 6) sont plus nombreux que les orphelins de mère (4,7 % pour la dimension 3 et 7,6 % de la dimension 6) et les orphelins de père et de mère (3 % pour la dimension 3 et 2,7 % de la dimension 6) (tableau 9).

Toutefois, l'ensemble des orphelins représentent 24,8 % des déscolarisés et 26,7 % des jamais scolarisés de la dimension 3 (13-15 ans), et respectivement 26,9 % et 39,9 % de ceux de la dimension 6 (16-19 ans).

Tableau 9 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon le statut familial et la survie des parents

| Caractéristiques | Dimension 3 (13-15 ans) | | | Dimension 6 (16-19 ans) | | |
|-----------------------------|-------------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Statut familial | | | | | | |
| Enfant du CM | 74,5 | 63,5 | 72,1 | 72,1 | 54,5 | 69,9 |
| Enfant apparenté | 12,5 | 18,7 | 13,8 | 16,3 | 27,8 | 17,7 |
| Enfant sans lien | 13,1 | 17,8 | 14,1 | 11,6 | 17,7 | 12,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Statut d'orphelin | | | | | | |
| Non orphelin | 75,2 | 73,3 | 74,8 | 73,1 | 60,1 | 71,4 |
| Orphelin de père | 17,2 | 18,4 | 17,5 | 18,1 | 18,9 | 18,2 |
| Orphelin de mère | 4,8 | 4,4 | 4,7 | 6,7 | 14,0 | 7,6 |
| Orphelin de père et de mère | 2,8 | 3,8 | 3,0 | 2,1 | 7,0 | 2,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 180 894 | 50 296 | 231 190 | 376 969 | 53 990 | 430 959 |

Source des données de base : EDS 2017

c) Caractéristiques du chef de ménage et niveau de vie du ménage

La distribution des adolescents selon le sexe du chef de ménage révèle qu'un peu plus du quart d'entre eux résident dans des ménages dirigés par une femme (26,0 % et 28,7 % respectivement pour les 13-15 ans et 16-19 ans). Cette même distribution s'observe au niveau des EADE, puisqu'environ trois EADE sur dix résidents dans des ménages dirigés par une femme (28,7 % au premier cycle et 29,2 % au second cycle du secondaire. Ainsi, plus de sept EADE sur dix résidents dans des ménages dirigés par un homme (tableau 10). Cette prédominance des EADE dans les ménages ayant un homme à leur tête s'observe quelle que soit la dimension (3 ou 6) ou le statut scolaire (déscolarisés ou "jamais scolarisés").

Comme observé pour les dimensions 1 et 2, on note que quelle que soit la dimension ou le statut scolaire, plus de la moitié des EADE réside dans des ménages où le chef n'a aucun niveau d'instruction : 58,4 % pour la dimension 3 et 58,9 % pour la dimension 6. Que ce soit pour la dimension 3 ou la dimension 6, à peine trois EADE sur dix vivent dans des ménages dirigés par un chef de niveau d'instruction primaire : 32,4 % pour la dimension 3 et 32,1 % pour la dimension 6). Toutefois, la part des EADE résidant dans des

ménages dont le chef a un niveau primaire varie selon le statut scolaire. En effet, un tiers des déscolarisés sont dans des ménages dont le chef a un niveau primaire (34,5 % et 33,0 % respectivement pour les dimensions 3 et 6) et un quart des « jamais scolarisés » résident des ménages dont le chef a un niveau primaire (24,7 % et 25,5 % respectivement pour les dimensions 3 et 6). A l'image du niveau d'instruction de la population, une très faible proportion des EADE (neuf EADE sur cent) résident dans des ménages où le chef a un niveau d'instruction secondaire ou plus, et cela est valable quels que soient la dimension et le statut scolaire (tableau 10).

La distribution des EADE selon le niveau de vie montre la même tendance observée au niveau des dimensions 1 et 2, c'est-à-dire une sur-représentation des EADE des dimensions 3 et 6 dans les ménages pauvres par rapport au pourcentage des adolescents d'âge scolaire dans les ménages pauvres. En effet, alors que 36,8 % et 32,4 % des adolescents respectivement de 13-15 ans et de 16-19 ans sont dans les deux quintiles pauvres, cette même proportion est respectivement de 52,2 % et 44,2 % lorsqu'on considère les EADE. Les « jamais scolarisés » sont proportionnellement plus nombreux dans les ménages pauvres: au niveau des 13-15 ans, 30,4 %

des déscolarisés sont dans les deux quintiles les plus riches contre 26,6 % des « jamais scolarisés ». Ces chiffres sont respectivement de 38,2 % et de 28,7 % au niveau des 16-19 ans. A l'opposé, on retrouve 59,7 % de « jamais scolarisés » dans les

quintiles pauvres contre 50,1 % des déscolarisés, pour ce qui est des 13-15 ans. Pour les 16-19 ans, ces chiffres se situent respectivement à 58,1 5 et 42,3 %. (tableau 10).

Tableau 10 : Répartition (en %) des enfants et adolescents en dehors de l'école par statut scolaire et âges de scolarisation (13-15 ans et 16-19 ans) selon certaines caractéristiques du chef de ménage, le niveau de vie du ménage

| Caractéristiques | Dimension 3 (13-15 ans) | | | Dimension 6 (16-19 ans) | | |
|----------------------------|-------------------------|------------------|----------------|-------------------------|------------------|----------------|
| | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble | Déscolarisé | Jamais scolarisé | Ensemble |
| Sexe du chef de ménage | | | | | | |
| Hommes | 70,6 | 73,9 | 71,3 | 71,7 | 64,0 | 70,8 |
| Femmes | 29,4 | 26,1 | 28,7 | 28,3 | 36,0 | 29,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | |
| Aucun | 56,7 | 64,4 | 58,4 | 57,8 | 66,5 | 58,9 |
| Primaire | 34,5 | 24,7 | 32,4 | 33,0 | 25,5 | 32,1 |
| Secondaire et plus | 8,7 | 10,9 | 9,2 | 9,2 | 8,0 | 9,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau de vie du ménage | | | | | | |
| Très pauvres | 27,7 | 39,5 | 30,3 | 19,9 | 34,8 | 21,7 |
| Pauvres | 22,4 | 20,2 | 21,9 | 22,4 | 23,3 | 22,5 |
| Intermédiaires | 19,5 | 13,7 | 18,2 | 19,6 | 13,1 | 18,8 |
| Nantis | 15,0 | 10,5 | 14,0 | 19,1 | 12,4 | 18,2 |
| Très nantis | 15,4 | 16,1 | 15,6 | 19,1 | 16,3 | 18,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 180 894 | 50 296 | 231 190 | 376 969 | 53 990 | 430 959 |

Source des données de base : EDS 2017

4.4 Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école et à risque d'abandon : Dimensions 4, 5 et 7

4.4.1 Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école

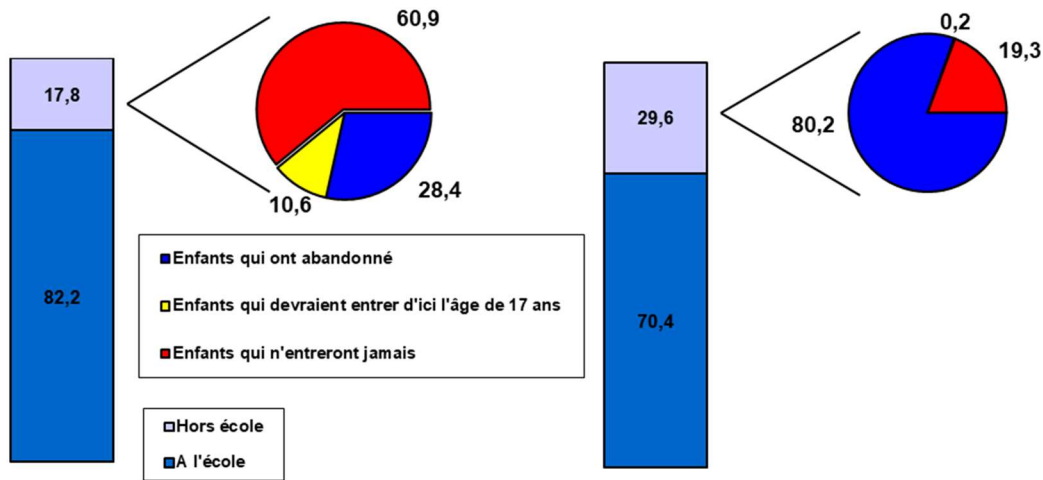
Le Manuel opérationnel de l'analyse des 5DE a proposé une typologie des EADE. Celle-ci

distingue les EADE qui ont abandonné, ceux qui entreront plus tard à l'école avant 17 ans et ceux qui n'entreront jamais à l'école si les conditions actuelles se maintenaient. Ainsi, pour les enfants d'âges du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental en dehors de l'école (17,8 % des 7-12 ans), ceux qui ont abandonné l'école représentent 28,4 % ; ceux qui pourraient entrer à l'école d'ici leur 17^e anniversaire représenteraient 10,6 % ; et ceux qui n'entreront jamais à l'école représenteraient 60,9 % (graphique 16).

Graphique 16 : Typologie des enfants et adolescents en dehors de l'école

Enfants d'âges du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental

Enfants d'âges du 4^e cycle du fondamental



Source des données de base : EDS 2017

Pour les enfants d'âges du 4^e cycle du fondamental qui sont en dehors de l'école (29,6 % des 13-15 ans), ceux qui ont abandonné l'école représentent 80,2 % et ceux qui n'entreraient jamais à l'école si les conditions actuelles se maintiennent représentent 19,3 % (graphique 16). En définitive, il n'y a pratiquement pas d'enfants qui entreraient à l'école avant l'âge de 17 ans (0,2 %).

4.4.2 Les enfants et adolescents fréquentant les premiers cycles du fondamental, le 4^e cycle du fondamental et le post-fondamental à risque d'abandonner : Dimensions 4, 5 et 7

Comme défini dans le Manuel opérationnel de l'analyse des EADE, deux approches sont proposées pour l'estimation de la population à risque d'abandonner (dimension 4 pour le 1^{er} au 3^e cycle du fondamental, dimension 5 pour le 4^e cycle du fondamental et dimension 7 pour le post-fondamental) : une approche recourt aux taux de survie et une autre utilise des facteurs socio-culturels et économiques de risque d'abandon (UNICEF, UIS, GPE, UCW, 2015).

Selon Hammond *et al.*, (2007), plusieurs facteurs peuvent mettre un enfant scolarisé à risque d'abandonner. La scolarisation au préscolaire apparaît dans la littérature comme pouvant réduire

la probabilité de déperdition scolaire plus tard dans le parcours scolaire. Il est ainsi admis que le taux de nouveaux inscrits au niveau primaire sans aucune expérience d'éducation préscolaire (Early Childhood Care and Education : ECCE) constitue un indicateur du risque d'abandon. Le retard scolaire (deux années au moins de retard dans la classe fréquentée par rapport à l'âge officiel), le travail des enfants, ainsi que certaines caractéristiques familiales peuvent être des facteurs de risque d'abandon (Potvin *et al.*, 1999 ; HTSPE-EUROPE, 2012 ; Diagne *et al.*, 2006).

Un certain nombre d'indicateurs ou facteurs de risque d'abandon ont été considérés pour estimer la population scolarisée à risque d'abandonner. Cette approche a l'avantage lorsque les données le permettent, de pouvoir non seulement estimer la population à risque d'abandonner, mais aussi de pouvoir la caractériser par rapport à un certain nombre de caractéristiques individuelles et familiales.

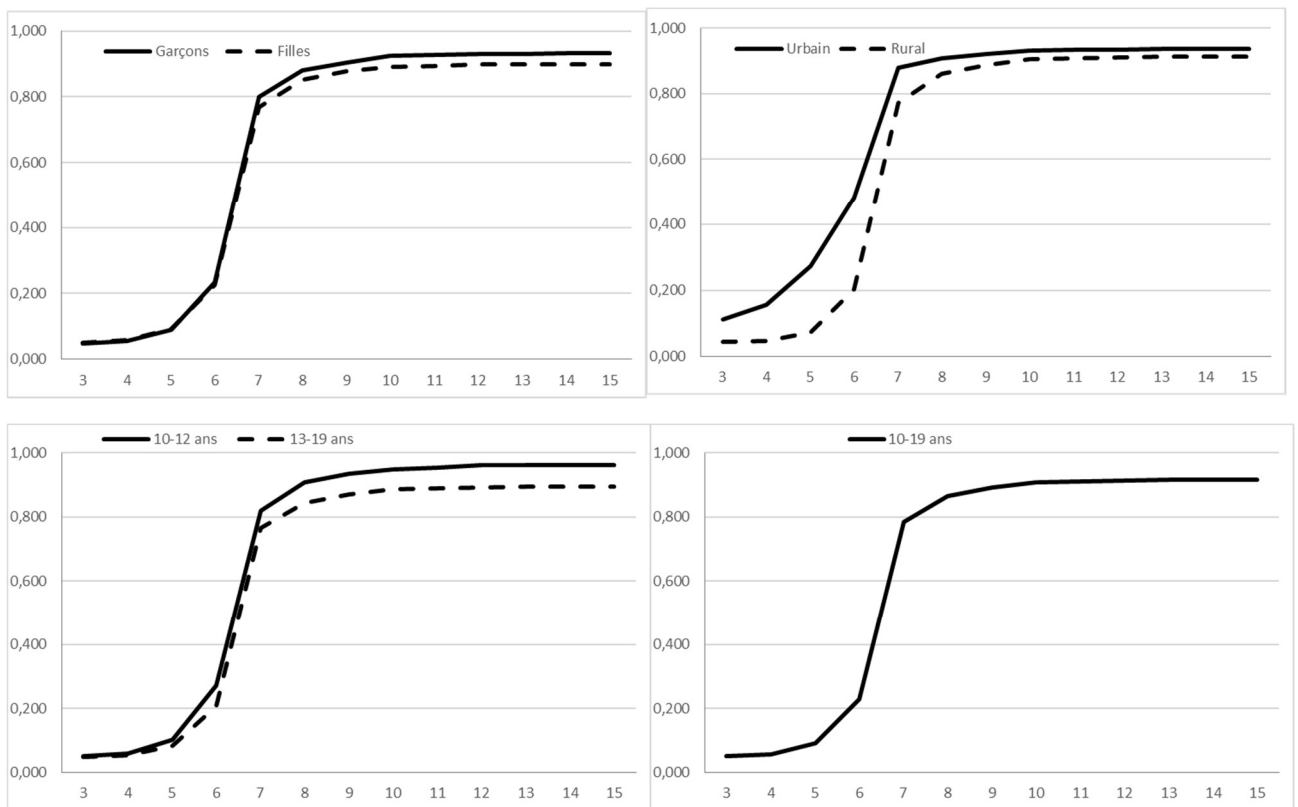
La présentation de la population à risque d'abandonner est précédée de celle des analyses sur le retard scolaire et le redoublement de l'année scolaire de référence au moment de l'EDS 2016-2017, deux variables identifiées comme influant sur le parcours scolaire des enfants et adolescents.

a) Age d'entrée à l'école

L'information sur l'âge d'entrée à l'école a été collectée au cours de l'ECVMB2013-2014. Plutôt que de l'analyser en termes de distribution simple, en calculant des indicateurs résumés avec comme population de référence ceux et celles qui ont déjà été à l'école, nous avons plutôt eu recours aux estimés de Kaplan-Meier. Ceux-ci permettent de prendre en compte à tous les âges, dans la population à risque d'entrer à l'école, ceux et celles qui ne sont pas encore entrés, de même que ceux et celles qui au moment de l'enquête ne sont toujours

pas à l'école. Pour une bonne estimation des chances d'entrée à l'école, il convient de considérer un âge minimum au-delà duquel les chances d'entrée à l'école sont très faibles, raison pour laquelle nous avons considéré les enfants et adolescents âgés de 10-19 ans. Le graphique 17 qui présente ces probabilités cumulées d'entrée à l'école, montre que pour l'ensemble des 10-19 ans, à 6 ans, seulement un quart des enfants sont déjà entrés à l'école et à 7 ans, 78,3 % sont entrés à l'école. Après l'âge de 10 ans, les chances d'entrées à l'école deviennent très faibles.

Graphique 17 : Probabilités cumulées d'entrée à l'école des enfants de 10-19 ans selon le sexe, selon le milieu de résidence et selon le groupe d'âge (Courbes de Kaplan-Meier)



Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Il y a une faible différence dans les chances d'entrée à l'école des filles et des garçons, mais cette différence est statistiquement significative. Avant l'âge de 7 ans, il n'y a pratiquement pas de différence selon le genre. C'est à partir de 7 ans que l'écart entre filles et garçons se creuse progressivement au détriment des filles. A 7 ans, la probabilité cumulée d'entrée à l'école des garçons

est de 80,1 % et celle des filles de 76,7 % (graphique 17 et tableau A8, annexes).

On observe aussi une différence significative entre milieu urbain et milieu rural en termes d'accès à l'école. Si les écarts sont importants avant 6 ans, avec une entrée plus tardive aux jeunes âges en milieu rural, ils se réduisent considérablement après et le milieu rural semble rattraper progressivement le milieu urbain. Ainsi, si à l'âge

de 8 ans 90 % des enfants sont déjà entrés à l'école en milieu urbain, c'est à 10 ans que ce pourcentage est atteint en milieu rural (graphique 17).

Suivant les groupes d'âge, les chances d'accès sont plus importantes pour les plus jeunes (10-12 ans) que les plus âgés (13-19 ans). Avant 7 ans l'écart dans les probabilités cumulées est faible. Mais il atteint plus de 5 % après 7 ans et reste même constant. Les chances d'accès à l'école observées sont de 82 % pour les 10-12 ans et de 76,4 % pour les 13-19 ans.

b) Retard scolaire

Le retard scolaire est déterminé à partir des informations sur l'âge, le niveau d'enseignement et la classe fréquentée. Il présente la situation actuelle des enfants en termes de retard (ou de précocité) par rapport à la classe fréquentée. Lorsque l'élève a un âge qui correspond à l'âge officiel de la classe qu'il fréquente, on dira qu'il est en situation scolaire normale. Par contre, lorsque l'élève a un âge qui est inférieur à l'âge officiel de la classe qu'il fréquente, on dira qu'il est en situation de précocité scolaire et lorsqu'il a un âge qui est supérieur à l'âge officiel de la classe qu'il fréquente, on qualifiera cela de situation de retard scolaire.

- *Le 1^{er} au 3^e cycle du fondamental*

Il ressort du tableau 11 que 55,8 % des élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental sont en retard d'au

moins un an par rapport à leur classe. L'ISU recommande de considérer au moins deux années de retard scolaire pour ne pas surestimer le risque d'abandon. Avec cette considération, il apparaît que 33,4 % des élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental ont deux années de retard scolaire et par conséquent seraient à risque d'abandonner. Les garçons sont proportionnellement plus en situation de retard scolaire que les filles (tableau 11). De même, les enfants et adolescents du milieu rural ont une propension plus grande (35,0 % pour deux années de retard scolaire) que ceux du milieu urbain (18,8 %). On note que les provinces de Kayanza (48,1 %), Mwaro (39,5 %) et Gitega (39,1 %) sont celles qui présentent les proportions les plus élevées d'élèves ayant connu au moins deux années de retard scolaire. A l'opposé, Ruyigi (18,8 %), Bujumbura Mairie (26,2 %), Cibitoke (27,6 %), Bujumbura (29,2 %) et Ngozi (29,8 %) sont les provinces qui présentent les plus faibles proportions d'élèves ayant connu au moins deux années de retard scolaire (tableau 11).

En première année du 1^{er} cycle du fondamental, un peu plus d'un élève sur dix connaît un retard scolaire d'au moins deux années. On note aussi que un cinquième des élèves en 1^{ère} année du 1^{er} cycle du fondamental sont précoces et cette précocité est plus urbaine. Plus on avance dans les classes, plus les proportions de retard scolaire deviennent plus importantes. Inversement, plus on avance dans les classes, moins devient importante la proportion de ceux qui sont en situation scolaire normale.

Tableau 11 : Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence, et par province

| Rubriques | Précoce | Normal | Tardif 1 an | Tardif 2 ans | Tardif 3 ans & + | Effectif |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|------------------|------------------|
| Classe fréquentée | | | | | | |
| 1 | 35,9 | 35,2 | 28,9 | 11,8 | 5,5 | 613 679 |
| 2 | 20,2 | 27,1 | 52,7 | 27,8 | 11,8 | 521 262 |
| 3 | 15,3 | 20,4 | 64,3 | 39,1 | 21,1 | 420 762 |
| 4 | 13,3 | 18,1 | 68,6 | 47,0 | 24,3 | 343 641 |
| 5 | 11,9 | 17,1 | 71,0 | 47,4 | 25,2 | 351 923 |
| 6 | 9,0 | 16,5 | 74,5 | 50,0 | 32,9 | 255 245 |
| Sexe | | | | | | |
| Garçons | 19,2 | 23,3 | 57,5 | 36,0 | 19,7 | 1 248 659 |
| Filles | 20,7 | 25,2 | 54,1 | 30,8 | 15,4 | 1 257 853 |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 43,4 | 22,5 | 34,1 | 18,8 | 9,5 | 248 351 |
| Rural | 17,4 | 24,4 | 58,2 | 35,0 | 18,4 | 2 258 161 |
| Provinces | | | | | | |
| Bubanza | 16,1 | 25,5 | 58,4 | 34,2 | 19,2 | 126 753 |
| Bujumbura Mairie | 25,9 | 27,1 | 47,0 | 26,2 | 14,0 | 167 279 |
| Bujumbura | 23,5 | 25,8 | 50,7 | 29,2 | 16,0 | 99 093 |
| Bururi | 15,3 | 28,7 | 56,0 | 33,2 | 15,1 | 65 032 |
| Cankuzo | 17,0 | 22,3 | 60,8 | 37,4 | 20,7 | 154 225 |
| Cibitoke | 18,5 | 28,8 | 52,7 | 27,6 | 13,9 | 199 318 |
| Gitega | 11,3 | 23,1 | 65,6 | 39,1 | 19,6 | 118 957 |
| Karusi | 20,0 | 22,7 | 57,3 | 34,1 | 16,2 | 193 530 |
| Kayanza | 12,4 | 19,9 | 67,6 | 48,1 | 27,9 | 159 042 |
| Kirundo | 17,9 | 22,7 | 59,4 | 36,5 | 18,9 | 167 842 |
| Makamba | 20,8 | 27,6 | 51,6 | 30,4 | 14,5 | 100 223 |
| Muramvya | 18,2 | 24,3 | 57,5 | 31,9 | 16,6 | 160 321 |
| Muyinga | 28,3 | 22,5 | 49,2 | 32,0 | 18,0 | 87 548 |
| Mwaro | 15,7 | 23,0 | 61,4 | 39,5 | 22,3 | 179 504 |
| Ngozi | 23,4 | 23,8 | 52,8 | 29,8 | 15,2 | 105 110 |
| Rutana | 15,8 | 24,3 | 60,0 | 36,9 | 18,1 | 115 551 |
| Ruyigi | 43,8 | 22,4 | 33,9 | 18,8 | 10,1 | 134 759 |
| Rumonge | 19,9 | 24,3 | 55,8 | 33,2 | 16,6 | 172 426 |
| Ensemble Burundi | 20,0 | 24,2 | 55,8 | 33,4 | 17,6 | 2 506 513 |

Source des données de base : EDS 2017

- *Le 4^e cycle du fondamental*

Au 4^e cycle du fondamental, les proportions d'élèves en retard scolaire sont plus importantes. Il ressort que 57,8 % des élèves du 4^e cycle du fondamental sont en retard scolaire d'au moins deux années (tableau 12). Cette proportion est moins élevée chez les filles (55,1 %) que chez les garçons (61,2 %) et plus en milieu rural (61,9 %) qu'en milieu urbain (39,3 %). Tout comme pour le 1^{er} au 3^e cycle du fondamental, ici encore ce sont les provinces de Kayanza (73,0 %), de Cankuzo (72,7 %) et de Gitega (72,6 %) qui se distinguent

avec proportionnellement le plus d'élèves du 4^e cycle du fondamental qui ont connu au moins deux ans de retard. De même, Ruyigi (35,6 %), Rumonge (49,6 %) et Ngozi (53,9 %) sont les provinces qui ont les plus faibles proportions d'élèves ayant connu au moins deux années de retard scolaire au 4^e cycle du fondamental (tableau 12).

En première année du 4^e cycle du fondamental, plus de deux élèves sur cinq connaissent un retard scolaire d'au moins deux années. Aucune tendance nette ne se dégage entre les classes fréquentées et les proportions de retard scolaire, et de même

lorsqu'on s'intéresse à la fréquentation normale des classes. Dans ce cycle, la précocité des élèves est moindre.

Tableau 12 : Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés au 4^e cycle du fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province

| Rubriques | Précoce | Normal | Tardif 1 an | Tardif 2 ans | Tardif 3 ans & + | Effectif |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|------------------|----------------|
| Classe fréquentée | | | | | | |
| 1 | 11,3 | 13,9 | 74,8 | 56,7 | 35,3 | 199 385 |
| 2 | 12,9 | 9,6 | 77,5 | 59,8 | 39,2 | 137 053 |
| 3 | 8,7 | 13,8 | 77,5 | 57,2 | 32,1 | 119 624 |
| Sexe | | | | | | |
| Garçons | 9,3 | 12,3 | 78,4 | 61,2 | 38,6 | 199 779 |
| Filles | 12,5 | 12,8 | 74,7 | 55,1 | 33,3 | 256 283 |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 24,2 | 17,2 | 58,5 | 39,3 | 24,5 | 83 590 |
| Rural | 8,1 | 11,6 | 80,3 | 61,9 | 38,1 | 372 472 |
| Provinces | | | | | | |
| Bubanza | 6,5 | 8,9 | 84,6 | 64,0 | 38,7 | 18 734 |
| Bujumbura Mairie | 13,6 | 12,5 | 74,0 | 57,5 | 35,1 | 33 323 |
| Bujumbura | 10,8 | 12,5 | 76,7 | 57,6 | 36,9 | 31 065 |
| Bururi | 10,8 | 12,6 | 76,6 | 58,7 | 25,8 | 7 506 |
| Cankuzo | 6,0 | 10,5 | 83,5 | 72,7 | 44,4 | 26 809 |
| Cibitoke | 12,5 | 13,2 | 74,3 | 55,3 | 31,0 | 38 312 |
| Gitega | 3,8 | 8,4 | 87,8 | 72,6 | 43,1 | 10 258 |
| Karusi | 6,9 | 16,8 | 76,3 | 55,0 | 28,8 | 32 686 |
| Kayanza | 5,7 | ,8 | 93,5 | 73,0 | 50,9 | 13 245 |
| Kirundo | 8,4 | 8,4 | 83,2 | 66,5 | 42,2 | 30 793 |
| Makamba | 4,7 | 11,2 | 84,0 | 65,6 | 43,3 | 22 185 |
| Muramvya | 7,7 | 11,5 | 80,8 | 66,0 | 39,5 | 21 328 |
| Muyinga | 9,7 | 12,7 | 77,7 | 65,2 | 44,4 | 18 963 |
| Mwaro | 9,4 | 13,6 | 76,9 | 59,0 | 44,3 | 27 892 |
| Ngozi | 13,1 | 12,8 | 74,1 | 53,9 | 30,3 | 27 688 |
| Rutana | 7,4 | 15,0 | 77,6 | 54,9 | 33,1 | 12 149 |
| Ruyigi | 27,3 | 17,5 | 55,3 | 35,6 | 23,4 | 46 549 |
| Rumonge | 10,8 | 14,4 | 74,8 | 49,6 | 29,3 | 36 576 |
| Ensemble Burundi | 11,1 | 12,6 | 76,3 | 57,8 | 35,6 | 456 062 |

Source des données de base : EDS 2017

- Le post-fondamental

Au post-fondamental, les proportions d'élèves en retard scolaire sont moindres. Les retards observés sont de moins de deux ans et les effectifs d'élèves sont peu nombreux. En général le système éducatif étant très sélectif, il n'y a que les meilleurs qui parviennent aux cycles supérieurs suivants. On note ainsi que 23,4 % des élèves du post-fondamental sont en retard scolaire de deux années et plus de la moitié des élèves sont en retard d'une

année (tableau 13). La dispense d'âge opérée pour poursuivre les études au 4^e cycle du fondamental et particulièrement au post-fondamental pourrait justifier cela. On note une précocité dans ce cycle qui touche un peu plus d'un élève sur cinq. La proportion d'élèves en retard scolaire d'une année est légèrement plus élevée chez les filles (56,4 %) que chez les garçons (47,8 %) et plus en milieu rural (53,9 %) qu'en milieu urbain (48,7 %). Le retard scolaire de deux ans est surtout présent dans

les provinces de Gitega (47,6 %), Muramvya (41,3 %) et Cankuzo (39 %).

Tableau 13 : Proportions (en %) des enfants et adolescents scolarisés au post-fondamental selon le retard scolaire par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province

| Rubriques | Précoce | Normal | Tardif 1 an | Tardif 2 ans | Tardif 3 ans & + | Effectif |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|--------------|------------------|----------------|
| Classe fréquentée | | | | | | |
| 1 | 19,3 | 21,5 | 59,1 | 28,9 | 4,9 | 79 6933 |
| 2 | 22,9 | 39,4 | 37,7 | 1,9 | 1,9 | 15 191 |
| 3 | 35,9 | 51,5 | 12,7 | 9,5 | 6,5 | 8 510 |
| Sexe | | | | | | |
| Garçons | 21,9 | 30,3 | 47,8 | 23,3 | 4,9 | 50 981 |
| Filles | 20,5 | 23,1 | 56,4 | 23,4 | 4,3 | 52 413 |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 28,8 | 22,5 | 48,7 | 20,5 | 2,8 | 34 262 |
| Rural | 17,5 | 28,6 | 53,9 | 24,8 | 5,4 | 69 132 |
| Provinces | | | | | | |
| Bubanza | 17,4 | 31,0 | 51,6 | 30,7 | ,0 | 4 087 |
| Bujumbura Mairie | 22,5 | 18,9 | 58,6 | 35,8 | 6,0 | 6 836 |
| Bujumbura | 19,2 | 23,5 | 57,3 | 26,4 | 12,3 | 5 420 |
| Bururi | 3,4 | 22,7 | 73,8 | 33,3 | 16,5 | 2 336 |
| Cankuzo | 17,5 | 18,6 | 63,9 | 39,0 | 4,9 | 3 574 |
| Cibitoke | 33,6 | 32,3 | 34,0 | 11,3 | ,0 | 7 093 |
| Gitega | 4,5 | 13,0 | 82,5 | 47,6 | 18,3 | 1 537 |
| Karusi | 27,3 | 30,2 | 42,5 | 18,6 | 4,9 | 7 863 |
| Kayanza | 8,9 | 30,4 | 60,8 | 26,0 | 6,0 | 3 281 |
| Kirundo | 5,5 | 33,7 | 60,8 | 16,6 | 5,2 | 6 351 |
| Makamba | 27,8 | 38,3 | 33,9 | 9,6 | 5,0 | 2 045 |
| Muramvya | 7,7 | 9,7 | 82,5 | 41,3 | 3,6 | 3 708 |
| Muyinga | 20,6 | 37,1 | 42,2 | 23,1 | 6,8 | 3 177 |
| Mwaro | 9,7 | 43,0 | 47,3 | 14,4 | 1,2 | 6 588 |
| Ngozi | 28,1 | 20,0 | 52,0 | 21,7 | 4,5 | 7 674 |
| Rutana | 20,7 | 34,5 | 44,8 | 23,4 | 3,3 | 4 482 |
| Ruyigi | 30,9 | 21,3 | 47,8 | 16,7 | 1,7 | 19 433 |
| Rumonge | 18,7 | 26,7 | 54,6 | 32,5 | 6,5 | 7 909 |
| Ensemble Burundi | 21,2 | 26,6 | 52,1 | 23,4 | 4,6 | 103 394 |

Source des données de base : EDS 2017

Globalement, il y a 26,6 % des élèves qui ont un âge correspondant à leur classe. Les provinces qui répondent plus à cette conformité sont Mwaro (43 %), Makamba (38,3 %), Muyinga (37,1 %), Kirundo (33,7 %) et Cibitoke (32,3 %).

c) Redoublements

Le redoublement est mesuré pour l'année scolaire de référence au moment de l'enquête. Il peut être un facteur d'échec car reprendre une classe peut être moins motivant pour qu'un élève fournisse des

efforts pour sa réussite scolaire. Au cours de l'année scolaire 2016-2017, on observe que 26,1 % des élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental reprennent leur classe. Cette proportion de redoublants est de 21,1 % au 4^e cycle du fondamental et de 6,2 % au post-fondamental. Plus donc on avance dans les cycles d'enseignement, moins il y a de redoublements. On note que quel que soit le cycle, les redoublements sont plus fréquents en milieu rural (tableau 14). Ils concernent plus les garçons du 1^{er} au 3^e cycle fondamental et les filles au 4^e cycle du fondamental.

Tableau 14 : Proportions de redoublants (en %) du 1^{er} au 3^e cycle fondamental, du 4^e cycle fondamental 1^{er} cycle et du post-fondamental par classe, par sexe, par milieu de résidence et par province

| Rubriques | 1er au 3e cycle fondamental | 4e cycle fondamental | Post-fondamental |
|----------------------------|-----------------------------|----------------------|------------------|
| Classe atteinte | | | |
| 1 | 36,5 | 26,8 | 6,9 |
| 2 | 28,4 | 15,2 | 3,7 |
| 3 | 23,5 | 18,2 | 4,0 |
| 4 | 18,8 | - | - |
| 5 | 22,2 | - | - |
| 6 | 15,6 | - | - |
| Sexe | | | |
| Garçons | 27,5 | 20,8 | 4,0 |
| Filles | 24,7 | 21,2 | 8,3 |
| Milieu de résidence | | | |
| Urbain | 22,4 | 20,7 | 5,4 |
| Rural | 26,5 | 21,1 | 6,6 |
| Provinces | | | |
| Bubanza | 30,6 | 23,6 | 8,0 |
| Bujumbura Mairie | 23,6 | 20,2 | 4,5 |
| Bujumbura | 30,8 | 24,0 | 6,0 |
| Bururi | 27,8 | 28,5 | 14,0 |
| Cankuzo | 21,5 | 5,7 | 1,3 |
| Cibitoke | 23,8 | 16,5 | - |
| Gitega | 22,9 | 26,7 | 5,1 |
| Karusi | 20,1 | 9,3 | 3,7 |
| Kayanza | 25,4 | 17,9 | 2,2 |
| Kirundo | 27,8 | 15,8 | - |
| Makamba | 31,7 | 24,9 | 15,2 |
| Muramvya | 25,5 | 16,1 | 1,7 |
| Muyinga | 27,7 | 20,0 | 15,1 |
| Mwaro | 32,0 | 19,0 | 13,5 |
| Ngozi | 20,2 | 18,2 | 3,2 |
| Rutana | 24,3 | 25,6 | - |
| Ruyigi | 22,8 | 15,5 | 7,5 |
| Rumonge | 29,8 | 22,5 | 10,9 |
| Ensemble Burundi | 26,1 | 21,1 | 6,2 |

Source des données de base : EDS 2017

Au regard des provinces et du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental, les redoublements sont plus importants dans les provinces de Mwaro (32 %), Makamba (31,7 %), Bujumbura (30,8 %) et Bubanza (30,6 %). Ils le sont moins dans celles de Karusi (20,1 %), Ngozi (20,2 %) et Cankuzo (21,5 %). Au 4^e cycle du fondamental, les provinces de Bururi (28,5 %), Gitega (26,7 %), Rutana (25,6 %) et Makamba (24,9 %) présentent les proportions de redoublements les plus importantes alors que celles de Cankuzo (5,7 %), Karusi (9,3 %) et Ruyigi (15,5 %) présentent les proportions de redoublements les moins importantes. Au post-fondamental, le

positionnement des provinces est autre : Muyinga (15,1 %), Makamba (15,2 %) et Bururi (14 %) ont les proportions les plus élevées alors que les provinces de Cankuzo (1,3 %), Muramvya (1,7 %) et Kayanza (2,2 %) ont les proportions les plus faibles (tableau 14). On note globalement que les redoublants au post-fondamental sont nombreux.

En somme, on retiendra que quel que soit le cycle, la province de Makamba reste à la traîne avec les proportions de redoublants les plus importantes, et à l'inverse, celles de Cankuzo et Ngozi connaissent moins de redoublement. Les élèves y sont donc plus performants en termes de réussite scolaire.

d) Ampleur et profil de la population à risque d'abandonner l'école

Comme mentionné précédemment, il existe plusieurs facteurs qui contribuent à accroître le risque d'abandonner pour un enfant ou un adolescent scolarisé. Pour estimer la population à risque d'abandonner, nous avons considéré les élèves qui répondaient à l'un ou l'autre des critères suivants (certains pouvant en combiner plusieurs à la fois) :

- retard scolaire de deux années par rapport à la classe actuelle ;
- redoublement l'année scolaire 2016-2017 ;
- avoir effectué un travail au sens strict (UCW) au cours de la semaine précédant l'enquête.

Sur cette base nous avons estimé à 1 247 681, les élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental à risque d'abandonner (dimension 4), ce qui correspond à 49,7 % de ces élèves en 2016-2017 (tableau 15). Ce risque d'abandonner aux trois premiers cycles du fondamental est nettement plus élevé chez les garçons (51,8 %) que chez les filles (47,6 %). Au niveau de la population à risque d'abandonner du 4^e cycle du fondamental (dimension 5), le risque est estimé à 69,2 % en 2016-2017 et l'effectif des élèves à risque d'abandonner est estimé à 360 475. Les filles courent moins de risque d'abandonner (67,2 %) que les garçons (71,8 %). Quant à la population à risque d'abandonner du post-fondamental (dimension 7), le risque est estimé à 75,2 % en 2016-2017 et l'effectif des élèves à risque d'abandonner est estimé à 199 247.

Quel que soit le niveau d'éducation (1^{er} au 3^e cycle du fondamental, 4^e cycle du fondamental et post-fondamental) le risque d'abandon est plus élevé pour les autres enfants que pour les enfants de chefs de ménage. Les orphelins de père chez les garçons et les orphelins des deux parents chez les filles, ont des risques d'abandon du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental plus élevés que les autres. Au 4^e

cycle du fondamental, ce sont plutôt les orphelins des deux parents qui ont les plus grands risques d'abandon. Le risque d'abandon est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain et il est plus important dans les niveaux supérieurs. Le risque d'abandon est plus important dans les provinces de Kirundo, Bururi et Cankuzo pour les élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental avec plus de la moitié des élèves qui sont à risque d'abandonner. Pour les élèves du 4^e cycle du fondamental, le risque d'abandonner est supérieur à 50 % pour toutes les provinces sauf dans celle de Bujumbura avec 42,3 %. Au post-fondamental, le risque d'abandonner est partout important car plus de deux élèves sur trois sont à risque d'abandonner (tableau 15). Il le reste moins dans les provinces de Rutana (60 %) Bujumbura (61 %) et Ngozi (73,4 %).

Le risque d'abandon pour la fille est cependant moindre comparativement à celui des garçons dans les trois premiers cycles du fondamental comme au 4^e cycle du fondamental. Une situation qui laisse interrogatrice quand on sait qu'en général les filles se retrouvent dans des positions désavantageuses. A la différence de ce que l'on a observé dans la littérature en Afrique sub-saharienne sur une meilleure scolarisation des enfants dans les ménages dirigés par les femmes, on note plutôt que dans ces ménages, le risque d'abandon des filles est légèrement plus élevé que celui des garçons au niveau des trois premiers cycles du fondamental (tableau 15). On observe aussi une relation négative entre le niveau d'éducation du chef de ménage et les risques d'abandonner. En effet, ces risques sont d'autant plus faibles que le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé. De même, plus le niveau de vie est élevé, moins les élèves sont à risque d'abandonner, particulièrement aux trois premiers cycles du fondamental et au 4^e cycle du fondamental. On remarque aussi que plus le nombre d'enfants de 7-19 ans est important et plus le risque d'abandonner est élevé. Ce résultat s'observe pour les trois premiers cycles du fondamental mais s'inverse par la suite.

Tableau 15 : Ampleur de la population à risque d'abandonner (en %)

| Rubriques | 1 ^{er} au 3 ^e cycle du fondamental (Dim4) | | | 4 ^e cycle du fondamental (Dim5) | | | Post-fondamental (Dim7) | | |
|---|---|-------------|-------------|--|-------------|-------------|-------------------------|-------------|-------------|
| | Garçons | Filles | Ens | Garçons | Filles | Ens | Garçons | Filles | Ens |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 51,5 | 47,3 | 49,4 | 71,2 | 66,5 | 68,6 | 76,9 | 72,0 | 74,7 |
| Autre enfant | 53,8 | 49,4 | 51,4 | 74,5 | 70,3 | 71,9 | 78,2 | 74,7 | 76,4 |
| Statut d'orphelin | | | | | | | | | |
| Non orphelin | 50,3 | 45,9 | 48,1 | 55,3 | 53,6 | 54,3 | 27,0 | 21,2 | 24,1 |
| Orphelin de père | 62,6 | 58,1 | 60,3 | 69,6 | 54,2 | 60,4 | 37,1 | 7,6 | 27,3 |
| Orphelin de mère | 62,7 | 59,9 | 61,4 | 60,7 | 55,6 | 57,6 | 18,3 | 14,3 | 15,8 |
| Orphelin de père et de mère | 53,3 | 67,8 | 60,0 | 81,3 | 72,7 | 76,3 | 100,0 | 15,7 | 36,2 |
| Milieu de résidence | | | | | | | | | |
| Urbain | 24,1 | 25,7 | 24,9 | 53,7 | 42,7 | 47,5 | 62,7 | 64,2 | 63,5 |
| Rural | 54,8 | 50,1 | 52,4 | 75,5 | 72,4 | 73,8 | 82,0 | 76,5 | 79,6 |
| Provinces | | | | | | | | | |
| Bubanza | 51,4 | 53,6 | 52,5 | 72,8 | 75,7 | 74,2 | 85,6 | 76,0 | 82,5 |
| Bujumbura Mairie | 43,0 | 38,3 | 40,6 | 63,2 | 73,8 | 68,7 | 78,3 | 83,5 | 80,6 |
| Bujumbura | 19,3 | 23,8 | 21,6 | 52,4 | 35,3 | 42,3 | 58,9 | 62,8 | 61,0 |
| Bururi | 60,1 | 54,0 | 56,9 | 79,6 | 77,6 | 78,4 | 84,7 | 82,0 | 83,3 |
| Cankuzo | 58,3 | 55,0 | 56,7 | 75,0 | 70,4 | 72,7 | 86,8 | 76,2 | 82,4 |
| Cibitoke | 48,4 | 51,7 | 50,0 | 77,5 | 78,1 | 77,8 | 94,8 | 72,1 | 85,8 |
| Gitega | 52,4 | 46,8 | 49,4 | 74,0 | 59,8 | 65,9 | 83,3 | 70,1 | 76,9 |
| Karusi | 58,1 | 50,4 | 54,1 | 81,4 | 77,6 | 79,1 | 75,3 | 86,5 | 79,8 |
| Kayanza | 54,8 | 48,0 | 51,3 | 63,8 | 68,9 | 67,4 | 77,4 | 75,0 | 76,3 |
| Kirundo | 69,7 | 60,6 | 65,4 | 85,6 | 78,4 | 82,3 | 89,4 | 72,7 | 83,2 |
| Makamba | 52,1 | 51,5 | 51,8 | 75,1 | 74,3 | 74,7 | 87,5 | 65,8 | 74,9 |
| Muramvya | 48,1 | 41,8 | 45,1 | 78,9 | 74,2 | 76,1 | 82,3 | 80,8 | 81,5 |
| Muyinga | 51,3 | 47,6 | 49,4 | 78,3 | 70,6 | 74,7 | 88,1 | 84,3 | 86,5 |
| Mwaro | 51,9 | 50,0 | 50,9 | 84,9 | 73,0 | 77,8 | 74,8 | 81,4 | 78,8 |
| Ngozi | 57,4 | 46,6 | 52,2 | 72,8 | 70,7 | 71,5 | 76,0 | 69,3 | 73,4 |
| Rutana | 47,5 | 44,5 | 46,1 | 65,0 | 67,7 | 66,5 | 67,3 | 51,2 | 60,0 |
| Ruyigi | 51,3 | 47,8 | 49,5 | 70,4 | 63,7 | 66,5 | 66,9 | 88,4 | 76,7 |
| Rumonge | 55,6 | 49,9 | 52,7 | 68,7 | 62,8 | 65,5 | 73,3 | 78,1 | 75,3 |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Homme | 51,0 | 47,0 | 49,0 | 71,2 | 67,6 | 69,2 | 76,6 | 72,7 | 74,8 |
| Femme | 54,4 | 49,5 | 51,9 | 73,7 | 66,0 | 69,2 | 79,5 | 72,7 | 76,0 |
| Niveau d'éducation du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 58,6 | 54,6 | 56,6 | 79,2 | 72,1 | 75,3 | 82,9 | 79,1 | 81,3 |
| Primaire | 49,4 | 43,9 | 46,6 | 69,8 | 68,8 | 69,2 | 77,2 | 75,5 | 76,4 |
| Secondaire 1er cycle et plus | 26,8 | 28,8 | 27,8 | 55,0 | 48,2 | 51,3 | 67,8 | 62,3 | 64,8 |
| Niveau de vie du ménage | | | | | | | | | |
| Très pauvre | 61,5 | 54,6 | 58,1 | 86,4 | 74,9 | 79,6 | 86,7 | 81,3 | 84,6 |
| Pauvre | 56,8 | 51,0 | 53,8 | 75,5 | 71,1 | 72,9 | 88,3 | 78,3 | 84,5 |
| Class. Interm. | 54,9 | 51,7 | 53,3 | 78,4 | 75,2 | 76,6 | 80,6 | 78,6 | 79,7 |
| Nanti | 55,2 | 50,6 | 52,9 | 75,1 | 73,0 | 73,9 | 82,0 | 77,8 | 80,1 |
| Très nanti | 32,8 | 31,9 | 32,4 | 61,9 | 55,3 | 58,3 | 69,9 | 67,1 | 68,5 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans du ménage | | | | | | | | | |
| 1 | 35,1 | 33,4 | 34,2 | 83,9 | 73,7 | 78,3 | 78,9 | 77,2 | 78,1 |
| 2 | 50,5 | 45,2 | 47,9 | 69,8 | 69,0 | 69,3 | 78,4 | 69,4 | 73,9 |
| 3 et plus | 56,4 | 52,9 | 54,7 | 69,1 | 64,6 | 66,6 | 72,1 | 67,1 | 69,8 |
| Ensemble Burundi | 51,8 | 47,6 | 49,7 | 71,8 | 67,2 | 69,2 | 77,4 | 72,7 | 75,2 |
| Effectif | 1 249 875 | 1 260 521 | 2 510 396 | 231 630 | 289 149 | 520 779 | 140 742 | 124 189 | 264 931 |

Source des données de base : EDS 2017

Le tableau 16 présente le profil des enfants et adolescents des dimensions 4, 5 et 7. Quelle que soit la dimension considérée (4, 5 ou 7), les élèves à risque d'abandonner sont plus nombreux chez les enfants de chef de ménage (86,3 %, 83,3 % et 69,7 %), chez les non orphelins (86,5 %, 79 % et 79,3 %) et en milieu rural (95 %, 88,1 % et 77,1 %).

La population à risque d'abandonner répartie par province, fait ressortir que plus de la moitié des EADE de la dimension 4 (58,5 %) sont dans les provinces de Kirundo (8,3 %), Kayanza (7,9 %), Gitega (7,9 %), Ngozi (7,5 %), Rumonge (7,3 %), Makamba (7 %), Muyinga (6,4 %) et Cibitoke (6,2 %). Plus de la moitié des élèves à risque d'abandonner (58,2 %) de la dimension 5 sont à Bururi (8,3 %), Gitega (8,2 %), Rumonge (7,4 %), Bujumbura (7,3 %), Makamba (7,1 %), Kayanza (6,7 %), Ngozi (6,7 %) et Cibitoke (6,4 %). Pour la dimension 7, ce sont 62 % des élèves à risque d'abandonner (tableau 16) qui se retrouvent dans les provinces de Bujumbura Mairie (12,6 %), Gitega (8,9 %), Bujumbura (8,2 %), Kayanza (7,9 %), Rumonge (7 %), Makamba (6,6 %),

Bururi (5,8 %) et Ngozi (5,1 %). Les provinces qui se retrouvent avec le moins d'élèves à risque d'abandonner sont celles de Cankuzo, Mwaro, Muramvya, Karusi, Ruyigi et Muyinga. Cette répartition se maintient presque quels que soient la dimension et le sexe. Bujumbura et Gitega se distinguent nettement avec le plus d'élèves à risque d'abandonner pour tous les niveaux (dimensions).

C'est aussi dans les ménages nantis que l'on trouve l'essentiel des élèves à risque d'abandonner et cela quelle que soit la dimension. Il y a en effet un quart des élèves du primaire à risque d'abandonner dans les ménages nantis, et encore plus lorsqu'on passe aux cycles suivants.

On trouve plus les enfants à risque d'abandonner dans les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction. Plus de la moitié des élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental à risque d'abandonner sont avec un chef de ménage sans aucun niveau d'instruction. Les enfants à risque d'abandonner sont relativement plus nombreux dans les ménages où il y a plus d'enfants de 7-19 ans.

Tableau 16 : Profil de la population à risque d'abandonner (en %)

| Caractéristiques | 1 ^{er} au 3 ^e cycle du fondamental(Dim4) | | | 4 ^e cycle du fondamental(Dim5) | | | Post-fondamental(Dim7) | | |
|---|--|---------|-----------|---|---------|---------|------------------------|--------|---------|
| | G | F | Ens | G | F | Ens | G | F | Ens |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 87,5 | 85,0 | 86,3 | 85,7 | 81,2 | 83,3 | 73,1 | 65,7 | 69,7 |
| Autre enfant | 12,5 | 15,0 | 13,7 | 14,3 | 18,8 | 16,7 | 26,9 | 34,3 | 30,3 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Statut d'orphelin | | | | | | | | | |
| Non orphelin | 86,9 | 86,1 | 86,5 | 78,6 | 79,4 | 79,0 | 72,5 | 90,0 | 79,3 |
| Orphelin de père | 9,5 | 10,3 | 9,9 | 15,8 | 14,6 | 15,1 | 22,6 | 3,6 | 15,2 |
| Orphelin de mère | 3,0 | 2,8 | 2,9 | 3,4 | 3,9 | 3,7 | 2,0 | 4,2 | 2,8 |
| Orphelin de père et de mère | ,7 | ,8 | ,8 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,9 | 2,2 | 2,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Milieu de résidence | | | | | | | | | |
| Urbain | 4,5 | 5,5 | 5,0 | 12,7 | 11,1 | 11,9 | 19,1 | 27,6 | 22,9 |
| Rural | 95,5 | 94,5 | 95,0 | 87,3 | 88,9 | 88,1 | 80,9 | 72,4 | 77,1 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Provinces | | | | | | | | | |
| Bubanza | 5,0 | 5,7 | 5,3 | 4,9 | 3,9 | 4,3 | 6,2 | 3,3 | 4,9 |
| Bujumbura Mairie | 2,0 | 2,7 | 2,3 | 6,5 | 5,4 | 5,9 | 10,1 | 15,5 | 12,6 |
| Bujumbura | 5,5 | 5,4 | 5,4 | 6,9 | 7,6 | 7,3 | 8,0 | 8,5 | 8,2 |
| Bururi | 4,4 | 4,7 | 4,5 | 7,2 | 9,3 | 8,3 | 5,3 | 6,4 | 5,8 |
| Cankuzo | 3,0 | 2,9 | 3,0 | 2,0 | 1,5 | 1,7 | 2,9 | 2,2 | 2,6 |
| Cibitoke | 6,1 | 6,3 | 6,2 | 7,6 | 5,5 | 6,5 | 6,0 | 3,6 | 4,9 |
| Gitega | 7,6 | 8,3 | 7,9 | 8,6 | 7,8 | 8,2 | 9,1 | 8,6 | 8,9 |
| Karusi | 5,1 | 5,2 | 5,2 | 2,2 | 2,8 | 2,5 | 1,6 | 1,5 | 1,6 |
| Kayanza | 7,9 | 8,0 | 7,9 | 4,1 | 9,0 | 6,7 | 7,9 | 7,9 | 7,9 |
| Kirundo | 9,0 | 7,6 | 8,3 | 4,6 | 3,0 | 3,7 | 4,5 | 2,6 | 3,6 |
| Makamba | 6,9 | 7,1 | 7,0 | 8,1 | 6,3 | 7,1 | 5,9 | 7,4 | 6,6 |
| Muramvya | 3,9 | 3,3 | 3,6 | 5,3 | 6,0 | 5,7 | 3,1 | 3,7 | 3,4 |
| Muyinga | 6,1 | 6,6 | 6,4 | 5,9 | 4,0 | 4,9 | 4,5 | 3,7 | 4,1 |
| Mwaro | 3,6 | 3,6 | 3,6 | 4,6 | 5,1 | 4,9 | 2,7 | 5,4 | 3,9 |
| Ngozi | 8,3 | 6,7 | 7,5 | 6,1 | 7,3 | 6,7 | 5,9 | 4,1 | 5,1 |
| Rutana | 4,0 | 3,7 | 3,9 | 5,2 | 5,9 | 5,6 | 5,0 | 3,8 | 4,5 |
| Ruyigi | 4,5 | 4,7 | 4,6 | 2,4 | 2,6 | 2,5 | 3,8 | 5,1 | 4,4 |
| Rumonge | 7,2 | 7,4 | 7,3 | 7,8 | 7,0 | 7,4 | 7,3 | 6,6 | 7,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Hommes | 75,4 | 74,9 | 75,1 | 75,4 | 72,7 | 74,0 | 70,8 | 64,9 | 68,1 |
| Femmes | 24,6 | 25,1 | 24,9 | 24,6 | 27,3 | 26,0 | 29,2 | 35,1 | 31,9 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau d'éducation du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 53,4 | 54,5 | 54,0 | 49,7 | 47,0 | 48,2 | 46,5 | 38,8 | 43,0 |
| Primaire | 42,1 | 40,1 | 41,1 | 38,7 | 42,2 | 40,6 | 32,7 | 34,6 | 33,6 |
| Secondaire 1er cycle et plus | 4,5 | 5,4 | 4,9 | 11,6 | 10,8 | 11,2 | 20,8 | 26,5 | 23,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Niveau de vie du ménage | | | | | | | | | |
| Très pauvre | 18,2 | 17,7 | 18,0 | 6,9 | 7,4 | 7,2 | 6,1 | 4,4 | 5,4 |
| Pauvre | 20,7 | 20,8 | 20,7 | 12,5 | 13,7 | 13,1 | 11,2 | 7,2 | 9,4 |
| Class. Interm. | 22,6 | 22,8 | 22,7 | 23,1 | 22,4 | 22,7 | 16,9 | 16,2 | 16,6 |
| Nanti | 25,4 | 24,8 | 25,1 | 26,9 | 27,8 | 27,4 | 26,7 | 25,4 | 26,1 |
| Très nanti | 13,1 | 13,9 | 13,5 | 30,7 | 28,7 | 29,6 | 39,1 | 46,7 | 42,6 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans du ménage | | | | | | | | | |
| 1 | 8,4 | 10,0 | 9,2 | 14,3 | 13,0 | 13,6 | 19,0 | 21,7 | 20,2 |
| 2 | 22,5 | 21,8 | 22,2 | 16,8 | 20,3 | 18,7 | 22,1 | 23,5 | 22,7 |
| 3 et plus | 69,0 | 68,2 | 68,6 | 69,0 | 66,7 | 67,7 | 58,9 | 54,8 | 57,0 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectif | 647 337 | 600 344 | 1 247 681 | 166 294 | 194 181 | 360 475 | 108 979 | 90 268 | 199 247 |

Source des données de base : EDS 2017

4.5 Une analyse synthétique des profils des enfants et adolescents en dehors de l'école

4.5.1 Comparaison des différents types d'inégalité

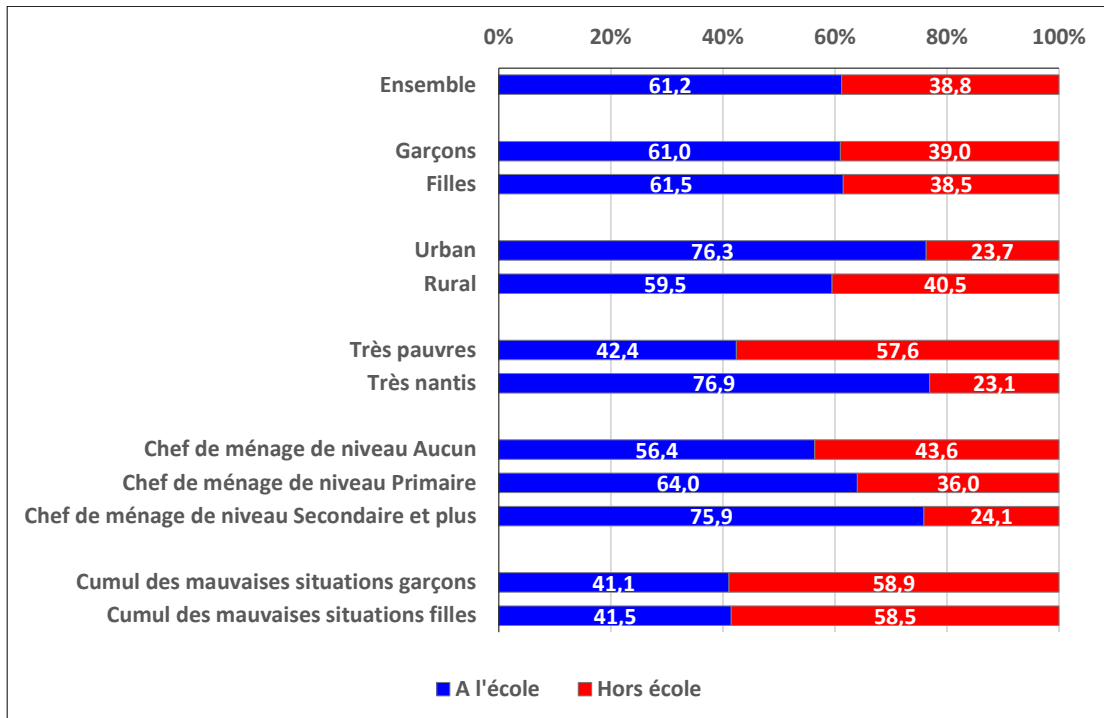
Le graphique 18 présente une synthèse de l'ampleur relative des EADE suivant quelques caractéristiques. On note que les différences selon le genre n'existent presque pas car 38,5 % des filles et 39,0 % des garçons sont en dehors de l'école. Les enfants et adolescents du milieu rural et ceux dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction ont deux fois plus de risque d'être en dehors de l'école (respectivement 40,5 % et

43,6 %) que ceux résidant en milieu urbain et ceux dont le chef de ménage a le niveau secondaire ou plus (respectivement 23,7 % et 24,1 %). Selon le statut économique du ménage, les inégalités sont très marquées entre riches et pauvres. En effet, 57,6 % des enfants et adolescents des ménages les plus pauvres sont en dehors de l'école contre 23,1 % dans les ménages les plus nantis, soit un écart relatif « très pauvres »/« très nantis » de 2,49. Cette inégalité est plus importante que ce qui a été observé au Burkina et au Niger mais en deçà de ce qui a été observé en RDC²⁵. Lorsqu'on considère le cumul des inégalités, il apparaît que pour les enfants et adolescents des ménages très pauvres, dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction et résidant en milieu rural, près de trois enfants et adolescents sur cinq sont en dehors de l'école et il n'y a pas de différence de genre (58,9 % pour les garçons, et 58,5 % pour les filles).

²⁵ Dans l'étude sur les enfants et adolescents en dehors de l'école au Niger, la proportion d'EADE en 2014 était de 61 % pour le quintile 1 et de 29,3 % pour le quintile 5, soit un rapport Q1/Q5 de 2,08. Dans l'étude sur les enfants et adolescents en dehors de l'école au Burkina Faso, la proportion d'EADE en 2014 était de 58,7 %

pour le quintile 1 et de 31,7 % pour le quintile 5, soit un rapport Q1/Q5 de 1,85. Dans l'étude EADE en RDC, la proportion d'EADE en 2011 était de 36,6 % dans les ménages ayant 50 \$ US/mois ou moins contre 11,2 % dans les ménages ayant 200 \$ US ou plus par mois, ce qui fait un rapport de 3,27.

Graphique 18 : Profil scolaire des enfants et adolescents de 3-19 ans en 2017 selon certaines caractéristiques (en %)



Source des données de base : EDS 2017.

Cumul des mauvaises situations = enfant et adolescent d'un ménage très pauvre, dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction et résidant en milieu rural.

4.5.2 Synthèse de l'ampleur des EADE

L'ampleur du phénomène des EADE est synthétisée pour rendre compte des effectifs globaux et pour permettre les comparaisons internationales de l'exclusion selon les dimensions (tableau 17). En somme, le Burundi comptait en 2017 un effectif de 1 987 432 EADE de 4-19 ans (sur 5 126 688 enfants d'âges scolaires de 4-19 ans) et une population scolaire à risque d'abandonner de 1 184 264 élèves (pour 2 451 594 élèves au total) soit 48,3 % des élèves de 7-15 ans.

Avec la population des 7-19 ans, c'est un effectif de 1 055 082 EADE pour une population scolarisable de 3 949 548 et 1 550 147 élèves à risque d'abandonner pour 2 894 466 élèves de 7-19 ans soit 53,6 %. Lorsqu'on se réfère au niveau, ce sont 1 807 403 élèves à risque d'abandonner pour une population scolarisable de 3 296 106. Cela donne une proportion de population scolaire à risque d'abandonner de 54,8 %.

Tableau 17 : Synthèse de l'ampleur des EADE selon les sept dimensions

| Age de scolarisation | Garçons | Filles | Ensemble | Garçons | Filles | Ensemble | Garçons | Filles | Ensemble |
|--|-------------------------|-----------|-----------|----------------------------------|-----------|-----------|---------|--------|----------|
| | Population scolarisable | | | Population des EADE | | | Rapport | | |
| 4-6 ans | 589 532 | 587 608 | 1 177 140 | 465 270 | 467 080 | 932 350 | 78,9 | 79,5 | 79,2 |
| 7-12 ans | 1 075 929 | 1 127 548 | 2 203 477 | 192 104 | 200 829 | 392 933 | 17,9 | 17,8 | 17,8 |
| 13-15 ans | 439 159 | 433 082 | 872 241 | 122 187 | 109 003 | 231 190 | 27,8 | 25,2 | 26,5 |
| 16-19 ans | 418 373 | 455 457 | 873 830 | 205 578 | 225 381 | 430 959 | 49,1 | 49,5 | 49,3 |
| 7-15 ans | 1 515 088 | 1 560 630 | 3 075 718 | 314 291 | 309 832 | 624 123 | 20,7 | 19,9 | 20,3 |
| 7-19 ans | 1 933 461 | 2 016 087 | 3 949 548 | 519 869 | 535 213 | 1 055 082 | 26,9 | 26,5 | 26,7 |
| 4-19 ans | 2 522 993 | 2 603 695 | 5 126 688 | 985 139 | 1 002 293 | 1 987 432 | 39,0 | 38,5 | 38,8 |
| | Population scolarisée | | | Population à risque d'abandonner | | | Rapport | | |
| 7-12 ans | 883 825 | 926 718 | 1 810 543 | 377 629 | 365 526 | 743 155 | 42,7 | 39,4 | 41,0 |
| 13-15 ans | 316 972 | 324 079 | 641 051 | 231 137 | 209 972 | 441 109 | 72,9 | 64,8 | 68,8 |
| 16-19 ans | 212 796 | 230 077 | 442 873 | 176 750 | 189 133 | 365 883 | 83,1 | 82,2 | 82,6 |
| 7-15 ans | 1 200 797 | 1 250 797 | 2 451 594 | 608 766 | 575 498 | 1 184 264 | 50,7 | 46,0 | 48,3 |
| | Population scolarisée | | | Population à risque d'abandonner | | | Rapport | | |
| 1 ^{er} au 3 ^e cycle du fondamental | 1 249 875 | 1 260 521 | 2 510 396 | 647 337 | 600 344 | 1 247 681 | 51,8 | 47,6 | 49,7 |
| 4 ^e cycle du fondamental | 231 630 | 289 149 | 520 779 | 166 294 | 194 181 | 360 475 | 71,8 | 67,2 | 69,2 |
| Post-fondamental | 140 742 | 124 189 | 264 931 | 108 979 | 90 268 | 199 247 | 77,4 | 72,7 | 75,2 |
| Total fondamental | 1 481 505 | 1 549 670 | 3 031 175 | 813 631 | 794 525 | 1 608 156 | 54,9 | 51,3 | 53,1 |
| Total | 1 622 247 | 1 673 859 | 3 296 106 | 922 610 | 884 793 | 1 807 403 | 56,9 | 52,9 | 54,8 |
| 7-19 ans | 1 413 592 | 1 480 874 | 2 894 466 | 785 516 | 764 631 | 1 550 147 | 55,6 | 51,6 | 53,6 |

Source des données de base : EDS 2017

Résumé analytique

Ce chapitre avait pour objectif de donner l'ampleur et de décrire le profil des enfants et adolescents en dehors de l'école au Burundi, en répondant à trois questions principales : « Combien y a-t-il d'EADE ? », « Où sont-ils ? » et « Qui sont-ils ? ».

En 2017, le Burundi comptait environ 5 126 688 enfants et adolescents âgés de 4 à 19 ans, soit 44,2 % de la population totale estimée à 11 495 438 habitants. Parmi les enfants et adolescents âgés de 4 à 19 ans, ceux d'âge du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental (7-12 ans), avec un effectif de 2 203 477 sont les plus nombreux, soit 43 % de la population scolarisable. Quant aux adolescents d'âge du 4^e cycle du fondamental (13-15 ans), ils sont estimés à 872 241 (18 % de la population d'âge scolaire). L'effectif des adolescents de 16-19 ans était estimé à 873 831 avec une part plus importante de filles (52,1 %). Au regard de ces chiffres, il apparaît que la demande potentielle d'éducation est forte car cette

population représente près de 45 % de la population totale.

Malgré les progrès réalisés en matière d'éducation, il ressort qu'en 2017, environ deux cinquièmes (38,8 %) des 4-19 ans étaient en dehors de l'école, soit un effectif de 1 987 432. Les enfants de la dimension 1 (préscolaire) sont proportionnellement les plus nombreux à être en dehors de l'école (79,2 %), soit un chiffre absolu de 932 350, un résultat qui s'explique par la faible demande du préscolaire qui reste l'apanage des villes. Les enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) de 7-12 ans sont au nombre de 392 933 (Dimension 2), ce qui correspond à 17,8 % des enfants d'âge du primaire. C'est la tranche d'âge ayant la plus faible proportion d'EADE, ce qui est certainement le reflet de la priorité accordée à l'enseignement primaire au cours des dernières années. La proportion d'EADE au sein des 13-15 ans (Dimension 3) est de 26,5 % (effectif de 231 190). La proportion d'EADE la plus élevée est observée au niveau des 16-19 ans

(Dimension 6), soit 49,3 % pour un effectif absolu de 430 959 EADE. Il n'existe pas de différence de genre en ce qui concerne la proportion des EADE (39,0 % et 38,5 %, respectivement pour les garçons et les filles), mais l'ampleur est près de deux fois plus élevée en milieu rural (40,5 %) qu'en milieu urbain (23,7 %).

En termes de profil, les enfants et adolescents en dehors de l'école se retrouvent davantage en milieu rural, dans les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction, dans les ménages pauvres. Ils sont davantage des enfants du chef de ménage et sont davantage dans des ménages dirigés par un homme.

L'analyse selon la province révèle des situations très différenciées en termes d'ampleur relative (proportion d'EADE) et d'ampleur absolue (effectif d'EADE). Cinq provinces se distinguent particulièrement par rapport à la question des EADE, dans la mesure où quel que soit le groupe d'âge, l'ampleur relative et l'ampleur absolue sont, soit très élevées soit élevées (Karuzi, Kirundo, Muyinga, Ngozi et Ruyigi). La situation de Cankuzo est aussi spécifique, dans la mesure où bien que l'ampleur absolue soit moyenne (compte tenu de son faible poids démographique), l'ampleur relative (proportion des EADE) est très élevée quel que soit le groupe d'âge, même si l'ampleur absolue est moyenne du fait de sa faible population par rapport aux autres provinces.

V. Barrières et goulots d'étranglement

5.1 Déterminants de la non scolarisation des enfants et adolescent(e)s liés à la demande éducative

Au regard des enseignements de la littérature scientifique sur les déterminants de la demande scolaire en Afrique et en fonction des données disponibles, nous avons procédé à une analyse multivariée²⁶ des déterminants²⁷ de « l'exclusion scolaire », c'est-à-dire le fait qu'un enfant ou un adolescent(e) soit à l'école ou non à un moment donné. Comme mentionné dans la section méthodologie, la variable dépendante étant dichotomique (est hors école= 1 ou est à l'école=0), nous avons eu recours à la régression logistique binaire. Quatre modèles ont été mis en œuvre au niveau de l'ensemble du pays (tableaux A15-A16, annexes) et un modèle pour chacune des seize²⁸ provinces (tableau A18, annexes). Les variables statut de handicap et statut d'orphelin n'ont pas été intégrées dans les modèles multivariés à cause du problème de faibles effectifs ne permettant pas de les garder pour l'ensemble des groupes d'âges. Nous présenterons toutefois quelques résultats bivariés sur ces deux variables.

Les quatre modèles au niveau de l'ensemble du pays sont relatifs aux tranches d'âge suivantes : 7-19 ans, 7-12 ans, 13-15 ans et 16-19 ans. Nous n'avons pas pris en compte la tranche d'âge du préscolaire (4-6 ans) dans les modèles d'analyse

compte tenu du très faible niveau de participation scolaire au niveau de ce cycle et le fait qu'il ne s'agit pas d'un groupe d'âge obligatoire de scolarisation²⁹.

5.1.1 Déterminants socio-démographiques de la demande

Les variables examinées dans cette section sont relatives aux caractéristiques démographiques individuelles (sexe et statut familial), au sexe du chef de ménage et au nombre d'enfants d'âge scolaire dans le ménage. Les variables âge de l'enfant et âge du chef de ménage sont prises en compte dans les modèles comme des variables de contrôle³⁰.

a) Sexe de l'enfant

La question des inégalités de genre est l'un des sujets qui a été le plus étudié dans l'analyse des déterminants de la scolarisation en Afrique. La division sexuelle des rôles qui affecte les femmes aux tâches domestiques et de reproduction, alors que les hommes sont responsables des ressources financières et donc davantage orientés vers les activités à l'extérieur du ménage, a généralement pour conséquence un plus grand investissement dans la scolarisation des garçons au détriment des filles. Les filles sont plus enclines à être hors du système scolaire que les garçons parce qu'elles accèdent généralement moins à l'éducation ou décrochent plus rapidement que les garçons (Pilon,

²⁶ Les résultats des analyses bivariées (relation entre chacune des variables indépendantes et la variable dépendante) ont été également produits (Tableaux A9-A13 en annexes). L'identification des déterminants implique d'aller au-delà de ces analyses bivariées, afin de contrôler par l'ensemble des variables et déterminer les effets nets.

²⁷ Nous nous sommes assurés que nos variables indépendantes (au nombre de 12), ne posaient pas de problème de multicollinéarité. Pour cela, nous avons eu recours à la statistique VIF (Variance Inflation Factor). La règle générale est que les VIF supérieurs à 4 méritent un examen plus poussé des variables, tandis que les VIF supérieurs à 10 sont des signes de multicollinéarité grave nécessitant une révision des variables dans le modèle. Ce problème ne pose pas avec les résultats de notre VIF (Tableau A14 en annexe).

²⁸ Dans l'enquête EDS III de 2016-2017, utilisée pour la mesure de l'ampleur et des profils des EADE, le découpage administratif est de dix-sept provinces. Mais dans l'enquête EBCVMB de 2013-2014, ce découpage administratif était de seize provinces.

²⁹ Les facteurs de la non-participation scolaire pour ce groupe d'âge (4-6 ans) peuvent être très différents de ceux des niveaux supérieurs.

³⁰ Que ce soit avec l'âge de l'enfant ou celui du chef de ménage, on observe généralement une relation de nature curvilinéaire avec la participation scolaire (la participation scolaire croît jusqu'à un certain seuil et décroît ensuite). Pour tenir compte de cette relation (équation d'ordre 2), on inclut dans le modèle l'âge et l'âge au carré.

1 2007; Kobiané, 2014; Kobiané *et al.*, 2005 ; ; UNESCO, 2014 ;). Bien qu'il ait eu des progrès en matière de réduction des inégalités de genre dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, notamment dans l'enseignement primaire au cours des décennies 2000 et 2010³¹, les inégalités de genre subsistent toujours au-delà du primaire.

Que ce soit au niveau de l'ensemble du groupe d'âge 7-19 ans, ou les groupes d'âge du fondamental (7-12 ans et 13-15 ans), il ressort que le sexe de l'enfant n'est pas une variable déterminante. C'est au niveau de la tranche d'âge du secondaire (16-19 ans) que la différence entre garçons et filles est statistiquement significative, notamment dans l'ensemble du Burundi et en milieu rural (une adolescente de 16-19 ans a 1,3 fois de risque d'être en dehors de l'école comparé à un adolescent de 16-19 ans). Le défi de la réduction des inégalités de genre se pose donc davantage en milieu rural et au niveau des âges de l'enseignement post-fondamental.

a) Statut familial de l'enfant

La mobilité des enfants entre unités résidentielles (confiage) est une pratique courante en Afrique Subsaharienne et les raisons de cette mobilité sont diverses : perpétuation des liens de solidarité, scolarisation, accès à l'emploi urbain, appoint comme main-d'œuvre dans les ménages urbains, etc. (Isiugo-Abanihe, 1985 ; Kobiané, 2001; Pilon, 2005). Plusieurs travaux montrent que les enfants qui ont un autre lien de parenté avec le chef de ménage ou qui ne lui sont pas apparentés, ont moins de chance de fréquenter l'école que les propres enfants du chef de ménage (Kobiané, 2007; Bougma, 2014 ; Bouaré *et al.*, 2012; Nganawara, 2016).

Dans le contexte burundais, quel que soit le groupe d'âge scolaire, les autres enfants du ménage courent un plus grand risque d'être en dehors de l'école que les propres enfants du chef de ménage. Cet effet du statut familial est en général plus important en milieu urbain qu'en milieu rural et est plus prononcé au niveau du groupe d'âge 13-15 ans. Les rapports de chances révèlent qu'au niveau

de l'ensemble du pays, pour les enfants âgés de 7-19 ans, un enfant « autre parent » du chef de ménage a 2,3 fois de risque d'être en dehors de l'école comparé à un enfant du chef de ménage. Ce chiffre est de 2,0 en milieu rural et de 4,9 en milieu urbain. Lorsqu'on considère la tranche d'âge 13-15 ans, un enfant « autre parent » en milieu urbain court dix-sept fois plus de risque (rapport de chances de 16,76) d'être en dehors de l'école comparé à un enfant du chef de ménage (ce chiffre se situe à 2,16 en milieu rural).

b) La survie des parents

L'effet de la perte des parents sur la scolarisation des enfants, surtout en Afrique sub-saharienne, semble mitigé dans la littérature. La perte des parents est apparue dans certains contextes comme un facteur influençant négativement l'accès et le parcours scolaire des enfants et adolescents, avec souvent une différence entre les orphelins de père ou de mère et une situation plus défavorable pour les orphelins des deux parents (Wakam, 2004 ; Ainsworth et Filmer, 2002 ; Gnomou Thiombiano *et al.*, 2013). Mais certains travaux ont également mis en évidence des situations où les orphelins présentaient des chances de scolarisation plus importantes que les non orphelins, l'une des raisons étant le rôle tampon ou filet social des institutions d'accueil et des réseaux de solidarité familiale (Nyangara, 2004).

Les faibles effectifs ne permettent pas de considérer le statut d'orphelin dans tous les modèles multivariés. Par conséquent, nous nous limitons à une illustration au niveau bivarié (graphique 19). Au Burundi, les résultats sur la relation entre statut d'orphelin et risque d'être en dehors de l'école, montrent que la proportion des EADE est plus élevée chez les orphelins des deux parents (34,3 %), suivis des orphelins de mère (30,1 %), des orphelins de père (26,5 %) et des non orphelins (22,7 %). Excepté pour les orphelins des deux parents pour lesquels la proportion EADE est proportionnellement plus importante en milieu urbain (38,8 %) qu'en milieu rural (33,5 %), pour les autres modalités du statut d'orphelin, la

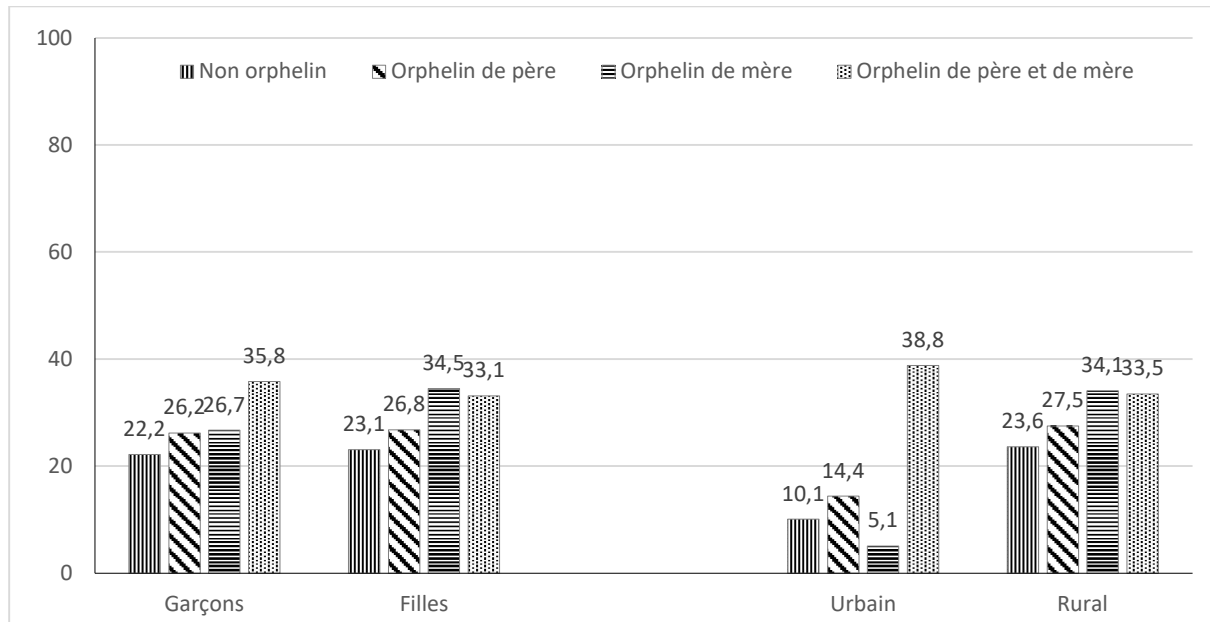
³¹ À la suite du forum mondial sur l'éducation de 2000 à Dakar, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne mettront en place des plans décennaux de

développement de l'éducation de base avec pour stratégie centrale la réduction des inégalités de genre et spatiales (Kobiané, 2014).

proportion des EADE est nettement plus en milieu rural qu'en milieu urbain. D'une manière générale, il semble ne pas exister de différence de genre quant à l'effet de la perte des parents sur le risque d'être en dehors de l'école. Mais un résultat mérite

d'être mentionné : les filles orphelines de mère semblent proportionnellement plus touchées par le risque d'être en dehors de l'école que leurs homologues garçons, avec respectivement 34,5 % et 26,7 % de proportion d'EADE.

Graphique 19 : Proportion (en %) des enfants scolarisables (7-19 ans) en dehors de l'école selon le statut d'orphelin par sexe, par milieu de résidence



Source des données de base : ECVMB 2013-2014

a) Handicap et risque d'être en dehors de l'école

Au Burundi, il y a très peu d'écoles pour accueillir les enfants en situation de handicap. Les établissements qui reçoivent les enfants ayant des déficiences physiques, auditives et visuelles, relèvent en général du privé. Ce ne sont que quelques-unes qui sont publiques (Burundi, 2019). La scolarisation des enfants vivant avec un handicap se heurte aux défis liés aux infrastructures physiques et aux outils didactiques adaptés aux divers types de handicap (outils d'écriture braille et pour le langage des signes) qui limitent leur accès à l'éducation (Burundi Eco, 2018) ainsi qu'au manque de personnel formé pour la traduction du braille et du langage des signes³².

La faible participation scolaire des enfants vivant avec un handicap est le reflet d'une inadaptation de

l'offre scolaire (infrastructures et contenu pédagogique) aux besoins de ce groupe d'enfants. Les résultats de l'ECVMB 2013-2014 révèlent que 2,4 % des enfants de 7-19 ans vivaient avec un handicap. Parmi eux, il y avait 26,9 % avec un handicap moteur, 25,5 % avec un handicap visuel, 21,1 % avec un handicap mental, 17,7 % avec un handicap auditif, 3,2 % avec un handicap de la parole, 2,3 % de sourds-muets et 3,1 % avec un autre handicap.

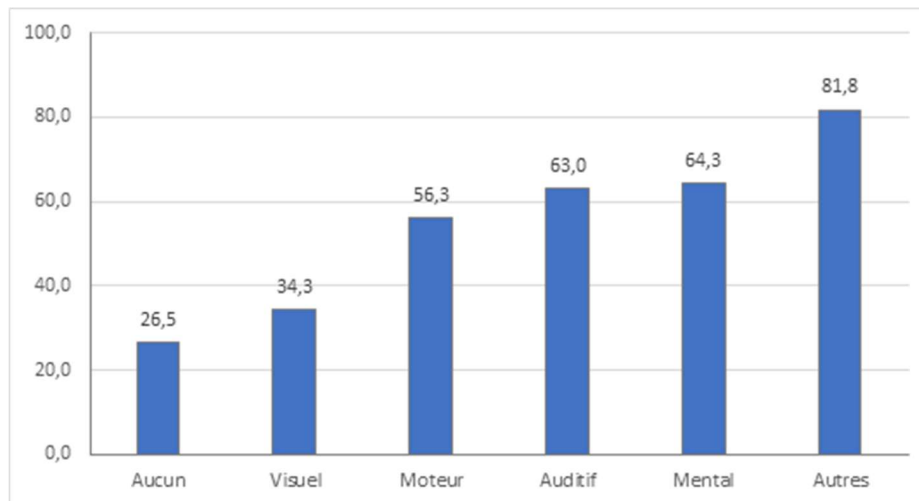
Le graphique 20 met en évidence un accent très différencié à l'école en fonction du type de handicap. Les enfants et adolescents sans aucun handicap sont avant tout ceux qui présentent la plus faible proportion d'EADE, soit 26,5 %. Lorsqu'on considère les différents types de handicap, ce sont les enfants et adolescents dans la catégorie « autres handicaps »³³ qui présentent la plus forte proportion d'EADE (81,8 %). Ensuite suivent le

³² Cf. décret portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (MENRS)

³³ Du fait des effectifs très faibles, certains types de handicap comme « handicap de la parole » et sourds-muets ont été ajoutés à la catégorie « autres handicaps ».

handicap mental et le handicap auditif (respectivement 64,3 % et 63,0 % d'EADE), le handicap moteur (56,3 %) et enfin le handicap visuel (34,3 %).

Graphique 20 : Proportion (en %) des enfants et adolescents de 7-19 ans en dehors de l'école selon le type de handicap en 2014

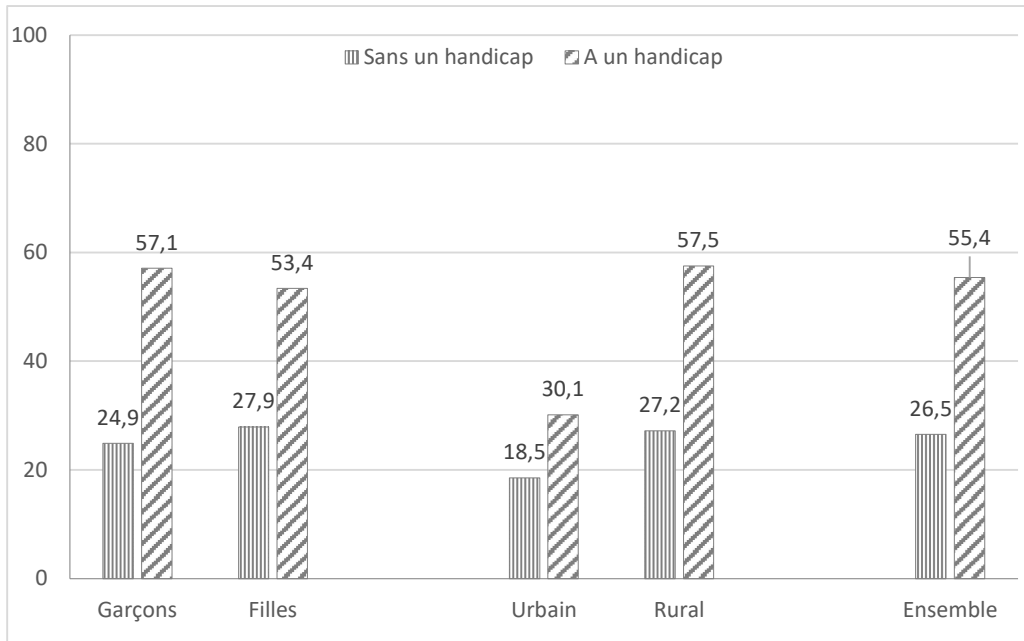


Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Pour procéder à une analyse selon le milieu de résidence et selon le genre, nous avons dû recodifier la variable statut de handicap à cause des faibles effectifs, en distinguant d'une part les enfants et adolescents avec handicap et, d'autre part, les enfants et adolescents sans handicap. Les enfants vivant avec un handicap ont plus de risque d'être en dehors de l'école lorsqu'ils résident en

milieu rural (57,5 %) plutôt qu'en milieu urbain (30,1 %). Les différences selon le genre sont relativement faibles (graphique 21), mais les filles avec un handicap ont proportionnellement un peu moins de risque d'être en dehors de l'école (53,4 %) que les garçons avec un handicap (57,1 %).

Graphique 21 : Proportion (en %) des enfants scolarisables (7-19 ans) en dehors de l'école selon le handicap par sexe, par milieu de résidence en 2014



Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Les statistiques scolaires de l'année 2017-2018 donnent un effectif de 17 997 élèves avec un handicap au fondamental et 1 017 au post-fondamental, soit respectivement 0,7 % et 0,3 % des élèves. Les proportions les plus élevées d'élèves avec un handicap, c'est-à-dire supérieures à 1%, au fondamental sont observées dans les provinces de Bujumbura, Gitega, Makamba et Muyinga (tableau 18). Au post-fondamental, si on considère le seuil de 0,3 %, les provinces présentant les proportions les plus élevées d'élèves

vivant avec un handicap sont Makamba, Gitega et Cibitoke et Muyinga.

La distribution des élèves avec un handicap par province fait ressortir qu'en général, ce sont les provinces avec les plus fortes proportions d'élèves avec un handicap qui ont aussi les effectifs les plus élevés.

Tableau 18 : Proportions (en %) et distribution (en %) des élèves ayant un handicap par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018

| Provinces | Fondamental | | Post-fondamental | |
|------------------|-------------|---------------|------------------|--------------|
| | Proportions | Distribution | Proportions | Distribution |
| Bubanza | 0,4 | 2,7 | 0,3 | 3,9 |
| Bujumbura Mairie | 0,7 | 5,5 | 0,2 | 8,2 |
| Bujumbura | 2,4 | 21,9 | 0,1 | 2,1 |
| Bururi | 0,4 | 2,0 | 0,2 | 5,5 |
| Cankuzo | 0,5 | 1,9 | 0,2 | 1,4 |
| Cibitoke | 0,7 | 5,7 | 0,5 | 7,2 |
| Gitega | 1,3 | 15,5 | 0,6 | 18,8 |
| Karusi | 0,3 | 1,8 | 0,3 | 3,9 |
| Kayanza | 0,3 | 2,6 | 0,3 | 5,4 |
| Kirundo | 0,5 | 4,7 | 0,3 | 2,9 |
| Makamba | 1,1 | 9,4 | 0,7 | 14,8 |
| Muramvya | 0,3 | 1,9 | 0,1 | 2,4 |
| Muyinga | 1,1 | 9,2 | 0,4 | 6,5 |
| Mwaro | 0,2 | 0,8 | 0,1 | 2,2 |
| Ngozi | 0,2 | 2,5 | 0,2 | 4,4 |
| Rumonge | 0,5 | 3,8 | 0,2 | 4,6 |
| Rutana | 0,5 | 2,9 | 0,3 | 3,0 |
| Ruyigi | 0,9 | 5,3 | 0,3 | 2,8 |
| Total | | 100,0 | | 100,0 |
| Burundi | 0,7 | 17 997 | 0,3 | 1 017 |

Source des données de base : Annuaires statistiques MEFTP et calcul des auteurs

b) *Sexe du chef de ménage*

Contrairement aux résultats observés dans d'autres régions en développement comme en Amérique latine, les travaux sur l'Afrique sub-saharienne ont mis en évidence le fait que les femmes chefs de ménage scolarisaient plus les enfants que leurs homologues hommes (Kaboré *et al.*, 2003).

Ce résultat s'observe également dans le contexte burundais, notamment lorsqu'on considère la tranche d'âge 7-12 ans, pour l'ensemble du Burundi : un enfant de 7-12 ans dans un ménage dirigé par une femme a 19 %³⁴ moins de chances d'être en dehors de l'école qu'un enfant dans un ménage dirigé par un homme. L'effet du sexe du chef de ménage n'est pas statistiquement significatif pour les autres groupes d'âge.

³⁴ Le rapport de chances associé à la femme chef de ménage est de 0,813. La catégorie de référence

b) *Nombre d'enfants d'âge scolaire dans le ménage*

Contrairement aux résultats observés dans d'autres régions en développement (comme dans des pays d'Asie du Sud-Est) établissant une relation négative entre la taille de la famille ou du ménage et la scolarisation des enfants (Knodel et Wongsith, 1991 ; Anh *et al.*, 1998), les travaux sur l'Afrique subsaharienne aboutissent au résultat selon lequel, la relation entre la taille de la famille ou du ménage et la scolarisation des enfants est plutôt inexistante, voire positive (Gomes, 1984 ; Marcoux, 1994). Cette différenciation entre l'Asie du Sud-Est et l'Afrique subsaharienne s'expliquerait par des différences dans les systèmes familiaux. L'existence de réseaux de solidarité familiale en Afrique sub-saharienne, qui permettent bien souvent l'accueil de personnes extérieures au

(homme chef de ménage) représente 1. Par conséquent, $1-0,813 = 0,187$, soit 18,7 %.

ménage (enfants comme adultes) ou l'envoi de certains membres du ménage vers d'autres unités résidentielles, aurait pour effet de réduire la pression du nombre d'enfants sur les ressources disponibles. Mais cette différence de résultats entre les deux contextes pourrait aussi s'expliquer par des aspects d'ordre méthodologique, notamment la manière d'opérationnaliser la taille de la famille. Bougma *et al.* (2015) montrent que dans un contexte urbain où le coût de l'enfant croît et l'accès aux services de planification familiale se développe, les couples ont la possibilité de faire des choix pour moins d'enfants pour pouvoir mieux investir dans leur éducation. Un autre aspect méthodologique est que la taille de la famille mesurée par le nombre d'enfants d'une femme n'a pas la même signification que le nombre d'enfants d'âge scolaire d'un ménage : « *Le ménage peut compter des enfants résidant ailleurs dont il continue de financer la scolarisation. Néanmoins, on peut supposer qu'un nombre élevé d'enfants d'âge scolaire, à un moment donné, implique potentiellement des coûts directs de scolarisation plus élevés. Le nombre d'enfants scolarisables peut être aussi interprété, au même titre que la taille du ménage, comme une variable rendant compte d'une plus ou moins grande disponibilité de main-d'œuvre de ressources humaines pour l'exécution des tâches domestiques* » (Kobiané, 2006, p. 94). Ainsi, plus il y a d'enfants d'âge scolaire dans le ménage, plus le ménage peut en affecter certains aux activités de production et d'autres à la scolarisation.

Les résultats observés dans le contexte burundais révèlent que résider dans un ménage où il y a un grand nombre d'enfants d'âge scolaire est associé à un faible risque d'être en dehors de l'école et cet effet semble particulièrement plus important en milieu urbain, même si les coefficients ne sont pas partout statistiquement significatifs (tableaux A15-A17, annexes). En considérant l'ensemble de la population des 7-19 ans, il ressort que comparativement à un ménage où il y a un seul enfant d'âge scolaire, les enfants dans un ménage où il y a respectivement 2, 3, 4 enfants d'âge scolaire ou plus, ont respectivement 22 %, 22 % et

31 % moins de risque d'être en dehors de l'école. En milieu urbain, ces chiffres sont respectivement de 25 %, 47 % et 50 %, alors qu'en milieu rural ils se situent à 22 %, 20 % et 29 %. Lorsqu'on considère les groupes d'âge du post-primaire (13-15 ans) et du secondaire (16-19 ans), l'effet positif du nombre d'enfants d'âge scolaire sur la participation scolaire n'intervient qu'à partir d'un nombre relativement élevé d'enfants (à partir de 3 ou de 4 enfants ou plus).

5.1.2 Capital éducatif : un déterminant culturel majeur de la demande

L'un des déterminants culturels de la scolarisation des enfants est le capital éducatif, notamment le niveau d'instruction des parents. Plus les parents sont instruits, plus ils valorisent l'école formelle et plus ils accordent une importance particulière à l'éducation des enfants, quel qu'en soit le sexe (Hill et King, 1993). La plupart des études réalisées en Afrique Subsaharienne révèlent que le risque pour un enfant d'être hors de l'école est d'autant plus faible que le niveau d'instruction du chef de ménage ou des parents est élevé (Pilon, 1995; Zoungrana *et al.*, 1998 ; Wayack Pambè et Pilon, 2011).

A quelques exceptions près (dans les groupes d'âge 13-15 ans et 16-19 ans en milieu urbain) où les rapports de chances ne sont pas statistiquement significatifs, d'une manière générale, quels que soient le groupe d'âge et le milieu de résidence, il ressort une relation négative entre le niveau d'instruction du chef de ménage et le risque d'être en dehors de l'école. Plus le chef de ménage est instruit moins les enfants courent le risque d'être en dehors de l'école. A titre illustratif, en considérant le groupe d'âge 7-19 ans, il ressort pour l'ensemble du Burundi, qu'un enfant dont le chef de ménage est de niveau primaire a 26 %³⁵ moins de risque d'être en dehors de l'école que celui dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction et un enfant dont le chef de ménage est de niveau secondaire ou plus à 53 %³⁶ moins de risque d'être en dehors de l'école que celui dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction

³⁵ Le rapport de chances associé au niveau primaire est de 0,743. La catégorie de référence (aucun niveau d'instruction) représente 1. Par conséquent, $1 - 0,743 = 0,257$, soit 25,7 %.

³⁶ Le rapport de chances associé au niveau secondaire ou plus est de 0,469. La catégorie de référence (aucun niveau d'instruction) représente 1. Par conséquent, $1 - 0,469 = 0,531$, soit 53,1 %.

(tableaux A15, annexes). En milieu urbain, toujours pour les 7-19 ans, ces chiffres se situent respectivement à 49 % et 56 % alors qu'en milieu rural ils sont respectivement de 23 % et de 60 %.

5.1.3 Déterminants économiques de la demande

a) Le niveau de vie du ménage

Un autre résultat récurrent quasi-universel qui ressort des travaux sur les déterminants de la scolarisation est la relation positive entre le niveau de vie du ménage et la scolarisation des enfants (Marcoux, 1994a ; Filmer et Pritchett, 1999, Kobiané, 2014). Par conséquent, plus le ménage est aisé, moins les enfants courent le risque d'être en dehors de l'école.

L'analyse des données de l'ECVMB 2013-2014, fait ressortir qu'excepté en milieu urbain au niveau des 13-15 ans et des 16-19 ans (où les coefficients ne sont pas statistiquement significatifs mais vont dans le sens attendu), quels que soient le groupe d'âge et le milieu de résidence, le résultat négatif entre le niveau de vie du ménage et le risque d'être en dehors de l'école s'observe également au Burundi. En effet, les rapports de chances associés aux quintiles 2 (« pauvres »), 3 (« niveau de vie moyen »), 4 (« riches ») et 5 (« très riches ») sont inférieurs à 1 (valeur associée à la catégorie de référence « très pauvres ») et décroissants. Ainsi, si l'on considère les coefficients associés aux quintiles 3 (« moyens ») et 5 (« très riches »), on retient pour l'ensemble du Burundi et le groupe d'âge 7-19 ans, qu'un enfant vivant dans un ménage de niveau de vie « moyen » et un autre appartenant à un ménage de niveau de vie « très riche », ont respectivement 49 % et 58 % moins de risque d'être en dehors de l'école comparativement à un enfant appartenant à un ménage très pauvre (quintile 1). Cet effet du niveau de vie du ménage est plus important en milieu urbain qu'en milieu rural : en effet, un enfant dans un ménage de niveau de vie « moyen » et un autre appartenant à un ménage de niveau de vie « très riche », ont respectivement 73 % et 73 % moins de chance d'être en dehors de l'école comparativement à un enfant appartenant à un ménage pauvre, alors que

ces chiffres sont respectivement de 48 % et 57 % en milieu rural.

b) Le travail des enfants

Au Burundi, une grande partie des enfants travaille. En 2002, 23,3 % des enfants de 7 à 14 ans étaient sur le marché du travail (Nizigiyanana, 2006). La pauvreté, la crise des systèmes éducatifs, les facteurs sociaux et culturels, les lacunes d'une législation protectrice, le besoin d'une main d'œuvre gratuite étaient identifiés comme des facteurs conduisant les enfants au travail. On relevait cependant que le fait de travailler pour un enfant, n'était pas toujours signe d'abandon scolaire. En effet, le travail des enfants peut remettre en cause la participation des enfants à l'école, particulièrement lorsque les enfants y consacrent plus de temps.

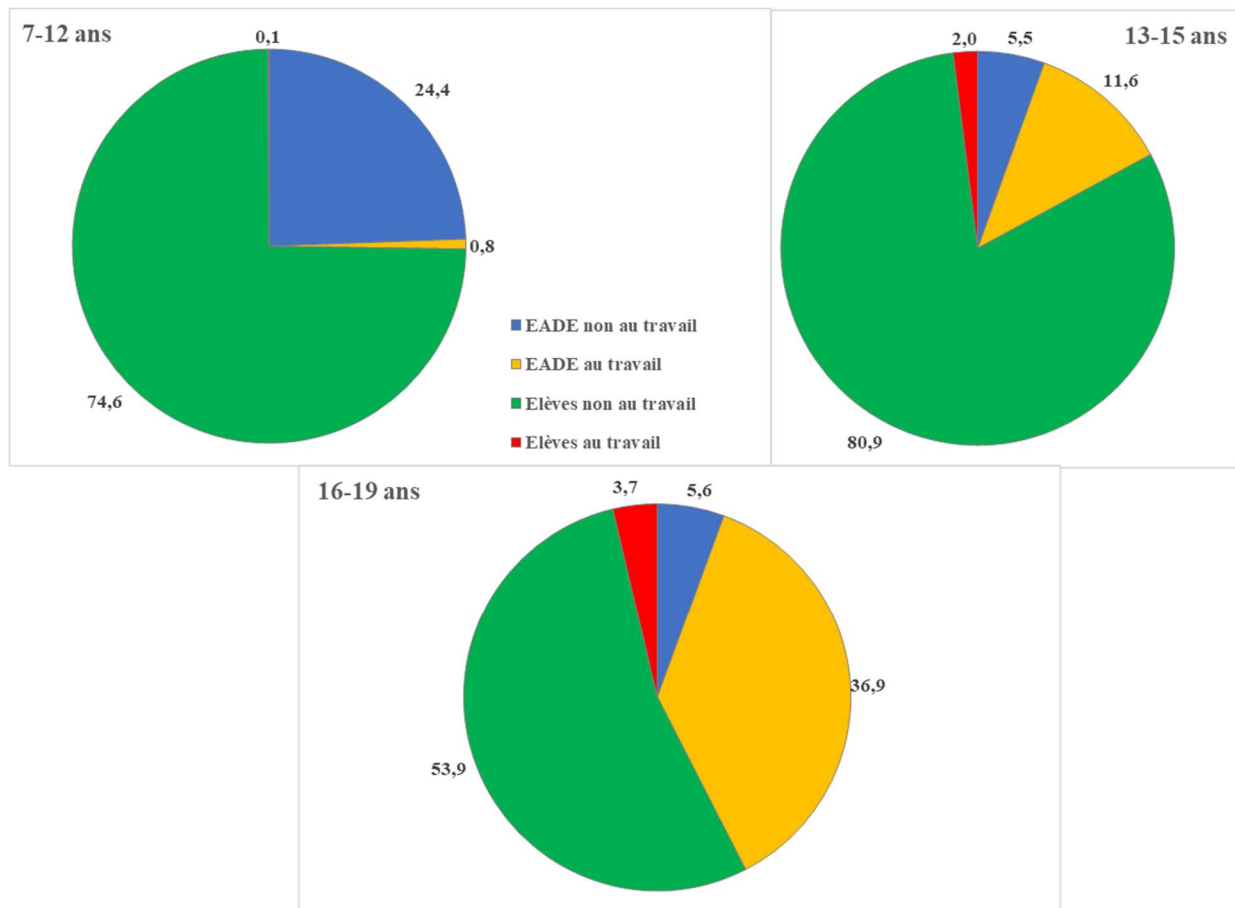
D'un point de vue méthodologique, la mise en évidence de l'effet du travail des enfants sur leur scolarisation n'est pas aisée du fait que les deux activités de l'enfant ne sont pas nécessairement indépendantes. Les documents méthodologiques de l'analyse des EADE et du travail donnent des orientations sur la démarche à suivre. En effet, on peut d'une part examiner la proportion des EADE qui travaillent et d'autre part, examiner la proportion des enfants au travail qui sont des EADE. Mais l'ampleur de cette double facette de l'interaction entre participation au travail et participation à l'école dépend énormément de la définition du travail. En général, l'analyse de l'effet du travail des enfants sur leur participation à l'école considère le travail au sens strict de Understanding Child Work (UCW), prenant en compte le nombre d'heures de travail. L'ECVMB de 2013-2014 a collecté des données sur le nombre d'heures de travail, ce qui a permis de considérer dans cette analyse le travail au sens strict.

Il ressort du graphique 22 que la proportion des EADE « au travail » croît avec l'âge alors que celle des EADE « non au travail » décroît avec l'âge. En effet, les EADE « au travail » représentent 0,8 % des enfants de 7-12 ans, 11,6 % des enfants de 13-15 ans et 36,9 % des enfants de 16-19 ans. Pour les EADE qui ne sont pas au travail, on a respectivement 24,4 %, 5,5 % et 5,6 %.

Les élèves « au travail » sont en très faible proportion : globalement 1,4 % des 7-19 ans. Les élèves sont donc très peu impliqués dans le travail. Les proportions d'élèves « non au travail » varient de 74,6 % pour les 7-12 ans à 53,9 % pour les 16-19 ans. Les 13-15 sont en proportion plus importante pour les élèves « non au travail » (80,9 %).

La participation au travail des EADE est presque dix fois plus importante que celle des élèves. Globalement pour les 7-19 ans, ce sont 11,5 % des EADE qui sont au travail et 1,4 % des élèves. Le travail et l'école ne sont donc pas conciliés au Burundi.

Graphique 22 : Travail et scolarisation des enfants



Source des données de base : ECVMB 2013-2014

5.1.4 Déterminants d'ordre contextuel relevant de la demande

La littérature scientifique sur les déterminants de la scolarisation évoque également des facteurs d'ordre contextuel à même d'influer sur la participation scolaire. Au niveau culturel, il s'agit de l'ethnie et de la religion du chef de ménage et au niveau de l'offre, il s'agit de la disponibilité des établissements scolaires. Pour ce qui est de l'offre

scolaire, nous y revenons ci-dessous dans la section sur les déterminants liés à l'offre.

L'effet de l'ethnie sur les chances de scolarisation s'expliquerait par la réticence de certains groupes ethniques vis-à-vis de l'école classique considérée comme inculquant aux enfants des savoirs, des valeurs et des comportements contraires à leurs traditions (Gérard, 1999, Kobiané, 2006). Quant à la religion, elle détermine le degré d'ouverture à la modernité, notamment les perceptions vis-à-vis de l'école et par conséquent les attitudes face à la scolarisation de leurs enfants. Une abondante

littérature montre, particulièrement dans les pays d'Afrique de l'ouest où l'Islam s'est implanté avant l'arrivée des missions catholiques, que les musulmans scolarisent moins leurs enfants que les adeptes des autres religions, notamment chrétiennes (Kobiané, 2003 ; Durand, 2006).

Le profil culturel du Burundi se présente différemment : il n'y a pas cette diversité ethnique et religieuse comme observée ailleurs. Au niveau de la religion, les deux groupes significatifs en termes quantitatifs sont les religions catholique et protestante, les musulmans (en faible pourcentage) ont été regroupés dans la catégorie « autre religion » avec les animistes et autres groupes religieux de faible poids démographique (tableaux A9-A13, en annexe). Les résultats des analyses multivariées révèlent que la différence entre les enfants des religions catholique et protestante n'est pas statistiquement significative. Toutefois, pour l'ensemble des 7-19 ans et les 7-12 ans, il ressort qu'en milieu rural, les enfants dont le chef de ménage est dans la catégorie « autre religion » courent un risque plus élevé d'être en dehors de l'école que ceux dont le chef de ménage est de religion catholique.

5.2 Facteurs de la non-scolarisation des enfants et adolescent(e)s liés à l'offre éducative

Dans cette analyse sur les facteurs liés à l'offre scolaire, l'offre est abordée dans une approche globale, prenant en compte non seulement les infrastructures, mais aussi le personnel enseignant et l'environnement scolaire. Les analyses sont faites en distinguant, dans la mesure du possible, la

situation dans les différents degrés d'enseignement, notamment le préscolaire, le fondamental et le post-fondamental.

5.2.1 Évolution et répartition spatiale des infrastructures et du personnel enseignant

a) Evolution des infrastructures scolaires et du personnel par cycle

Le préscolaire

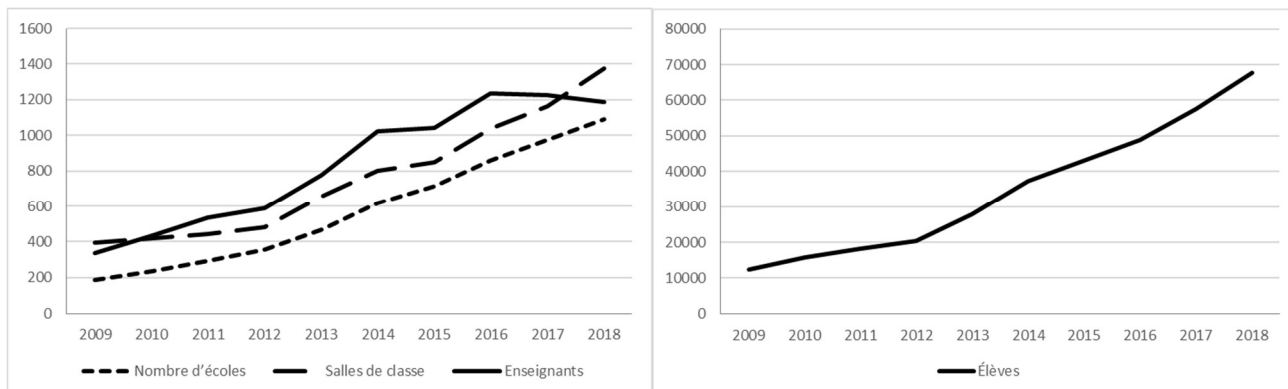
Le graphique 23 donne une vue d'ensemble de l'évolution des infrastructures, notamment le nombre d'écoles, le nombre de classes et le nombre d'enseignants. L'évolution du nombre d'élèves est aussi donnée afin d'apprécier ses tendances au regard de celle des infrastructures.

Au préscolaire, le nombre d'écoles publiques est passé de 185 en 2009 à 1 091 en 2018, soit une multiplication par près de 6 au cours des dix dernières années (906 écoles supplémentaires). Cette très forte augmentation de l'offre en infrastructures du préscolaire a été surtout nette à partir de 2012 (graphique 23).

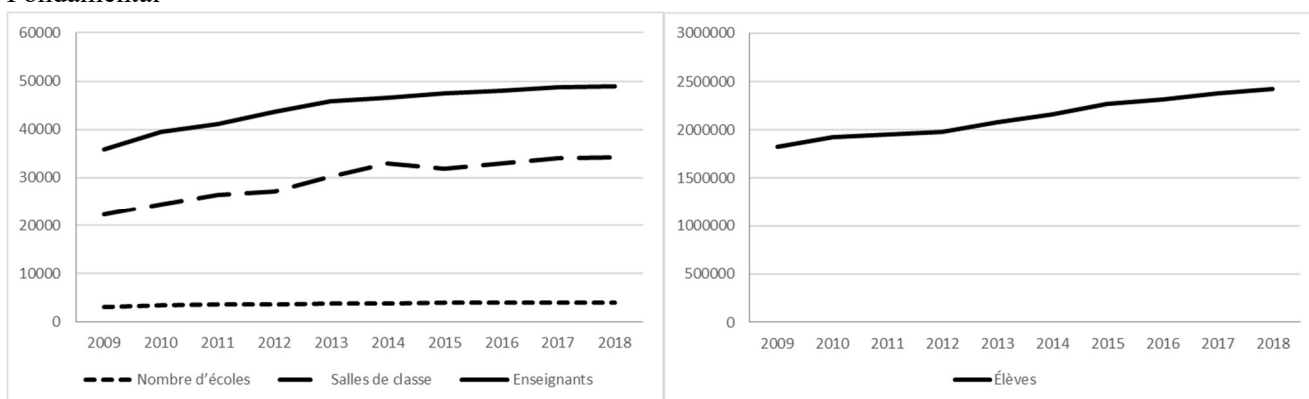
Le nombre de salles de classe du public a, quant à lui, évolué moins rapidement, passant de 395 à 1 377, soit une multiplication par 3,5 (graphique 24). Au regard des ratios classes/école, qui passe de deux à une classe par école préscolaire, il y a eu moins de classes ouvertes que d'écoles au cours de la période. De plus, l'augmentation du ratio élèves/classe au cours de la période, passant de 31 à 49 après un niveau de 51 en 2015, indique que la demande pour le préscolaire est en augmentation.

Graphique 23 : Evolution de l'offre scolaire public par cycle de 2009 à 2018

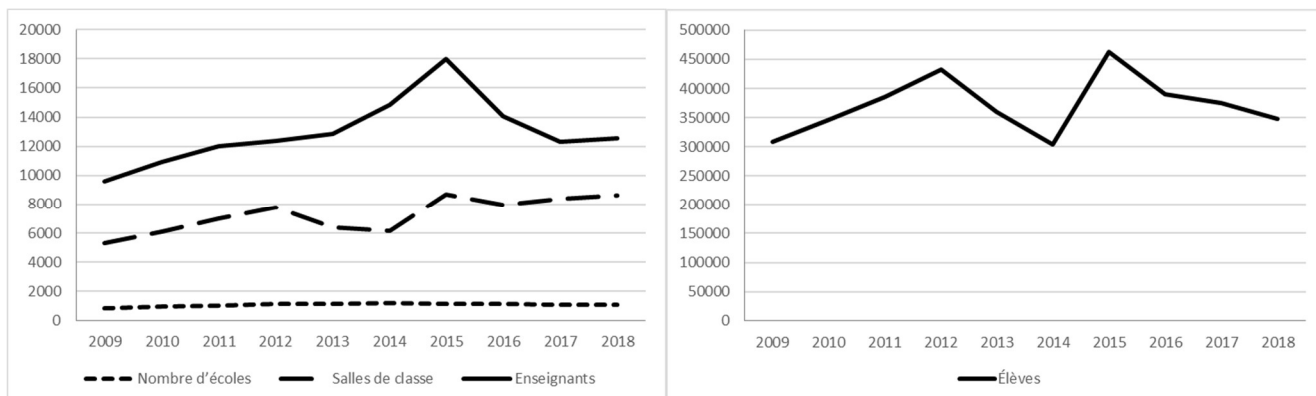
Préscolaire



Fondamental



Post-fondamental



Source des données de base : Annuaire statistique MEFTP

Le nombre d'enseignants dans le public a évolué au même rythme que celui des classes, soit une multiplication par 3,5, passant de 338 en 2009 à 1 186 en 2018. Cet accroissement du nombre d'enseignants ne s'est pas accompagné d'une moindre pression sur l'encadrement, dans la mesure où le ratio élèves/maître a connu une augmentation, passant de 37 à 57 entre 2009 et

2018. L'accroissement annuel a été très irrégulier jusqu'en 2016, date à partir de laquelle il semble y avoir un départ d'enseignants³⁷ (graphique 23 et tableau A21, annexes).

Le fondamental

L'accroissement du nombre d'écoles publiques du fondamental (facteur de multiplication de 1,3) a été

³⁷ Ce constat mérite de plus amples investigations.

beaucoup plus faible que celui du préscolaire qui a été multiplié par 6. Le nombre d'écoles fondamentales est passé de 3 109 en 2009 à 4 069 en 2018, soit 960 écoles de plus en dix ans (tableau A22, annexes).

A l'inverse, le nombre de salles de classe a connu un accroissement plus rapide, passant de 22 241 à 34 212, soit une multiplication par 1,5, représentant l'ouverture de 11 971 nouvelles classes entre 2009 et 2018. Cet accroissement est en parallèle avec l'accroissement du personnel, ce qui est révélatrice d'une adéquation entre l'ouverture de nouvelles classes et leur dotation en personnel. On notera, que contrairement au préscolaire, le ratio élèves/classe s'est amélioré, passant de 82 à 71 (tableau A21, annexes).

Même si des écoles n'ont pas été fermées, on relève que des classes l'ont été. En effet, ce sont 1 150 classes du fondamental qui ont été fermées en 2015, alors que le système recevait un supplément de 107 395 élèves, ce qui a été le maximum de l'accroissement des effectifs d'élèves (tableau A22, annexes).

Sur la période de dix ans (2009-2018), il y a eu une augmentation de 13 119 enseignants, soit un accroissement de 36,6 % (tableau A22, annexes). L'essentiel de l'accroissement s'est réalisé entre 2009 et 2013, avec une augmentation du nombre annuel d'enseignants de plus de 1 500. Après 2013, l'accroissement annuel s'est plus que réduit de 2/3. Si l'accroissement des établissements du fondamental est resté presque stable au cours de 2009-2018, les classes ont connu un accroissement continu avec cependant des chutes et des reprises (graphique 23).

Le post-fondamental

Le nombre d'établissements publics au post-fondamental est passé de 858 à 1 103 au cours des

dix dernières années (2009-2018), soit une multiplication par 1,3 et un accroissement absolu de 245 établissements (tableau A21-A22, annexes).

Au total, ce sont 2 944 enseignants qui sont venus renforcer l'encadrement au niveau du post-fondamental. Pour l'essentiel (2 435 enseignants), c'est de 2009 à 2011 que les enseignants ont été enrôlés. En 2016, il y a eu 3 894 enseignants qui ont abandonné (tableau A22, annexes). Ce départ d'enseignants a entraîné une fermeture de salles de classe et la sortie du système éducatif de près de 72 505 élèves en 2016. Ce départ d'élèves a continué jusqu'en 2018 faisant passer les effectifs d'élèves de 462 683 en 2015 à 347 563 en 2018.

a) Répartition spatiale des infrastructures scolaires

La répartition des infrastructures scolaires par province en 2017 est présentée au tableau 19. On note que les provinces de Bujumbura Mairie, de Gitega, de Makamba et de Rumonge sont les mieux dotées en termes de disponibilité.

Sur l'ensemble des 1 573 écoles du préscolaire en 2017, une bonne part (11,6 %) se trouve dans la province de Bujumbura Mairie. Les autres provinces qui viennent avec des pourcentages de plus de 5 % sont celles de Bururi, Gitega, Kayanza, Ngozi, Rumonge, Muyinga, Bujumbura et Karusi (tableau 19). Ces provinces sont en fait plus urbanisées³⁸, montrant ainsi que le préscolaire est toujours une pratique urbaine.

Sur l'ensemble des écoles du fondamental en 2018, sept provinces en concentrent près de la moitié (49,5 %). Ce sont les provinces de Rumonge, Makamba, Gitega, Bururi, Cibitoke, Bujumbura et Kayanza.

³⁸ Si on considère les provinces ayant un taux d'urbanisation supérieur ou égal à 4 %, on a par ordre décroissant : Bujumbura Mairie (100,0 %) ; Rumonge

(14,0 %) ; Gitega (8,4 %) ; Ngozi (7,2 %) ; Kayanza (6,0 %) ; Bubanza (5,8 %) ; Cibitoke (4,9 %) ; Ruyigi (4,9 %) ; Makamba (4,2 %) ; Kirundo (4,1 %) et Rutana (3,6 %) (calcul des auteurs à partir de l'EDS, 2017).

Tableau 19 : Répartition (en %) des infrastructures scolaires par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018

| Provinces | Préscolaire | | Fondamental | | | | Post-fondamental | |
|------------------|-------------|---------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|---------|
| | Ecoles | Classes | Ecoles | Classes 1-6 | Classes 7-9 | Classes 1-9 | Ecoles | Classes |
| Bubanza | 1,9 | 1,9 | 5,5 | 4,9 | 5,2 | 4,9 | 3,5 | 3,4 |
| Bujumbura Mairie | 11,6 | 25,5 | 4,3 | 2,6 | 3,9 | 2,8 | 5,5 | 8,3 |
| Bujumbura | 5,8 | 5,8 | 6,4 | 5,8 | 6,7 | 6,0 | 5,9 | 6,5 |
| Bururi | 9,7 | 7,7 | 6,6 | 6,9 | 3,7 | 6,4 | 6,6 | 8,5 |
| Cankuzo | 2,9 | 1,9 | 3,0 | 3,4 | 3,7 | 3,4 | 2,9 | 2,4 |
| Cibitoke | 3,8 | 4,4 | 6,6 | 6,2 | 3,6 | 5,7 | 4,8 | 4,7 |
| Gitega | 9,6 | 12,4 | 7,7 | 8,4 | 9,5 | 8,6 | 11,1 | 9,6 |
| Karusi | 5,7 | 3,8 | 4,5 | 5,0 | 3,7 | 4,8 | 3,6 | 3,3 |
| Kayanza | 8,4 | 3,3 | 6,2 | 6,2 | 8,2 | 6,5 | 5,2 | 5,0 |
| Kirundo | 4,3 | 3,9 | 4,8 | 5,7 | 5,5 | 5,7 | 3,9 | 3,5 |
| Makamba | 4,3 | 3,7 | 7,9 | 8,1 | 6,9 | 7,9 | 10,0 | 8,0 |
| Muramvya | 2,0 | 1,9 | 2,9 | 3,1 | 4,5 | 3,4 | 3,8 | 4,6 |
| Muyinga | 6,2 | 5,8 | 5,3 | 5,7 | 5,3 | 5,6 | 5,4 | 5,2 |
| Mwaro | 3,1 | 2,7 | 3,4 | 3,1 | 4,2 | 3,3 | 4,3 | 6,3 |
| Ngozi | 8,3 | 3,6 | 5,6 | 6,3 | 5,8 | 6,2 | 6,1 | 6,2 |
| Rumonge | 6,4 | 5,5 | 8,1 | 7,8 | 6,6 | 7,6 | 7,7 | 7,4 |
| Rutana | 4,2 | 4,2 | 5,4 | 5,2 | 7,6 | 5,6 | 5,3 | 3,4 |
| Ruyigi | 1,8 | 2,1 | 5,7 | 5,6 | 5,3 | 5,5 | 4,4 | 3,7 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Burundi | 1 573 | 2 431 | 4254 | 28434 | 5610 | 34044 | 1055 | 7967 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Les établissements du post-fondamental sont encore plus inégalement répartis entre les provinces (tableau 19). Plus d'un établissement sur 10 se retrouve dans chacune des provinces de Gitega et Makamba.

Les provinces qui sont les moins dotées en infrastructures sont celles de Ruyigi, Muramvya et Bubanza pour le préscolaire, Muramvya et Cankuzo pour le fondamental et le post-fondamental.

5.2.2 Variations provinciales de la disponibilité du personnel enseignant et des supports pédagogiques

a) Disponibilité du personnel enseignant

La disponibilité du personnel est très inégale d'une province à l'autre. Au tableau 20, il apparaît que les provinces les plus dotées en personnel enseignants sont les mêmes quel que soit le niveau d'enseignement tout comme celles qui le sont moins. Si Bujumbura Mairie apparaît particulièrement avec une dotation plus importante

en personnel à tous les niveaux d'enseignement, il en est presque de même avec Bujumbura. Par contre, Muramvya et Mwaro sont moins dotées en personnel au préscolaire et au fondamental, alors que Rumonge, Rutana et Ruyigi le sont pour le

fondamental. On observera que la province de Cankuzo s'illustre particulièrement pour la mauvaise dotation en personnel car elle a les pourcentages les plus faibles (tableau 20).

Tableau 20 : Répartition du personnel enseignants et des ratios Elèves/Maîtres par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018

| Provinces | Préscolaire | | Fondamental | | | | | |
|------------------|--------------|-----------------|---------------|--------------|---------------|-----------------|-------------|-------------|
| | % Enseig. | Ratio Elev/Mait | % Enseignants | | | Ratio Elev/Mait | | |
| | | | C 1-6 | C 7-9 | Fond 1-9 | C 1-6 | C 7-9 | Fond 1-9 |
| Bubanza | 1,6 | 33,4 | 4,5 | 5,3 | 4,6 | 60,7 | 24,6 | 52,0 |
| Bujumbura Mairie | 24,4 | 31,6 | 3,8 | 4,5 | 4,0 | 84,8 | 43,7 | 71,9 |
| Bujumbura | 5,3 | 32,8 | 6,2 | 6,6 | 6,3 | 59,7 | 31,6 | 52,3 |
| Bururi | 7,5 | 28,7 | 5,8 | 3,7 | 5,5 | 38,6 | 27,0 | 35,1 |
| Cankuzo | 1,7 | 32,6 | 3,2 | 4,1 | 3,4 | 50,3 | 15,2 | 40,6 |
| Cibitoke | 4,1 | 33,0 | 5,8 | 4,1 | 5,4 | 64,3 | 28,8 | 57,7 |
| Gitega | 11,2 | 43,6 | 8,6 | 9,3 | 8,8 | 58,9 | 27,8 | 50,7 |
| Karusi | 3,9 | 57,8 | 4,9 | 3,8 | 4,6 | 59,2 | 20,5 | 52,3 |
| Kayanza | 3,2 | 91,3 | 6,2 | 8,6 | 6,6 | 65,2 | 27,5 | 54,8 |
| Kirundo | 4,0 | 65,5 | 6,0 | 5,7 | 6,0 | 67,5 | 22,4 | 57,4 |
| Makamba | 3,4 | 31,7 | 7,5 | 6,5 | 7,3 | 49,4 | 26,2 | 44,2 |
| Muramvya | 1,6 | 39,6 | 4,0 | 4,4 | 4,1 | 56,7 | 29,0 | 49,8 |
| Muyinga | 5,4 | 49,4 | 5,9 | 5,3 | 5,8 | 65,9 | 20,2 | 56,6 |
| Mwaro | 2,6 | 36,1 | 3,8 | 4,1 | 3,9 | 48,8 | 26,9 | 43,1 |
| Ngozi | 9,8 | 30,4 | 7,1 | 5,4 | 6,7 | 60,2 | 26,5 | 53,8 |
| Rumonge | 4,7 | 35,6 | 6,8 | 5,6 | 6,5 | 47,1 | 28,6 | 43,3 |
| Rutana | 3,7 | 34,3 | 4,8 | 7,8 | 5,4 | 49,6 | 18,6 | 39,5 |
| Ruyigi | 1,9 | 31,9 | 5,0 | 5,4 | 5,1 | 50,6 | 18,2 | 42,8 |
| Total | 100,0 | | 100,0 | 100,0 | 100,0 | | | |
| Burundi | 2 789 | 38,6 | 37 782 | 9 968 | 48 653 | 57,5 | 25,7 | 49,9 |

Source des données de base : Annuaires statistiques MEFTP et calcul des auteurs

b) Supports pédagogiques

Les supports pédagogiques sont des équipements qui permettent aux enseignants et encadreurs d'offrir un enseignement de qualité. L'insuffisance des équipements et particulièrement les manuels scolaires est un fait. Le manque de manuels est si patent que dans certaines écoles on a un livre pour quatre ou cinq élèves. Selon les rapports des indicateurs sur l'enseignement produits par le Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle (MEFTP), les ratios manuels/élève dans les trois premiers cycles du fondamental (de la 1^{re} à la 6^e année) de 2016 à 2019 font état d'une insuffisance généralisée de manuels

scolaires car beaucoup de livres sont quasi-inexistants et, pour les quelques titres disponibles, ils sont partagés par plusieurs élèves. Au cours de l'année scolaire 2018/2019, 3 à 5 élèves se partageaient un manuel alors que lors des deux années scolaires précédentes (2016/2017 et 2017/2018), entre 2 et 6 élèves se partageaient un seul manuel. Au niveau des derniers cycles du fondamental, le manque est plus prononcé et le manuel de calcul devient même inexistant.

Cette absence criarde de supports pédagogiques (manuels et cahiers) pour les élèves est aussi illustrée par les données de l'enquête ECVMB de

2013-2014 (tableau 21). Au niveau de l'ensemble du pays, il ressort que 95,6 % et 95,0 % des élèves n'ont pas respectivement les manuels de mathématiques et de français, une réalité aussi bien rurale (96,1 % et 95,9 % respectivement) qu'urbaine (90,7 % et 87,0 % respectivement). La

situation est généralement plus mauvaise au niveau du fondamental (respectivement 92,1 % et 87,5 %) et du post-fondamental (respectivement 92,3 % et 89,7 %). On peut à juste titre s'interroger sur la qualité des apprentissages et les compétences des enfants et adolescents à la fin de ces cycles.

Tableau 21 : Proportions d'élèves ne disposant pas de certains manuels scolaires par groupe d'âge et milieu de résidence en 2013-2014

| Rubriques | Manuel de lecture | | Manuel de mathématique | | Autres manuels | | Cahiers | |
|-----------------|-------------------|-------|------------------------|-------|----------------|-------|----------|-------|
| | Certains | Aucun | Certains | Aucun | Certains | Aucun | Certains | Aucun |
| Urbain | | | | | | | | |
| 4-6 ans | 12,3 | 76,7 | 4,1 | 86,3 | 4,1 | 85,1 | 8,0 | 13,3 |
| 7-12 ans | 5,9 | 87,5 | 2,7 | 92,1 | 2,7 | 92,3 | 11,5 | 7,4 |
| 13-15 ans | 5,1 | 89,7 | 4,1 | 92,3 | 1,5 | 94,9 | 9,3 | 8,8 |
| 16-19 ans | 4,4 | 87,4 | 4,9 | 87,4 | 1,6 | 89,6 | 6,0 | 6,6 |
| Total | 6,0 | 87,0 | 3,6 | 90,7 | 2,3 | 91,7 | 9,6 | 8,0 |
| Rural | | | | | | | | |
| 4-6 ans | 1,6 | 98,4 | - | 99,2 | | 100,0 | 20,2 | 25,0 |
| 7-12 ans | 0,6 | 97,6 | 0,2 | 97,7 | 0,6 | 97,4 | 14,8 | 24,8 |
| 13-15 ans | 0,6 | 95,8 | 0,3 | 95,9 | 0,6 | 95,3 | 14,1 | 17,2 |
| 16-19 ans | 1,0 | 90,6 | 0,6 | 91,1 | 0,9 | 90,8 | 12,5 | 8,1 |
| Total | 0,7 | 95,9 | 0,3 | 96,1 | 0,6 | 95,8 | 14,3 | 20,0 |
| Ensemble | | | | | | | | |
| 4-6 ans | 5,6 | 90,4 | 1,5 | 94,4 | 1,5 | 94,4 | 15,6 | 20,6 |
| 7-12 ans | 1,1 | 96,6 | 0,5 | 97,2 | 0,8 | 96,9 | 14,5 | 23,2 |
| 13-15 ans | 1,0 | 95,2 | 0,6 | 95,6 | 0,7 | 95,3 | 13,7 | 16,5 |
| 16-19 ans | 1,5 | 90,2 | 1,1 | 90,7 | 1,0 | 90,7 | 11,7 | 7,9 |
| Total | 1,2 | 95,0 | 0,7 | 95,6 | 0,8 | 95,3 | 13,8 | 18,7 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

5.2.3 L'environnement d'apprentissage : Disponibilité de l'eau potable, de l'électricité et des latrines

a) Disponibilité de l'eau potable et de l'électricité dans les établissements scolaires

Certaines commodités sont indispensables pour un bon fonctionnement des établissements scolaires et aussi pour offrir un environnement propice à l'apprentissage. Dans les annuaires statistiques, des informations sur la disponibilité de l'eau potable et de l'électricité dans les établissements

scolaires permettent d'apprécier l'environnement d'apprentissage.

Il apparaît au tableau 22 que quel que soit le niveau d'enseignement, la disponibilité de l'eau potable fait défaut. En effet, moins de la moitié des établissements scolaires dans les différentes provinces disposent de l'eau potable. On estime que 48,1 % des établissements du préscolaire, 38,3 % de ceux du fondamental et 49 % de ceux du post-fondamental disposent d'eau potable (tableau 22). Il apparaît clairement que plus de la moitié des élèves des différents niveaux d'enseignement doivent trouver des alternatives pour disposer d'eau potable lorsqu'ils sont dans ces structures.

Tableau 22 : Disponibilité de l'eau potable et de l'électricité (proportions) dans les établissements scolaires par province et par niveau d'enseignement en 2017-2018

| Provinces | Préscolaire | | Fondamental | | Post-fondamental | |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|-------------|
| | Eau potable | Electricité | Eau potable | Electricité | Eau potable | Electricité |
| Bubanza | 73,3 | 46,7 | 38,9 | 10,7 | 56,8 | 59,5 |
| Bujumbura Mairie | 95,1 | 79,8 | 94,0 | 78,8 | 96,6 | 87,9 |
| Bujumbura | 75,0 | 22,8 | 56,8 | 9,5 | 62,9 | 35,5 |
| Bururi | 48,0 | 6,6 | 39,3 | 3,2 | 64,3 | 35,7 |
| Cankuzo | 37,0 | 2,2 | 37,5 | 1,6 | 54,8 | 29,0 |
| Cibitoke | 56,7 | 30,0 | 38,0 | 8,2 | 45,1 | 37,3 |
| Gitega | 62,9 | 25,2 | 48,2 | 10,7 | 55,6 | 33,3 |
| Karusi | 24,4 | 2,2 | 33,3 | 1,0 | 44,7 | 28,9 |
| Kayanza | 21,2 | 7,6 | 25,4 | 8,3 | 30,9 | 47,3 |
| Kirundo | 20,6 | 1,5 | 14,1 | 1,5 | 22,0 | 24,4 |
| Makamba | 59,7 | 13,4 | 47,2 | 3,6 | 43,4 | 14,2 |
| Muramvya | 61,3 | 12,9 | 40,8 | 6,4 | 55,0 | 35,0 |
| Muyinga | 14,4 | 6,2 | 14,1 | 2,2 | 17,5 | 15,8 |
| Mwaro | 44,9 | 4,1 | 24,1 | 2,1 | 44,4 | 26,7 |
| Ngozi | 16,8 | 3,8 | 28,8 | 3,8 | 37,5 | 51,6 |
| Rumonge | 46,0 | 11,0 | 33,0 | 3,8 | 50,6 | 23,5 |
| Rutana | 40,9 | 4,5 | 30,3 | 2,2 | 37,5 | 16,1 |
| Ruyigi | 67,9 | 25,0 | 41,7 | 4,5 | 52,2 | 26,1 |
| Burundi | 48,1 | 19,6 | 38,3 | 8,4 | 49,0 | 33,8 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

La disponibilité de l'électricité est évidemment plus préoccupante. Globalement, moins du tiers des établissements en disposent (tableau 22). L'électricité est disponible dans moins de 20 % des établissements du préscolaire, et seulement dans 8,4 % de ceux du fondamental.

Au niveau des régions, celles qui ont le plus d'établissements les mieux dotés en eau potable le sont aussi pour l'électricité. A l'opposé, les régions qui ont le moins d'établissements dotés en eau potable le sont aussi pour l'électricité. Bujumbura Mairie et Bubanza s'illustrent pour les meilleures disponibilités en eau potable et en électricité dans les établissements pour tous les niveaux d'enseignement. Kirundo et Kayanza le sont pour les faibles disponibilités en eau potable et en électricité. Les plus faibles proportions s'observent à Ngozi pour certains niveaux d'enseignement, et à Muyinga pour tous les niveaux d'enseignement.

Cette analyse est confortée par les conclusions des rapports des indicateurs sur l'enseignement au Burundi qui soulignaient que les écoles fondamentales publiques sont généralement sous alimentées en eau et en électricité. Seules 5 % et 35-36 % d'écoles fondamentales publiques sont

alimentées respectivement en électricité et en eau potable, et au niveau des provinces, Bujumbura Mairie présente les meilleures couvertures en électricité (en moyenne 71,0 %) et en eau potable (en moyenne 92,0 %).

b) Disponibilité de latrines dans les établissements scolaires

Il est admis que l'absence de commodités en particulier les latrines au sein des établissements scolaires peut constituer un facteur de non scolarisation ou de déscolarisation des enfants et plus pour les filles. Malheureusement, la manière de documenter l'information dans les annuaires statistiques, sur la disponibilité des latrines dans les établissements ne permet de faire ressortir les défis. Il aurait été plus indiqué de disposer de la proportion des établissements avec latrines pour mieux apprécier la disponibilité. En effet, les statistiques sur les latrines sont données à part, notamment en termes de nombre total de latrines dans l'ensemble des écoles de la province. On peut alors calculer un nombre moyen de latrines par

école dans la province³⁹, mais il n'est pas possible de faire ressortir la part d'établissements ne disposant pas de latrines.

5.2.4 Distance à l'infrastructure scolaire

L'ECVMB de 2013-2014 a collecté des informations sur les infrastructures scolaires relatives au temps et à la distance à l'établissement scolaire le plus proche du ménage. Au regard de la qualité des données, nous avons privilégié les données sur la distance car les informations sur le temps avaient des lacunes⁴⁰.

Ainsi, la question a été posée au ménage de savoir quelle est la distance (en kms) pour se rendre à l'école la plus proche (en distinguant pour chaque type d'école : préscolaire, fondamentale primaire et secondaire). Un regroupement des distances en classes significatives a été ensuite faite.

Les résultats des analyses multivariées révèlent que la distance à l'école est un déterminant du risque d'être en dehors de l'école, surtout en milieu rural. Jusqu'à un km de distance, les coefficients ne sont pas statistiquement significatifs. A titre d'illustration, au niveau de l'ensemble des 7-19 ans et pour l'ensemble du pays un enfant ou un adolescent qui est à 2 km d'un établissement scolaire et un autre qui est à 3 km ou plus, ont respectivement 1,18 et 1,25 fois de risque d'être en dehors de l'école comparé à un enfant ou un adolescent qui est à moins d'1 km. L'effet de la distance à l'établissement scolaire est encore plus important au niveau des 16-19 ans : comparativement à un adolescent qui est à moins d'un km d'un établissement, celui qui est à 4 km ou plus a 1,40 fois plus de risque de se retrouver hors de l'école.

5.2.5 La question de la langue d'enseignement

Depuis 1973, le système éducatif a accordé une place importante à la langue nationale, le Kirundi qui est parlé par la totalité de la population burundaise et est utilisé comme première langue de scolarisation de la première à la quatrième année du primaire (Nzohabonayo et Bajinyura, 2014) ; Fayolle et Laurens, 2016). À partir de la 5^e année, l'enseignement se faisait en français. En 1989, le français est de nouveau appris à partir de la première année primaire. Cela a contribué, plus tard à la fin de 1999, à l'annonce d'une contribution du gouvernement français de cinq millions de francs pour améliorer l'éducation en français (Tony, 2000). L'adhésion du Burundi à l'Organisation Internationale de la Francophonie en 1970 explique pourquoi le kirundi et le français ont longtemps été les seules langues officielles (Ntiranyibagira, 2019). En 2007, le Burundi adhère à la Communauté Est- Africaine (EAC), une communauté sous-régionale anglophone. Dans toute cette sous-région de l'EAC, seul le Burundi recourt au français comme langue d'enseignement. Cela explique pourquoi aujourd'hui le Burundi, dans le paysage sociolinguistique, comporte quatre langues principales à statut inégal à savoir le kirundi, le français, le kiswahili, et l'anglais. L'apprentissage de ces quatre langues qui, manifestement constitueraient un atout compte tenu du contexte linguistique régional devient un défi pour l'enseignement. Apprendre toutes ces langues en première année du fondamental (à l'âge de six ans) voire au préscolaire (avant l'âge de six ans) pourrait semer une confusion chez les enfants qui ne parviennent finalement pas à distinguer le français de l'anglais, le kirundi du kiswahili.

La langue d'enseignement est le Kirundi pour les classes de 1^{ère} à la 4^e année, le Français pour les classes de 5^e et 6^e année. Ce passage sans transition comme langue d'enseignement à partir de la 5^e année pose des problèmes d'assimilation qui influent sur le rendement des dernières années de l'école primaire⁴¹, surtout que le test national se faisait en français.

³⁹ Le ratio latrines par école est de 2,2 au préscolaire, 5,5 au fondamental et 7,6 au post-fondamental.

⁴⁰ Un nombre important de données manquantes.

⁴¹ Plan d'action national d'éducation pour Tous (EPT), Burundi, septembre 2004.

5.3 Facteurs liés aux politiques éducatives

Les choix au niveau des politiques éducatives peuvent constituer des barrières à la scolarisation des enfants et adolescents, notamment à travers trois canaux possibles :

- Le caractère inclusif ou pas des stratégies de scolarisation;
- L'importance des financements accordés au secteur de l'éducation;
- La gouvernance du système éducatif.

5.3.1 Caractère inclusif des stratégies proposées dans les politiques éducatives

Le rapport mondial de suivi de l'éducation 2010 a identifié trois grandes catégories de politiques ou stratégies éducatives qui peuvent aider à résoudre la question de l'accès et de l'achèvement dans l'éducation de base (UNESCO, 2010) : i) politiques de promotion de l'accessibilité, ii) politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage et iii) politiques qui assurent les droits et les opportunités pour les groupes les plus vulnérables.

L'analyse des politiques et réformes éducatives au Burundi (tableau A24, annexe) révèle que d'un point de vue quantitatif, les stratégies qui ont été déclinées à travers l'ensemble des politiques et réformes ont davantage été des politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage (22 stratégies) que des politiques de promotion de l'accessibilité (13 stratégies) ou des politiques assurant les droits et opportunités (12). Au-delà de

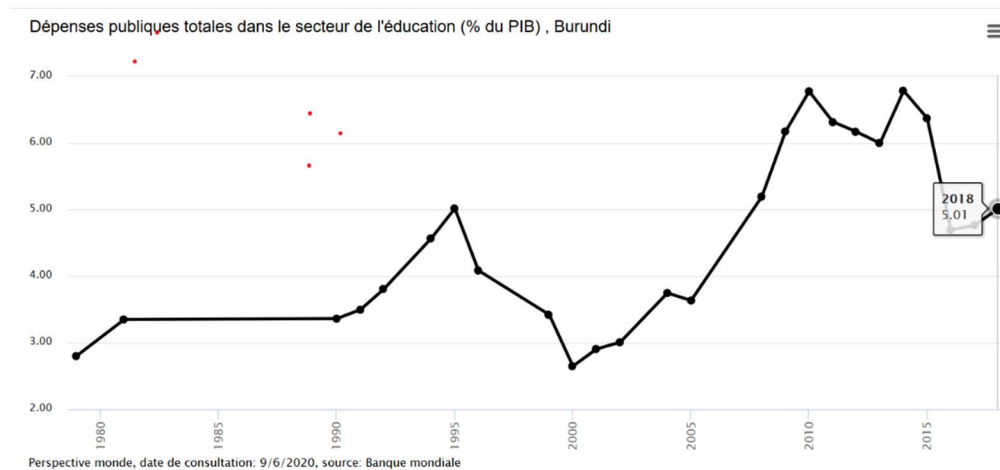
cette dimension comptable des actions menées, une analyse des budgets accordés à chaque groupe de politiques aurait permis une meilleure appréciation de l'importance accordée aux politiques inclusives. Mais de telles informations budgétaires détaillées ne sont pas disponibles. Toutefois au regard des résultats observés quant au lien entre pauvreté et proportion d'enfants et adolescents en dehors de l'école, le lien entre statut de handicap et proportion d'enfants et adolescents en dehors de l'école, la forte proportion d'enfants et adolescents en dehors de l'école en milieu rural, on peut retenir que les politiques devraient mettre davantage l'accent sur la question de l'accès à l'éducation pour tous et particulièrement les groupes vulnérables.

5.3.2 Financement du secteur de l'éducation

Une autre barrière relevant des politiques est la question du financement du secteur de l'éducation. Au Burundi, le financement de l'éducation est assuré par l'État, les collectivités locales, les associations, les parents d'élèves, les confessions religieuses ainsi que par les partenaires techniques et financiers (Nzohabonayo et Bajinyura, 2014). Lorsqu'on considère la part du secteur de l'éducation dans les dépenses courantes hors dette de l'Etat burundais, on peut retenir que l'éducation a toujours été un secteur prioritaire, puisque cette part est passée de 31°% en 2014 à 34°% en 2016 et devait atteindre 36°% en 2020⁴². Le cadre macroéconomique a été totalement perturbé et le financement intérieur du secteur éducatif a baissé (graphique 24).

⁴² <https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/burundi>

Graphique 24 : Dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation (% du PIB), Burundi



Depuis longtemps, les partenaires ont toujours financé différents secteurs de la vie du pays y compris l'éducation. Malheureusement la situation sociopolitique qu'a connue le Burundi en 2015 a fait que jusqu'aujourd'hui plusieurs partenaires techniques et financiers se sont retirés, le fonds commun a été mis en veille, le dialogue sectoriel s'est amoindri, le financement intérieur du secteur a baissé et le cadre macroéconomique a été totalement perturbé (Burundi, 2018), ce qui affecta gravement le secteur de l'éducation. La nature des assistances de la part des bailleurs était entre autres la construction des écoles ou des salles de classes, le matériel didactique, l'assistance technique comme l'octroi du matériel de bureau (ordinateurs, ...) au ministère, etc.

5.3.3 Gouvernance du système éducatif

Avant d'aborder la question de la gouvernance dans le secteur de l'éducation, il sied de donner une vue d'ensemble de la situation dans le pays, dans la mesure où il y a des aspects transversaux de la gouvernance que l'on retrouve dans tous les secteurs de développement. L'un des instruments de mesure des progrès en matière de gouvernance en Afrique est l'Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG). Il s'agit d'un indice composite prenant en compte les quatre domaines suivants : i) Sécurité et État de droit, ii) Participation et droits humains, iii) Développement économique durable et iv) Développement humain. L'IIAG 2018 révèle que

le Burundi occupait le 43^e rang sur 54 pays africains et que son score sur l'IIAG avait connu une « détérioration accélérée » entre 2008 et 2017 (Fondation Mo Ibrahim, 2018), et qui pourrait s'expliquer par les crises qu'a connu le pays au cours des dernières années.

Qu'en est-il de la situation dans le secteur de l'éducation? « *En éducation, la bonne gouvernance vise à la transformation optimale des ressources allouées en une offre d'éducation de qualité sur tout le territoire national. Il s'agit d'un concept transversal qui touche tous les aspects du système éducatif, sans toutefois s'y limiter* » (Burundi, 2012, p. 163).

Ainsi, il ressort du RESEN 2012 (pp. 165-169):

- Que dans la gestion des finances publiques, il y a selon le personnel éducatif, une faible implication des personnels dans la préparation des budgets, des dotations de l'État incomplètes et des versements tardifs, une faible transparence dans la gestion de l'information financière.
- Que dans la gestion des ressources humaines, l'allocation des enseignants aux établissements scolaires n'est pas optimale car répondant très peu aux besoins réels, comme le montrent les fortes variations régionales des ratios élèves/maître. Par ailleurs, selon le rapport sur la gouvernance et la corruption, une forte proportion de fonctionnaires du secteur

éducatif estime que les nominations se font sur une base politique.

- Qu'en matière de corruption, 40 % des fonctionnaires estiment que le secteur de l'éducation est corrompu et 64 % pensent que la corruption fait partie des principaux maux dont souffre le système éducatif.

Le rapport du RESEN 2012 mentionne par ailleurs des aspects positifs de la gouvernance à promouvoir. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- Le processus de décentralisation dans lequel le pays s'est engagé depuis 2000 à travers de la déconcentration des services centraux de l'éducation (création de directions provinciales de l'éducation), même si, il faut le rappeler, de nombreux défis subsistent (sous-financement des services déconcentrés, répartition inégale des moyens humains et financiers entre provinces, manque de transparence dans le processus de répartition et de l'allocation des ressources);
- Une plus grande implication des communautés dans la gestion des établissements scolaires à travers la mise en place des Comités de gestion de l'école primaire (COGEP);
- La mise en place du programme Initiatives à Résultats Rapides (IRR) à partir de 2008 qui a permis le paiement des salaires des nouveaux recrutés ou réintégrant dans des délais raisonnables (d'un an à deux mois), l'élimination de plus d'un millier de fonctionnaires fantômes, ayant permis d'économiser un milliard de francs Burundais par an sur le budget de l'État et

l'amélioration des délais de distribution des livres scolaires (d'une année à deux mois).

5.4 Raisons de non scolarisation

Les raisons avancées pour justifier la non scolarisation des enfants et adolescents de 7-19 ans sont diverses. Pour ceux qui n'ont jamais été à l'école, les raisons sont entre autres le coût trop élevé, l'emploi ou l'apprentissage, la maladie ou le handicap, l'éloignement de l'école, l'âge trop jeune de l'enfant, la tradition et les autres raisons. Le coût trop élevé de la scolarisation, est avancé principalement par tous les groupes d'âge, ce qui rejoint les résultats des analyses multivariées sur l'effet de la pauvreté sur les risques d'être en dehors de l'école. Il a été plus important pour les groupes plus âgés (tableau 23). Il y a ensuite la maladie ou le handicap comme raison de non scolarisation qui touche 13,7 % des enfants et adolescents de 7-19 ans. Le jeune âge des enfants est surtout avancé chez les 7-12 ans (38,5 %) et la tradition chez les 16-19 ans (24,1 %). Entre garçons et filles les raisons de non scolarisations restent les mêmes. Le jeune âge des enfants pourrait venir des capacités limitées des écoles qui font que les plus âgés sont privilégiés au détriment des plus jeunes. La conjoncture aidant, les parents ne se présentent plus avec les enfants l'année suivante. En effet, le rapport d'état du système éducatif burundais soulignait en 2006 que plus de la moitié des enfants de 7-9 ans étaient considérés par leurs parents (ou tuteurs) comme étant encore trop jeunes pour être scolarisés.

Tableau 23 : Répartition des raisons de non scolarisation de la population de 7-19 ans jamais scolarisée par groupe d'âge et par sexe

| Raisons de non scolarisation | 7-12 ans | 13-15 ans | 16-19 ans | Garçons | Filles | Ensemble |
|------------------------------|----------|-----------|-----------|---------|--------|----------|
| Coût trop élevé | 20,3 | 34,4 | 44,8 | 31,6 | 28,4 | 29,8 |
| Emploi/Apprentissage | 3,5 | 7,7 | 4,1 | 3,4 | 4,9 | 4,3 |
| Maladie/Handicap | 16,7 | 12,2 | 8,9 | 16,7 | 11,5 | 13,7 |
| Eloignement | 2,2 | 6,8 | 4,7 | 3,2 | 3,9 | 3,6 |
| Trop jeune | 38,5 | 0,6 | 0,3 | 22,5 | 20,5 | 21,4 |
| Tradition | 4,5 | 14,3 | 24,1 | 5,7 | 16,3 | 11,8 |
| Autre | 14,4 | 23,9 | 13,2 | 16,9 | 14,4 | 15,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Effectifs | 729 | 286 | 696 | 802 | 909 | 1711 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Pour les enfants et adolescents de 7-19 ans qui ont été déscolarisés, l'échec scolaire (21,7 %) et le coût trop élevé de l'école (11,8 %) sont les principales raisons (tableau 24). Le jeune âge des enfants est encore avancé chez les 7-12 ans

(84,6 %) pour justifier leur non scolarisation. Cela peut se comprendre car parmi les EADE de 7-12 ans, il y a 80,2 % qui ont entre 7-8 ans et se considèrent encore trop jeunes pour l'école.

Tableau 24 : Proportions de la population de 7-19 ans selon la raison de non inscription en 2014 par groupe d'âge et par sexe

| Raisons de non inscription | 7-12 ans | 13-15 ans | 16-19 ans | Garçons | Filles | Ensemble |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Etudes terminées | - | - | 1,5 | 0,2 | 0,8 | 0,6 |
| Coût trop élevé | 1,2 | 20,4 | 21,3 | 11,6 | 12,0 | 11,8 |
| Emploi /Apprentissage | 0,6 | 4,3 | 6,6 | 4,3 | 2,7 | 3,4 |
| Echec scolaire | 3,4 | 36,4 | 38,2 | 22,5 | 21,0 | 21,7 |
| Maladie /Handicap | 4,1 | 15,3 | 9,6 | 7,3 | 8,4 | 7,9 |
| Mariage /Grossesse | 6,3 | 1,3 | 1,1 | 4,0 | 3,2 | 3,6 |
| Trop jeune | 84,6 | 0,5 | - | 40,6 | 38,6 | 39,6 |
| Refus des parents | 2,1 | 12,7 | 8,1 | 4,6 | 7,3 | 6,0 |
| Autre | 2,3 | 9,8 | 11,3 | 7,8 | 6,0 | 6,9 |
| Effectifs | 556 | 181 | 360 | 478 | 619 | 1097 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Résumé analytique

Ce chapitre a été consacré à l'analyse des facteurs qui contribuent à ce que des enfants et adolescents soient en dehors de l'école au Burundi, facteurs qui relèvent tant du niveau de l'offre que de la demande scolaire.

Au niveau des facteurs relevant de la demande, l'analyse a distingué les facteurs socio-démographiques de la demande, le rôle du capital éducatif, le rôle des facteurs économiques et le rôle des facteurs contextuels. Au niveau des facteurs socio-démographiques de la demande, il ressort que les inégalités de genre ne sont significatives qu'aux âges du post-fondamental, notamment en milieu rural. Les inégalités intra-familiales en fonction du statut familial de l'enfant sont apparues également importantes : les autres enfants du chef de ménage courent un plus grand risque d'être en dehors de l'école que les propres enfants du chef du ménage, un effet plus important en milieu urbain qu'en milieu rural. Par ailleurs, l'exclusion scolaire est d'autant plus forte que l'enfant est orphelin des deux parents. Elle est aussi forte lorsque l'enfant vit avec un handicap, avec des différences de risque d'être en dehors de l'école en fonction du type de handicap.

Au niveau du capital éducatif, il ressort que les enfants et adolescents dont le chef de ménage est instruit courent un risque moins important d'être en dehors de l'école comparativement à ceux dont le chef de ménage n'a aucun niveau d'instruction et cet effet est encore plus important lorsque le chef de ménage a le niveau secondaire ou plus. En ce qui concerne le niveau de vie du ménage, plus celui-ci est nanti, moins les enfants courent un risque d'être en dehors de l'école, un résultat qui est en cohérence avec les raisons avancées pour justifier la non scolarisation des enfants et adolescents où le coût trop élevé de l'éducation est le plus cité, surtout pour les plus âgés. Par ailleurs, la participation scolaire et le travail des enfants semblent antinomiques, dans la mesure où la proportion des EADE au travail est très élevée et

croît avec l'âge, alors que la proportion des élèves au travail est très faible.

Au niveau des facteurs liés à l'offre, il ressort que quel que soit le niveau d'enseignement, il y a eu un accroissement des infrastructures éducatives au cours des dix dernières et que cet accroissement a été plus important au préscolaire. Si le rapport élèves/maître semble s'améliorer au niveau du fondamental, par contre au niveau du post-fondamental, le ratio élèves/enseignant augmente, ce qui dénote d'une offre encore insuffisante. Le nombre de personnel enseignant augmente quasiment au même rythme que les infrastructures, toutefois, les départs importants d'enseignants en 2016 ont eu un effet sur l'offre d'enseignants, ce qui a impacté négativement l'évolution des effectifs scolaires.

Au-delà de l'amélioration de l'offre d'infrastructures scolaires (écoles et classes), un défi important du système éducatif burundais est l'environnement d'apprentissage. Quel que soit le niveau d'enseignement, la disponibilité de l'eau potable et encore davantage celle de l'électricité, fait défaut. En effet, dans plusieurs provinces, moins de la moitié des établissements scolaires disposent de source d'eau potable et moins du tiers dispose de l'électricité. Un autre défi énorme de l'environnement d'apprentissage est la question de la disponibilité des manuels scolaires pour les élèves et des guides pédagogiques pour les enseignants. Une très large majorité (entre 8 et 9 élèves sur dix selon le cycle et selon le manuel), ne dispose pas de manuels scolaires, ce qui pose la question de la qualité des apprentissages. Or, dans le même temps, l'analyse des politiques et réformes éducatives au Burundi au cours des dernières années révèle que d'un point de quantitatif, les stratégies qui ont été déclinées ont davantage été des politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage que des politiques de promotion de l'accessibilité ou des politiques assurant les droits et opportunités. Il y a lieu d'apporter un regard spécifique sur ces différentes stratégies et leur efficacité.

VI. Politiques et stratégies

6.1 Une vue synthétique des politiques actuelles

6.1.1 Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation

En parfaite cohérence avec le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté II (CSLP II), le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) 2012-2020, est une réforme globale du système éducatif burundais qui vise l'amélioration du capital humain à travers, d'une part, une couverture universelle et de bonne qualité de l'enseignement fondamental et, d'autre part, en assurant des formations techniques et supérieures en cohérence avec les besoins de l'économie.

Le PSDEF est structuré autour de trois grandes orientations stratégiques que sont :

- Une réforme globale de l'enseignement fondamental pour un achèvement universel et une meilleure qualité des apprentissages ;
- Une amélioration de la gestion du système éducatif à travers l'accélération de la déconcentration administrative et financière du ministère de l'éducation et le renforcement des capacités des acteurs en charge de la gestion du système éducatif (notamment les fonctions de gestion budgétaire et financière, de gestion des ressources humaines, de supervision pédagogique, de gestion de l'information statistique et de la planification, de maîtrise d'ouvrage des constructions d'infrastructures) ;
- Une stratégie d'expansion progressive de l'ensemble du système éducatif.

6.1.2 Plan Transitoire de l'Education au Burundi 2018-2020

Depuis 2015, après trois ans de mise en œuvre du PSDEF, il y a eu des événements socio-politiques qui ont eu un impact sur le développement du Burundi en général et le secteur de l'éducation en particulier, car plusieurs Partenaires Technique et Financier (PTF) se sont retirés. Ce départ des PTF a rendu difficile, voire impossible de poursuivre la mise en œuvre du PSDEF et d'en faire le suivi. Cette situation a fait que le gouvernement du Burundi a pris l'option de développer un plan de transition à moyen terme (2018-2020), qui lui permettra de concentrer ses efforts sur l'enseignement fondamental.

L'objectif général du plan transitoire de l'éducation est de recentrer les interventions sur un nombre limité de priorités du PSDEF et d'intégrer des réponses aux défis nouveaux induits par la situation actuelle. D'une façon spécifique, les objectifs du plan transitoire sont :

- Permettre de concentrer les efforts sur l'enseignement fondamental, de préserver les autres niveaux jusqu'à ce que le pays ait surmonté les turbulences actuelles ;
- Préparer un plan sectoriel complet à la fin de la période du plan transitoire de l'éducation.

Le PTE recentre les priorités autour des cinq orientations stratégiques suivantes : i) accès et équité au fondamental, ii) promotion de la qualité au fondamental, iii) articulation entre l'enseignement fondamental et l'enseignement des métiers et la formation professionnelle, iv) renforcement de la résilience du système éducatif et v) amélioration de la gouvernance et du pilotage du système éducatif.

6.1.3 Stratégies visant les EADE dans le PSDEF 2012-2020

Bien que les stratégies proposées dans le PSDEF concernent tous les cycles d'enseignement, nous mettons l'accent ici sur les niveaux du fondamental et du post-fondamental.

a) Pour l'enseignement fondamental :

- Construction de salles de classe à raison de 1 500 classes par an pendant quatre ans ;
- Délégation de la maîtrise d'ouvrage aux communes et aux communautés pour la réalisation de ces constructions ;
- Réduction des redoublements : passage d'un taux de 39 % en 2012 à 5 % au sein des cycles et 15 % maximum entre les cycles ;
- Amélioration de l'équité entre les élèves en faisant disparaître les handicaps liés à une scolarité sous le régime de la double vacation ;
- Division par trois du nombre de classes concernées par la double vacation ;
- Amélioration de l'horaire hebdomadaire des classes concernées par la double vacation ;
- Suppression de la restriction traditionnelle de l'accès à la 7^e année et aux classes suivantes ;
- Refonte des finalités, des programmes, des modalités d'organisation et d'évaluation en cours dans les classes de la 1^{ère} année à la 9^e année ;
- Une fixation réglementaire de critères d'évaluation des enfants et de décision de passage de classe, avec mise en place de délibérations collectives ;
- Prohibition du redoublement volontaire prononcé à la demande de la famille ;
- Mise en place des mesures pédagogiques portant sur l'évaluation et sur les exigences des enseignants, jugées souvent excessives ;

- Mise en place d'un processus de concertation avec les enseignants et les parents d'élèves permettant de convenir d'une pratique de promotion automatique des élèves au sein des sous-cycles de deux ans chacun ;
- Développement des capacités d'accueil et de la promotion des élèves au cycle 4 du fondamental. Cela permettra d'éviter l'encombrement des classes de 6^e année diminuant les possibilités de promotion des élèves terminant la cinquième année, avec des répercussions similaires jusque dans les premières années du cycle ;
- Instauration d'un supplément à la subvention annuelle de l'école sur la base de l'atteinte d'objectifs en matière de redoublement ;
- Diminution importante des situations de double vacation (à deux enseignants pour deux groupes successifs) ;
- Suppression des situations où deux enseignants sont présents simultanément dans la même classe ;
- Augmentation des horaires des classes restant en double vacation pour limiter le sous-emploi des enseignants ;
- Poursuite de la politique d'alimentation scolaire dans les zones d'insécurité alimentaire ;
- Instauration d'appuis spécifiques au bénéfice des enfants défavorisés et le développement d'une offre adaptée aux enfants déscolarisés.

b) Pour l'enseignement des métiers, la formation professionnelle et l'enseignement technique

Le sous-secteur de l'enseignement des métiers et de la formation professionnelle a fait valider un document stratégique spécifique par le Conseil des Ministres en 2010. La direction générale de l'enseignement des métiers, de l'enseignement technique et de la formation a travaillé depuis cette

date sur la base d'un plan d'actions annuel. Les stratégies retenues par le PSDEF de 2012 sont :

- Expansion de l'offre de formations par l'implantation des centres d'enseignement des métiers dans les communes qui en sont dépourvues ;
- Création de 4 nouveaux pôles d'excellence au niveau régional et instituts polytechniques de formation professionnelle en province ;
- Mise en place des partenariats entre l'Etat et le secteur privé productif (partenariats public-privé) dans les domaines suivants : i) participation des artisans ou professionnels à la certification de fin de formation ; ii) stages ou autres modalités d'alternance ; iii) utilisation partagée d'équipements techniques ; iv) intervention d'artisans ou professionnels au cours des formations ; v) ouverture des CEM et des CFP à des activités de formation continue au profit des entreprises ; vi) élaboration d'un cadre national des qualifications et certifications (CNQC); vii) création d'un centre de développement des compétences professionnelles (CDCP), employant environ 25 personnes chargées de la rédaction des programmes de formation, de la formation des formateurs et du pilotage de l'élaboration du CNQC ;
- Recherche de nouvelles modalités de financement et renforcement de l'autonomie par la création d'un fonds autonome de financement de la formation professionnelle.

c) Pour l'enseignement secondaire général et pédagogique

Les options stratégiques de l'enseignement secondaire se déclinent autour de quatre axes prioritaires. Ces derniers sont : i) Un développement quantitatif modéré et maîtrisé, ii) Le développement d'une offre de formation pédagogique adaptée aux besoins du développement du fondamental, iii) La promotion des filières scientifiques et technologiques et iv)

L'amélioration de la qualité des apprentissages. Les stratégies envisagées sont :

- Construction de 100 salles de classe par an ;
- Révision des programmes en lien avec le nouveau profil des élèves issus du fondamental ;
- Promotion de l'orientation des élèves vers les séries scientifiques et technologiques ;
- Suppression des lycées pédagogiques au profit des écoles normales qui répondent aux exigences de l'école fondamentale.

6.1.4 Stratégies visant les EADE dans le PTE 2018-2020

Au niveau fondamental, les stratégies du PTE (2018-2020) sont :

- Gestion de la double vacation et atténuation de ses effets négatifs sur le temps d'apprentissage : une utilisation plus efficace des salles de classe et des enseignants afin de garantir une meilleure couverture des programmes et d'améliorer l'équité entre les enfants suivant un enseignement en simple et en double vacation ;
- Amélioration des conditions d'apprentissage au 1^{er} cycle où les classes sont pléthoriques et le taux de redoublement très élevé ;
- Réduction des entrées tardives à l'école fondamentale : les entrées tardives dans le système scolaire burundais sont courantes et pèsent énormément sur les parcours scolaires des enfants.
- Amélioration de la gestion de la 9^e année du quatrième cycle du fondamental : L'accès au cycle 4 du fondamental a largement augmenté depuis la mise en œuvre de la réforme à la rentrée 2013. Une priorité est donnée à l'accès et à l'achèvement de l'enseignement fondamental ;

- Évaluation de la réforme du quatrième cycle du fondamental dans toutes ses dimensions : mettre à profit l'achèvement du cycle 4 par la première cohorte issue de la réforme, pour lancer une évaluation globale de la réforme ;
- Amélioration de la qualité au fondamental, par le renforcement de l'encadrement de proximité, la réduction des redoublements et la disponibilité des manuels et des guides ;
- Réduction du redoublement : les redoublements limitent les efforts pour l'atteinte de la scolarisation primaire universelle. Il faudra poursuivre les stratégies de communication et de sensibilisation des enseignants, des directeurs d'écoles et des familles. Cela est nécessaire pour continuer à déconstruire l'image du redoublement comme une pratique garantissant l'excellence et la qualité des enseignements.
- Apprentissage de la lecture : de nouveaux outils et supports pédagogiques seront élaborés et diffusés pour appuyer les enseignants à mettre en place de nouvelles pratiques dans les classes et favoriser chez les élèves une meilleure maîtrise de la lecture et de l'écriture qui facilite l'ensemble des apprentissages.
- Accompagnement des enseignants dans l'évolution de leurs pratiques d'enseignement et d'évaluation : Poursuite de la diffusion des outils pédagogiques, mise en place du cadre institutionnel de la formation continue.
- Renforcement de l'encadrement de proximité : reprendre les tests harmonisés par provinces et par communes, accompagner davantage le directeur d'école dans son rôle de gestion et d'animation pédagogique, avec le soutien des services déconcentrés, développer au niveau des écoles des mécanismes de surveillance de l'assiduité des élèves, afin de prévenir les décrochages scolaires et les abandons ;
- Promotion de l'équité au fondamental : augmentation du temps scolaire et réduction de la double vacation, augmentation des constructions scolaires ;
- Redéploiement, recrutement et affectation des enseignants ;
- Réduction des disparités de genre ;
- Promotion de l'éducation inclusive.

6.2 Stratégies à mettre en œuvre ou à renforcer

6.2.1 Enseignements issus de l'étude EADE-Burundi 2020

Les résultats des analyses sur l'ampleur et les profils des EADE et ceux des analyses multivariées sur les obstacles et les goulots d'étranglement de l'éducation réalisées à partir des données des EDS 2010 et 2017 et de l'ECVMB2013-2014 ainsi que la hiérarchisation des variables donnent un certain nombre d'enseignements quant aux politiques ou stratégies à mettre en œuvre pour remédier aux problèmes des EADE.

Bien que la demande et l'offre éducatives s'améliorent au Burundi depuis les deux dernières décennies, notamment au niveau du cycle fondamental, il ressort des enseignements tirés des analyses que certains facteurs sont à prendre en compte pour une amélioration substantielle de la scolarisation des enfants.

- Des facteurs dont l'effet renvoie aux stratégies du côté de la demande socio-culturelle

Le sexe de l'enfant reste déterminant du risque d'être en dehors de l'école au post-fondamental, les filles ayant plus de risques d'être en dehors de l'école comparativement aux garçons surtout en milieu rural. En effet, l'accès à l'école et la participation scolaires sont identiques pour les garçons et pour les filles au niveau du fondamental,

mais des inégalités s'observent au niveau du post-fondamental. Cela demande la mise en place des stratégies de sensibilisation des parents sur l'importance de l'école et surtout de la scolarisation des filles. Le défi de la réduction des inégalités de genre se pose davantage en milieu rural et au niveau des âges de l'enseignement secondaire. La hiérarchisation des variables révèle que le sexe de l'enfant occupe un rang intermédiaire (5 ou 6) dans cinq provinces que sont Bururi, Kirundo, Makamba, Muramvya et Ruyigi (tableau A19, annexe).

Le rôle déterminant de la variable statut familial (notamment le lien de parenté avec le chef de ménage), particulièrement en milieu urbain chez les filles pose la question de la présence dans les ménages urbains de jeunes filles non pour la scolarisation mais comme appoint en main-d'œuvre. Une demande de main-d'œuvre généralement en lien avec la participation de plus en plus importante des femmes à l'emploi moderne ou à l'exercice d'activités rémunératrices, dans un contexte où les structures d'accueil de la petite enfance sont en nombre très limité. Ces résultats posent aussi le problème de l'offre en structure d'accueil de la petite enfance, notamment les garderies et l'offre scolaire du préscolaire, afin d'alléger le recours aux adolescents et aux jeunes filles dans les activités domestiques. Cette question mérite une attention particulière car la hiérarchisation des variables révèle que le statut familial occupe généralement les trois premiers rangs en termes de pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école et au niveau provincial, c'est dans les provinces de Bujumbura, de Bururi, de Cibitoke, de Kirundo et de Muyinga que son pouvoir explicatif est élevé.

L'âge de l'enfant est pris en compte comme variable de contrôle. Mais son pouvoir explicatif énorme quel que soit le milieu de résidence et lorsqu'on considère l'ensemble du Burundi pour les 7-19 ans et les 7-12 ans, reflète une fois encore la question de l'entrée tardive à l'école. Dans toutes les provinces, l'âge occupe le premier rang des facteurs explicatifs du risque d'être en dehors de l'école lorsqu'on considère l'ensemble du groupe d'âge 7-19 ans.

- Des facteurs dont l'effet renvoie aux stratégies du côté de la demande économique :

Le rôle déterminant du niveau de vie du ménage aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain et quel que soit le groupe d'âge, montre l'importance du coût (direct et indirect) de la scolarisation des enfants pour les ménages, d'où la nécessité de renforcer ou de mettre en place des politiques qui permettent d'alléger les charges familiales en matière de scolarisation (soutien aux ménages pour des AGR, systèmes de bourses pour les enfants et adolescents les plus démunis). Il ressort de la hiérarchisation des variables, qu'excepté dans deux cas où la variable occupe le quatrième rang, partout ailleurs, quels que soient le groupe d'âge et le milieu de résidence, la variable occupe les trois premiers rangs en matière de pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école. Au niveau provincial, dans dix provinces sur dix-sept, elle occupe les trois premiers rangs également.

- Des facteurs dont l'effet renvoie aux stratégies en matière d'éducation parentale

Quel que soit le sexe de l'enfant, le milieu de résidence et le groupe d'âge, moins le chef de ménage est instruit plus les enfants courent des risques d'être en dehors de l'école. Ce résultat montre l'importance du capital éducatif des chefs de ménage (ou des parents) pour la scolarisation des enfants, d'où la nécessité de développer des stratégies de sensibilisation à l'endroit des chefs de ménage (ou des parents) non instruits, mais aussi de promouvoir les campagnes d'alphabétisation des adultes en vue de renforcer leur capital éducatif. La relation négative observée entre le niveau d'éducation des parents et les risques d'abandonner l'école (risques d'autant plus faibles que le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé) confirme cette nécessité. Cette nécessité de développer des stratégies en matière d'éducation parentale concerne aussi bien les ménages pauvres que les ménages nantis, puisque si les « jamais scolarisés » sont proportionnellement plus nombreux dans les ménages pauvres, les EADE déscolarisés sont proportionnellement plus nombreux dans les ménages nantis.

Le phénomène important des entrées tardives à l'école, en partie lié à l'ignorance de certains parents qui estiment que leurs enfants d'âge d'entrer à l'école sont encore jeunes pour y aller, mais aussi lié en partie au besoin de main-d'œuvre

infantile, pourrait aussi se résoudre grâce à une éducation parentale. Ce résultat montre la nécessité de sensibiliser les parents sur l'importance de respecter de l'âge officiel d'entrer à l'école afin de favoriser la réussite scolaire de leurs enfants. Il faudra des efforts énormes et des actions d'envergure en termes de changement de comportement au niveau de la demande éducative.

- Des facteurs dont l'effet renvoie aux stratégies du côté de l'offre

La présence de l'école ou sa proximité réduit les risques d'être en dehors de l'école. Un résultat qui apparaît particulièrement en milieu rural. De ce point de vue, les politiques devraient davantage contribuer à rendre l'école, particulièrement au niveau du fondamental et du post-fondamental et en milieu rural, plus proche des populations.

Les provinces les plus défavorisées devraient retenir plus d'attention afin de réduire les inégalités provinciales. Six provinces présentent une situation assez problématique en termes de phénomène des EADE. Ce sont les provinces de Karuzi, Kirundo, Muyinga, Ngozi et Ruyigi et Cankuzo. La situation de Bujumbura, où les effectifs d'EADE sont élevés, mérite aussi une attention particulière, notamment au niveau du post-fondamental. Il apparaît la nécessité de mener des campagnes ciblées auprès de certaines communautés et leurs leaders afin de trouver des solutions aux fossés qui se sont créés entre ces communautés et l'école et dont les causes peuvent être assez profondes.

Le risque plus élevé des orphelins d'être en dehors de l'école révèle la nécessité pour l'Etat de mettre en œuvre des politiques de prise en charge de la scolarisation des enfants issus des familles vulnérables. En effet, si autrefois la solidarité familiale permettait de prendre en charge les orphelins, les différentes crises qu'a connu le pays et la paupérisation des ménages remettent cette solidarité en cause. Il faudrait alors des stratégies appropriées afin de palier à cette situation et assurer l'éducation de tous les enfants.

Les enfants vivant avec un handicap ont plus de risque d'être en dehors de l'école, ce risque est d'autant plus élevé lorsqu'ils résident en milieu rural. La faible participation scolaire des enfants vivant avec un handicap est le reflet d'une inadéquation de l'offre scolaire (infrastructures, contenu pédagogique, encadrement) aux besoins de ce groupe d'enfants. Ce résultat révèle l'intérêt de développer des structures de formation inclusives adaptées aux différents types de handicaps.

- Des facteurs liés à la qualité de l'offre scolaire

Le phénomène important du redoublement observé au Burundi révèle un problème de qualité de l'éducation mais aussi un problème lié aux représentations des enseignants sur le rôle du redoublement. Au regard des forts taux de redoublement et d'abandon scolaire, il s'avère nécessaire de mettre en œuvre des stratégies et politiques efficaces (bourses, promotion de l'excellence, etc.) pour permettre le maintien des enfants et des adolescents à l'école et favoriser leur réussite scolaire.

L'environnement scolaire est un facteur déterminant de la réussite scolaire. Les données montrent que très peu d'établissements scolaires disposent de commodités nécessaires telles que l'électricité et l'eau, pour assurer la réussite scolaire des enfants et des adolescents. Cette situation montre la nécessité de fournir davantage d'efforts pour mieux doter les établissements scolaires des commodités nécessaires (y compris des latrines séparées par sexe) pour leur bon fonctionnement.

La question des manuels scolaires s'est révélée préoccupante au Burundi, au regard de la très faible proportion d'élèves disposant des principaux manuels scolaires (français et mathématiques) et même une part non négligeable d'élèves qui ne disposent pas de cahiers. De même, les guides pédagogiques pour les enseignants font défaut.

6.2.2 Suggestions pour un plan d'actions

L'analyse des enfants et adolescents en dehors de l'école révèle en fin de compte tous les défis majeurs du système éducatif burundais. Aussi, quelques suggestions sont formulées afin de capitaliser la présente recherche.

- Placer la question des EADE et plus généralement des défis de l'éducation parmi les premières priorités de l'État car c'est l'avenir du pays qui est en jeu. Cet engagement doit aller au-delà des ministères en charge de l'éducation et inclure l'ensemble des départements ministériels, car les problèmes posés sont holistiques et les solutions doivent l'être aussi pour plus d'efficacité.
- Mettre en place un comité pluri-ministériel et pluri-institutionnel, comprenant tous les acteurs du secteur de l'éducation et d'autres secteurs de développement, en vue de s'approprier les résultats de l'étude.

- Élaborer, à la suite des travaux du comité, un plan d'actions national pour la résorption du problème des enfants et adolescents en dehors de l'école. Chaque secteur devrait être responsable de la mise en œuvre de stratégies spécifiques concernant son domaine d'intervention.
- Mettre en place un cadre ou plateforme pérenne de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de ce plan d'actions des EADE.

Le tableau 25 propose une première série de stratégies en fonction des différents groupes cibles d'EADE. Il est possible d'en déduire des choix prioritaires de stratégies et d'actions tenant compte du contexte burundais et des contraintes budgétaires.

Tableau 25 : Synthèse de pistes de stratégies visant les EADE et les enfants à risque d'abandonner l'école [Hachurer la case correspondante à l'action]

| Niveau / rubrique | Stratégies | Actions [A compléter par le comité de suivi lors de l'examen de la première version du rapport] | Niveau de priorité (Cf. note en bas de tableau) | Enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) | | | Les enfants à risque d'abandonner |
|---|--|--|--|--|---|-------------------------------------|-----------------------------------|
| | | | | N'ont jamais été à l'école et iront probablement un jour | N'ont jamais été à l'école et n'entreront probablement jamais à l'école | Enfants et adolescents déscolarisés | |
| | | | | (Enfants de moins de 10 ans) | (Enfants de 10-19 ans) | | |
| Au niveau de l'offre | · Intensification de la construction d'infrastructures de qualité en matériaux définitifs dans les zones où le besoin est encore énorme afin d'améliorer l'accès. | | *** | | | | |
| | | | ** | | | | |
| | | | * | | | | |
| | · Optimisation de l'utilisation des infrastructures existantes | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | · Amélioration de l'environnement d'apprentissage de l'ensemble des établissements scolaires (particulièrement au fondamental et post-fondamental), notamment en termes d'équipements. | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | · Amélioration (qualité, quantité et au moment approprié) de la dotation des établissements en manuels et fournitures scolaires et en matériels pédagogiques | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| · Développement d'un système de prise en charge des enfants des ménages démunis, des orphelins et ceux dont le chef de ménage n'a | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|
| aucun niveau d'instruction, particulièrement dans les établissements scolaires ruraux | | | | | | |
| · Adaptation de l'offre scolaire aux besoins de certains groupes spécifiques (enfants vivant avec un handicap, enfants déplacés) | | | | | | |
| · Amélioration de la répartition et accroissement de l'effectif et de l'allocation des enseignants aux écoles | | | | | | |
| · Amélioration du profil de recrutement et de formation (formation initiale mais aussi continue) des enseignants | | | | | | |
| · Renforcement des effectifs et des capacités du personnel administratif dans les structures éducatives, notamment décentralisées | | | | | | |
| · Amélioration de l'enseignement et de la formation techniques et professionnelles (diversification des filières, et développement des stages dans l'entreprise, accompagnement des sortants, etc.) | | | | | | |
| · Développement des structures de formation pratique, en tenant compte des potentialités régionales et des besoins des enfants et adolescents | | | | | | |
| · Mise en synergie des activités de l'alphabétisation fonctionnelle et des programmes d'éducation parentale | | | | | | |
| Bilan | | | | | | |

| Niveau / rubrique | Stratégies | Actions [A compléter par le comité de suivi lors de l'examen de la première version du rapport] | Niveau de priorité | Enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) | | | Les enfants à risque d'abandonner | |
|---|---|---|--------------------------|--|---|---|---|--|
| | | | | N'ont jamais été à l'école et iront probablement un jour (Enfants de moins de 10 ans) | N'ont jamais été à l'école et n'entreront probablement jamais à l'école (Enfants de 10-19 ans) | Enfants et adolescents déscolarisés | | |
| <i>Au niveau de la demande</i> | · Intensification de la sensibilisation et de la communication à travers des stratégies adaptées, dans les provinces où la proportion des EADE est encore très élevée (Karuzi , Kirundo, Muyinga, Ngozi et Ruyigi, Cankuzo) | | ** | | | | | |
| | | | ** | | | | | |
| | | | ** | | | | | |
| | · Promotion des actions de stimulation de la demande d'éducation (scolarisation des enfants à l'âge officiel, scolarisation des filles au-delà du fondamental) | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| · Développement de mesures de résilience face aux situations de catastrophe et d'insécurité | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Bilan | | | | | | | | |

| Niveau / rubrique | Stratégies | Actions [A compléter par le comité de suivi lors de l'examen de la première version du rapport] | Niveau de priorité (Cf. note en bas de tableau) | Enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) | | | Les enfants à risque d'abandonner | |
|---------------------------------|---|--|--|--|---|-------------------------------------|-----------------------------------|--|
| | | | | N'ont jamais été à l'école et iront probablement un jour (Enfants de moins de 10 ans) | N'ont jamais été à l'école et n'entreront probablement jamais à l'école (Enfants de 10-19 ans) | Enfants et adolescents déscolarisés | | |
| <i>Stratégies transversales</i> | · Amélioration de la gouvernance du système éducatif (gestion du personnel, gestion financière, meilleur suivi de la dotation des fournitures et des infrastructures, décentralisation) | | *** | | | | | |
| | | | ** | | | | | |
| | | | *** | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | · Mise en place d'un système pérenne de collecte des données sur les EADE (amélioration du SIGE, prise en compte de la problématique EADE dans les enquêtes courantes) | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | · Développement des nouvelles initiatives de maintien et de récupération des enfants et adolescents dans le système | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Bilan | | | | | | | | |

NB : Le nombre d'astérisques (*) indique le degré de priorité de la stratégie : *** = Priorité élevée, ** = Priorité moyenne, * = Priorité faible

Résumé analytique

L'objectif de ce chapitre était d'examiner les politiques et stratégies nécessaires pour répondre aux défis du phénomène des enfants et adolescents en dehors de l'école. Dans un premier temps un rappel des politiques éducatives actuelles a été fait, notamment le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) 2012-2020 et le Plan Transitoire de l'Éducation 2018-2020. L'analyse des stratégies contenues dans ces politiques (chapitre 5), a révélé, globalement, que les stratégies proposées ont été plus des politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage (22 stratégies) que des politiques de promotion de l'accessibilité (13 stratégies) ou des politiques assurant les droits et opportunités (12).

Ces stratégies contenues dans les politiques actuelles sont déclinées de façon précise en actions visant différents aspects du système éducatif, allant du développement de l'offre, au renforcement de la qualité et à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage. Mais se pose alors la question de savoir si ces stratégies sont en lien avec l'ampleur réelle du phénomène des

enfants et adolescents en dehors de l'école ? En outre, à quel degré les spécificités provinciales sont-elles prises en compte ? L'étude EADE qui vient d'être réalisée donne des éclairages chiffrés sur l'ampleur des EADE, leurs différents profils, les barrières et goulots d'étranglement ainsi que les spécificités provinciales. L'ensemble de ces informations doivent être pris en compte afin de réviser les stratégies actuelles ou d'en proposer d'autres afin de régler la question des enfants et adolescents exclus du système éducatif.

A cet effet un canevas de structuration des stratégies et actions est proposé et distinguant les actions en fonction des différents groupes spécifiques d'EADE : i) les EADE qui entreront peut-être un jour à l'école (les plus jeunes, par exemple moins de 10 ans), ii) les EADE qui n'entreront peut-être jamais à l'école (les plus âgés, 10-19 ans), iii) les déscolarisés et iv) les enfants et adolescents scolarisés mais à risque d'abandonner. Une implication de l'ensemble des acteurs du système éducatif est importante, afin que de manière participative, un plan d'actions puisse être élaboré.

Conclusion

L'objectif général de l'étude sur les enfants et adolescents en dehors de l'école était « *d'améliorer la compréhension des goulots d'étranglement et des barrières à l'éducation, d'identifier les réponses politiques en vue de meilleurs taux d'inscription et de rétention des enfants et adolescents à l'école, et enfin d'alimenter le prochain plan sectoriel* ». De manière plus spécifique, il s'agissait i) De donner l'ampleur et les profils des enfants et adolescents en dehors du système éducatif au Burundi, ii) D'analyser les obstacles et goulots d'étranglement de l'éducation qui freinent la scolarisation et la rétention des enfants et adolescents à l'école et iii) D'analyser les politiques et stratégies et leurs limites pour assurer une éducation pour tous.

Ampleur et profil des EADE

En 2017, l'effectif des enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) était estimé à 1 987 432, soit environ 38,8 % de l'ensemble des 4-19 ans qui étaient estimés à 5 126 686. Les enfants de la dimension 1 (préscolaire) sont proportionnellement les plus nombreux à être en dehors de l'école (79,2 %). La proportion des enfants et adolescents en dehors de l'école (EADE) de 7-12 ans (Dimension 2) est de 17,8 % et celle des EADE au sein des 13-15 ans (Dimension 3) est de 26,5 %. La proportion d'EADE la plus élevée est observée au niveau des 16-19 ans (Dimension 6), soit 49,3 %. Il n'existe pas de différence de genre en ce qui concerne la proportion des EADE (39,0 % et 38,5 %, respectivement pour les garçons et les filles), mais l'ampleur est près de deux fois plus élevé en milieu rural (40,5 %) qu'en milieu urbain (23,7 %). La population à risque d'abandonner est estimée à 1 247 681 en 2016-2017. Les élèves du 1^{er} au 3^e cycle du fondamental à risque d'abandonner (dimension 4) représentent 49,7 % des élèves scolarisés au primaire en 2016-2017. Ce risque d'abandonner aux trois premiers cycles du fondamental est un peu plus élevé chez les garçons (51,8 %) que chez les filles (47,6 %). La population à risque d'abandonner du 4^e cycle du

fondamental (dimension 5), est estimée à 360 475, soit à 69,2 % des élèves de ce cycle. Les filles courent moins de risque d'abandonner (67,2 %) que les garçons (71,8 %). Quant à la population à risque d'abandonner du post-fondamental (dimension 7), le risque est estimé à 75,2 % en 2016-2017 et l'effectif des élèves à risque d'abandonner est estimé à 199 247.

La répartition des EADE selon le milieu de résidence révèle que quelle que soit la dimension, ceux-ci résident principalement en milieu rural, soit plus de neuf EADE sur dix. Huit provinces sur les dix-huit regroupent à elles seules près des deux tiers (61,2 %) des EADE (Kirundo, Muyinga, Ngozi, Gitega, Ruyigi, Kayanza, Karusi et Cibitoke).

Obstacles et goulots d'étranglement

Au niveau des facteurs relevant de la demande, il est ressorti le rôle déterminant des facteurs socio-démographiques de la demande (âge et statut familial de l'enfant, nombre d'enfants et adolescents dans le ménage), du capital éducatif (niveau d'instruction du chef de ménage), des facteurs économiques (niveau de vie du ménage) et des facteurs contextuels (milieu de résidence).

Au niveau des facteurs liés à l'offre, il ressort que quel que soit le niveau d'enseignement, il y a eu un accroissement des infrastructures éducatives au cours des dix dernières et que cet accroissement a été plus important au préscolaire. Si le rapport élèves/maître semble s'améliorer au niveau du fondamental, par contre au niveau du post-fondamental, le ratio élèves/enseignant augmente, ce qui dénote d'une offre encore insuffisante. Le nombre de personnel enseignant augmente quasiment au même rythme que les infrastructures, toutefois, les départs importants d'enseignants en 2016 ont eu un effet sur l'offre d'enseignants, ce qui a impacté négativement l'évolution des effectifs scolaires. Les analyses multivariées ont aussi mis en évidence le rôle

déterminant de la distance à l'école, particulièrement en milieu rural. En plus de la disponibilité des infrastructures, un défi important du système éducatif burundais est l'environnement d'apprentissage. Quel que soit le niveau d'enseignement, la disponibilité de l'eau potable et encore davantage celle de l'électricité, fait défaut, dans la mesure où dans plusieurs provinces, moins de la moitié des établissements scolaires disposent d'une source d'eau potable et moins du tiers dispose de l'électricité. Un autre défi énorme de l'environnement d'apprentissage est la question de la disponibilité des manuels scolaires pour les élèves et des guides pédagogiques pour les enseignants. Une très large majorité (entre 8 et 9 élèves sur dix selon le cycle et selon le manuel), ne dispose pas de manuels scolaires, ce qui pose la question de la qualité des apprentissages.

Au niveau des facteurs relevant des politiques éducatives, on peut mentionner la prise en compte effective des groupes vulnérables, la promotion d'une meilleure gouvernance (allocation rationnelle des ressources tant humaines, matérielles que financières aux établissements scolaires), le défi de la mobilisation des ressources financières.

Politiques et stratégies

L'analyse des stratégies contenues dans les documents de politiques, notamment le Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF) 2012-2020 et le Plan Transitoire de l'Éducation 2018-2020, révèle que globalement, les stratégies proposées ont été plus des politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage (22 stratégies) que des politiques de promotion de l'accessibilité (13 stratégies) ou des politiques assurant les droits et opportunités (12).

L'étude sur les EADE au Burundi, à travers les éclairages qu'elle apporte, offre l'occasion d'examiner l'ensemble des stratégies actuelles et de les réviser si nécessaire, afin de régler la question des enfants et adolescents exclus du système éducatif. Les stratégies et actions proposées devront tenir compte des différents groupes spécifiques d'EADE : i) les EADE qui entreront peut-être un jour à l'école (les plus jeunes, par exemple moins de 10 ans), ii) les EADE qui n'entreront peut-être jamais à l'école (les plus âgés, 10-19 ans), iii) les déscolarisés et iv) les enfants et adolescents scolarisés mais à risque d'abandonner.

Bibliographie

- Ainsworth M. (1992), *Economic Aspects of Child Fostering in Côte d'Ivoire*, Living Standards Measurement Study, Working Paper N° 92, Banque Mondiale, Washington, 43 p.
- Ainsworth M. and Filmer D. (2002), *Poverty, AIDS, and Children's Schooling. A targeting Dilemma*. The World Bank Policy Research Working Paper (2885):41.
- Banque mondiale (2008) : *Le Système Éducatif Burundais : Diagnostic et Perspectives pour Une Nouvelle Politique Éducative dans le Contexte de l'Éducation Primaire Gratuite pour Tous*. Département pour le Développement Humain de la Région Afrique Document de travail de la Banque mondiale NO. 109, 210p.
- Bloom, D. (2005). Raising the pressure: globalization and the need for higher education reform. *Creating Knowledge, Strengthening Nations: The Changing Role of Higher Education*. Toronto: University of Toronto Press. Pages, 21–41.
- Bouaré I. et al. (2012), *Les déterminants de la fréquentation scolaire au Mali : Entre caractéristiques socioculturelles et économiques et statut de l'enfant dans le ménage*, CEPS instead, Working Paper n° 2012-41, 28p.
- Bommier B. et Shapiro D. (2001), Introduction à l'approche économique de la demande d'éducation in M. Pilon et Y., (ed.), *La demande en d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, UEPA, Paris ; pp. 49-62.
- Bougma M. (2014), *Fécondité, réseaux familiaux et scolarisation des enfants en milieu urbain au Burkina Faso*, Thèse de doctorat en Démographie, Université de Montréal, 213p.
- Burundi, (2018), Plan Transitoire de l'Éducation au Burundi 2018-2020, 93p.
- Burundi Eco (2018), Le secteur «Education» dans un imbroglio inextricable
- Burundi, ISTEERU, (2013), Rapport des projections démographiques 2008-2030, 20p
- Clevenot D. et Pilon M. (1996), *Femme et scolarisation des enfants, communication présentée au séminaire international sur la femme et la gestion des ressources*, IFORD, Yaoundé, 23p.
- Diagne A., I. Kafando et M. H. Ounteni (2006), Pourquoi les enfants quittent-ils l'école ? Un modèle hiérarchique multinomial des abandons dans l'éducation primaire au Sénégal, Les Cahiers du SISERA, 30p.
- Daouda Ali, Daouda Abdoul Aziz Issa et Souley Hamsatou, (2001), « Famille et scolarisation en Afrique : les politiques éducatives et systèmes éducatifs actuels au Niger », in PILON Marc et YARO Yacouba (dir.) : *Demande d'éducation en Afrique états de connaissances et perspectives de recherche*, FASAF, No1, pp. 171-183.
- Gastineau B. (2003), Les facteurs de la déscolarisation en milieu rural tunisien. L'exemple de la Kroumirie et d'El Faouar, *Éducation, famille et dynamiques démographiques*, sous la direction de Gnomou Thiombiano B, T. K. LeGrand et JF. Kobiané (2013), "Effects of parental union dissolution on child mortality and schooling in Burkina Faso", *Demographic Research*, vol. 29 (29): 797-816.
- Hammond C., D. Linton, J. Smink et S. Drew (2007), *Drop out risk factors and exemplary programs: A technical report*. Clemson, SC: National Dropout Prevention Center.
- Kaboré I. et al. (2003), Genre et scolarisation au Burkina Faso : enseignements d'une approche statistique, in : M. Cosio, R. Marcoux, M. Pilon et A. Quesnel (dir) *Éducation, famille et dynamiques démographiques*, Paris, CICRED, pp.221-246.
- Kobiané, J. F. (2001), *Appartenance ethnique, rapports de genre et inégalités sexuelles dans la scolarisation en milieu rural au Burkina Faso : du discours anthropique aux résultats statistiques*, communication présentée au colloque international d'Abidjan sur Genre, Population et Développement en Afrique, UEPA \ UAPS, INED, ENSEA, IFORD, du 16 au 21 juillet 2001.

- Kobiané J. F. (2006), *Ménages et scolarisation au Burkina Faso. À la recherche des déterminants de la demande scolaire*, Louvain la Neuve, Academia Bruylant, 316 p.
- Kobiané J. F. (2007), Ethnies, genre et scolarisation au Burkina Faso : du discours anthropologique aux résultats statistiques, in : Thérèse LOCOH (éd.), *Genre et sociétés en Afrique. Implications pour le développement*. Collection Les cahiers de l'INED, pp. 221-241.
- Kobiané J. F. et Pilon M. (2008), *Appartenance ethnique et scolarisation au Burkina Faso : La dimension culturelle en question*, Colloques international de l'AIDELF Démographie et cultures, Québec, 25-29 Aout 2008, 19p.
- Kobiané J. F. et Bougma M. (2009), *Thème 4 : Education : Instruction-alphabétisation et scolarisation*, Rapport d'Analyse des résultats définitifs du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2006 (RGPH 2006), 197p.
- Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle (2019) indicateurs sur l'enseignement au Burundi 2018/2019, Septembre 2019
- Nganawara D. (2016), *Famille et scolarisation des enfants en âge obligatoire scolaire au Cameroun : Une analyse à partir du recensement de 2005*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, Québec, 50 p.
- Ntiranyibagira, C. (2019). *La dynamique diglossique à Bujumbura : analyse de quelques représentations*. *Revista Odisseia*, 4(1), 90-106.
- Nzohabonayo, C. & Bajinyura, C. (2014), *Rapport national de l'ETP 2015*, 37p.
- Fayolle, G., & Laurens, M. (2016). *Réflexions sur l'harmonisation des systèmes d'enseignement plurilingue dans la sous-région*. Synergies Afrique des Grands Lacs, (5), 99-106.
- PASEC (2016). PASEC2014 – Performances du système éducatif burundais : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.
- Pilon M., E. Gérard et Y. Yaro (2001), Introduction. La demande d'éducation en Afrique : état des connaissances et perspectives de recherche, in Marc PILON et Yacouba YARO (éd.) *La demande d'éducation en Afrique. Etat des connaissances et perspectives de recherche*, Réseaux thématiques de recherche de l'U.E.P.A, N°1, p. 213-219.
- UNICEF and UNESCO-UIS (2011). Global initiative on out-of-school children: Conceptual and methodological framework (CMF). New York and Montreal: UNICEF and UIS, March 16 p.
- UNICEF, USI, GPE, UCW (2015), *Global Out-of-School Children Initiative, Operational manual* UNICEF, New York, 152 p.
- UNICEF (2017), *La pauvreté des enfants au Burundi*, 100 p.
- UNESCO (2015), Handicaps et non-scolarisation des enfants, situation en Afrique de l'Ouest et du Centre, 29 p.
- UNDP (2018), Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update. Briefing note for countries on the 2018 Statistical Update. Burundi., 8 p.
- Zoungwana C. et al, (1998), la trajectoire scolaire des filles à Bamako. Un parcours semé d'embûches, in Marie France LANGE, *l'école et les filles en Afrique, scolarisation sous conditions*, Karthala, Paris, pp 167-196.

Annexes

Annexe 1 : La régression logistique

L'analyse explicative permet d'aller au-delà des analyses de nature descriptive, pour mieux apprécier l'effet net des différentes variables explicatives (ou facteurs). En effet, l'un des objectifs de la recherche est d'évaluer le poids respectif de chacun des facteurs intervenant dans l'explication de la situation des EADE. Pour répondre à un tel objectif, il faut nécessairement procéder à des analyses explicatives multivariées qui permettent d'identifier l'effet net de chaque facteur et de pouvoir ainsi les hiérarchiser en fonction de leur pouvoir explicatif. Le choix des méthodes d'analyse multivariée dépend de la nature de la variable dépendante. Etant donné que la variable dépendante est dichotomique (« est en dehors de l'école ou pas »), une des méthodes adaptées est la régression logistique. Dans la régression logistique une variable dépendante de nature dichotomique (prenant les valeurs 1 ou 0) est expliquée par un ensemble de variables qui peuvent être qualitatives ou quantitatives. Dans le cas présent, la variable à expliquer est **la probabilité qu'un enfant ou un adolescent soit en dehors de l'école ou pas à un moment donné**. Ce qui est modélisé dans la régression logistique, c'est la quantité appelée odds et qui est le rapport de deux probabilités. La probabilité que l'événement survienne (**P**) et la probabilité que celui-ci ne survienne pas (**1-P**). En considérant X_i variables indépendantes (i allant de 1 à k), l'équation de régression logistique peut s'écrire :

$$\frac{P}{1-P} = e^{B_0 + B_1 X_1 + \dots + B_k X_k} = e^{B_0} \prod_{i=1}^{i=k} e^{B_i X_i}$$

où les B_i représentent les coefficients de régression ; le facteur par lequel le odds change lorsque la i ème variable indépendante passe de la valeur 0 à la valeur 1.

Dans la comparaison de deux sous-populations ou catégories d'une variable indépendante (dans lesquelles la probabilité que l'événement survienne est respectivement de P_1 et P_2), ce qui est examiné c'est le rapport

$$\frac{\frac{P_2}{1-P_2}}{\frac{P_1}{1-P_1}}$$

appelé rapport des chances ou odds ratio en anglais. Le rapport des chances s'interprète en termes d'écart par rapport à une modalité de référence.

La hiérarchisation des variables se fera sur la base de la contribution de chacune des variables au pouvoir explicatif global des modèles. Cette hiérarchisation des variables (déterminants) dans les différents modèles d'analyse peut se faire à partir du calcul de la contribution de chacune des variables à l'explication du phénomène des enfants et adolescents en dehors de l'école, mesurée par la statistique du Khi-2 du modèle. Cette contribution est donnée par la formule suivante :

$$\text{Contribution (\%)} = \frac{X_{final}^2 - X_{model sans variable}^2}{X_{final}^2} \times 100$$

où X^2 représente la statistique du Khi-2. A partir de ces calculs, on peut bien mettre en évidence les variables qui contribuent le plus en examinant le Khi-2 du modèle avec l'ensemble des variables (modèle global ou modèle final) et celui du modèle sans la variable en question. La hiérarchisation conduit alors

à ordonner les variables en fonction du pourcentage de Khi-2 qu'elles apportent à l'explication du phénomène des enfants et adolescents en dehors de l'école.

Cette hiérarchisation est faite sous l'hypothèse que les variables indépendantes ne sont pas liées entre elles, ce qui rendrait difficile la possibilité de distinguer les pouvoirs respectifs. Les tests du « Facteur d'Inflation de la Variance » (Variance Inflation Factor : VIF) révèlent qu'il n'y a pas un problème de multicolinéarité des variables indépendantes et donc il ne se pose pas un problème fondamental de dépendance entre les variables (tableau A14, annexes).

Annexe 2 : Les tableaux et graphiques

Tableau A1 : Répartition des redoublants en 2017-2018 par province et par cycle

| Provinces | Fondamental | | | | | | Post-fondamental | |
|------------------|-------------|------|------|--------------|--------|---------|------------------|--------|
| | Proportions | | | Distribution | | | Prop | Dist |
| | 1-6 | 7-9 | Fond | 1-6 | 7-9 | Fond | 1-6 | 7-9 |
| Bubanza | 29,2 | 25,1 | 28,8 | 5,4 | 5,3 | 5,4 | 14,9 | 2,6 |
| Bujumbura Mairie | 19,6 | 22,1 | 19,9 | 4,3 | 7,1 | 4,5 | 14,8 | 8,1 |
| Bujumbura | 30,1 | 28,1 | 29,8 | 7,6 | 9,4 | 7,8 | 21,2 | 8,1 |
| Bururi | 27,8 | 27,1 | 27,7 | 4,2 | 4,4 | 4,2 | 22,0 | 11,1 |
| Cankuzo | 16,4 | 14,4 | 16,3 | 1,8 | 1,4 | 1,8 | 14,5 | 1,5 |
| Cibitoke | 24,2 | 25,6 | 24,3 | 6,1 | 4,9 | 6,0 | 19,1 | 4,3 |
| Gitega | 27,8 | 26,2 | 27,6 | 9,5 | 11,0 | 9,6 | 21,3 | 10,7 |
| Karusi | 26,7 | 25,2 | 26,6 | 5,2 | 3,2 | 5,0 | 25,2 | 4,5 |
| Kayanza | 21,8 | 20,7 | 21,7 | 6,0 | 7,9 | 6,2 | 16,1 | 4,5 |
| Kirundo | 23,7 | 22,1 | 23,5 | 6,5 | 4,6 | 6,3 | 16,9 | 2,9 |
| Makamba | 30,4 | 25,4 | 29,9 | 7,6 | 7,0 | 7,6 | 18,2 | 5,9 |
| Muramvya | 28,7 | 26,1 | 28,3 | 4,4 | 5,3 | 4,5 | 22,5 | 6,6 |
| Muyinga | 25,4 | 19,5 | 25,0 | 6,7 | 3,4 | 6,4 | 17,5 | 4,9 |
| Mwaro | 29,6 | 29,5 | 29,6 | 3,7 | 5,3 | 3,9 | 20,9 | 6,0 |
| Ngozi | 21,1 | 20,1 | 21,0 | 6,1 | 4,7 | 6,0 | 19,6 | 7,3 |
| Rumonge | 29,8 | 23,3 | 29,1 | 6,5 | 6,1 | 6,4 | 17,0 | 5,4 |
| Rutana | 29,9 | 25,4 | 29,3 | 4,8 | 6,0 | 4,9 | 19,6 | 3,0 |
| Ruyigi | 20,9 | 19,4 | 20,8 | 3,6 | 3,1 | 3,6 | 15,5 | 2,6 |
| Total | | | | 100,0 | 100,0 | 100,0 | | 100,0 |
| Burundi | 25,7 | 23,9 | 25,5 | 558 385 | 61 428 | 619 813 | 19,0 | 66 376 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A2 : Répartition des abandons en 2017-2018 par province et par cycle

| Provinces | Fondamental | | | Post-fondamental |
|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| | Classes 1-6 | Classes 7-9 | Classes 1-9 | |
| Bubanza | 3,8 | 3,7 | 3,8 | 2,4 |
| Bujumbura Mairie | 4,0 | 3,3 | 4,0 | 4,7 |
| Bujumbura | 4,8 | 4,7 | 4,8 | 5,4 |
| Bururi | 1,5 | 2,6 | 1,7 | 3,8 |
| Cankuzo | 3,1 | 2,8 | 3,1 | 2,9 |
| Cibitoke | 5,0 | 4,4 | 5,0 | 10,0 |
| Gitega | 5,2 | 8,5 | 5,6 | 7,4 |
| Karusi | 6,7 | 5,2 | 6,5 | 6,1 |
| Kayanza | 8,4 | 11,2 | 8,7 | 6,1 |
| Kirundo | 9,3 | 6,0 | 8,9 | 4,2 |
| Makamba | 5,6 | 6,9 | 5,8 | 5,7 |
| Muramvya | 3,5 | 5,4 | 3,7 | 8,8 |
| Muyinga | 9,3 | 6,1 | 8,9 | 10,0 |
| Mwaro | 2,4 | 3,6 | 2,5 | 3,0 |
| Ngozi | 8,8 | 6,2 | 8,4 | 9,8 |
| Rumonge | 4,2 | 4,0 | 4,2 | 3,8 |
| Rutana | 6,8 | 9,8 | 7,2 | 2,4 |
| Ruyigi | 7,6 | 5,6 | 7,3 | 3,4 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Burundi | 180 153 | 25 483 | 205 636 | 14 804 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A3 : Nouveaux inscrits en 1ère année par province, par commune, par âge et par sexe

| Provinces | 2017-2018 | | | | | | 2018-2019 | | | | | |
|------------------|------------|-------------|-------------|-------------|------------|--------------|------------|-------------|-------------|-------------|------------|--------------|
| | < 6 ans | 6 ans | 7 ans | 8 ans | 9+ | Tot | < 6 ans | 6 ans | 7 ans | 8 ans | 9+ | Tot |
| Bubanza | 1,5 | 15,4 | 56,8 | 18,8 | 7,4 | 100,0 | 2,3 | 19,2 | 54,1 | 17,1 | 7,3 | 100,0 |
| Bujumbura Mairie | 6,8 | 43,6 | 32,5 | 11,0 | 6,1 | 100,0 | 10,2 | 44,8 | 28,5 | 10,5 | 6,0 | 100,0 |
| Bujumbura | 2,8 | 32,3 | 46,7 | 13,0 | 5,3 | 100,0 | 3,3 | 36,8 | 40,8 | 14,3 | 4,7 | 100,0 |
| Bururi | 3,4 | 41,1 | 44,6 | 9,1 | 1,9 | 100,0 | 5,5 | 42,8 | 43,2 | 7,2 | 1,3 | 100,0 |
| Cankuzo | 2,0 | 22,5 | 41,8 | 18,9 | 15,0 | 100,0 | 2,9 | 25,9 | 40,8 | 17,5 | 12,9 | 100,0 |
| Cibitoke | 0,6 | 9,3 | 60,4 | 20,4 | 9,4 | 100,0 | 0,7 | 18,7 | 55,4 | 19,0 | 6,1 | 100,0 |
| Gitega | 1,6 | 21,3 | 48,1 | 20,7 | 8,4 | 100,0 | 2,4 | 28,2 | 45,9 | 16,9 | 6,6 | 100,0 |
| Karusi | 1,0 | 18,1 | 52,6 | 19,7 | 8,5 | 100,0 | 1,4 | 23,2 | 46,0 | 19,4 | 10,1 | 100,0 |
| Kayanza | 2,7 | 31,1 | 38,2 | 18,2 | 9,8 | 100,0 | 1,6 | 38,5 | 38,6 | 14,4 | 6,9 | 100,0 |
| Kirundo | 1,1 | 20,3 | 44,3 | 20,7 | 13,6 | 100,0 | 1,5 | 23,5 | 44,1 | 18,2 | 12,7 | 100,0 |
| Makamba | 3,2 | 38,5 | 42,7 | 12,5 | 3,2 | 100,0 | 4,4 | 37,1 | 44,7 | 11,1 | 2,6 | 100,0 |
| Muramvya | 6,0 | 37,5 | 38,5 | 12,0 | 5,9 | 100,0 | 5,7 | 39,9 | 38,1 | 11,2 | 5,0 | 100,0 |
| Muyinga | 0,9 | 25,4 | 39,0 | 20,9 | 13,8 | 100,0 | 1,7 | 26,8 | 38,5 | 18,6 | 14,5 | 100,0 |
| Mwaro | 5,5 | 40,0 | 39,2 | 11,3 | 3,9 | 100,0 | 4,9 | 43,3 | 37,9 | 10,1 | 3,7 | 100,0 |
| Ngozi | 1,1 | 19,8 | 43,2 | 21,3 | 14,6 | 100,0 | 1,0 | 26,6 | 41,7 | 19,1 | 11,6 | 100,0 |
| Rumonge | 3,9 | 32,9 | 47,3 | 12,8 | 3,1 | 100,0 | 5,3 | 33,5 | 43,9 | 13,6 | 3,8 | 100,0 |
| Rutana | 1,8 | 29,1 | 41,6 | 18,3 | 9,1 | 100,0 | 1,8 | 31,1 | 39,3 | 18,4 | 9,4 | 100,0 |
| Ruyigi | 1,3 | 25,6 | 44,9 | 18,8 | 9,3 | 100,0 | 1,7 | 25,2 | 43,8 | 20,6 | 8,7 | 100,0 |
| Burundi | 2,3 | 26,2 | 45,0 | 17,5 | 9,0 | 100,0 | 2,8 | 30,0 | 43,0 | 16,1 | 8,0 | 100,0 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A4 : Répartition des élèves en 2017-2018 par province et par cycle

| Provinces | Préscolaire | Fondamental | | | | Post-fondamental | |
|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|------------|------------------|------------|
| | | Classes 1-6 | Classes 7-9 | Classes 1-9 | Ratio F/M | Classes 1-4 | Ratio F/M |
| Bubanza | 1,4 | 4,8 | 5,1 | 4,8 | 1,0 | 3,3 | 0,5 |
| Bujumbura Mairie | 20,0 | 5,6 | 7,7 | 5,8 | 1,0 | 10,3 | 0,5 |
| Bujumbura | 4,5 | 6,5 | 8,1 | 6,7 | 1,0 | 7,3 | 0,5 |
| Bururi | 5,6 | 3,9 | 3,9 | 3,9 | 1,0 | 9,6 | 0,5 |
| Cankuzo | 1,4 | 2,8 | 2,4 | 2,8 | 1,0 | 2,0 | 0,5 |
| Cibitoke | 3,5 | 6,5 | 4,6 | 6,3 | 1,0 | 4,3 | 0,4 |
| Gitega | 12,6 | 8,8 | 10,1 | 8,9 | 1,1 | 9,5 | 0,6 |
| Karusi | 5,8 | 5,0 | 3,0 | 4,8 | 1,0 | 3,4 | 0,5 |
| Kayanza | 7,6 | 7,0 | 9,1 | 7,3 | 1,0 | 5,3 | 0,5 |
| Kirundo | 6,8 | 7,1 | 5,0 | 6,8 | 0,9 | 3,3 | 0,4 |
| Makamba | 2,8 | 6,4 | 6,6 | 6,5 | 1,0 | 6,1 | 0,5 |
| Muramvya | 1,6 | 4,0 | 4,9 | 4,1 | 1,1 | 5,6 | 0,6 |
| Muyinga | 6,9 | 6,8 | 4,2 | 6,5 | 1,0 | 5,3 | 0,5 |
| Mwaro | 2,4 | 3,2 | 4,3 | 3,3 | 1,1 | 5,4 | 0,6 |
| Ngozi | 7,7 | 7,4 | 5,6 | 7,2 | 0,9 | 7,1 | 0,5 |
| Rumonge | 4,4 | 5,6 | 6,2 | 5,7 | 1,0 | 6,1 | 0,5 |
| Rutana | 3,3 | 4,1 | 5,6 | 4,3 | 0,9 | 2,9 | 0,5 |
| Ruyigi | 1,6 | 4,4 | 3,8 | 4,4 | 1,0 | 3,1 | 0,5 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | | 100,0 | |
| Burundi | 107 591 | 2 170 873 | 256 554 | 2 427 427 | 1,0 | 349 470 | 0,5 |

Source des données de base : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A5 : Inégalités de genre par province de la proportion des enfants et adolescents de 4-19 ans en dehors de l'école

| N° | Provinces | Garçons | Filles | Ensemble | Différences |
|----|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 9 | Kayanza | 38,4 | 32,5 | 35,3 | 5,9 |
| 12 | Muramvya | 31,7 | 26,0 | 29,0 | 5,7 |
| 4 | Bururi | 25,1 | 21,0 | 22,9 | 4,1 |
| 1 | Bubanza | 41,0 | 38,2 | 39,6 | 2,8 |
| 7 | Gitega | 36,6 | 33,9 | 35,2 | 2,7 |
| 13 | Muyinga | 51,1 | 49,2 | 50,1 | 1,9 |
| 17 | Ruyigi | 50,0 | 48,6 | 49,3 | 1,4 |
| 3 | Bujumbura | 29,3 | 29,1 | 29,2 | 0,2 |
| 18 | Rumonge | 30,6 | 30,5 | 30,5 | 0,1 |
| 8 | Karusi | 49,2 | 49,2 | 49,2 | 0,0 |
| 14 | Mwaro | 28,2 | 28,2 | 28,2 | 0,0 |
| 16 | Rutana | 38,2 | 38,9 | 38,5 | -0,7 |
| 5 | Cankuzo | 49,5 | 51,3 | 50,4 | -1,8 |
| 6 | Cibitoke | 39,0 | 40,8 | 39,9 | -1,8 |
| 11 | Makamba | 34,7 | 37,1 | 35,9 | -2,4 |
| 15 | Ngozi | 43,7 | 46,4 | 45,0 | -2,7 |
| 2 | Bujumbura Mairie | 21,1 | 23,8 | 22,5 | -2,7 |
| 10 | Kirundo | 50,8 | 54,9 | 52,8 | -4,1 |
| | Burundi | 39,0 | 38,5 | 38,8 | 0,5 |

Source des données de base : EDS 2017

Tableau A6 : Proportions et effectifs des EADE de 4-19 ans par groupes d'âge et par province

| N° | Provinces | 4-6 ans | | 7-12 ans | | 13-15 ans | | 16-19 ans | | 13-19 ans | | Total | | 4-6 ans | | 7-12 ans | | 13-15 ans | | 16-19 ans | | 13-19 ans | | Total | |
|----|------------------|---------|----|----------|----|-----------|----|-----------|----|-----------|----|-------|----|---------|----|----------|----|-----------|----|-----------|----|-----------|----|-----------|----|
| | | % | Rg | % | Rg | % | Rg | % | Rg | % | Rg | % | Rg | % | Rg | Eff | Rg | Eff | Rg | Eff | Rg | Eff | Rg | Eff | Rg |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Bubanza | 85,0 | 6 | 17,7 | 9 | 22,5 | 11 | 46,1 | 10 | 34,0 | 13 | 39,6 | 8 | 53 394 | 9 | 19 557 | 10 | 8 873 | 12 | 17 237 | 15 | 26 110 | 15 | 99 061 | 10 |
| 2 | Bujumbura Mairie | 41,0 | 18 | 4,0 | 18 | 14,4 | 15 | 40,6 | 13 | 68,2 | 1 | 22,5 | 18 | 26 143 | 16 | 4 171 | 18 | 7 070 | 15 | 26 362 | 7 | 33 432 | 11 | 63 746 | 15 |
| 3 | Bujumbura | 74,9 | 14 | 8,4 | 14 | 15,2 | 14 | 38,7 | 15 | 51,0 | 7 | 29,2 | 14 | 49 375 | 12 | 11 009 | 14 | 7 868 | 14 | 18 489 | 13 | 26 357 | 14 | 86 741 | 13 |
| 4 | Bururi | 59,9 | 17 | 8,0 | 15 | 13,4 | 18 | 25,1 | 18 | 19,8 | 18 | 22,9 | 17 | 21 807 | 18 | 6 015 | 15 | 4 393 | 16 | 9 730 | 18 | 14 123 | 17 | 41 945 | 18 |
| 5 | Cankuzo | 85,8 | 3 | 25,4 | 3 | 46,9 | 1 | 68,5 | 1 | 58,2 | 2 | 50,4 | 2 | 31 708 | 14 | 17 271 | 11 | 11 276 | 11 | 18 000 | 14 | 29 277 | 13 | 78 255 | 14 |
| 6 | Cibitoke | 82,0 | 8 | 20,8 | 7 | 28,7 | 8 | 42,9 | 11 | 35,3 | 11 | 39,9 | 7 | 59 352 | 6 | 27 790 | 5 | 16 264 | 7 | 21 089 | 12 | 37 353 | 8 | 124 495 | 8 |
| 7 | Gitega | 81,8 | 9 | 9,5 | 13 | 18,8 | 12 | 49,4 | 8 | 34,5 | 12 | 35,2 | 12 | 74 782 | 4 | 15 327 | 13 | 12 206 | 9 | 33 584 | 4 | 45 790 | 6 | 135 899 | 4 |
| 8 | Karusi | 88,6 | 2 | 24,5 | 4 | 38,3 | 5 | 68,1 | 2 | 51,8 | 5 | 49,2 | 5 | 59 749 | 5 | 28 391 | 4 | 16 485 | 6 | 24 017 | 9 | 40 502 | 7 | 128 642 | 7 |
| 9 | Kayanza | 80,7 | 11 | 14,3 | 11 | 22,9 | 9 | 52,7 | 7 | 36,3 | 10 | 35,3 | 11 | 56 709 | 8 | 22 574 | 7 | 17 126 | 5 | 32 382 | 5 | 49 508 | 5 | 128 791 | 6 |
| 10 | Kirundo | 85,6 | 4 | 35,0 | 1 | 39,9 | 4 | 65,2 | 5 | 51,6 | 6 | 52,8 | 1 | 82 601 | 2 | 59 322 | 1 | 24 956 | 2 | 34 902 | 3 | 59 858 | 2 | 201 781 | 1 |
| 11 | Makamba | 81,0 | 10 | 15,8 | 10 | 22,6 | 10 | 42,5 | 12 | 32,5 | 14 | 35,9 | 10 | 57 455 | 7 | 21 987 | 8 | 12 917 | 8 | 24 110 | 8 | 37 028 | 9 | 116 469 | 9 |
| 12 | Muramvya | 73,3 | 15 | 7,1 | 17 | 14,3 | 16 | 36,2 | 16 | 25,9 | 16 | 29,0 | 15 | 30 779 | 15 | 5 443 | 16 | 4 121 | 17 | 11 789 | 16 | 15 910 | 16 | 52 132 | 16 |
| 13 | Muyinga | 84,9 | 7 | 28,9 | 2 | 41,7 | 3 | 65,3 | 4 | 53,2 | 4 | 50,1 | 3 | 78 416 | 3 | 48 705 | 2 | 25 332 | 1 | 37 633 | 1 | 62 965 | 1 | 190 086 | 2 |
| 14 | Mwaro | 68,8 | 16 | 7,7 | 16 | 13,6 | 17 | 34,0 | 17 | 24,0 | 17 | 28,2 | 16 | 25 327 | 17 | 4 654 | 17 | 3 893 | 18 | 10 097 | 17 | 13 990 | 18 | 43 971 | 17 |
| 15 | Ngozi | 90,5 | 1 | 22,0 | 6 | 30,4 | 6 | 54,6 | 6 | 43,2 | 8 | 45,0 | 6 | 83 889 | 1 | 38 316 | 3 | 18 034 | 4 | 36 198 | 2 | 54 233 | 3 | 176 437 | 3 |
| 16 | Rutana | 75,1 | 13 | 20,0 | 8 | 29,8 | 7 | 46,4 | 9 | 38,9 | 9 | 38,5 | 9 | 36 874 | 13 | 19 763 | 9 | 11 713 | 10 | 22 414 | 10 | 34 127 | 10 | 90 764 | 12 |
| 17 | Ruyigi | 85,2 | 5 | 23,4 | 5 | 44,8 | 2 | 67,8 | 3 | 56,2 | 3 | 49,3 | 4 | 53 286 | 10 | 26 080 | 6 | 20 435 | 3 | 30 677 | 6 | 51 113 | 4 | 130 478 | 5 |
| 18 | Rumonge | 75,8 | 12 | 11,5 | 12 | 15,3 | 13 | 40,5 | 14 | 28,0 | 15 | 30,5 | 13 | 50 706 | 11 | 16 558 | 12 | 8 226 | 13 | 22 246 | 11 | 30 472 | 12 | 97 736 | 11 |
| | Burundi | 79,2 | | 17,8 | | 26,5 | | 49,3 | | 37,9 | | 38,8 | | 932 353 | | 392 933 | | 231 189 | | 430 957 | | 662 149 | | 1 987 432 | |

Source des données de base : EDS 2017

NB : Rg : rang

Tableau A7 : Distribution (en %) des enfants et adolescents de 6-13 ans selon la typologie des EADE par sexe, milieu de résidence par dimension

| Catégories des enfants non scolarisés | Proportions | | Effectifs | |
|--|-------------|-------------|----------------|----------------|
| | Dim 2 | Dim 3 | Dim 2 | Dim 3 |
| Garçons | | | | |
| Enfants qui ont abandonné | 28,0 | 82,4 | 53 821 | 144 083 |
| Enfants qui devraient entrer d'ici l'âge de 17 ans | 14,9 | 0,4 | 28 625 | 640 |
| Enfants qui n'entreront jamais | 57,1 | 17,2 | 109 658 | 30 128 |
| Enfants non scolarisés - Total | 17,9 | 30,9 | 192 104 | 174 851 |
| Filles | | | | |
| Enfants qui ont abandonné | 28,8 | 78,4 | 57 936 | 124 603 |
| Enfants qui devraient entrer d'ici l'âge de 17 ans | 7,9 | 0,0 | 15 818 | 0 |
| Enfants qui n'entreront jamais | 63,3 | 21,6 | 127 076 | 34 409 |
| Enfants non scolarisés | 17,8 | 28,3 | 200 830 | 159 012 |
| Urbain | | | | |
| Enfants qui ont abandonné | 41,9 | 81,4 | 4 978 | 19 430 |
| Enfants qui devraient entrer d'ici l'âge de 17 ans | 9,2 | 0,3 | 1 097 | 67 |
| Enfants qui n'entreront jamais | 48,8 | 18,3 | 5 798 | 4 381 |
| Enfants non scolarisés | 6,1 | 20,1 | 11 873 | 23 878 |
| Rural | | | | |
| Enfants qui ont abandonné | 28,0 | 80,4 | 106 779 | 249 254 |
| Enfants qui devraient entrer d'ici l'âge de 17 ans | 10,6 | 0,2 | 40 214 | 544 |
| Enfants qui n'entreront jamais | 61,4 | 19,4 | 234 067 | 60 184 |
| Enfants non scolarisés | 19,0 | 30,7 | 381 060 | 309 982 |
| Burundi | | | | |
| Enfants qui ont abandonné | 28,4 | 80,5 | 111 757 | 268 686 |
| Enfants qui devraient entrer d'ici l'âge de 17 ans | 10,6 | 0,2 | 41 807 | 594 |
| Enfants qui n'entreront jamais | 60,9 | 19,3 | 239 368 | 64 583 |
| Enfants non scolarisés | 17,8 | 29,6 | 392 932 | 333 863 |

Source des données de base : EDS 2017

Tableau A8 : Probabilités cumulées d'entrée à l'école selon le milieu de résidence et selon le sexe (Courbes de Kaplan-Meier)

| Age d'entrée | Garçons | Filles | Urbain | Rural | 10-12 ans | 13-19 ans | 10-19 ans |
|--------------|---------|--------|--------|-------|-----------|-----------|-----------|
| 3 | 0,049 | 0,052 | 0,112 | 0,044 | 0,051 | 0,050 | 0,050 |
| 4 | 0,055 | 0,058 | 0,156 | 0,047 | 0,061 | 0,055 | 0,057 |
| 5 | 0,090 | 0,091 | 0,272 | 0,072 | 0,102 | 0,084 | 0,090 |
| 6 | 0,232 | 0,226 | 0,482 | 0,204 | 0,273 | 0,207 | 0,229 |
| 7 | 0,801 | 0,767 | 0,880 | 0,773 | 0,820 | 0,764 | 0,783 |
| 8 | 0,881 | 0,852 | 0,908 | 0,861 | 0,908 | 0,844 | 0,866 |
| 9 | 0,905 | 0,879 | 0,921 | 0,888 | 0,935 | 0,869 | 0,891 |
| 10 | 0,924 | 0,892 | 0,932 | 0,904 | 0,949 | 0,885 | 0,907 |
| 11 | 0,927 | 0,894 | 0,933 | 0,907 | 0,953 | 0,888 | 0,910 |
| 12 | 0,929 | 0,898 | 0,935 | 0,911 | 0,960 | 0,891 | 0,913 |
| 13 | 0,931 | 0,900 | 0,936 | 0,913 | | 0,893 | 0,915 |
| 14 | 0,933 | 0,900 | 0,936 | 0,913 | | 0,894 | 0,915 |
| 15 | 0,933 | 0,900 | 0,936 | 0,913 | | 0,894 | 0,915 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A9 : Répartition (en %) de la population de 4-19 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique

| Variables | Urbain | | | Rural | | | Burundi | | |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|---------------|-------------|-------------|---------------|
| | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs |
| Sexe du membre | | | | | | | | | |
| Masculin | 70,1 | 29,9 | 2 098 | 55,9 | 44,1 | 4 885 | 57,1 | 42,9 | 6 983 |
| Féminin | 69,2 | 30,8 | 2 306 | 55,3 | 44,7 | 5 136 | 56,5 | 43,5 | 7 442 |
| V de Cramer | | 0,010 | | | 0,006 | | | 0,006 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 73,5 | 26,5 | 3 328 | 56,1 | 43,9 | 8 880 | 57,4 | 42,6 | 12 208 |
| Autres enfant | 57,0 | 43,0 | 1 076 | 51,8 | 48,2 | 1 141 | 52,6 | 47,4 | 2 217 |
| d de Somers | | 0,165 | | | 0,043 | | | 0,047 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Masculin | 70,1 | 29,9 | 3 476 | 54,4 | 45,6 | 7 982 | 55,8 | 44,2 | 11 458 |
| Féminin | 67,5 | 32,5 | 928 | 60,5 | 39,5 | 2 039 | 61,0 | 39,0 | 2 967 |
| V de Cramer | | 0,022 | | | 0,048 | | | 0,042 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 59,9 | 40,1 | 1 321 | 54,9 | 45,1 | 6 066 | 55,1 | 44,9 | 7 387 |
| Primaire | 69,2 | 30,8 | 1 663 | 55,5 | 44,5 | 3 600 | 56,7 | 43,3 | 5 263 |
| Secondaire et plus | 78,2 | 21,8 | 1 420 | 68,2 | 31,8 | 355 | 73,0 | 27,0 | 1 775 |
| d de Somers | | -0,119 | | | -0,023 | | | -0,050 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 72,2 | 27,8 | 2 297 | 56,2 | 43,8 | 6 558 | 57,3 | 42,7 | 8 855 |
| Protestante | 65,3 | 34,7 | 1 386 | 55,6 | 44,4 | 2 987 | 56,5 | 43,5 | 4 373 |
| Autre religion | 70,0 | 30,0 | 721 | 47,2 | 52,8 | 476 | 52,6 | 47,4 | 1 197 |
| V de Cramer | | 0,067 | | | 0,038 | | | 0,022 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Groupe d'âge du CM | | | | | | | | | |
| Moins de 35 ans | 53,5 | 46,5 | 930 | 35,3 | 64,7 | 1 973 | 36,9 | 63,1 | 2 903 |
| 35-49 ans | 73,1 | 26,9 | 2 197 | 58,9 | 41,1 | 4 581 | 60,2 | 39,8 | 6 778 |
| 50 ans et plus | 74,8 | 25,2 | 1 277 | 62,9 | 37,1 | 3 467 | 63,9 | 36,1 | 4 744 |
| d de Somers | | -0,114 | | | -0,147 | | | -0,144 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 0 | 14,1 | 85,9 | 180 | 3,9 | 96,1 | 572 | 4,4 | 95,6 | 752 |
| 1 | 54,0 | 46,0 | 650 | 41,9 | 58,1 | 1 552 | 42,9 | 57,1 | 2 202 |
| 2 | 67,6 | 32,4 | 946 | 57,8 | 42,2 | 2 072 | 58,7 | 41,3 | 3 018 |
| 3 | 75,2 | 24,8 | 1 025 | 61,8 | 38,2 | 2 332 | 63,0 | 37,0 | 3 357 |
| 4 et plus | 79,2 | 20,8 | 1 603 | 65,6 | 34,4 | 3 493 | 66,8 | 33,2 | 5 096 |
| d de Somers | | -0,168 | | | -0,176 | | | -0,177 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Quintile des dépenses totales annuelles | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 53,6 | 46,4 | 425 | 50,1 | 49,9 | 2 399 | 50,2 | 49,8 | 2 824 |
| Pauvres | 63,1 | 36,9 | 434 | 54,6 | 45,4 | 2 305 | 54,9 | 45,1 | 2 739 |
| Moyens | 66,0 | 34,0 | 584 | 57,8 | 42,2 | 2 074 | 58,2 | 41,8 | 2 658 |
| Riches | 68,6 | 31,4 | 957 | 58,7 | 41,3 | 1 948 | 59,7 | 40,3 | 2 905 |
| Très riches | 75,2 | 24,8 | 2 004 | 59,9 | 40,1 | 1 295 | 63,9 | 36,1 | 3 299 |
| d de Somers | | -0,098 | | | -0,050 | | | -0,064 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 70,6 | 29,4 | 1 605 | 57,9 | 42,1 | 1 964 | 59,9 | 40,1 | 3 569 |
| 1 km | 70,9 | 29,1 | 1 954 | 56,8 | 43,2 | 3 642 | 58,2 | 41,8 | 5 596 |
| 2 km | 63,1 | 36,9 | 596 | 53,2 | 46,8 | 2 372 | 53,6 | 46,4 | 2 968 |
| 3 km et plus | 65,6 | 34,4 | 249 | 53,9 | 46,1 | 2 043 | 54,1 | 45,9 | 2 292 |
| d de Somers | | 0,028 | | | 0,026 | | | 0,036 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école secondaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 72,0 | 28,0 | 1 214 | 59,5 | 40,5 | 965 | 62,2 | 37,8 | 2 179 |
| 1 km | 72,2 | 27,8 | 1 718 | 58,3 | 41,7 | 2 167 | 60,3 | 39,7 | 3 885 |
| 2 km | 69,3 | 30,7 | 778 | 55,7 | 44,3 | 1 961 | 56,6 | 43,4 | 2 739 |
| 3 km | 61,3 | 38,7 | 357 | 55,9 | 44,1 | 1 599 | 56,1 | 43,9 | 1 956 |
| 4 km et plus | 56,0 | 44,0 | 337 | 52,2 | 47,8 | 3 329 | 52,3 | 47,7 | 3 666 |
| d de Somers | | 0,055 | | | 0,037 | | | 0,050 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Ensemble | 69,6 | 30,4 | 4 404 | 55,6 | 44,4 | 10 021 | 56,8 | 43,2 | 14 425 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A10 : Répartition (en %) de la population de 4-6 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique

| Variables | Urbain | | | Rural | | | Burundi | | |
|---|-------------|-------------|------------|------------|-------------|--------------|------------|-------------|--------------|
| | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs |
| Sexe du membre | | | | | | | | | |
| Garçon | 24,8 | 75,2 | 476 | 3,6 | 96,4 | 1 213 | 5,3 | 94,7 | 1 689 |
| Fille | 31,3 | 68,7 | 523 | 4,1 | 95,9 | 1 182 | 6,2 | 93,8 | 1 705 |
| V de Cramer | | 0,072 | | | 0,012 | | | 0,020 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 28,9 | 71,1 | 875 | 3,7 | 96,3 | 2 224 | 5,6 | 94,4 | 3 099 |
| Autres enfant | 21,7 | 78,3 | 124 | 5,4 | 94,6 | 171 | 7,5 | 92,5 | 295 |
| d de Somers | | 0,071 | | | -0,017 | | | -0,020 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Homme | 28,5 | 71,5 | 798 | 3,4 | 96,6 | 2 059 | 5,3 | 94,7 | 2 857 |
| Femme | 25,5 | 74,5 | 201 | 6,6 | 93,4 | 336 | 8,6 | 91,4 | 537 |
| V de Cramer | | 0,026 | | | 0,056 | | | 0,049 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 10,2 | 89,8 | 330 | 2,2 | 97,8 | 1 343 | 2,6 | 97,4 | 1 673 |
| Primaire | 20,0 | 80,0 | 393 | 5,0 | 95,0 | 965 | 6,1 | 93,9 | 1 358 |
| Secondaire et plus | 57,2 | 42,8 | 276 | 17,6 | 82,4 | 87 | 34,1 | 65,9 | 363 |
| d de Somers | | -0,300 | | | -0,042 | | | -0,087 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 33,4 | 66,6 | 517 | 4,1 | 95,9 | 1 543 | 5,9 | 94,1 | 2 060 |
| Protestante | 21,0 | 79,0 | 329 | 3,7 | 96,3 | 735 | 5,2 | 94,8 | 1 064 |
| Autre religion | 25,3 | 74,7 | 153 | 1,7 | 98,3 | 117 | 6,5 | 93,5 | 270 |
| V de Cramer | | 0,128 | | | 0,026 | | | 0,015 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Groupe d'âge du CM | | | | | | | | | |
| Moins de 35 ans | 24,2 | 75,8 | 317 | 3,7 | 96,3 | 903 | 4,9 | 95,1 | 1 220 |
| 35-49 ans | 31,2 | 68,8 | 481 | 4,2 | 95,8 | 1 048 | 6,6 | 93,4 | 1 529 |
| 50 ans et plus | 25,7 | 74,3 | 201 | 3,3 | 96,7 | 444 | 5,3 | 94,7 | 645 |
| d de Somers | | -0,017 | | | 0,000 | | | -0,006 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,650 | | | 0,000 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 0 | 14,1 | 85,9 | 180 | 3,9 | 96,1 | 572 | 4,4 | 95,6 | 752 |
| 1 | 28,8 | 71,2 | 196 | 4,2 | 95,8 | 509 | 5,9 | 94,1 | 705 |
| 2 | 32,1 | 67,9 | 218 | 4,3 | 95,7 | 446 | 6,9 | 93,1 | 664 |
| 3 | 35,5 | 64,5 | 179 | 3,3 | 96,7 | 418 | 6,1 | 93,9 | 597 |
| 4 et plus | 27,1 | 72,9 | 226 | 3,6 | 96,4 | 450 | 5,8 | 94,2 | 676 |
| d de Somers | | -0,055 | | | 0,002 | | | -0,007 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Quintile des dépenses totales annuelles | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 6,2 | 93,8 | 105 | 1,9 | 98,1 | 544 | 2,0 | 98,0 | 649 |
| Pauvres | 4,8 | 95,2 | 99 | 3,1 | 96,9 | 553 | 3,2 | 96,8 | 652 |
| Moyens | 17,3 | 82,7 | 139 | 3,6 | 96,4 | 495 | 4,3 | 95,7 | 634 |
| Riches | 19,4 | 80,6 | 233 | 3,5 | 96,5 | 475 | 5,0 | 95,0 | 708 |
| Très riches | 46,1 | 53,9 | 423 | 9,5 | 90,5 | 328 | 17,3 | 82,7 | 751 |
| d de Somers | | -0,244 | | | -0,026 | | | -0,057 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 28,2 | 71,8 | 347 | 3,8 | 96,2 | 459 | 7,2 | 92,8 | 806 |
| 1 km | 28,9 | 71,1 | 435 | 4,5 | 95,5 | 871 | 6,7 | 93,3 | 1 306 |
| 2 km | 26,9 | 73,1 | 154 | 4,4 | 95,6 | 589 | 5,3 | 94,7 | 743 |
| 3 km et plus | 21,9 | 78,1 | 63 | 2,0 | 98,0 | 476 | 2,5 | 97,5 | 539 |
| d de Somers | | 0,013 | | | 0,008 | | | 0,023 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école secondaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 31,2 | 68,8 | 253 | 5,4 | 94,6 | 230 | 10,2 | 89,8 | 483 |
| 1 km | 31,4 | 68,6 | 378 | 5,1 | 94,9 | 519 | 8,4 | 91,6 | 897 |
| 2 km | 24,2 | 75,8 | 183 | 4,8 | 95,2 | 450 | 6,0 | 94,0 | 633 |
| 3 km | 26,0 | 74,0 | 89 | 3,2 | 96,8 | 395 | 4,2 | 95,8 | 484 |
| 4 km et plus | 12,9 | 87,1 | 96 | 2,2 | 97,8 | 801 | 2,5 | 97,5 | 897 |
| d de Somers | | 0,065 | | | 0,018 | | | 0,039 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Ensemble | 28,0 | 72,0 | 999 | 3,9 | 96,1 | 2 395 | 5,7 | 94,3 | 3 394 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A11 : Répartition (en %) de la population de 7-12 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique

| Variables | Urbain | | | Rural | | | Burundi | | |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|
| | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs |
| Sexe du membre | | | | | | | | | |
| Masculin | 88,2 | 11,8 | 807 | 73,9 | 26,1 | 1 990 | 75,1 | 24,9 | 2 797 |
| Féminin | 85,8 | 14,2 | 828 | 73,5 | 26,5 | 2 103 | 74,4 | 25,6 | 2 931 |
| V de Cramer | | 0,035 | | | 0,006 | | | 0,008 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 88,0 | 12,0 | 1 389 | 74,3 | 25,7 | 3 686 | 75,4 | 24,6 | 5 075 |
| Autres enfant | 81,5 | 18,5 | 246 | 68,1 | 31,9 | 407 | 69,6 | 30,4 | 653 |
| d de Somers | | 0,065 | | | 0,062 | | | 0,057 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Masculin | 87,0 | 13,0 | 1 335 | 73,3 | 26,7 | 3 315 | 74,4 | 25,6 | 4 650 |
| Féminin | 87,0 | 13,0 | 300 | 75,2 | 24,8 | 778 | 76,0 | 24,0 | 1 078 |
| V de Cramer | | 0,000 | | | 0,016 | | | 0,014 | |
| Seuil de significativité | | 0,908 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 75,6 | 24,4 | 503 | 72,1 | 27,9 | 2 467 | 72,2 | 27,8 | 2 970 |
| Primaire | 90,0 | 10,0 | 651 | 75,1 | 24,9 | 1 498 | 76,3 | 23,7 | 2 149 |
| Secondaire et plus | 94,8 | 5,2 | 481 | 88,2 | 11,8 | 128 | 91,2 | 8,8 | 609 |
| d de Somers | | -0,125 | | | -0,045 | | | -0,067 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 88,0 | 12,0 | 828 | 74,5 | 25,5 | 2 674 | 75,4 | 24,6 | 3 502 |
| Protestante | 84,3 | 15,7 | 533 | 73,5 | 26,5 | 1 226 | 74,4 | 25,6 | 1 759 |
| Autre religion | 89,2 | 10,8 | 274 | 63,0 | 37,0 | 193 | 69,1 | 30,9 | 467 |
| V de Cramer | | 0,056 | | | 0,055 | | | 0,033 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Groupe d'âge du CM | | | | | | | | | |
| Moins de 35 ans | 81,7 | 18,3 | 296 | 68,3 | 31,7 | 766 | 69,3 | 30,7 | 1 062 |
| 35-49 ans | 88,8 | 11,2 | 905 | 74,8 | 25,2 | 2 079 | 76,0 | 24,0 | 2 984 |
| 50 ans et plus | 86,9 | 13,1 | 434 | 75,1 | 24,9 | 1 248 | 76,0 | 24,0 | 1 682 |
| d de Somers | | -0,021 | | | -0,034 | | | -0,033 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 1 | 80,8 | 19,2 | 178 | 65,9 | 34,1 | 577 | 66,7 | 33,3 | 755 |
| 2 | 86,6 | 13,4 | 365 | 75,0 | 25,0 | 996 | 75,8 | 24,2 | 1 361 |
| 3 | 85,0 | 15,0 | 433 | 75,5 | 24,5 | 1 027 | 76,3 | 23,7 | 1 460 |
| 4 et plus | 90,1 | 9,9 | 659 | 74,7 | 25,3 | 1 493 | 76,0 | 24,0 | 2 152 |
| d de Somers | | -0,041 | | | -0,029 | | | -0,032 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Quintile des dépenses totales annuelles | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 65,3 | 34,7 | 179 | 66,7 | 33,3 | 1 016 | 66,6 | 33,4 | 1 195 |
| Pauvres | 81,3 | 18,7 | 182 | 72,2 | 27,8 | 968 | 72,5 | 27,5 | 1 150 |
| Moyens | 84,9 | 15,1 | 234 | 76,2 | 23,8 | 878 | 76,6 | 23,4 | 1 112 |
| Riches | 89,7 | 10,3 | 373 | 78,7 | 21,3 | 739 | 79,9 | 20,1 | 1 112 |
| Très riches | 93,0 | 7,0 | 667 | 80,1 | 19,9 | 492 | 83,1 | 16,9 | 1 159 |
| d de Somers | | -0,112 | | | -0,069 | | | -0,081 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 89,0 | 11,0 | 576 | 76,1 | 23,9 | 783 | 78,0 | 22,0 | 1 359 |
| 1 km | 87,1 | 12,9 | 743 | 75,8 | 24,2 | 1 480 | 76,8 | 23,2 | 2 223 |
| 2 km | 82,5 | 17,5 | 228 | 72,0 | 28,0 | 989 | 72,4 | 27,6 | 1 217 |
| 3 km et plus | 80,8 | 19,2 | 88 | 69,6 | 30,4 | 841 | 69,8 | 30,2 | 929 |
| d de Somers | | 0,037 | | | 0,038 | | | 0,046 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école secondaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 90,2 | 9,8 | 450 | 77,7 | 22,3 | 391 | 80,2 | 19,8 | 841 |
| 1 km | 89,4 | 10,6 | 627 | 77,6 | 22,4 | 876 | 79,2 | 20,8 | 1 503 |
| 2 km | 88,5 | 11,5 | 285 | 74,5 | 25,5 | 803 | 75,3 | 24,7 | 1 088 |
| 3 km | 78,4 | 21,6 | 137 | 73,8 | 26,2 | 673 | 73,9 | 26,1 | 810 |
| 4 km et plus | 69,7 | 30,3 | 136 | 69,1 | 30,9 | 1 350 | 69,1 | 30,9 | 1 486 |
| d de Somers | | 0,067 | | | 0,048 | | | 0,060 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Ensemble | 87,0 | 13,0 | 1 635 | 73,7 | 26,3 | 4 093 | 74,7 | 25,3 | 5 728 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A12 : Répartition (en %) de la population de 13-15 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique

| Variables | Urbain | | | Rural | | | Burundi | | |
|---|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|
| | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs |
| Sexe du membre | | | | | | | | | |
| Masculin | 87,3 | 12,7 | 395 | 82,8 | 17,2 | 886 | 83,2 | 16,8 | 1 281 |
| Féminin | 84,7 | 15,3 | 445 | 82,4 | 17,6 | 940 | 82,6 | 17,4 | 1 385 |
| V de Cramer | | 0,036 | | | 0,005 | | | 0,008 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 95,0 | 5,0 | 558 | 84,4 | 15,6 | 1 596 | 85,1 | 14,9 | 2 154 |
| Autres enfant | 64,4 | 35,6 | 282 | 70,9 | 29,1 | 230 | 69,8 | 30,2 | 512 |
| d de Somers | | 0,306 | | | 0,134 | | | 0,153 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Masculin | 87,2 | 12,8 | 631 | 83,9 | 16,1 | 1 367 | 84,2 | 15,8 | 1 998 |
| Féminin | 81,5 | 18,5 | 209 | 78,5 | 21,5 | 459 | 78,8 | 21,2 | 668 |
| V de Cramer | | 0,068 | | | 0,061 | | | 0,062 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 82,2 | 17,8 | 238 | 80,6 | 19,4 | 1 171 | 80,6 | 19,4 | 1 409 |
| Primaire | 90,8 | 9,2 | 310 | 86,7 | 13,3 | 588 | 87,1 | 12,9 | 898 |
| Secondaire et plus | 84,2 | 15,8 | 292 | 84,7 | 15,3 | 67 | 84,5 | 15,5 | 359 |
| d de Somers | | -0,007 | | | -0,055 | | | -0,053 | |
| Seuil de significativité | | 0,002 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 87,3 | 12,7 | 444 | 82,7 | 17,3 | 1 191 | 83,0 | 17,0 | 1 635 |
| Protestante | 86,3 | 13,7 | 256 | 83,1 | 16,9 | 557 | 83,4 | 16,6 | 813 |
| Autre religion | 81,1 | 18,9 | 140 | 78,2 | 21,8 | 78 | 79,0 | 21,0 | 218 |
| V de Cramer | | 0,065 | | | 0,025 | | | 0,025 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Groupe d'âge du CM | | | | | | | | | |
| Moins de 35 ans | 72,6 | 27,4 | 134 | 72,4 | 27,6 | 126 | 72,4 | 27,6 | 260 |
| 35-49 ans | 89,1 | 10,9 | 421 | 85,3 | 14,7 | 866 | 85,6 | 14,4 | 1 287 |
| 50 ans et plus | 87,0 | 13,0 | 285 | 81,4 | 18,6 | 834 | 81,7 | 18,3 | 1 119 |
| d de Somers | | -0,052 | | | 0,005 | | | 0,001 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,087 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 1 | 63,8 | 36,2 | 107 | 73,5 | 26,5 | 155 | 72,4 | 27,6 | 262 |
| 2 | 79,9 | 20,1 | 165 | 79,6 | 20,4 | 320 | 79,6 | 20,4 | 485 |
| 3 | 91,5 | 8,5 | 215 | 84,0 | 16,0 | 535 | 84,5 | 15,5 | 750 |
| 4 et plus | 91,5 | 8,5 | 353 | 84,9 | 15,1 | 816 | 85,5 | 14,5 | 1 169 |
| d de Somers | | -0,120 | | | -0,046 | | | -0,053 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Quintile des dépenses totales annuelles | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 78,4 | 21,6 | 76 | 73,6 | 26,4 | 467 | 73,8 | 26,2 | 543 |
| Pauvres | 89,4 | 10,6 | 78 | 83,5 | 16,5 | 404 | 83,7 | 16,3 | 482 |
| Moyens | 95,8 | 4,2 | 113 | 85,8 | 14,2 | 361 | 86,4 | 13,6 | 474 |
| Riches | 87,4 | 12,6 | 174 | 88,7 | 11,3 | 379 | 88,6 | 11,4 | 553 |
| Très riches | 83,8 | 16,2 | 399 | 85,2 | 14,8 | 215 | 84,8 | 15,2 | 614 |
| d de Somers | | 0,026 | | | -0,069 | | | -0,063 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 84,7 | 15,3 | 325 | 83,6 | 16,4 | 373 | 83,8 | 16,2 | 698 |
| 1 km | 88,0 | 12,0 | 376 | 84,2 | 15,8 | 665 | 84,6 | 15,4 | 1 041 |
| 2 km | 83,1 | 16,9 | 93 | 79,1 | 20,9 | 413 | 79,2 | 20,8 | 506 |
| 3 km et plus | 83,7 | 16,3 | 46 | 82,7 | 17,3 | 375 | 82,7 | 17,3 | 421 |
| d de Somers | | -0,009 | | | 0,015 | | | 0,016 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école secondaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 82,1 | 17,9 | 252 | 85,5 | 14,5 | 177 | 84,7 | 15,3 | 429 |
| 1 km | 89,2 | 10,8 | 336 | 85,3 | 14,7 | 393 | 85,9 | 14,1 | 729 |
| 2 km | 87,0 | 13,0 | 144 | 82,0 | 18,0 | 370 | 82,3 | 17,7 | 514 |
| 3 km | 90,0 | 10,0 | 62 | 86,2 | 13,8 | 280 | 86,4 | 13,6 | 342 |
| 4 km et plus | 79,9 | 20,1 | 46 | 78,7 | 21,3 | 606 | 78,7 | 21,3 | 652 |
| d de Somers | | -0,025 | | | 0,035 | | | 0,034 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Ensemble | 86,0 | 14,0 | 840 | 82,6 | 17,4 | 1 826 | 82,9 | 17,1 | 2 666 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A13 : Répartition (en %) de la population de 16-19 ans selon le statut d'exclusion par caractéristique

| Variables | Urbain | | | Rural | | | Burundi | | |
|---|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------|
| | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs | Oui | Non | Effectifs |
| Sexe du membre | | | | | | | | | |
| Masculin | 71,3 | 28,7 | 420 | 61,0 | 39,0 | 796 | 62,0 | 38,0 | 1 216 |
| Féminin | 65,2 | 34,8 | 510 | 52,3 | 47,7 | 911 | 53,8 | 46,2 | 1 421 |
| V de Cramer | | 0,064 | | | 0,087 | | | 0,082 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 82,9 | 17,1 | 506 | 60,2 | 39,8 | 1 374 | 62,0 | 38,0 | 1 880 |
| Autres enfant | 48,0 | 52,0 | 424 | 40,1 | 59,9 | 333 | 41,9 | 58,1 | 757 |
| d de Somers | | 0,348 | | | 0,200 | | | 0,201 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Masculin | 68,3 | 31,7 | 712 | 56,5 | 43,5 | 1 241 | 57,9 | 42,1 | 1 953 |
| Féminin | 65,3 | 34,7 | 218 | 55,8 | 44,2 | 466 | 56,7 | 43,3 | 684 |
| V de Cramer | | 0,026 | | | 0,006 | | | 0,010 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Niveau d'instruction du CM | | | | | | | | | |
| Aucun | 69,0 | 31,0 | 250 | 53,8 | 46,2 | 1 085 | 54,4 | 45,6 | 1 335 |
| Primaire | 66,0 | 34,0 | 309 | 59,0 | 41,0 | 549 | 59,8 | 40,2 | 858 |
| Secondaire et plus | 68,2 | 31,8 | 371 | 75,7 | 24,3 | 73 | 71,5 | 28,5 | 444 |
| d de Somers | | 0,000 | | | -0,077 | | | -0,083 | |
| Seuil de significativité | | 0,957 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 71,4 | 28,6 | 508 | 56,9 | 43,1 | 1 150 | 58,2 | 41,8 | 1 658 |
| Protestante | 62,6 | 37,4 | 268 | 57,1 | 42,9 | 469 | 57,8 | 42,2 | 737 |
| Autre religion | 65,2 | 34,8 | 154 | 44,6 | 55,4 | 88 | 49,8 | 50,2 | 242 |
| V de Cramer | | 0,088 | | | 0,055 | | | 0,040 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Groupe d'âge du CM | | | | | | | | | |
| Moins de 35 ans | 44,4 | 55,6 | 183 | 28,8 | 71,2 | 178 | 31,9 | 68,1 | 361 |
| 35-49 ans | 72,2 | 27,8 | 390 | 62,1 | 37,9 | 588 | 63,3 | 36,7 | 978 |
| 50 ans et plus | 76,5 | 23,5 | 357 | 58,2 | 41,8 | 941 | 59,8 | 40,2 | 1 298 |
| d de Somers | | -0,181 | | | -0,081 | | | -0,086 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 1 | 49,7 | 50,3 | 169 | 41,0 | 59,0 | 311 | 42,1 | 57,9 | 480 |
| 2 | 63,2 | 36,8 | 198 | 55,9 | 44,1 | 310 | 56,8 | 43,2 | 508 |
| 3 | 73,5 | 26,5 | 198 | 56,2 | 43,8 | 352 | 58,0 | 42,0 | 550 |
| 4 et plus | 77,4 | 22,6 | 365 | 63,3 | 36,7 | 734 | 64,7 | 35,3 | 1 099 |
| d de Somers | | -0,156 | | | -0,115 | | | -0,117 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Quintile des dépenses totales annuelles | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 65,0 | 35,0 | 65 | 46,1 | 53,9 | 372 | 46,7 | 53,3 | 437 |
| Pauvres | 65,9 | 34,1 | 75 | 54,8 | 45,2 | 380 | 55,2 | 44,8 | 455 |
| Moyens | 69,1 | 30,9 | 98 | 61,5 | 38,5 | 340 | 61,9 | 38,1 | 438 |
| Riches | 65,8 | 34,2 | 177 | 59,0 | 41,0 | 355 | 59,6 | 40,4 | 532 |
| Très riches | 68,5 | 31,5 | 515 | 63,4 | 36,6 | 260 | 65,1 | 34,9 | 775 |
| d de Somers | | -0,016 | | | -0,080 | | | -0,084 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 67,5 | 32,5 | 357 | 60,1 | 39,9 | 349 | 61,5 | 38,5 | 706 |
| 1 km | 69,6 | 30,4 | 400 | 57,2 | 42,8 | 626 | 58,9 | 41,1 | 1 026 |
| 2 km | 58,3 | 41,7 | 121 | 53,0 | 47,0 | 381 | 53,3 | 46,7 | 502 |
| 3 km et plus | 72,7 | 27,3 | 52 | 54,2 | 45,8 | 351 | 54,7 | 45,3 | 403 |
| d de Somers | | 0,010 | | | 0,037 | | | 0,044 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Distance l'école secondaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 69,0 | 31,0 | 259 | 63,5 | 36,5 | 167 | 65,0 | 35,0 | 426 |
| 1 km | 67,8 | 32,2 | 377 | 60,1 | 39,9 | 379 | 61,5 | 38,5 | 756 |
| 2 km | 72,5 | 27,5 | 166 | 52,9 | 47,1 | 338 | 54,5 | 45,5 | 504 |
| 3 km | 50,5 | 49,5 | 69 | 58,9 | 41,1 | 251 | 58,5 | 41,5 | 320 |
| 4 km et plus | 66,9 | 33,1 | 59 | 52,1 | 47,9 | 572 | 52,5 | 47,5 | 631 |
| d de Somers | | 0,024 | | | 0,050 | | | 0,060 | |
| Seuil de significativité | | 0,000 | | | 0,000 | | | 0,000 | |
| Ensemble | 67,7 | 32,3 | 930 | 56,3 | 43,7 | 1 707 | 57,6 | 42,4 | 2 637 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A14 : VIF des variables d'analyse pour les enfants de 7-12 ans et pour les adolescents de 13-19 ans

| Enfants de 7-12 ans | | Adolescents de 13-19 ans | |
|---|-------|---|-------|
| Variabes | VIF | Variabes | VIF |
| Milieu de résidence | 1,135 | Milieu de résidence | 1,247 |
| Sexe de l'enfant | 1,004 | Sexe de l'enfant | 1,009 |
| Statut familial | 1,349 | Statut familial | 1,277 |
| Age de l'enfant | 1,029 | Age de l'enfant | 1,019 |
| Sexe du CM | 1,128 | Sexe du CM | 1,081 |
| Niveau d'instruction du CM | 1,227 | Niveau d'instruction du CM | 1,324 |
| Religion du CM | 1,025 | Religion du CM | 1,026 |
| Age du CM | 1,292 | Age du CM | 1,104 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | 1,135 | Nombre d'enfants de 7-19 ans | 1,235 |
| Quintile des dépenses totales annuelles | 1,166 | Quintile des dépenses totales annuelles | 1,260 |
| Distance à l'école primaire (km) | 1,046 | Distance à l'école secondaire (km) | 1,086 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A15 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans et de 7-12 ans

| Variables | 7-19 ans | | | 7-12 ans | | |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | Burundi | Urbain | Rural | Burundi | Urbain | Rural |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 1,000 | nc | nc | 1,000 | nc | nc |
| Rural | 1,510 *** | nc | nc | 1,981 *** | nc | nc |
| Sexe de l'enfant | | | | | | |
| Garçon | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Fille | 1,091 | 1,021 | 1,094 | 1,008 | 1,075 | 1,001 |
| Statut familial | | | | | | |
| Enfant du CM | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Autres enfant | 2,280 *** | 4,907 *** | 1,996 *** | 2,153 *** | 2,078 | 2,144 *** |
| Age de l'enfant | 0,134 *** | 0,324 *** | 0,124 *** | 0,004 *** | 0,014 *** | 0,003 *** |
| Age de l'enfant au carré | 1,084 *** | 1,048 *** | 1,087 *** | 1,297 *** | 1,225 ** | 1,305 *** |
| Sexe du CM | | | | | | |
| Homme | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Femme | 0,943 | 0,884 | 0,973 | 0,813 * | 0,804 | 0,821 |
| Niveau d'instruction | | | | | | |
| Aucun | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| Primaire | 0,743 *** | 0,508 ** | 0,766 *** | 0,763 *** | 0,350 ** | 0,802 ** |
| Secondaire et plus | 0,469 *** | 0,441 ** | 0,396 *** | 0,281 *** | 0,191 ** | 0,326 *** |
| Religion du CM | | | | | | |
| Catholique | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| Protestante | 1,119 * | 1,349 | 1,115 | 1,275 ** | 1,507 | 1,275 ** |
| Autre religion | 1,479 *** | 1,304 | 1,600 *** | 1,693 *** | 0,892 | 1,985 *** |
| Age du CM | 0,984 | 0,959 | 0,985 | 1,016 | 0,932 | 1,027 |
| Age du CM au carré | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,001 | 1,000 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | |
| 1 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 2 | 0,783 ** | 0,754 | 0,780 ** | 0,780 * | 0,893 | 0,764 * |
| 3 | 0,783 ** | 0,533 * | 0,802 ** | 0,775 * | 0,863 | 0,753 * |
| 4 et plus | 0,691 *** | 0,503 * | 0,708 *** | 0,772 * | 0,596 | 0,775 * |
| Quintile des dépenses totales annuelles en équivalent adulte | | | | | | |
| Très pauvres | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| Pauvres | 0,647 *** | 0,502 | 0,651 *** | 0,681 *** | 0,483 | 0,697 *** |
| Moyens | 0,507 *** | 0,265 *** | 0,517 *** | 0,517 *** | 0,287 * | 0,529 *** |
| Riches | 0,442 *** | 0,268 *** | 0,459 *** | 0,430 *** | 0,199 ** | 0,451 *** |
| Très riches | 0,416 *** | 0,270 *** | 0,425 *** | 0,375 *** | 0,206 ** | 0,394 *** |
| Distance à l'école primaire (km) | | | | | | |
| Moins de 1 km | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 ** |
| 1 km | 0,982 | 0,933 | 0,990 | 0,912 | 1,146 | 0,887 |
| 2 km | 1,180 * | 1,428 | 1,175 * | 1,050 | 1,322 | 1,019 |
| 3 km et plus | 1,247 ** | 1,427 | 1,253 ** | 1,361 ** | 1,799 | 1,335 * |
| Effectif de l'échantillon | 11031 | 3405 | 7626 | 5728 | 1635 | 4093 |
| Pseudo R ² | 0,267 | 0,283 | 0,270 | 0,393 | 0,313 | 0,398 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Notes : ***<1% ; **<1% ; *<5%

nc = non concerné

Tableau A16 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 13-15 ans et des enfants de 16-19 ans

| Variables | 13-15 ans | | | 16-19 ans | | |
|--|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | Burundi | Urbain | Rural | Burundi | Urbain | Rural |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 1,000 | nc | nc | 1,000 | nc | nc |
| Rural | 1,130 | nc | nc | 1,222 | nc | nc |
| Sexe de l'enfant | | | | | | |
| Garçon | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Fille | 0,997 | 0,801 | 0,993 | 1,278 ** | 1,079 | 1,305 ** |
| Statut familial | | | | | | |
| Enfant du CM | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Autres enfant | 2,602 *** | 16,758 *** | 2,161 *** | 2,020 *** | 4,612 *** | 1,695 *** |
| Age de l'enfant | 98,269 | 1646,217 | 85,858 | 0,748 | 129,150 | 0,324 |
| Age de l'enfant au carré | 0,860 | 0,768 | 0,865 | 1,017 | 0,872 | 1,043 |
| Sexe du CM | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Homme | | | | | | |
| Femme | 1,041 | 1,018 | 1,072 | 0,907 | 1,350 | 0,907 |
| Niveau d'instruction | | | | | | |
| Aucun | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| Primaire | 0,740 * | 0,509 | 0,767 * | 0,707 *** | 0,969 | 0,713 ** |
| Secondaire et plus | 0,800 | 0,366 | 0,819 | 0,425 *** | 0,952 | 0,242 *** |
| Religion du CM | | | | | | |
| Catholique | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Protestante | 0,985 | 1,240 | 0,984 | 1,029 | 1,113 | 1,036 |
| Autre religion | 1,404 | 1,878 | 1,315 | 1,376 | 1,631 | 1,479 |
| Age du CM | 1,018 | 1,263 | 1,009 | 0,936 *** | 0,871 * | 0,930 *** |
| Age du CM au carré | 1,000 | 0,997 | 1,000 | 1,001 ** | 1,001 * | 1,001 ** |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | |
| 1 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| 2 | 0,860 | 0,655 | 0,870 | 0,767 | 0,759 | 0,769 |
| 3 | 0,625 * | 0,221 | 0,658 * | 0,716 * | 0,497 | 0,725 * |
| 4 et plus | 0,545 ** | 0,204 * | 0,570 ** | 0,528 *** | 0,629 | 0,524 *** |
| Quintile des dépenses totales annuelles en équivalent adulte | | | | | | |
| Très pauvres | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 *** |
| Pauvres | 0,517 *** | 0,178 | 0,523 *** | 0,661 ** | 0,715 | 0,652 ** |
| Moyens | 0,438 *** | 0,080 | 0,453 *** | 0,496 *** | 0,485 | 0,501 *** |
| Riches | 0,303 *** | 0,248 | 0,302 *** | 0,473 *** | 0,451 | 0,490 *** |
| Très riches | 0,407 *** | 0,268 | 0,408 *** | 0,383 *** | 0,381 | 0,389 *** |
| Distance au collège (km) | | | | | | |
| Moins de 1 km | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 * |
| 1 km | 0,840 | 0,597 | 0,931 | 1,042 | 1,228 | 1,031 |
| 2 km | 1,149 | 0,686 | 1,250 | 1,309 | 1,158 | 1,358 |
| 3 km | 0,852 | 0,836 | 0,912 | 1,087 | 2,365 | 1,051 |
| 4 km et plus | 1,330 | 3,176 | 1,416 | 1,391 * | 2,022 | 1,386 * |
| Effectif de l'échantillon | 2666 | 840 | 1826 | 2637 | 930 | 1707 |
| Pseudo R ² | 0,114 | 0,386 | 0,103 | 0,167 | 0,284 | 0,163 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Notes : ***<1% ; **<1% ; *<5%

nc = non concerné

Tableau A17 : Hiérarchisation des variables selon le pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école par groupe d'âge et par milieu de résidence

| Variables | 7-19 ans | | | 7-12 ans | | | |
|---|----------|-----------|-------|----------|-----------|-------|--|
| | Ensemble | Urbain | Rural | Ensemble | Urbain | Rural | |
| Milieu de résidence | 8 | | | 6 | | | |
| Sexe de l'enfant | 9 | 10 | 8 | 11 | 10 | 10 | |
| Statut Familial | 3 | 1 | 3 | 4 | 4 | 3 | |
| Age de l'enfant | 1 | 2 | 1 | 1 | 3 | 1 | |
| Sexe du CM | 11 | 9 | 10 | 9 | 9 | 8 | |
| Niveau d'instruction du CM | 4 | 4 | 4 | 3 | 2 | 4 | |
| Religion du CM | 7 | 7 | 5 | 5 | 5 | 5 | |
| Age du CM | 10 | 8 | 9 | 10 | 7 | 9 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans dans le ménage | 5 | 5 | 6 | 8 | 6 | 7 | |
| Quintiles de dépenses du ménage | 2 | 3 | 2 | 2 | 1 | 2 | |
| Distance à l'école primaire | 6 | 6 | 7 | 7 | 8 | 6 | |
| | | 13-15 ans | | | 16-19 ans | | |
| Variables | Ensemble | Urbain | Rural | Ensemble | Urbain | Rural | |
| Milieu de résidence | 9 | | | 9 | | | |
| Sexe de l'enfant | 11 | 9 | 10 | 7 | 9 | 7 | |
| Statut Familial | 2 | 1 | 2 | 2 | 1 | 5 | |
| Age de l'enfant | 7 | 8 | 6 | 11 | 7 | 10 | |
| Sexe du CM | 10 | 10 | 8 | 10 | 8 | 9 | |
| Niveau d'instruction du CM | 5 | 6 | 5 | 4 | 10 | 2 | |
| Religion du CM | 6 | 7 | 7 | 8 | 6 | 8 | |
| Age du CM | 8 | 4 | 9 | 5 | 2 | 4 | |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans dans le ménage | 3 | 2 | 4 | 3 | 4 | 3 | |
| Quintiles de dépenses du ménage | 1 | 3 | 1 | 1 | 5 | 1 | |
| Distance à l'école secondaire | 4 | 5 | 3 | 6 | 3 | 6 | |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Notes : CM = Chef de ménage ; Nombres en rouge = variables occupant les trois premiers rangs en termes de pouvoir explicatif ; Nombres en bleu = variables occupant les trois derniers rangs en termes de pouvoir explicatif.

Tableau A18 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans par province

| Variables | Bubanza | Bujumbura Mairie | Bujumbura | Bururi | Cankuzo | Cibitoke | Gitega | Karusi |
|--|-----------|---------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Milieu de résidence | | | | | | | | |
| Urbain | 1,000 | | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Rural | 0,981 | | 1,026 | 1,311 | 3,700 | 1,211 | 2,519 | 1,964 |
| Sexe de l'enfant | | | | | | | | |
| Garçon | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Fille | 0,800 | 0,867 | 0,981 | 1,480 | 0,954 | 1,287 | 0,846 | 0,978 |
| Statut familial | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Autres enfant | 1,609 | 5,670 *** | 2,644 ** | 3,773 *** | 1,924 | 4,129 *** | 1,795 | 1,308 |
| Age de l'enfant | 0,126 *** | 0,341 *** | 0,098 *** | 0,074 *** | 0,214 *** | 0,094 *** | 0,109 *** | 0,092 *** |
| Age de l'enfant au carré | 1,083 *** | 1,047 *** | 1,102 *** | 1,107 *** | 1,065 *** | 1,097 *** | 1,093 *** | 1,100 *** |
| Sexe du CM | | | | | | | | |
| Homme | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Femme | 1,179 | 0,846 | 0,951 | 0,835 | 1,133 | 0,611 | 0,608 * | 2,860 *** |
| Niveau d'instruction | | | | | | | | |
| Aucun | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Primaire | 1,391 | 0,327 *** | 0,739 | 0,916 | 0,470 ** | 0,772 | 0,678 | 0,570 * |
| Secondaire et plus | 1,473 | 0,226 *** | 0,589 | 0,996 | 0,952 | 0,251 ** | 2,117 | 0,609 |
| Religion du CM | | | | | | | | |
| Catholique | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Protestante | 0,992 | 1,661 * | 0,822 | 1,491 | 1,053 | 0,838 | 1,336 | 1,082 |
| Autre religion | 0,421 | 1,950 * | 1,387 | 1,419 | 3,198 * | 2,446 | 7,896 *** | 1,772 |
| Age du CM | 0,919 | 0,963 | 1,265 ** | 0,953 | 0,984 | 1,081 | 0,965 | 0,985 |
| Age du CM au carré | 1,001 | 1,000 | 0,998 ** | 1,000 | 1,000 | 0,999 | 1,000 | 1,000 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | |
| 1 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 2 | 0,775 | 0,664 | 1,432 | 0,626 | 1,022 | 1,315 | 0,689 | 1,204 |
| 3 | 0,486 | 0,382 ** | 1,102 | 1,069 | 1,168 | 1,034 | 0,413 ** | 1,608 |
| 4 et plus | 0,865 | 0,459 * | 0,628 | 0,768 | 0,797 | 1,495 | 0,510 * | 0,919 |
| Quintile des dépenses totales annuelles en équivalent adulte | | | | | | | | |
| Très pauvres | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Pauvres | 1,054 | 0,583 | 1,294 | 0,445 * | 0,603 | 0,591 | 0,356 *** | 0,370 *** |
| Moyens | 0,499 | 0,192 ** | 0,593 | 0,488 * | 0,865 | 0,531 | 0,475 ** | 0,791 |
| Riches | 0,976 | 0,370 * | 0,858 | 0,492 | 0,903 | 0,643 | 0,680 | 0,601 |
| Très riches | 0,598 | 0,473 | 0,681 | 0,410 * | 0,605 | 0,348 ** | 0,395 * | 0,637 |
| Distance à l'école primaire (km) | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1 km | 0,716 | 0,768 | 1,579 | 0,701 | 0,915 | 0,703 | 1,085 | 2,317 ** |
| 2 km | 1,028 | 1,732 | 1,993 | 1,318 | 1,328 | 1,938 * | 1,729 | 1,186 |
| 3 km et plus | 0,548 | 1,465 | 1,142 | 1,021 | 2,394 * | 0,745 | 2,307 ** | 1,839 |
| Effectif de l'échantillon | 573 | 894 | 725 | 693 | 684 | 632 | 561 | 654 |
| Pseudo R ² | 0,284 | 0,344 | 0,357 | 0,321 | 0,252 | 0,352 | 0,322 | 0,327 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Notes : ***<1% ; **<1% ; *<5%

nc = non concerné

Tableau A18 : Rapports de chances (odds ratios) d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans par province (suite)

| Variables | Kayanza | Kirundo | Makamba | Muramvya | Muyinga | Mwaro | Ngozi | Rutana | Ruyigi |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Milieu de résidence | | | | | | | | | |
| Urbain | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Rural | 0,934 | 1,111 | 2,566 | 0,489 | 0,865 | 6,204 | 1,555 | 0,625 | 2,503 |
| Sexe de l'enfant | | | | | | | | | |
| Garçon | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Fille | 1,145 | 1,360 | 0,630 * | 0,682 | 1,134 | 1,087 | 1,543 * | 0,847 | 1,444 |
| Statut familial | | | | | | | | | |
| Enfant du CM | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Autres enfant | 1,333 | 3,813 *** | 1,878 * | 2,389 | 4,028 *** | 2,117 | 2,627 *** | 1,901 | 2,292 * |
| Age de l'enfant | | | | | | | | | |
| Age de l'enfant au carré | 0,054 *** | 0,141 *** | 0,103 *** | 0,099 *** | 0,104 *** | 0,126 *** | 0,092 *** | 0,106 *** | 0,110 *** |
| Sexe du CM | | | | | | | | | |
| Homme | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Femme | 0,686 | 0,643 | 1,200 | 1,478 | 0,542 * | 1,259 | 0,661 | 1,211 | 1,255 |
| Niveau d'instruction | | | | | | | | | |
| Aucun | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Primaire | 0,739 | 0,610 * | 0,590 * | 0,943 | 1,217 | 0,816 | 0,848 | 0,487 * | 0,861 |
| Secondaire et plus | 0,502 | 0,044 *** | 0,278 | 0,287 | 0,560 | 0,491 | 0,549 | 0,263 | 1,492 |
| Religion du CM | | | | | | | | | |
| Catholique | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| Protestante | 1,408 | 0,772 | 0,879 | 1,019 | 0,914 | 1,267 | 1,199 | 0,975 | 1,124 |
| Autre religion | 0,721 | 0,788 | 2,136 | 0,045 | 0,978 | ##### ** | 0,623 | 4,502 ** | 2,038 |
| Age du CM | | | | | | | | | |
| Age du CM au carré | 0,926 | 1,028 | 0,955 | 0,945 | 1,100 | 0,971 | 0,912 ** | 0,973 | 0,975 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans | | | | | | | | | |
| 1 | 1,000 ** | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 2 | 0,547 | 0,836 | 0,934 | 0,526 | 0,407 ** | 2,168 | 1,285 | 0,551 | 1,022 |
| 3 | 1,319 | 0,812 | 1,083 | 0,522 | 0,556 | 1,402 | 0,723 | 0,747 | 0,989 |
| 4 et plus | 0,585 | 0,894 | 0,980 | 0,552 | 0,371 ** | 0,925 | 0,739 | 0,988 | 0,778 |
| Quintile des dépenses totales annuelles en équivalent adulte | | | | | | | | | |
| Très pauvres | 1,000 * | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 ** |
| Pauvres | 0,432 ** | 1,183 | 1,870 | 16,641 ** | 0,808 | 1,492 | 0,939 | 0,788 | 0,518 * |
| Moyens | 0,572 * | 0,506 * | 0,724 | 14,507 * | 0,260 *** | 1,385 | 0,611 | 1,146 | 0,397 ** |
| Riches | 0,619 | 0,708 | 0,462 * | 6,458 | 0,180 *** | 1,574 | 0,521 * | 0,462 | 0,382 * |
| Très riches | 0,469 | 2,638 * | 1,020 | 9,522 * | 0,210 ** | 1,323 | 0,311 *** | 1,243 | 0,346 * |
| Distance à l'école primaire (km) | | | | | | | | | |
| Moins de 1 km | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 |
| 1 km | 0,760 | 1,056 | 0,559 * | 1,308 | 0,821 | 1,124 | 2,056 ** | 0,432 | 1,301 |
| 2 km | 0,610 | 0,869 | 0,923 | 1,427 | 0,979 | 1,382 | 2,159 ** | 1,322 | 0,693 |
| 3 km et plus | 0,881 | 1,214 | 1,283 | 1,133 | 0,952 | 0,667 | 3,436 *** | 1,808 | 0,792 |
| Effectif de l'échantillon | | | | | | | | | |
| | 624 | 591 | 749 | 594 | 565 | 631 | 560 | 659 | 642 |
| Pseudo R ² | 0,389 | 0,262 | 0,311 | 0,336 | ,352 | 0,268 | 0,403 | 0,344 | 0,326 |

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Notes : ***<1% ; **<1% ; *<5%

nc = non concerné

Tableau A19 : Hiérarchisation des variables selon le pouvoir explicatif du risque d'être en dehors de l'école des enfants de 7-19 ans par province

| Variables | Bubanza | Bujumbura Mairie | Bujumbura | Bururi | Cankuzo | Cibitoke | Gitega | Karusi | Kayanza | Kirundo | Makamba | Muramvya | Muyinga | Mwaro | Ngozi | Rutana | Ruyigi |
|---|---------|---------------------|-----------|--------|---------|----------|--------|--------|---------|---------|---------|----------|---------|-------|-------|--------|--------|
| Milieu de résidence | 11 | 11 | 11 | 10 | 8 | 11 | 8 | 8 | 11 | 11 | 8 | 11 | 11 | 7 | 10 | 10 | 8 |
| Sexe de l'enfant | 8 | 9 | 10 | 5 | 11 | 10 | 10 | 11 | 10 | 6 | 5 | 6 | 9 | 11 | 7 | 8 | 6 |
| Statut Familial | 6 | 1 | 2 | 2 | 6 | 2 | 9 | 9 | 9 | 2 | 6 | 4 | 3 | 5 | 4 | 7 | 4 |
| Age de l'enfant | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Sexe du CM | 10 | 10 | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 2 | 6 | 5 | 10 | 7 | 5 | 9 | 8 | 9 | 9 |
| Niveau d'instruction du CM | 5 | 3 | 6 | 11 | 3 | 5 | 6 | 5 | 8 | 3 | 4 | 9 | 7 | 6 | 11 | 4 | 10 |
| Religion du CM | 9 | 6 | 9 | 6 | 4 | 6 | 3 | 7 | 4 | 7 | 7 | 3 | 10 | 2 | 9 | 3 | 5 |
| Age du CM | 7 | 8 | 5 | 8 | 10 | 9 | 11 | 10 | 5 | 10 | 9 | 8 | 6 | 10 | 5 | 11 | 11 |
| Nombre d'enfants de 7-19 ans dans le ménage | 3 | | | 7 | 7 | 7 | 5 | 6 | 2 | 9 | 11 | 5 | 4 | 3 | 6 | 6 | 7 |
| Quintiles de dépenses du ménage | | 4 | 7 | | | | | | | | | | | | | | |
| Distance à l'école primaire | 2 | 5 | 4 | 3 | 5 | 4 | 2 | 3 | 3 | 4 | 2 | 2 | 2 | 8 | 3 | 5 | 2 |
| | 4 | 7 | 3 | 4 | 2 | 3 | 4 | 4 | 7 | 8 | 3 | 10 | 8 | 4 | 2 | 2 | 3 |

Notes : CM = Chef de ménage ; Nombres en rouge = variables occupant les trois premiers rangs en termes de pouvoir explicatif ; Nombres en bleu = variables occupant les trois derniers rangs en termes de pouvoir explicatif.

Source des données de base : ECVMB 2013-2014

Tableau A20 : Proportions des EADE de 7-19 ans selon la distance à l'infrastructure scolaire (km) par groupe d'âge et par milieu de résidence

| Distance | 7-12 ans | 13-15 ans | 16-19 ans | Urbain | Rural | Ensemble |
|-------------------|----------|-----------|-----------|--------|-------|----------|
| A l'école | | | | | | |
| Moins de 1 km | 22,0 | 16,2 | 38,5 | 18,1 | 25,6 | 24,4 |
| 1 km | 23,2 | 15,4 | 41,1 | 17,7 | 26,3 | 25,4 |
| 2 km | 27,6 | 20,8 | 46,7 | 24,1 | 30,3 | 30,1 |
| 3 km et plus | 30,2 | 17,3 | 45,3 | 20,8 | 30,5 | 30,3 |
| Total | 25,3 | 17,1 | 42,4 | 18,7 | 27,9 | 27,1 |
| Au collège | | | | | | |
| Moins de 1 km | 19,8 | 15,3 | 35,0 | 17,8 | 23,6 | 22,3 |
| 1 km | 20,8 | 14,1 | 38,5 | 17,0 | 24,6 | 23,5 |
| 2 km | 24,7 | 17,7 | 45,5 | 16,5 | 28,4 | 27,6 |
| 3 km | 26,1 | 13,6 | 41,5 | 26,3 | 26,3 | 26,3 |
| 4 km et plus | 30,9 | 21,3 | 47,5 | 28,9 | 32,2 | 32,1 |
| Total | 25,3 | 17,1 | 42,4 | 18,7 | 27,9 | 27,1 |

Tableau A21 : Evolution de l'offre scolaire du public par cycle de 2009 à 2018

| Années | Nombre d'écoles | Salles de classe | Élèves | Enseignants | Ratio Class/Ecol | Ratio Elev/Class | Ratio Elev/Maître | Ratio F/G |
|-------------------------|-----------------|------------------|-----------|-------------|------------------|------------------|-------------------|-----------|
| Préscolaire | | | | | | | | |
| 2009 | 185 | 395 | 12 405 | 338 | 2 | 31 | 37 | 1,01 |
| 2010 | 233 | 419 | 15 820 | 432 | 2 | 38 | 37 | 1,02 |
| 2011 | 294 | 443 | 18 068 | 537 | 2 | 41 | 34 | 1,03 |
| 2012 | 357 | 480 | 20 379 | 586 | 1 | 42 | 35 | 1,04 |
| 2013 | 467 | 656 | 27 892 | 775 | 1 | 43 | 36 | 1,00 |
| 2014 | 615 | 802 | 37 197 | 1 021 | 1 | 46 | 36 | 1,01 |
| 2015 | 713 | 850 | 42 986 | 1 042 | 1 | 51 | 41 | 1,04 |
| 2016 | 860 | 1 038 | 48 826 | 1 236 | 1 | 47 | 40 | 1,02 |
| 2017 | 973 | 1 163 | 57 611 | 1 228 | 1 | 50 | 47 | 1,04 |
| 2018 | 1 091 | 1 377 | 67 795 | 1 186 | 1 | 49 | 57 | 1,05 |
| Fondamental | | | | | | | | |
| 2009 | 3 109 | 22 241 | 1 829 385 | 35 820 | 7 | 82 | 51 | 0,99 |
| 2010 | 3 353 | 24 390 | 1 922 424 | 39 441 | 7 | 79 | 49 | 1,00 |
| 2011 | 3 549 | 26 423 | 1 956 289 | 41 181 | 7 | 74 | 48 | 1,01 |
| 2012 | 3 665 | 27 219 | 1 977 386 | 43 744 | 7 | 73 | 45 | 1,02 |
| 2013 | 3 795 | 30 337 | 2 076 355 | 45 826 | 8 | 68 | 45 | 1,03 |
| 2014 | 3 889 | 33 002 | 2 164 442 | 46 557 | 8 | 66 | 46 | 1,03 |
| 2015 | 3 952 | 31 852 | 2 271 837 | 47 479 | 8 | 71 | 48 | 1,02 |
| 2016 | 3 991 | 32 969 | 2 313 818 | 48 017 | 8 | 70 | 48 | 1,03 |
| 2017 | 4 021 | 34 044 | 2 376 036 | 48 656 | 8 | 70 | 49 | 1,03 |
| 2018 | 4 069 | 34 212 | 2 423 692 | 48 939 | 8 | 71 | 50 | 1,03 |
| Post-Fondamental | | | | | | | | |
| 2009 | 858 | 5 324 | 307 854 | 9 583 | 6 | 58 | 32 | 0,69 |
| 2010 | 970 | 6 071 | 345 988 | 10 931 | 6 | 57 | 32 | 0,70 |
| 2011 | 1 039 | 7 025 | 385 592 | 12 018 | 7 | 55 | 32 | 0,74 |
| 2012 | 1 125 | 7 753 | 432 151 | 12 393 | 7 | 56 | 35 | 0,84 |
| 2013 | 1 137 | 6 378 | 359 641 | 12 849 | 6 | 56 | 28 | 0,79 |
| 2014 | 1 171 | 6 157 | 303 351 | 14 841 | 5 | 49 | 20 | 0,79 |
| 2015 | 1 165 | 8 681 | 462 683 | 17 978 | 7 | 53 | 26 | 0,94 |
| 2016 | 1 136 | 7 967 | 390 178 | 14 084 | 7 | 49 | 28 | 0,94 |
| 2017 | 1 105 | 8 356 | 375 720 | 12 313 | 8 | 45 | 31 | 1,02 |
| 2018 | 1 103 | 8 597 | 347 563 | 12 527 | 8 | 40 | 28 | 1,06 |

Source : Annuaire statistiques MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A22 : Ecart annuel de l'offre scolaire (différences annuelles)

| Années | Nombre d'écoles | Salles de classe | Élèves | Enseignants |
|------------------|-----------------|------------------|---------------|--------------|
| Précolaire | | | | |
| 2010 | 48 | 24 | 3 415 | 94 |
| 2011 | 61 | 24 | 2 248 | 105 |
| 2012 | 63 | 37 | 2 311 | 49 |
| 2013 | 110 | 176 | 7 513 | 189 |
| 2014 | 148 | 146 | 9 305 | 246 |
| 2015 | 98 | 48 | 5 789 | 21 |
| 2016 | 147 | 188 | 5 840 | 194 |
| 2017 | 113 | 125 | 8 785 | -8 |
| 2018 | 118 | 214 | 10 184 | -42 |
| Total | 906 | 982 | 55 390 | 848 |
| Fondamental | | | | |
| 2010 | 244 | 2 149 | 93 039 | 3 621 |
| 2011 | 196 | 2 033 | 33 865 | 1 740 |
| 2012 | 116 | 796 | 21 097 | 2 563 |
| 2013 | 130 | 3 118 | 98 969 | 2 082 |
| 2014 | 94 | 2 665 | 88 087 | 731 |
| 2015 | 63 | -1 150 | 107 395 | 922 |
| 2016 | 39 | 1 117 | 41 981 | 538 |
| 2017 | 30 | 1 075 | 62 218 | 639 |
| 2018 | 48 | 168 | 47 656 | 283 |
| Total | 960 | 11971 | 594307 | 13119 |
| Post-Fondamental | | | | |
| 2010 | 112 | 747 | 38 134 | 1 348 |
| 2011 | 69 | 954 | 39 604 | 1 087 |
| 2012 | 86 | 728 | 46 559 | 375 |
| 2013 | 12 | -1 375 | -72 510 | 456 |
| 2014 | 34 | -221 | -56 290 | 1 992 |
| 2015 | -6 | 2 524 | 159 332 | 3 137 |
| 2016 | -29 | -714 | -72 505 | -3 894 |
| 2017 | -31 | 389 | -14 458 | -1 771 |
| 2018 | -2 | 241 | -28 157 | 214 |
| Total | 245 | 3 273 | 39 709 | 2 944 |

Source des données de base : Annuaire statistique MEFTP et calcul des auteurs

Tableau A23 : Répartition (en %) de la population scolarisable par groupes d'âges selon le sexe, le milieu de résidence, la province

| Rubriques | Population des 4-19 ans | | | | | Effectif | | Population totale |
|----------------------------|-------------------------|------------------|----------------|----------------|-------|-----------|------|-------------------|
| | 4-6 ans | 7-12 ans | 13-15 ans | 16-19 ans | Total | | | |
| Sexe | | | | | | | | |
| Garçons | 23,4 | 42,6 | 17,4 | 16,6 | 100,0 | 2 522 993 | 46,0 | 5 488 682 |
| Filles | 22,6 | 43,3 | 16,6 | 17,5 | 100,0 | 2 603 694 | 43,3 | 6 006 756 |
| Milieu de résidence | | | | | | | | |
| Urbain | 21,6 | 37,8 | 17,3 | 23,3 | 100,0 | 514 550 | 40,6 | 1 267 770 |
| Rural | 23,1 | 43,6 | 17,0 | 16,3 | 100,0 | 4 612 137 | 45,1 | 10 227 668 |
| Provinces | | | | | | | | |
| Bubanza | 25,1 | 44,2 | 15,8 | 14,9 | 100,0 | 250 042 | 44,2 | 566 035 |
| Bujumbura Mairie | 22,6 | 37,1 | 17,3 | 23,0 | 100,0 | 282 741 | 38,0 | 744 114 |
| Bujumbura | 22,2 | 44,3 | 17,4 | 16,1 | 100,0 | 297 189 | 45,6 | 651 192 |
| Bururi | 19,9 | 41,1 | 17,9 | 21,1 | 100,0 | 183 260 | 46,5 | 393 845 |
| Cankuzo | 23,8 | 43,8 | 15,5 | 16,9 | 100,0 | 155 180 | 45,1 | 344 247 |
| Cibitoke | 23,2 | 42,9 | 18,2 | 15,8 | 100,0 | 312 190 | 46,3 | 674 071 |
| Gitega | 23,6 | 42,0 | 16,8 | 17,6 | 100,0 | 386 447 | 42,1 | 918 145 |
| Karusi | 25,8 | 44,3 | 16,4 | 13,5 | 100,0 | 261 404 | 44,9 | 582 045 |
| Kayanza | 19,3 | 43,4 | 20,5 | 16,8 | 100,0 | 364 655 | 44,7 | 815 872 |
| Kirundo | 25,3 | 44,3 | 16,4 | 14,0 | 100,0 | 381 846 | 45,1 | 846 338 |
| Makamba | 21,9 | 43,0 | 17,6 | 17,5 | 100,0 | 324 449 | 47,7 | 679 846 |
| Muramvya | 23,3 | 42,6 | 16,0 | 18,1 | 100,0 | 180 018 | 43,0 | 418 513 |
| Muyinga | 24,4 | 44,4 | 16,0 | 15,2 | 100,0 | 379 133 | 44,2 | 857 677 |
| Mwaro | 23,6 | 39,0 | 18,3 | 19,1 | 100,0 | 155 701 | 43,5 | 358 106 |
| Ngozi | 23,6 | 44,3 | 15,1 | 16,9 | 100,0 | 391 975 | 43,3 | 906 236 |
| Rutana | 20,9 | 41,9 | 16,7 | 20,5 | 100,0 | 235 483 | 47,0 | 501 410 |
| Ruyigi | 23,6 | 42,1 | 17,2 | 17,1 | 100,0 | 264 851 | 45,5 | 582 139 |
| Rumonge | 20,9 | 45,2 | 16,8 | 17,2 | 100,0 | 320 121 | 48,8 | 655 608 |
| Burundi | 23,0 | 43,0 | 17,0 | 17,0 | 100,0 | 5 126 687 | 44,6 | 11 495 438 |
| Effectif | 1 177 138 | 2 203 477 | 872 241 | 873 831 | | | | |

Source des données de base : EDS 2017

Tableau A24 : Vue synoptique des domaines d'intervention des politiques et réformes dans le secteur de l'éducation au Burundi

| Politiques/ réformes | Stratégies | Domaines d'intervention | | | Portée géographique (Nationale ou provinciale). Si provinciale, préciser les provinces |
|---|--|--|--|--|---|
| | | Politiques de promotion de l'accessibilité | Politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage | Politiques assurant les droits et opportunités | |
| Politique 1: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté I (2006) | Stratégie 1 :La construction, la réhabilitation et l'extension des infrastructures d'éducation, avec une priorité pour les régions les plus défavorisées | | | | Régionale (le document ne précise pas) |
| | Stratégie 2 : Le renforcement des capacités du système éducatif par la formation des formateurs et des enseignants de qualité en quantité suffisante | | | | Nationale |
| | Stratégie 3 : La mise à disposition d'un matériel didactique et des supports pédagogiques adaptés, en faveur aussi bien des établissements publics que privés, à tous les niveaux de la formation | | | | Nationale |
| | Stratégie 4 : La revalorisation du statut de l'enseignant | | | | Nationale |
| | Stratégie 5 : le renforcement des structures de planification scolaire et l'amélioration de la carte scolaire | | | | Nationale |
| | Stratégie 6 : L'élaboration d'une politique nationale de formation professionnelle en vue de l'intégration des jeunes déscolarisés ; | | | | Nationale |
| | Stratégie 7 : La promotion de l'enseignement privé | | | | Nationale |
| | Stratégie 8 : La mobilisation des financements | | | | Nationale |
| Politique 2 : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté II (2012) <i>Axe 3 « amélioration de l'accessibilité et de la</i> | Stratégie 1 : Réforme du primaire : la mise en place de l'école fondamentale et le passage progressif d'une scolarisation primaire de six à neuf ans. | | | | Nationale |
| | Stratégie 2 : Les investissements dans le système éducatif pour : i) Assurer des allocations de ressources plus efficaces et plus équitables (éviter les disparités régionales), ii) Améliorer la régulation des parcours scolaires (l'amélioration de la gestion des flux), (iii) Renforcer la gestion du système (améliorer la planification et la programmation budgétaire, la poursuite des | | | | Nationale |

| Politiques/ réformes | Stratégies | Domaines d'intervention | | | Portée géographique (Nationale ou provinciale). |
|---|--|--|--|--|---|
| | | Politiques de promotion de l'accessibilité | Politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage | Politiques assurant les droits et opportunités | Si provinciale, préciser les provinces |
| <i>qualité des services sociaux de base</i> ». | politiques de déconcentration et de décentralisation pour une gestion de proximité plus efficiente des écoles) | | | | |
| | Stratégie 3 : Réviser le programme scolaire et le curriculum de manière pragmatique, une révision des curricula trop complexe, trop coûteuse et inadaptée aux réalités (des enseignants et des élèves). | | | | Nationale |
| | Stratégie 4 : Pilotage et coordination du secteur : Mettre en place une coordination structurée entre les différents Ministères chargés de l'Education et Renforcer le pilotage du système, grâce aux informations clés produites par le Système d'information et statistiques (SIS) de l'éducation | | | | Nationale |
| Politique/réforme 3 : Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation. PSDEF 2012-2020 | Stratégie 1 : construction de salles de classe, à un rythme d'un peu plus de 1500 par an pendant les quatre premières années, plus modeste par la suite | | | | Nationale |
| | Stratégie 2 : Faire disparaître les handicaps dont souffrent ceux qui, aujourd'hui (2012), suivent une scolarité sous le régime de la double vacation | | | | Nationale |
| | Stratégie 3 : une politique de réduction énergique des taux de redoublement | | | | Nationale |
| | Stratégie 4 : le développement des trois premiers cycles du fondamental pour l'amélioration de l'utilisation des enseignants | | | | Nationale |
| | Stratégie 5 : la politique d'alimentation scolaire dans les zones d'insécurité alimentaire | | | | Nationale |
| | Stratégie 6 : la prohibition de l'exclusion d'élèves pour défaut de fournitures, d'uniforme ou de cotisation à la caisse de l'école | | | | Nationale |
| | Stratégie 7 : Pour le 4ème cycle, la stratégie est de réviser les anciens programmes des collèges | | | | Nationale |
| | Stratégie 8 : Pour l'amélioration de la qualité des enseignements, la stratégie nationale opte pour une réorientation des pratiques de formation initiale et continue des maîtres | | | | Nationale |
| | Stratégie 9 : effectifs les écoles normales seront renforcées par la formation pédagogique annuelle offerte à des finalistes des Humanités générales | | | | Nationale |
| Politique/réforme 4 : Loi N° 1/19 du | Stratégie 1 (article 47) : L'école fondamentale sur 9ans remplace l'école primaire de 6 ans et le financement de l'enseignement fondamental est assuré | | | | Nationale |

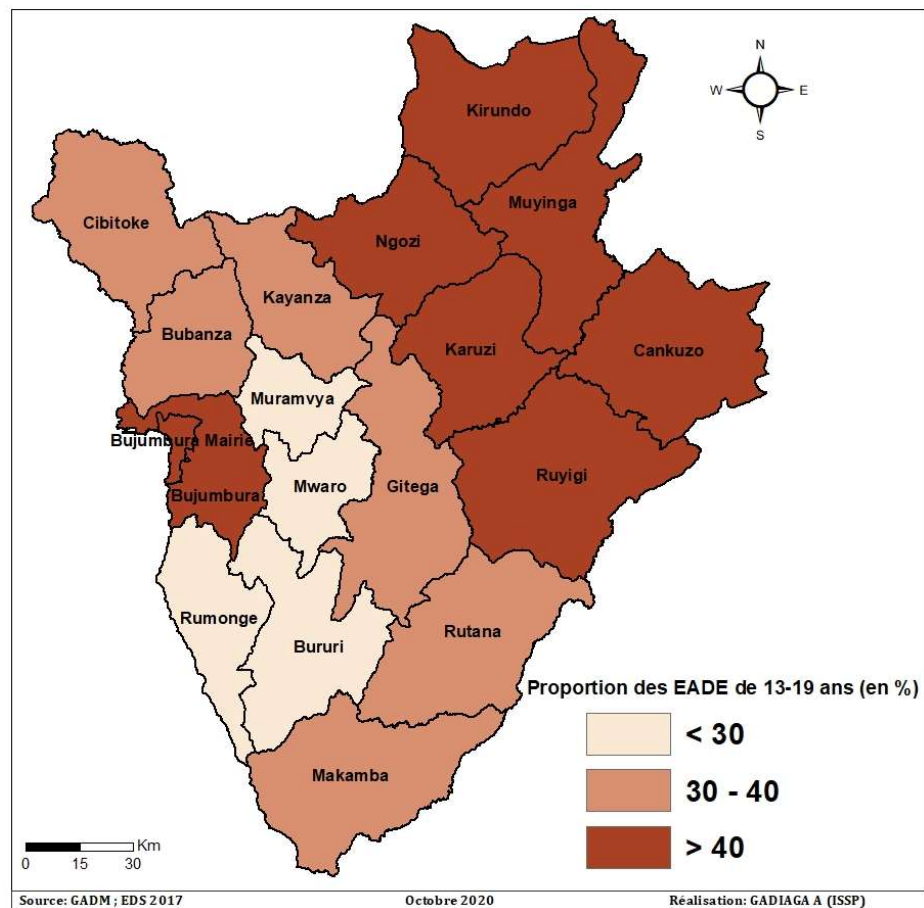
| Politiques/ réformes | Stratégies | Domaines d'intervention | | | Portée géographique (Nationale ou provinciale). |
|---|---|--|--|--|---|
| | | Politiques de promotion de l'accessibilité | Politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage | Politiques assurant les droits et opportunités | Si provinciale, préciser les provinces |
| 10/09/2013 portant organisation de l'enseignement de base et secondaire | par l'état, les collectivités locales, les associations, les parents d'élèves, les confessions religieuses ainsi que les partenaires techniques et financiers | | | | |
| | Stratégie 2 (article 66) : Les moyens financiers des centres d'enseignement des métiers proviennent de l'état, des collectivités locales et des PTF | | | | Nationale |
| Politique/réforme 5 : Décret N°100/130 du 23/05/2014 portant fixation des curricula de l'enseignement fondamental | Stratégie 1 (article 7) : Les anciennes disciplines de l'enseignement primaire et du collège sont regroupées en sept domaines | | | | Nationale |
| | Stratégie 1 : Accès et équité au fondamental : (i) accroître l'offre scolaire en construisant 1000 salles de classes les trois premiers cycles du fondamental, (ii) recrutement, redéploiement et affectation des enseignants pour éviter les disparités, (iii) Réduire les entrées tardives à l'école, (iv) Augmentation du temps scolaire à partir de 2018 (allongement de l'année scolaire, (v) Gestion de la 9 ^{ème} année (redoublement n'est plus autorisé), (vi) Evaluation de la réforme du fondamental 4 et l'ajustement de la réforme pour les trois premiers cycles du fondamental | | | | Nationale |
| Politique/réforme 6 : Plan Transitoire de l'Education au Burundi 2018-2020 | Stratégie 2 : Promotion de la qualité au fondamental : (i) renforcement de l'encadrement de proximité, (ii) réduction des redoublements, (iii) la disponibilité de manuels et de guides, (iv) le recentrage des programmes sur l'apprentissage de la lecture dans le premier et la révision des manuels et le développement d'outils et de supports supplémentaires. | | | | Nationale |
| | Stratégie 3 : Bonne articulation entre le fondamental et CEM et CFP (i)Les centres des métiers (CEM) et les centres de formation professionnelle (CFP) accueilleront des jeunes d'au moins 14 ans ayant achevé ou non l'enseignement fondamental et proposeront des cycles de formation d'un à deux ans, (ii) l'organisation des branches professionnelles, (iii) développement de partenariats avec le secteur privé et avec les professions, (iv) élaboration d'un cadre national des qualifications et de certifications | | | | Nationale |

| Politiques/ réformes | Stratégies | Domaines d'intervention | | | Portée géographique (Nationale ou provinciale). Si provinciale, préciser les provinces |
|----------------------|--|--|--|--|---|
| | | Politiques de promotion de l'accessibilité | Politiques de promotion de l'environnement d'apprentissage | Politiques assurant les droits et opportunités | |
| | Stratégie 4 : Le renforcement de la résilience du système : (i) mise en œuvre de l'alimentation scolaire et actions sanitaires, (ii) constructions scolaires et adaptation aux catastrophes naturelles, (iii) accompagnement des enfants ayant interrompu leur scolarité et (iv) la promotion de la gratuité de l'enseignement fondamental, | | | | Nationale |
| | Stratégie 5 : L'amélioration de la gouvernance et du pilotage du secteur : (i) gestion des flux, (ii) déconcentration et décentralisation du système éducatif, (iii) renforcement des capacités de gestion, planification, suivi et évaluation | | | | Nationale |
| Décompte | | Total 1 : 14 | Total 2 : 21 | Total 3 : 12 | |

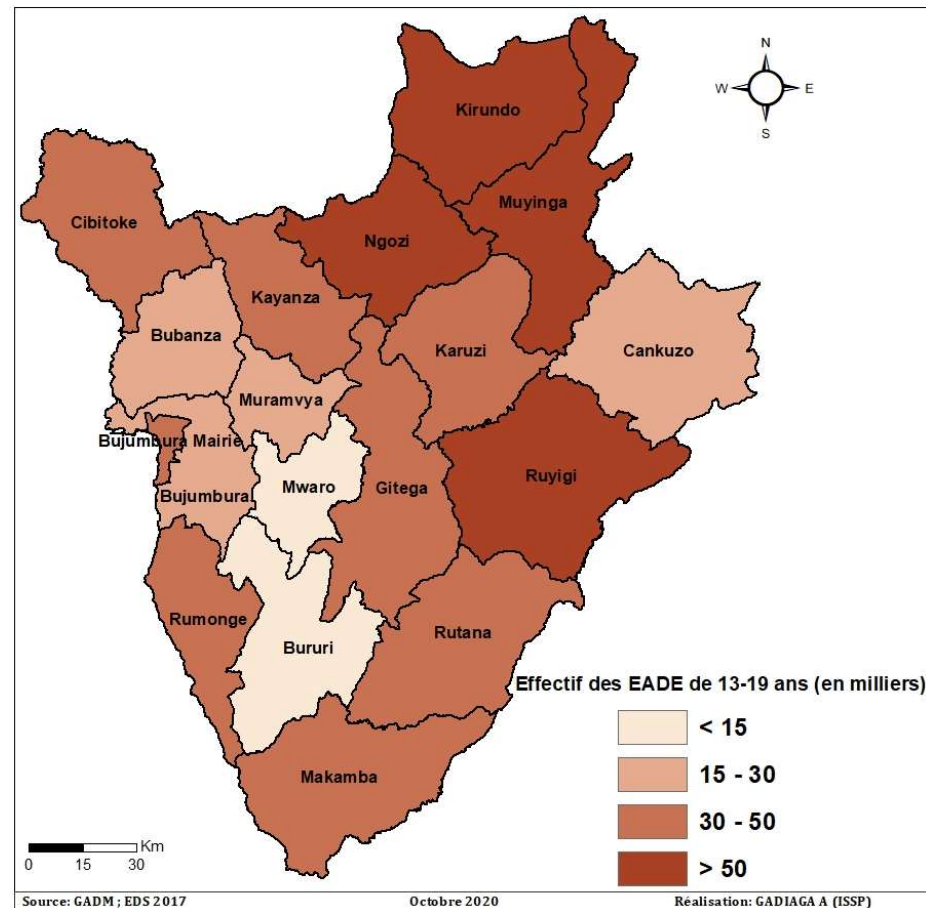
Source : Synthèse des auteurs

Graphique A1 : Carte des EADE de 13-19 ans par province

Graphique 16.a : Proportions (en %) des EADE de 13-19 ans



Graphique 16.b : Effectifs des EADE de 13-19 ans



Visiter notre site web : www.unicef.org

Ou contacter :

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique
Boulevard de l'UPRONA B.P. 1990 Bujumbura, Burundi.

Tél : (257)22229450

E-mail : info@mesrs.gov.bi

Internet : <http://www.mesrs.gov.bi>

ou

UNICEF Burundi

3 UN Tanganyika House, Av. Gitega, Kabondo

BP 1650 - Bujumbura, Burundi

Tél : +257 22202000

E-mail : bujumbura@unicef.org

ISSP

03 BP 1778 Ouagadougou 03

Tél. : +226 25 30 25 58/59

